

# Rapport annuel 2011



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

*Rapport annuel de l'ONUDI 2011*

© ONUDI 2012. Tous droits réservés.

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou de leur système économique et degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" ou "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou de telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

Toute référence au terme "dollar" (\$) s'entend du dollar des États-Unis d'Amérique.

Publication réalisée par la Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais de l'Office des Nations Unies à Vienne.

Les pages intérieures de la présente publication sont imprimées sur du papier sans bois et non couché, certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de traçabilité) et le Système de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de traçabilité).

L'intégralité du présent rapport est disponible en ligne à l'adresse

[www.unido.org](http://www.unido.org)

ISSN 1020-7651

Distribution: générale

IDB.40/2-PBC.28/2 2012

Français

Original: anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
RAPPORT ANNUEL 2011



---

Message du Directeur général	iv
Déclaration de mission	vi

---

<b>01 L'ONUDI, un partenaire précieux</b>	<b>1</b>
Quatorzième session de la Conférence générale de l'ONUDI • L'ONUDI et le système des Nations Unies • L'énergie durable pour tous • Les bureaux de l'ONUDI • Les régions, priorités de l'ONUDI • L'ONUDI et les médias • L'ONUDI et le secteur privé	
<b>Rubrique spéciale:</b> L'ONUDI conduit le projet d'écologisation de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	

---

<b>02 L'ONUDI, gestionnaire efficace</b>	<b>25</b>
Direction exécutive • Gestion de la coopération technique • Gestion financière • Gestion de l'efficacité • Gestion du changement • Gestion des ressources humaines • Gestion de l'équilibre entre les sexes • Gestion de la responsabilisation et de l'éthique • Gestion de la sûreté et de la sécurité du personnel • Gestion du Centre international de Vienne • Gestion des contrats, des services et des systèmes	
<b>Rubrique spéciale:</b> Le partage des coûts sous tous ses aspects	

---

<b>03 Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives</b>	<b>43</b>
Secteur privé et promotion des investissements et de la technologie • Agribusiness et développement de l'entrepreneuriat rural • Sécurité humaine et relèvement après les crises • Les femmes et les jeunes dans les activités productives	
<b>Rubrique spéciale:</b> Les pays les moins avancés	

---

<b>04 Renforcement des capacités commerciales</b>	<b>71</b>
Capacités productives compétitives pour le commerce international • Infrastructure relative à la qualité et à la mise en conformité • Promotion des exportations des entreprises et consortiums de PME • Responsabilité sociale des entreprises pour l'intégration des marchés	
<b>Rubrique spéciale:</b> Un bon rapport coûts-résultats dans le domaine des normes et de la qualité	

---

## 05 Environnement et énergie 85

Production industrielle économe en ressources et à faible émission de carbone • Accès à une énergie propre à des fins productives • Renforcement des capacités pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement

**Rubrique spéciale:**

Forum de l'énergie de Vienne 2011

---

## 06 Recherche et analyse 109

Statistiques • Recherche thématique • Conseils en matière de politique industrielle • Les réseaux de connaissance: une nouvelle initiative

**Rubrique spéciale:**

L'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités

---

## 07 L'ONUDI: catalyseur d'un monde meilleur 125

---

Généralités sur l'ONUDI

L'ONUDI dans le monde

Abréviations

Appendices sur CD-ROM

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Coopération technique avec les pays les moins avancés (PMA) • Programme ordinaire de coopération technique • Nominations d'experts par listes d'États • Accords et autres arrangements conclus en 2010 • Présentations de pays/séminaires organisés par les bureaux de promotion des investissements et de la technologie • Achats • Représentation hors siège • Composition du secrétariat et informations relatives au personnel • Perfectionnement du personnel • Statistiques industrielles • Liste des activités de coopération technique



## Message du Directeur général

L'année passée a été remarquable à bien des égards. En termes tant de quantité que de qualité, l'ONUDI a surpassé les résultats pourtant excellents obtenus en 2009 et 2010. Le montant de son portefeuille de projets a atteint 448,8 millions de dollars des États-Unis, soit 63,3 millions de plus que le montant déjà impressionnant de 2010. Totalisant 166,7 millions de dollars, le volume des services fournis a dépassé le précédent record de 159,6 millions de dollars établi en 1990, alors que les effectifs de l'Organisation étaient deux fois plus importants. Ces résultats montrent on ne peut plus clairement combien nous avons encore gagné en efficacité et en productivité.

Nous avons de quoi être tout à fait fiers de ces accomplissements, mais nous ne pouvons pas nous permettre de relâcher nos efforts. Si de nombreux pays, notamment parmi les moins avancés et ceux à revenu intermédiaire, ont témoigné leur profonde reconnaissance à l'ONUDI pour son soutien, il nous faut garder à l'esprit qu'en tant qu'institution spécialisée dans le développement industriel durable, nous devons rester à l'écoute des besoins et demandes de l'ensemble de nos États membres. Au cours des 45 années d'existence de l'ONUDI, les économies de nombreux pays ont connu, je suis heureux de pouvoir le dire, des améliorations considérables, lesquelles ont donné lieu à une évolution des attentes des États membres à l'égard d'organisations comme la nôtre. Beaucoup de ces pays n'ont plus besoin des stratégies principalement axées sur la réduction de la pauvreté que nous offrons et recherchent à présent des solutions de haute technologie qui leur permettent de relever des défis complexes en matière de développement. De nombreux pays choisissent ainsi de remplacer leurs technologies dépassées par d'autres, innovantes et plus écologiques, ou de mettre en place des systèmes de gestion des connaissances.

Cette année, je vais m'efforcer de faire en sorte que l'ONUDI continue, pour chacun de ses quatre piliers d'intervention — coopération technique, conseil stratégique, fonction normative et fonction fédératrice —, d'adapter ses services en fonction des niveaux de développement

spécifiques des différents pays partenaires. Je suis sûr que les lecteurs prendront le temps de découvrir l'ampleur et la diversité des programmes et projets mentionnés dans ce *Rapport* et qu'ils se rendront ainsi compte de la gamme de services que l'ONUDI propose non seulement aux pays les moins avancés, mais également à des pays à revenus intermédiaires déjà bien engagés sur le chemin de l'industrialisation durable. J'aimerais attirer l'attention du lecteur sur l'une de nos plus récentes initiatives, la création de l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités, décrit dans la rubrique spéciale du chapitre 6 du présent *Rapport*. Cet Institut a beaucoup à offrir à tous les pays quel que soit leur stade de développement, y compris à ceux qui ont une économie forte et une industrie moderne.

L'année sur laquelle porte ce rapport ne s'est pas déroulée sans heurts. Nous voyons bien que les pays qui ont jusqu'à présent investi dans les systèmes de développement multilatéral ont aujourd'hui des difficultés à continuer sur la même voie. Cela signifie que nous devons nous montrer plus déterminés que jamais à obtenir des résultats, tout en étant clairs sur un point: nous ne pouvons agir que dans les limites du mandat qui nous a été confié par l'ensemble des États Membres. À cet égard, nos solides résultats de ces dernières années n'ont pas échappé aux donateurs, qui ont été nombreux à faire confiance à l'ONUDI et ont ainsi permis une mobilisation de fonds sans précédent.

La belle performance réussie par l'ONUDI en 2011 n'est pas due au hasard. Elle est l'aboutissement des efforts exceptionnels déployés par le personnel, qui a travaillé sans relâche tandis que l'Organisation était engagée dans une ambitieuse initiative de gestion du changement. En dépit du fait qu'un sixième du personnel ait été très occupé par cette transition, qui s'est avérée fort bénéfique mais a exigé un gros investissement en temps, nous avons obtenu des résultats remarquables.

Les défis auxquels nous sommes confrontés au siège de Vienne semblent bien peu de chose en comparaison de ce que vivent certains fonctionnaires de l'ONUDI en poste hors



siège. Nous sommes restés en contact étroit avec le personnel des bureaux extérieurs soumis à des conditions de sécurité précaires et je souhaite rendre hommage à la force morale de ces personnes ainsi qu'à leur détermination à donner le meilleur d'elles-mêmes face au danger. Je me réjouis qu'aucun membre du personnel de l'ONUDI n'ait perdu la vie ni n'ait été gravement blessé, mais nous avons une pensée pour les autres organisations qui n'ont pas eu autant de chance.

Le *Rapport annuel* de cette année contient une multitude d'informations sur les services fournis et les résultats obtenus par l'ONUDI en 2011 dans toute leur diversité, même si, pour des raisons pratiques, il ne saurait être exhaustif et n'offrirait donc que quelques instantanés représentatifs. S'il se présente sous un format très semblable à celui de l'année dernière, nous y avons aussi intégré, en réponse aux nombreuses demandes de description factuelle et chiffrée de l'incidence de nos services, un échantillon de fiches récapitulatives axées sur les résultats concernant des projets et programmes entrepris dans différents secteurs et diverses régions (chapitre 7). En vue de diffuser le plus largement possible le *Rapport annuel* de l'ONUDI et pour rendre sa lecture plus agréable à nos partenaires, nous allons en publier, à titre expérimental, une version électronique pour livre numérique et tablette, en trois langues dans un premier temps. Les instructions à suivre pour en télécharger les versions ePub et PDF seront publiées sur le site Web de l'Organisation. J'espère que, grâce au nouveau format ePub, les informations relatives à l'ONUDI deviendront encore plus accessibles et que leur lecture sera la plus confortable possible. J'attends d'ailleurs avec impatience vos commentaires à ce sujet.

En plus de décrire les activités menées par l'Organisation en 2011, le présent *Rapport* donne un avant-goût des améliorations à venir. Je compte bien qu'à mesure que les nouveaux systèmes mis en place dans le cadre de notre programme de gestion du changement deviendront opérationnels, nous serons en mesure de vous communiquer dans les prochains *Rapports annuels* des données plus systématiques et détaillées

sur les résultats obtenus. La rubrique spéciale en fin de chapitre 2 contient de plus amples informations sur ce thème.

La tenue en juin du Forum de l'énergie de Vienne est l'un des faits marquants qui ont permis à l'ONUDI d'occuper le devant de la scène internationale en 2011. Ce forum a été une étape fondamentale vers la proclamation de 2012 comme Année internationale de l'énergie durable pour tous. Le Forum et les nombreux événements qui étaient organisés en parallèle ont attiré un large public, dont plusieurs personnalités intervenant activement dans le débat sur l'énergie. Le Forum de l'énergie de Vienne est décrit dans la rubrique spéciale du chapitre 5.

Tout au long de l'année 2011, l'ONUDI est restée pleinement mobilisée dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), prévue en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil). L'Organisation a largement contribué aux travaux préparatoires, et elle appuiera la mise en œuvre des résultats de la Conférence en se concentrant plus particulièrement sur les deux initiatives majeures qui concernent l'énergie durable pour tous et l'industrie verte. En tant qu'Organisation, nous nous engageons à faire en sorte que les objectifs de ces initiatives soient clairement repris dans les comptes rendus et textes issus de la Conférence et intégrés aux objectifs de développement durable devant découler du processus de Rio+20.

En conclusion, j'aimerais vous remercier pour l'intérêt et le soutien que vous continuez de manifester à l'égard de l'ONUDI. Comme je l'ai déjà indiqué, 2011 a été une année tout aussi gratifiante que la tâche a été difficile pour l'Organisation. Elle nous permettra de tirer de précieuses leçons pour l'avenir et, ainsi, de mieux répondre aux attentes des États membres.

Le Directeur général,  
Kandeh K. Yumkella

L'ONUDI a pour objectif de réduire la pauvreté par le biais du développement industriel durable. Nous voulons que tous les pays aient la possibilité de mettre en place un secteur de production prospère, d'accroître leur participation au commerce international et de protéger leur environnement.

## Nos services: croissance de qualité

Par “croissance de qualité”, nous entendons l’amélioration et l’élargissement continu de tous nos services, qui sont multidisciplinaires et ont un impact positif sur les politiques et les institutions à l’échelle mondiale.

» NOUS PROPOSONS DES SOLUTIONS: nous faisons appel à des compétences et des expériences mondiales pour répondre à des problèmes de développement complexes par le biais de services intégrés à fortes retombées.

» NOUS SOMMES FLEXIBLES: nous différencions et adaptons nos démarches et nos méthodologies en fonction des besoins des pays, compte tenu de leurs différents stades de développement.

» NOUS ÉLARGISSONS NOS SERVICES: nous étendons notre portée géographique et renforçons nos activités pour desservir un plus grand nombre de pays et de personnes.

» NOUS ASSURONS L’EFFICACITÉ: nous mesurons l’impact de nos services sur le développement afin d’obtenir les meilleurs résultats possibles.

## Nos opérations: Unité d’action de l’ONUDI

Par “Unité d’action de l’ONUDI”, nous entendons que nous sommes unis sur le plan des objectifs et de l’action.

» NOUS DONNONS DES MOYENS D’AGIR À NOS COLLABORATEURS: nous identifions et renforçons les compétences et les connaissances, encourageons la communication et l’innovation, améliorons l’intégrité et la responsabilité et récompensons le travail en équipe.

» NOUS ŒUVRONS AU SERVICE DE NOS PARTENAIRES: nous favorisons la coopération, la capacité de réaction et le sentiment d’appropriation pour répondre aux besoins de toutes les parties prenantes.

» NOUS SERVONS D’EXEMPLE: nous assurons une direction éthique tenant compte de la problématique hommes-femmes, motivons nos collaborateurs, favorisons l’innovation et travaillons dans le cadre d’équipes souples et interinstitutions.

» NOUS ASSURONS UNE GESTION EFFICACE: nous améliorons la rapidité et l’efficacité de tous nos services et définissons et appliquons des procédures de travail qui réduisent au minimum les lourdeurs administratives.

» Cette année, une large place est faite aux partenariats — ceux dont l'ONUDI est acteur ou ceux qu'il encourage.



## L'ONUDI, un partenaire précieux

Le fil rouge tout au long du *Rapport annuel 2010* était le thème du partenariat. Cette année, une large place est faite aux partenariats — ceux dont l'ONUDI est acteur ou ceux qu'il encourage. On peut dire que dans le contexte mondial actuel, c'est par la mise en commun des ressources que l'on se donne les plus grandes chances de réussite en matière de coopération pour le développement, quel que soit le secteur concerné. L'ONUDI occupe un créneau très particulier et peut se vanter d'un niveau de compétence et de spécialisation que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Elle ne prend pas le risque de trop se disperser en essayant d'assumer des responsabilités que ses partenaires, de par leurs domaines de spécialisation, sont mieux à même de remplir. On trouvera dans le présent chapitre une description de différents projets, manifestations et activités dans lesquels l'ONUDI a été un partenaire particulièrement indiqué. Il y est question tout d'abord de la plus importante relation de partenariat qu'entretienne l'Organisation, celle avec ses États membres.

### La quatorzième session de la Conférence générale de l'ONUDI

La Conférence générale, organe directeur suprême de l'Organisation, a tenu sa quatorzième session à Vienne du 28 novembre au 2 décembre, avec pour thème principal les moyens de pérenniser la nouvelle révolution industrielle. Plus de 700 personnes du monde entier, qui représentaient plus de 140 États membres, et au nombre desquelles se trouvaient deux vice-présidents et quelque 40 ministres, ont participé à ses travaux. Le fait que plusieurs organisations comptant parmi les principaux partenaires de l'ONUDI, comme l'Union européenne et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, se soient fait représenter à un haut niveau a montré quelle importance l'ONUDI attachait au maintien de relations étroites avec les organisations reliées ou non à l'ONU dont les activités étaient complémentaires des siennes. Que ce soit lors des séances plénières ou de la grande commission, à l'occasion de manifestations parallèles ou au cours de réunions moins formelles entre membres des délégations et représentants de l'ONUDI, la Conférence a offert à l'ONUDI un cadre privilégié pour le dialogue avec ses États membres.

La Conférence générale a été officiellement ouverte au nom du pays hôte, l'Autriche, par Michael Spindelegger, Vice-Chancelier et Ministre fédéral des affaires européennes et internationales. Celui-ci a souligné à quel point il importait de suivre des stratégies de développement industriel durable dans le contexte actuel du développement international. En intégrant pleinement le concept de durabilité, l'ONUDI avait fait une place au développement industriel parmi les questions économiques, environnementales, sociales et de sécurité complexes qui caractérisaient l'ère de la mondialisation. Dans son allocution

liminaire, le Directeur général a évoqué les solides partenariats stratégiques que l'ONUDI entretenait à la fois avec ses États membres et avec des organismes de développement et des donateurs tels que l'Union européenne, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal. Les partenaires de l'ONUDI, a-t-il affirmé, étaient conscients de la pertinence tant du mandat de l'Organisation que de ses compétences eu égard à l'évolution du paysage du développement. Les partenariats bilatéraux, déjà forts, allaient considérablement progresser dans les années à venir, a-t-il ajouté. Dans une déclaration qu'il a fait prononcer en son nom, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, a noté que le passage à une économie mondiale verte supposait une nouvelle révolution industrielle et une transition générale vers une réduction des émissions de carbone et une croissance peu gourmande en ressources. Il a insisté sur la nécessité de veiller, lors de cette transition, à ce que tous les peuples bénéficient des retombées et perspectives découlant de ce nouveau modèle de croissance et de prospérité.

Sur le thème de la durabilité du développement industriel, un certain nombre de séances techniques et de tables rondes ont permis de mettre en commun les connaissances et les compétences qui avaient été acquises au sein des différentes régions (voir "Les régions, priorités de l'ONUDI" ci-après).

Au cours des séances plénières et au sein de la grande commission, les États membres ont adopté plusieurs décisions et résolutions importantes intéressant au plus haut point les activités opérationnelles de l'Organisation. Ainsi, dans une résolution visant à renforcer les activités de

l'ONUDI dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, ils ont considéré que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui devait se tenir en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil), offrait une occasion unique d'obtenir un renouvellement de l'engagement politique en faveur du développement durable et se sont dit conscients que l'ONUDI pouvait apporter une contribution précieuse à la Conférence, notamment au sujet de la promotion d'une industrie verte et des choix énergétiques durables.

Les États membres ont adopté d'autres résolutions tout aussi importantes concernant le renforcement du rôle de l'ONUDI dans la fourniture de conseils aux pays en développement dans le domaine des stratégies et de la politique industrielles afin de promouvoir la compétitivité, la diversification économique et le changement structurel tout en assurant la viabilité économique, sociale et environnementale du secteur industriel et en favorisant l'intégration sociale. Les États membres ont par ailleurs décidé de créer un fonds d'affectation spéciale pour l'exécution d'activités programmatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, à l'intention des pays pauvres de la région. Ce fonds permettra de financer des services dans des domaines thématiques présentant un intérêt particulier pour la région, à savoir l'appui aux stratégies visant à apporter des solutions aux problèmes du commerce et de l'intégration économique aux niveaux sous-régional, régional et mondial, l'appui à l'élaboration et à la mise en commun de politiques et de connaissances industrielles, et l'aide à l'utilisation rationnelle de l'énergie à des fins productives.

Dans sa déclaration finale, le Directeur général s'est félicité du vif soutien dont bénéficiaient les activités menées par



Jeremy Rifkin, auteur de *The Third Industrial Revolution*, intervenant devant la Conférence générale.  
Photo: ONUDI

l'ONUDI dans le cadre de l'initiative pour une industrie verte et dans le domaine de l'énergie, et il a assuré les États membres que l'Organisation continuerait de travailler en coopération étroite avec eux dans tous les domaines visés par ses projets afin de faire progresser le développement dans les années à venir. Il a également mentionné l'évaluation favorable que l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad) avait faite de l'Organisation (pour de plus amples informations à ce sujet, on se reportera à la rubrique spéciale du chapitre 4) et fait remarquer que l'ONUDI avait de nouveau, pour la huitième fois en 10 ans, été classée meilleur agent d'exécution par le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal.

La Conférence avait été précédée en novembre de la quatrième Conférence ministérielle des pays les moins avancés (PMA), dont les débats avaient été consacrés à la transformation structurelle des PMA et à l'appui de l'ONUDI à l'exécution du Programme d'action d'Istanbul et avaient débouché sur l'adoption du Plan d'action ministériel des pays les moins avancés 2011, qui reposait sur sept engagements visant à améliorer les conditions de vie des citoyens des PMA sur la base d'un partenariat mondial.

## L'ONUDI et le système des Nations Unies

Tout au long de l'année 2011, l'ONUDI a joué un rôle clef dans plusieurs processus interinstitutions destinés à

renforcer la cohérence de l'action des Nations Unies; elle a également pris part à des conférences intergouvernementales consacrées aux moyens d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la communauté internationale du développement d'une manière plus générale.

### Le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et ses organes subsidiaires

L'ONUDI a continué de participer activement aux travaux du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), forum qui permet aux chefs de secrétariat de ces différents organismes de discuter de questions d'intérêt commun et de définir des positions communes. L'Organisation a aussi été étroitement associée aux travaux des trois organes subsidiaires du CCS, à savoir le Comité de haut niveau sur les programmes, qui s'occupe de questions de politique générale, le Comité de haut niveau sur la gestion, qui s'intéresse aux questions administratives, et le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), chargé de promouvoir les objectifs de développement des pays au sein du système des Nations Unies; elle a ainsi participé à des réunions régulières, fourni des éléments en vue de la rédaction de documents ou de la définition de positions communes et élaboré des orientations et outils de sensibilisation s'adressant à l'ensemble du système.



Le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, sous la présidence du Secrétaire général, Ban Ki-moon, s'est réuni à Nairobi en avril.  
Photo: ONU/Mark Garten



Sur le stand de l'ONUDI, le Directeur général montre le passeport vert distribué aux participants à la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.  
Photo: ONUDI

À la session de printemps que le CCS a tenue à Nairobi en avril, le Directeur général est intervenu en introduction au séminaire “Après Rio+20”, abordant des questions touchant à l’économie verte, à l’accès à l’énergie et aux moyens par lesquels la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) pouvait ouvrir une nouvelle ère marquée par une croissance durable et inclusive. Au lendemain de la session, le Secrétaire général a invité le Directeur général à participer à un groupe de coordination qu’il avait spécialement mis en place pour qu’il le conseille quant à la contribution que le système des Nations Unies pouvait apporter sur les deux thèmes de Rio+20, l’économie verte dans le contexte du développement durable et de la réduction de la pauvreté, et la mise en place d’un cadre institutionnel pour le développement durable. À Durban (Afrique du Sud), en décembre, le Directeur général s’est joint au Secrétaire général à une table ronde organisée par le CCS en marge de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

L’ONUDI a participé à la fois aux vingt et unième et vingt-deuxième sessions ordinaires du Comité de haut niveau sur les programmes, tenues à New York en mars et septembre, et aux discussions complémentaires que celui-ci a eues pour définir une position commune au sujet de la Conférence Rio+20 et du changement climatique. À la vingt et unième session, le Comité a félicité le Directeur général de l’ONUDI pour le rôle moteur qu’il avait joué dans la promotion du programme d’action en matière d’énergie.

À la vingt et unième session du Comité de haut niveau sur la gestion, tenue à Paris en mars, l’ONUDI était représentée au sein d’un sous-comité chargé d’élaborer des recommandations quant à la manière dont le système des Nations Unies pouvait agir plus efficacement et maîtriser les dépenses qui ne se traduisaient pas directement par des résultats. Le CCS a examiné les recommandations préliminaires du sous-comité à sa session d’avril, lors de laquelle le Secrétaire général a demandé au Comité de poursuivre la réflexion sur les moyens de faire plus en dépensant moins afin de contribuer au vaste processus de gestion du changement en cours au sein du système. Dans les mois qui ont suivi, l’ONUDI a continué de participer aux travaux du Comité et du sous-comité, ainsi qu’au processus de gestion du changement que le Secrétaire général avait mis en chantier.

En 2011, l’ONUDI a joué un rôle de premier plan dans le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), troisième composante du CCS (aux côtés du

Comité de haut niveau sur les programmes et du Comité de haut niveau sur la gestion), dont le mandat est de guider et de coordonner les activités de développement menées sous l’égide du système des Nations Unies au niveau des pays.

Des fonctionnaires de l’ONUDI ont été nommés Vice-Président du GNUD et Président (et Vice-président) du Comité directeur du Guichet élargi de financement de l’initiative “Unis dans l’action” pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que Coprésident(s) du Groupe de travail sur le réseau de coordonnateurs résidents et du Sous-Comité sur le financement commun du Réseau opérationnel et de financement commun. Une réunion des présidents des groupes de travail et des réseaux du GNUD s’est tenue à Vienne le 19 mai 2011.

L’ONUDI a beaucoup collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales de l’ONU et avec les organismes des Nations Unies à la préparation de l’examen triennal complet des activités opérationnelles de développement menées par le système des Nations Unies, dont le Conseil économique et social allait être saisi en juillet. Ainsi, le présent rapport renseigne également sur les activités opérationnelles menées par l’ONUDI, conformément à l’examen triennal complet. Au second semestre, l’ONUDI a entamé des discussions préliminaires avec différents organismes du système sur la procédure d’examen quadriennal complet qui devait s’achever à la session de l’Assemblée générale des Nations Unies de 2012.

S’agissant des efforts déployés à l’échelle du système pour améliorer l’efficacité de l’aide et du développement, l’ONUDI a pris une part active aux travaux de l’Équipe spéciale du GNUD et du Comité de haut niveau sur la gestion chargée d’examiner la question de la présentation des résultats. Le Comité a produit un document sur les meilleures pratiques dont il a saisi le quatrième Forum de haut niveau sur l’efficacité de l’aide au développement qui s’est tenu à Busan (République de Corée) en novembre-décembre. Pour la première fois, un cadre de coopération aux fins du développement englobant les donateurs traditionnels, les acteurs de la coopération Sud-Sud, des pays émergents tels que le Brésil, l’Inde, la Chine et l’Afrique du Sud, des organisations de la société civile et des donateurs privés a été convenu, qui figure dans le document final du Forum de haut niveau, le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement. Les participants au Forum ont débattu du rôle crucial et toujours plus important joué par le secteur privé dans la coopération aux fins du développement, citant comme exemple le partenariat noué entre

l'ONUDI et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement d'une part et le fabricant suédois de véhicules utilitaires Scania d'autre part, en Iraq. L'ONUDI avait organisé une manifestation parallèle sur le thème "Réseaux pour la prospérité: les réseaux de connaissances au service des objectifs de développement", qui a attiré un public nombreux et suscité un vif intérêt. Une publication portant ce même titre a pu être réalisée grâce au guichet de financement "Développement et secteur privé" du Fonds espagnol pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, par lequel le Gouvernement espagnol, avec les organismes des Nations Unies, cherche à soutenir la participation active et responsable du secteur privé dans les processus de développement qui est indispensable à la réalisation des objectifs de développement, notamment des objectifs du Millénaire pour le développement (voir aussi à ce sujet le chapitre 6).

Concernant l'action du système des Nations Unies en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement et en préparation de ce qui devra être fait après 2015, l'ONUDI a continué de prendre part aux travaux du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement créé par le Secrétaire général, en particulier aux travaux se rapportant à l'objectif 8 et plus spécialement à l'accès aux marchés (système commercial), à l'accès à des médicaments essentiels abordables et à l'accès aux nouvelles technologies. En décembre, l'ONUDI a intégré l'Équipe spéciale du système des Nations Unies sur le programme d'action pour le développement après 2015, qui doit rendre un rapport à la mi-2012. C'est sur ce rapport que le nouveau groupe de haut niveau sur le sujet qui sera constitué par le Secrétaire général en 2012 fondera ses travaux. En parallèle, l'ONUDI participe également à l'Équipe spéciale sur l'après 2015 mise en place par le Groupe interinstitutions et d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement.

### Unis dans l'action

Par l'initiative "Unis dans l'action", les organismes des Nations Unies agissent de manière coordonnée grâce à une représentation unique dans chaque pays. Avec un programme et un budget uniques, l'initiative met en avant le rôle du coordonnateur résident tout en exploitant les points forts et les avantages comparatifs des organisations participantes. L'un des intérêts de cette initiative est qu'elle permet d'éviter les doubles emplois et, au final, de réduire les coûts, en conséquence de quoi davantage de ressources sont

disponibles pour aider les pays partenaires à poursuivre leurs objectifs de développement. Huit pays participent actuellement à l'initiative: l'Albanie, le Cap-Vert, le Mozambique, le Pakistan, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, l'Uruguay et le Viet Nam. Quelque 40 autres ont volontairement adopté la même démarche.

En 2011, l'ONUDI a examiné l'état d'avancement des projets relevant de l'initiative "Unis dans l'action" et cerné les possibilités de développement à l'occasion de missions d'évaluation réalisées au Mozambique et au Viet Nam ainsi que dans quatre pays ayant décidé d'eux-mêmes de suivre cette démarche, à savoir le Botswana, le Lesotho, le Malawi et la Namibie. Des fonctionnaires du Siège se sont rendus au bureau extérieur de l'ONUDI au Cap-Vert pour aider à élaborer le nouveau Programme unique en vue du cycle débutant en 2012. Les activités se sont poursuivies s'agissant du projet lancé en 2008 pour renforcer et coordonner le rôle de l'ONUDI dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action", ainsi que des stratégies de réduction de la pauvreté, des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Le programme d'appui a été conçu de telle sorte que l'action menée par les Nations Unies en faveur des objectifs prioritaires de développement économique et industriel des États membres porte davantage ses fruits, grâce à une participation encore plus active de l'ONUDI aux activités exécutées au niveau des pays. Les activités de coopération technique de l'ONUDI trouvent maintenant leur place parmi celles menées par le système des Nations Unies pour répondre aux priorités et plans nationaux de développement et atteindre les objectifs de développement convenus au plan international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement.

### L'énergie durable pour tous

En septembre 2011, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a lancé une nouvelle initiative sans précédent, intitulée "L'énergie durable pour tous", par laquelle il veut mobiliser une action rapide au niveau mondial. Tous les secteurs de la société sont ainsi invités à la table des négociations: les entreprises aussi bien que les pouvoirs publics, les investisseurs, les groupes de la société civile et le monde universitaire. Trois objectifs interdépendants sont poursuivis: parvenir à un accès universel aux services énergétiques modernes, doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique et multiplier par deux la part des

## L'initiative du Secrétaire général sur l'énergie durable pour tous

ouvre une nouvelle voie de partenariat en vue de la mise en place des conditions nécessaires à un investissement réussi dans la transformation du secteur énergétique dont le monde a besoin. Offrir des services énergétiques modernes aux milliards de personnes qui n'ont pas d'électricité ni de carburants propres est une obligation morale, mais cela représente aussi un débouché commercial unique, un marché gigantesque, qui mènera vers un monde plus prospère et fera progresser la demande de biens et services de toutes sortes. Fournir au reste du monde des techniques énergétiques à faible émission de carbone pour préserver la planète ouvre des perspectives encore plus vastes, de l'ordre du millier de milliards de dollars. Si nous, entreprises, investisseurs, pouvoirs publics et acteurs de la société civile, unissons nos forces pour créer ces marchés et réduire les risques, l'investissement ne manquera pas de suivre.

Charles O. Holliday et Kandeh K. Yumkella, Coprésidents du Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous



Charles O. Holliday, Président du Conseil d'administration de la Bank of America, et Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, coprésident le Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous. L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé l'année 2012 "Année internationale de l'énergie durable pour tous" (voir [www.SEFA2012.org](http://www.SEFA2012.org)).

Photo: ONUDI



Le Cercle de Montevideo, prestigieux groupe de réflexion de dirigeants d'organismes financiers, sociaux et de développement en Amérique latine et partenaire apprécié par l'ONUDI, a tenu sa session annuelle à Vienne en juin, dans le cadre du Forum de l'énergie de Vienne. Les débats ont porté principalement sur les changements et les tendances actuels dans le monde et le rôle des pays d'Amérique latine.

Photo: ONUDI

énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. Le Secrétaire général a nommé Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, et Charles O. Holliday, Président du Conseil d'administration de la Bank of America, Coprésidents du Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous nouvellement créé. En association avec d'autres membres éminents, ils devront amener tous les secteurs de la société à s'engager à étendre l'accès à l'énergie, améliorer l'efficacité énergétique et augmenter la part des sources d'énergie renouvelables dans la consommation d'énergie.

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé l'année 2012 Année internationale de l'énergie durable pour tous. En sa qualité de Président d'ONU-Énergie, mécanisme créé en 2004 pour renforcer la cohérence de l'action des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'énergie, le Directeur général a été étroitement associé aux préparatifs de la célébration de l'Année internationale.

Le Forum de l'énergie de Vienne qui s'est tenu en juin, et auquel est consacrée la section spéciale du chapitre 5 ci-après, a rassemblé plus de 1 200 participants de 125 pays. Il a porté sur diverses questions telles que les éléments de base nécessaires à l'élaboration d'une stratégie qui donne la priorité à l'accès à l'énergie, ainsi que l'efficacité énergétique et la réduction de l'intensité énergétique mondiale. En marge du Forum, une Réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte a donné aux ministres l'occasion, sous forme de tables rondes, d'échanger des informations sur les meilleures pratiques, les programmes et d'autres mesures de nature à renforcer l'accès à l'énergie propre et l'écologisation du développement industriel.

## Les bureaux de l'ONUDI

### Bruxelles

Tout au long de 2011, le Bureau de Bruxelles a favorisé le dialogue entre l'ONUDI et les institutions de l'Union européenne. En mars, le Directeur général a rencontré de hauts fonctionnaires de la Commission européenne. Antonio Tajani, Vice-Président de la Commission européenne et Commissaire chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat, a abordé la question de la coopération en faveur du développement industriel de l'Afrique. À l'invitation du Directeur général, il a prononcé une allocution liminaire à la dix-neuvième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie (CAMI), tenue le même mois à Alger, et proposé à cette occasion que l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONUDI organisent

**“L'énergie est l'élément commun à la croissance économique, à une plus grande équité sociale et à un environnement dans lequel le monde peut prospérer ... Il ne saurait y avoir de développement sans énergie, ni de développement durable sans énergie durable.”**

**Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies**

en 2012 une Conférence de haut niveau sur la coopération industrielle. Andris Peilags, Commissaire européen chargé du développement, s'est dit intéressé par l'idée d'intensifier la coopération avec l'ONUDI dans le cadre du nouveau “Programme pour le changement” de l'Union européenne, qui mettra davantage l'accent sur la création d'emplois et de richesse par le développement du secteur privé, tandis que Connie Hedegaard, Commissaire chargée de l'action pour le climat, a réaffirmé la nécessité de faire de l'initiative “L'énergie durable pour tous” un élément incontournable des politiques et négociations relatives au changement climatique. Le Directeur général a également rencontré des représentants du tout nouveau service diplomatique de l'Union européenne, le Service européen pour l'action extérieure, avec qui il a discuté de la coopération entre l'ONUDI et l'Union européenne sur le terrain.

La collaboration entre l'ONUDI et l'Union européenne concerne avant tout, à l'heure actuelle, le renforcement des capacités commerciales, notamment l'établissement de normes industrielles propres à améliorer la compétitivité et la protection des consommateurs, ainsi que la modernisation du secteur privé en vue de la création d'emplois et de richesse dans les pays pauvres. L'ONUDI espère étendre cette collaboration à d'autres domaines, comme la production et la consommation durables, l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables à des fins productives. La présence d'un représentant de l'ONUDI à Bruxelles a permis de mettre au point un programme commun fortement axé sur l'Afrique et sur l'environnement.

Le Bureau de l'ONUDI est membre de l'Équipe de Bruxelles qui, composée de 27 organismes, fonds et



Signature d'un mémorandum d'accord entre l'ONUDI et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à Bruxelles en mars, à la suite de quoi un accord établissant des relations a été conclu en novembre.  
Photo: Avec l'aimable autorisation du secrétariat du Groupe ACP

programmes des Nations Unies représentés dans la ville, favorise le dialogue sur différentes politiques de l'Union européenne. Le Bureau a coordonné la prise de contact entre l'Équipe de Bruxelles et la Direction générale de la recherche et de l'innovation de l'Union européenne, préparant ainsi le terrain pour un dialogue stratégique et, à l'avenir, une coopération étroite, ainsi que pour la signature d'un accord établissant des relations avec le secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP)

**Au fil des ans, l'ONUDI s'est avérée** un partenaire fiable et efficace, qui joue un rôle de catalyseur pour la transformation des économies des pays en développement en renforçant les capacités productives et en encourageant les investissements propres à augmenter la valeur ajoutée de la production locale, à stimuler la diversification de l'économie et à améliorer la compétitivité locale.

**Andris Peibalgs, Commissaire européen chargé du développement**

lors de la Conférence générale de l'ONUDI (voir à ce sujet la section consacrée à l'Afrique ci-après). La Journée de l'industrialisation de l'Afrique a été célébrée dans les locaux du secrétariat.

Le Bureau a organisé de nombreuses réunions entre des directeurs et autres fonctionnaires de l'ONUDI et des interlocuteurs de l'Union européenne. Il a aussi offert des sessions de formation à quelque 200 fonctionnaires du Siège concernant les moyens de collaborer efficacement avec les principaux donateurs de l'Organisation.

Le Bureau a facilité la participation de l'ONUDI à différentes manifestations "vertes", dont la Semaine verte de l'Union européenne, en mai, sur le thème "En faire plus avec moins", l'édition 2011 du Forum de l'investissement pour la croissance verte organisé en octobre par la Mission des États des Caraïbes orientales auprès de l'Union européenne et la conférence sur les énergies renouvelables organisée par le secrétariat du Groupe ACP sur une journée en novembre. Avec des collègues du siège, le Bureau a participé à l'organisation à Bruxelles de manifestations spéciales. Lors du lancement du Rapport 2011 de l'ONUDI et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) consacré au développement économique en Afrique et intitulé *Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial*, une discussion de haut niveau a rassemblé d'éminents intervenants dont le Secrétaire général du Groupe ACP, le Président de la CAMI et de hauts représentants de l'Union et de la Commission européennes. Le Bureau a aussi organisé une réunion-débat à laquelle ont assisté des participants de haut niveau à

l'occasion du lancement du rapport de l'ONUDI sur les réseaux pour la prospérité.

L'enquête de 2011 sur les investisseurs en Afrique a été présentée à la deuxième réunion du Forum sur le financement des petites et moyennes entreprises (PME), tenue en mars avec le soutien du Vice-Président de la Commission européenne et Commissaire chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat. En septembre, le Chef du Bureau de Bruxelles a prononcé une allocution lors de l'ouverture d'une exposition du Parlement européen consacrée au rôle croissant de l'Afrique du Sud dans le système des Nations Unies. Le jour de l'ouverture de la quatorzième session de la Conférence générale de l'ONUDI, en novembre, l'Union européenne et l'ONUDI ont présenté un rapport sur la coopération entre l'ONUDI et l'Union européenne, un partenariat pour une croissance inclusive et un développement durable.

## Genève

L'une des principales missions du Bureau de l'ONUDI à Genève est d'assurer une liaison étroite avec les 22 organisations internationales sises à Genève et les 23 missions permanentes auprès de l'ONUDI. En facilitant la circulation de l'information entre ces organisations et les sièges et les bureaux extérieurs de l'ONUDI, le Bureau de Genève a grandement contribué à l'action de l'Organisation, des points de vue tant de la formulation de stratégies que des projets de coopération technique ou des activités de forum mondial. Il a également assuré des services d'appui pour une soixantaine de missions de fonctionnaires de l'ONUDI à Genève.

Parmi les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies présents à Genève, c'est avec le Centre du commerce international, la Commission économique pour l'Europe, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation mondiale du commerce et l'Union internationale des télécommunications que le Bureau a entretenu les relations les plus étroites, assistant à des réunions régulières ou ad hoc et discutant avec certains services des possibilités de coopération avec l'ONUDI.

Bien que ses effectifs aient été réduits de moitié, le Bureau a participé en 2011 à plus de 130 manifestations organisées par la communauté internationale de Genève, dont un certain nombre de conférences, d'ateliers et de séminaires. Ses représentants ont eu des rencontres régulières avec les groupes de travail des Nations Unies tels que le Groupement interinstitutions du CCS concernant le commerce et la capacité de

production et le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale, ce qui a donné lieu à la formulation d'une dizaine au moins de projets de coopération technique auxquels l'ONUDI a participé. Le Bureau a pu attirer l'attention sur l'ONUDI et ses services à l'occasion de plus d'une vingtaine de manifestations et présentations techniques tenues en marge de grandes rencontres internationales au cours de l'année. C'est ainsi que, lors d'une manifestation organisée par l'ONUDI en marge de la cinquième Conférence des Parties à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, tenue à Genève en avril, il a présenté le référentiel pour les enquêtes concernant les sites contaminés et pour la gestion de ces sites (voir chapitre 5) et le module de formation sur l'évaluation des risques liés aux produits chimiques d'intérêt prioritaire.

Le Bureau de Genève a prêté son concours en vue de la présentation sur la gestion de l'énergie pour les entreprises des pays en développement et des pays émergents faite à l'occasion du lancement de la nouvelle norme ISO 50001 sur la gestion de l'énergie, en juin (voir chapitre 5). Il a aussi apporté son aide pour le lancement, à la cinquante-huitième session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, en septembre, d'une publication conjointe de l'ONUDI et de la CNUCED intitulée *Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial*. La dernière édition du guide des ressources interinstitutions sur le renforcement des capacités commerciales a été présentée lors du troisième Examen global de l'aide pour le commerce, en juillet.

Le Bureau de Genève a collaboré avec d'autres organisations à la rédaction d'un certain nombre de rapports communs et de documents de premier plan, comme la note de synthèse conjointe intitulée *Développement de la capacité productive et du commerce: la clef d'une croissance durable et solidaire*, publiée par le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du CCS à l'occasion de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Istanbul (Turquie) en mai. Le Bureau entretient des relations étroites avec le Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce et le Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé.

Le Bureau n'a toutefois pas limité ses contacts aux organisations internationales. Il a aussi participé à plusieurs manifestations locales organisées par des entités du secteur privé et présentant un intérêt pour l'ONUDI, dont une réunion des partenaires stratégiques des entreprises africaines sur le développement du secteur privé et la gouvernance en

Afrique, tenue en mai; un séminaire organisé par le Réseau mondial de banques d'import-export et d'institutions de financement du développement sur le renforcement de la coopération Sud-Sud et la promotion du financement des PME, en septembre; et le Forum Salterbaxter 2011 des entreprises durables, également en septembre.

La tenue de réunions régulières avec les missions permanentes auprès de l'ONUDI sises à Genève a facilité la circulation des informations avec le siège et la participation de ces missions à la quatorzième session de la Conférence générale.

## New York

La situation stratégique de son Bureau de New York assure à l'ONUDI une place permanente à la table des négociations internationales. Le Bureau a représenté l'ONUDI à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et au sein de ses différentes commissions, en particulier la Commission des questions économiques et financières (Deuxième Commission). Le Directeur du Bureau de New York a assisté aux réunions du CCS et de son Comité de haut niveau sur la gestion (voir ci-dessus). Le Bureau a prêté son concours lors des missions que le Directeur général a effectuées à New York, notamment en sa qualité de Président d'ONU-Énergie et de Coprésident du Groupe de haut niveau sur l'énergie durable pour tous créé par le Secrétaire général. Il a également tenu le personnel du siège informé des évolutions et faits nouveaux intervenus au sein du système des Nations Unies.

Par l'intermédiaire de son Bureau de New York, l'ONUDI a continué d'apporter un appui stratégique et technique au GNUM et il a été en mesure d'assumer un rôle moteur dans les différents organes subsidiaires de ce dernier. Le Directeur du Bureau assure la coprésidence du Groupe de travail du GNUM sur le réseau de coordonnateurs résidents. Il a été aussi choisi par le GNUM pour présider son Groupe de référence sur le système de gestion et de comptabilité, principal outil d'orientation et de responsabilisation à l'échelle du système.

Le Bureau a pris part aux réunions régulières du Groupe consultatif interinstitutions chargé d'examiner les dossiers des candidats aux postes de coordonnateurs résidents vacants et de conseiller la présidence du GNUM à ce sujet.

Tout au long de l'année, il a participé à des débats sur des questions de développement cruciales, concernant notamment l'énergie durable pour tous, le développement durable (Rio+20) et les industries vertes, en organisant des manifestations de haut niveau ou en y participant et en produisant des éléments en vue de l'établissement de rapports sur le

sujet à l'échelle du système des Nations Unies. Il a aussi, avec des collègues du siège, représenté l'ONUDI lors des consultations sur la procédure d'examen quadriennal complet du système.

Le Bureau de New York a organisé ou coorganisé six manifestations en 2011; toutes portaient principalement sur l'environnement et l'énergie et visaient à appeler l'attention des États Membres et de la communauté internationale sur des questions comme l'accès universel à l'énergie, l'efficacité énergétique, le rôle des énergies renouvelables, l'écologisation et les industries vertes, l'efficacité des ressources et une production plus propre et durable. Au cours d'une manifestation organisée en mars par le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sur la promotion de l'accès universel aux services essentiels dans les PMA, l'ONUDI a accueilli une table ronde sur l'énergie où il a été question de la relation entre l'énergie et l'économie, l'environnement et le développement.

En prévision de la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, l'ONUDI et la Mission permanente des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies ont organisé en avril un séminaire sur les moyens de faire en sorte que les besoins des pays en développement et en transition et des pays émergents soient effectivement pris en compte dans le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables. Ce séminaire a permis de réaffirmer que, pour accélérer le passage vers des modes de production et de consommation durables, il fallait s'appuyer sur les enseignements tirés de l'expérience et les structures en place, comme le Réseau mondial de production propre et économe en ressources de l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). En marge de la session de la Commission du développement durable, en mai, l'ONUDI et le PNUE ont organisé une manifestation consacrée aux principaux résultats et enseignements des initiatives de production durable qui avaient été menées au cours des 20 années précédentes; elle a été l'occasion de discuter des possibilités et moyens de reproduire ces initiatives à plus grande échelle. L'ONUDI et le PNUE ont ensuite organisé le 2 juin, pour la Journée mondiale de l'environnement, une autre manifestation conjointe sur le thème de l'économie verte, des services écosystémiques et de l'efficacité énergétique qui mettait plus particulièrement l'accent sur les forêts et les industries forestières.

En septembre, l'ONUDI s'est associée au Pacte mondial pour l'organisation du Forum du secteur privé 2011. L'accent a été mis sur le rôle que le secteur privé pouvait jouer à l'appui de la stratégie du Secrétaire général sur l'énergie durable pour tous. Enfin, l'ONUDI a tenu une autre manifestation sur le thème de l'énergie à l'occasion de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, le 22 novembre. Une table ronde interactive intitulée "L'énergie durable au service d'un développement industriel accéléré en Afrique" a permis de dresser le bilan de ce qui avait été fait et de réfléchir à ce qui devait encore l'être dans ce domaine crucial. Les participants sont convenus que les pays africains devaient mettre au point des politiques privilégiant la transformation locale ou régionale de leurs abondantes ressources en énergie, en vue d'une distribution à l'échelle locale ou régionale et d'une utilisation à l'échelle mondiale.

Le Bureau de New York a beaucoup contribué à mettre l'ONUDI sur le devant de la scène par l'intermédiaire de différentes activités de communication. Il est notamment intervenu dans le cadre de divers forums tenus à New York, à Washington ou à proximité, par exemple sur le thème des nouveaux défis industriels à relever dans la région de la Baltique au lendemain de la crise financière, lors d'une réunion-débat organisée par la Mission permanente de l'Allemagne et le Forum de la mer Baltique, ou sur le rôle fondamental de la science et de la technique en Afrique, lors d'un colloque sur l'éducation, la science et la technique tenu à l'Université de Princeton. Il a aussi décrit les initiatives lancées par l'ONUDI pour que la problématique hommes-femmes soit prise en compte dans le développement industriel au cours d'une présentation sur l'émancipation économique des femmes qu'il a faite à la dixième session du Réseau inter-institutions pour les femmes et l'égalité des sexes, en février.

## Les régions, priorités de l'ONUDI

C'est d'abord vers les programmes régionaux que se tournent les États membres à la recherche d'un appui auprès de l'ONUDI. Ces programmes ont avant tout un rôle de coordination, de promotion et d'intermédiaire. Ils fonctionnent en partenariat avec les pouvoirs publics, les organismes de développement, les institutions nationales et régionales, les établissements universitaires, les secteurs public et privé et d'autres acteurs dans les pays qu'ils couvrent, et ils assurent la coordination à la fois avec les services organiques de l'ONUDI et avec ses bureaux extérieurs. Ils sont chargés

d'analyser et de traiter les demandes des pays, d'identifier et de concevoir des projets de coopération technique qui répondent aux besoins des différents pays et de mobiliser des fonds auprès des donateurs de la région. Ils lancent aussi des activités de forum mondial, apportent conseils et appui aux bureaux extérieurs de l'ONUDI en matière de politique générale et jouent un important rôle de sensibilisation. Les paragraphes ci-dessous offrent une rapide description de certains des résultats qui ont été obtenus dans le cadre des programmes régionaux en 2011; il convient toutefois de ne pas perdre de vue que c'est aussi grâce à ces derniers que la plupart des projets et manifestations mentionnés tout au long du présent rapport ont été possibles.

## “Les partenariats conclus entre l'ONUDI et l'Union européenne

ces 10 dernières années ont permis, dans bien des domaines, d'accélérer le développement industriel durable en Afrique. Gardons ceci à l'esprit, l'Afrique a besoin de l'Europe comme l'Europe a besoin de l'Afrique.”

Antonio Tajani, Vice-Président de la Commission européenne

### Afrique

En 2011, encore une fois, plusieurs manifestations ont mis en relief l'importance que l'ONUDI accordait à son programme pour l'Afrique. La dix-neuvième Conférence des ministres africains de l'industrie (CAMI), tenue en mars, avait pour thème le renforcement de la compétitivité des industries africaines par l'accroissement et l'amélioration de la valeur ajoutée. Accueillie à Alger, pour la première fois, par les services du Commissaire de l'Union africaine chargé du commerce et de l'industrie et le Ministère algérien du commerce et de l'industrie, elle a réuni plus de 32 ministres et vice-ministres et représentants de communautés économiques régionales et d'institutions financières.

L'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique (ID3A), qui s'adresse pour l'instant à 10 pays africains, était au cœur des débats. Lancé

en août 2010, le programme ID3A vise à mettre en œuvre le volet agribusiness du Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique qui a été adopté à la dix-huitième réunion de la CAMI, tenue en 2008 en Afrique du Sud. La Conférence s'est également penchée sur les différentes annexes opérationnelles du Plan d'action, dont un cadre de suivi et d'évaluation, une stratégie de mobilisation de ressources et un mécanisme de pilotage. Au cours de la Conférence, l'Algérie est convenue de collaborer avec l'ONUDI à l'appui du développement de l'industrie pharmaceutique. Par ailleurs, le Vice-Président de la Commission européenne et Commissaire chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat a promis de travailler plus étroitement avec l'Organisation pour accélérer l'industrialisation de l'Afrique (voir la citation ci-dessus). La Commission européenne et l'ONUDI ont envisagé de tenir en 2012 une conférence de haut niveau sur la coopération industrielle à laquelle participeraient l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONUDI.

À la quatorzième session de la Conférence générale, une table ronde sur les stratégies de diversification économique, moteur clef de la nouvelle révolution industrielle de l'Afrique, à laquelle ont pris part d'éminents intervenants, a attiré un public particulièrement large et enthousiaste. Parmi les autres points forts de 2011 figure un atelier tenu au mois de juin à Vienne, à l'intention des représentants des communautés économiques régionales, concernant l'application du Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique. En partenariat avec les missions permanentes des pays africains à Vienne, l'ONUDI a organisé une table ronde sur l'accès à l'énergie en Afrique à l'occasion de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, en novembre, dont le thème était "Énergie durable pour le développement industriel accéléré de l'Afrique".

**“Par son action en faveur de la région arabe, l'ONUDI s'attache à aider les pays en développement à mettre leurs entreprises industrielles à niveau pour l'adoption de technologies qui permettent une production plus propre et des gains de compétitivité.”**

**Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI**

Pour faire le point sur les efforts qu'elle n'a cessé de déployer en faveur des pays les moins avancés, l'ONUDI a organisé une Conférence ministérielle des pays les moins avancés à Vienne en novembre, quelques jours avant l'ouverture de la Conférence générale (voir ci-dessus). Parmi les 48 pays les moins avancés figurent 33 pays africains, mais il convient de noter que des 3 pays qui sont sortis de cette catégorie ces 30 dernières années, à savoir le Botswana, le Cap-Vert et les Maldives, 2 sont africains. Pour de plus amples informations sur la Conférence, on se reportera au chapitre 3.

Au cours de la Conférence générale, l'ONUDI et le Secrétariat du Groupe ACP ont signé un accord établissant des relations qui prévoit que l'Organisation aide les pays ACP à mettre en place les politiques, institutions et capacités nécessaires pour lutter contre la pauvreté grâce au développement de l'activité industrielle. Ces dernières années, la coopération ACP-ONUDI a donné lieu à la mise en place d'un programme visant à renforcer la capacité des agences africaines de promotion des investissements (API) et à l'élaboration du *Rapport 2011 sur l'investissement en Afrique*, établi à partir d'enquêtes sur le secteur privé menées dans 20 pays africains.

En coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'ONUDI a conçu pour le Soudan du Sud un projet visant la sécurité alimentaire durable grâce au développement de moyens de subsistance basés sur les collectivités et à la récolte de l'eau. Le but premier de ce projet conjoint est une amélioration durable de la sécurité alimentaire des femmes, des hommes et des enfants vivant dans les régions du Soudan du Sud les plus exposées à l'insécurité alimentaire et aux conflits.

### États arabes

De nombreux États arabes ont enregistré une très forte progression de la croissance économique ces dernières années, même si les avancées ont été plus ou moins rapides selon les pays. Plusieurs pays de la région se sont heurtés à de graves difficultés en 2011, du fait non seulement de la crise financière mondiale, mais aussi de conflits internes – qu'il s'agisse de troubles civils ou de véritable révolution – suscités par un accès inégal aux débouchés économiques et à la protection sociale ainsi que par le chômage des jeunes. D'après le rapport que le PNUD a consacré à la population de la région arabe (niveaux, tendances et politiques en la matière) et aux défis et perspectives qui en découlent, 54% des habitants du monde arabe ont moins de 25 ans (ce taux s'établissant à 48% dans les pays en développement et à 29% dans les pays

développés), ce qui fait peser une lourde charge sur les pouvoirs publics, qui doivent créer des emplois pour ces jeunes. Lors d'une réunion tenue au siège de l'ONUDI en novembre, un groupe d'experts a discuté des projets mis en place en faveur des jeunes en Égypte, au Soudan et en Tunisie. Dans ce dernier pays, l'ONUDI a participé au projet triennal "Engager les jeunes tunisiens à réaliser les OMD", doté de 3,12 millions de dollars des États-Unis et destiné à améliorer les capacités de création de revenus des communautés rurales grâce à la promotion des compétences nécessaires à la mise sur pied d'entreprises rurales. Ce projet vise à répondre aux besoins particuliers des diplômés de l'université qui sont sans emploi ainsi que des jeunes peu qualifiés.

L'initiative sur le commerce vert en Égypte, qui doit permettre de stimuler le commerce entre ce pays et ceux de l'Union européenne, et le projet financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement pour renforcer l'infrastructure nationale de l'Iraq comptent parmi les autres grands projets en cours dans la région.

Compte tenu de la nouvelle situation politique en Égypte, l'ONUDI y a également mis au point un certain nombre d'autres initiatives qui en sont à différents stades d'avancement. Au nombre de celles qui sont déjà élaborées, on mentionnera un projet sur l'efficacité énergétique financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et un projet sur les énergies renouvelables visant plus spécifiquement l'utilisation de technologies à faible émission de carbone dans les systèmes de refroidissement et de chauffage.

Au Soudan, la sécurité alimentaire est un problème récurrent et l'ONUDI a lancé en 2011 plusieurs nouveaux projets visant à y faire face. Dans de nombreuses zones du pays, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont chroniques du fait de la persistance des crises humanitaires. Se fondant sur les bons résultats qu'elle a obtenus dans le cadre de son projet visant l'amélioration des conditions de vie des communautés et l'appui aux industries rurales, l'ONUDI a mis sur pied en 2011 un nouveau projet devant permettre aux jeunes d'acquérir des compétences pratiques et contribuer ainsi à réduire la pauvreté au lendemain de crises en augmentant la production alimentaire et en ouvrant des possibilités d'activités génératrices de revenus. D'autres projets sont actuellement élaborés dans plusieurs autres pays de la région pour répondre aux problèmes particuliers des jeunes (voir aussi, à ce sujet, le chapitre 3).

La deuxième phase du projet "I'M UP", mené avec succès en République arabe syrienne, a été lancée en 2011, l'objectif étant de continuer d'améliorer la compétitivité du secteur

manufacturier du pays, en particulier dans les filières du textile, de l'habillement et de l'agro-alimentaire. Un projet destiné à renforcer les capacités d'exportation des PME koweïtiennes du secteur manufacturier a également été lancé, qui sera financé dans un premier temps par les autorités koweïtiennes concernées.

Les partenariats avec les organisations, les commissions et autres institutions financières de la région arabe se sont avérés particulièrement fructueux, comme avec la Ligue des États arabes, le Conseil de coopération des États arabes du Golfe, le Groupe de la Banque islamique de développement, l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières, l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe et le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

L'ONUDI a participé au premier Forum international arabe des jeunes entrepreneurs, tenu en juin au Liban, et il s'est engagé à soutenir des activités créatrices d'emploi pour les jeunes et les femmes. Toujours dans la région, l'Organisation a aussi participé en 2011 au Forum des marchés des capitaux à Oman, en septembre; à l'exposition sur l'écologisation du Moyen-Orient, aux Émirats arabes unis en octobre; au Forum méditerranéen sur les écovilles, à Marseille (France) en octobre (voir à ce sujet le chapitre 5); et au troisième forum des jeunes intellectuels du Conseil de coopération du Golfe, à Bahreïn en novembre.

## Asie et Pacifique

Dans une région aussi vaste et diverse que la région Asie-Pacifique, il est des plus utile de travailler avec des partenaires locaux ou régionaux. En application d'un mémorandum d'accord signé en 2010, l'ONUDI collabore avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique dans les domaines du renforcement des capacités, du transfert de technologie, de la promotion des investissements et de la technologie et du développement des agro-industries. En janvier, elle a tenu à Jakarta avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) un séminaire dont l'objectif était à la fois de sensibiliser à l'industrie verte et d'en encourager le développement dans la région. Les discussions ont fait ressortir ce que l'adoption de pratiques et techniques de production propre et économe en ressources avait apporté aux entreprises et pouvoirs publics d'Asie du Sud-Est. Des négociations sont en cours en vue de l'établissement de relations officielles avec l'Association sud-asiatique de coopération régionale.

En 2011, l'ONUDI a entamé avec l'Institut des économies en développement, institut de recherche semi-public

## “Avec l’Inde et la Chine, les pays de l’ASEAN

regroupent la moitié environ de la population mondiale. Si le potentiel qu’ils représentent en termes de production et de facteurs de production dans la région était réalisé, ces pays pourraient bien servir de moteur à l’économie de la région Asie-Pacifique.”

Fahmi Idris, Ministre indonésien de l’industrie

relevant du Ministère japonais de l’économie, du commerce et de l’industrie, et l’Institut de recherche économique de l’ASEAN et d’Asie de l’Est, un projet de recherche tripartite qui cherche à exploiter les points forts de chaque organisation pour formuler des recommandations quant aux politiques à suivre pour parvenir à une croissance verte dans les pays de l’ASEAN.

L’étude sur les *orientations stratégiques en matière de politique industrielle en Mongolie*, présentée dans le rapport annuel de l’année dernière, a été officiellement rendue publique en février par le Directeur général de l’ONUDI et le Représentant permanent de la Mongolie.

En mars, l’ONUDI et le Ministère de l’économie de la République de Corée ont signé un mémorandum d’accord en vue d’intensifier leur coopération dans le domaine des techniques nécessaires à la croissance verte et dans celui du développement industriel à faible émission de carbone. L’Organisation et l’Institut mondial sur la croissance verte vont étudier ensemble les conséquences que l’investissement dans l’industrie verte a sur l’emploi dans le monde. L’ONUDI s’emploie aussi à resserrer sa collaboration avec l’Institut coréen de recherche normative et scientifique dans le domaine de la métrologie. Elle s’est par ailleurs encore une fois associée à la République de Corée pour mettre au point des politiques de lutte contre la pauvreté en Afrique et étendre au développement industriel la coopération dont les pays africains bénéficiaient déjà de la part de la République de Corée. L’ONUDI a coorganisé en novembre à Séoul, avec l’Institut coréen d’économie industrielle et de commerce et le Ministère de l’économie de la

connaissance, un séminaire sur l’industrialisation de l’Afrique et le partenariat avec la République de Corée. Les participants y ont discuté de la mise en place d’une plate-forme d’échange de connaissances susceptible de favoriser les partenariats public-privé, l’élaboration de politiques et de mesures et la conclusion de partenariats fructueux avec les pays africains.

En novembre, le Directeur général a assisté à la Conférence de Tokyo sur l’industrie verte 2011, qui a rassemblé quelque 500 participants de différents pays de la région, qui y ont discuté des progrès de l’industrie verte (pour plus de détails, voir le chapitre 5). Organisée par l’ONUDI, le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Tokyo et le Ministère japonais de l’économie, du commerce et de l’industrie, la Conférence s’est tenue parallèlement à l’exposition INCHEM Tokyo 2011, où étaient présentées les plus récentes technologies de production industrielle respectueuse de l’environnement et où l’ONUDI a mis en avant certaines de ses réussites. Tout au long de l’année, de hauts fonctionnaires de l’ONUDI ont aussi eu toute une série de consultations avec leurs homologues japonais sur les moyens de renforcer la coopération entre l’Organisation et le Japon dans des domaines tels que la croissance verte, le développement du secteur privé et la promotion des investissements, ou le processus de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l’Afrique.

En 2011, l’ONUDI a resserré ses relations avec le pays le plus peuplé du monde, la Chine. Ainsi, le Ministre chinois de l’industrie et du numérique a assisté au Forum de l’énergie de Vienne et décidé à cette occasion de la mise en place d’un cadre de coopération à long terme avec l’ONUDI. Des représentants de la municipalité de Shanghai, de l’Université de l’économie et des affaires internationales de Beijing et du Département de la recherche du Ministère de l’industrie se sont dit prêts à collaborer davantage avec l’Organisation dans des domaines comme la promotion des investissements, la recherche et les activités de forum mondial.

En septembre, le Directeur général a participé à Xiamen (Chine) à la quinzième Foire internationale du commerce et de l’investissement de la Chine, tandis qu’une délégation de l’ONUDI représentait l’Organisation à la première exposition Chine-Eurasie, à Urumuqi, ainsi qu’à l’occasion des célébrations de la Journée de l’Organisation de Shanghai pour la coopération. L’ONUDI a aussi entrepris de collaborer avec un certain nombre d’autres institutions et universités en Chine. Au mois de mai, une délégation de l’ONUDI et les services de coopération économique internationale du

Ministère chinois de la protection de l'environnement ont dressé un bilan de la coopération que leurs organismes respectifs entretenaient depuis une vingtaine d'années. Un nouveau mémorandum d'accord a été signé, qui ouvre la voie à la poursuite de la coopération dans le cadre de projets liés au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Au cours de la Conférence générale en novembre, un mémorandum d'accord a été signé avec le Centre international des échanges économiques et techniques du Ministère chinois du commerce, afin de renforcer la coopération entre les deux organisations.

### Europe et États nouvellement indépendants

La région Europe et États nouvellement indépendants englobe 29 pays très divers par leur taille, leur situation géographique, leur population et leur stade de développement social. Les difficultés que connaît la région trouvent leurs racines dans un processus de transformation unique et sans précédent qui a débuté au début des années 90 et touché la grande majorité des pays. Le passage d'une économie planifiée de manière centralisée à la mise en place d'une économie de marché qui fonctionne est le principal objectif à atteindre dans la région.

En 2011, l'ONUDI a évalué les besoins des pays bénéficiaires de la région et les priorités des nouveaux donateurs en matière de développement. Elle s'est fondée pour ce faire sur un ensemble de documents d'information, un échange de correspondance avec les pays concernés, ses propres rapports d'évaluation et des documents produits par le système des Nations Unies et la Commission européenne. Elle a ainsi pu définir un certain nombre de projets régionaux envisageables dans les secteurs de l'automobile et de l'agroalimentaire et concevoir des projets concrets en faveur de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, de la République de Moldova et de l'Ukraine.

L'ONUDI a encore resserré ses relations avec le groupe de nouveaux donateurs de la région, dont font partie les nouveaux États membres de l'Union européenne ainsi que la Fédération de Russie et la Turquie. À la fin de 2011, on comptait 112 projets de coopération technique en cours dans la région, pour un budget total de 71 millions de dollars.

La table ronde qui s'est tenue pour la région à l'occasion de la Conférence générale, avait pour but de stimuler le débat sur les industries et technologies novatrices propres à assurer durablement l'avenir de la région. Les intervenants étaient

issus des pouvoirs publics, du monde des affaires, des milieux universitaires et des organisations internationales. L'une des principales questions abordées a été les moyens de suivre et d'évaluer les progrès réalisés vers une industrie verte dans la région. Des ensembles de données comparables ont permis de se faire une idée du stade atteint par la région en termes d'efficacité énergétique et d'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que d'éco-innovation.

## “Les économies ayant un secteur manufacturier

solide sont exposées à des conditions de production moins volatiles, demeurent plus stables et sont plus susceptibles de générer des emplois et de connaître une croissance économique rapide. La capacité d'action de l'ONUDI dans ce domaine n'a jamais été autant d'actualité.”

Hanna Trojanowska, Sous-Secrétaire d'État au Ministère polonais de l'économie

L'ONUDI aide les pays de la région à mettre en place de nouvelles politiques et règles ou à renforcer celles qui existent pour atteindre une certaine efficacité énergétique et accroître le recours aux sources d'énergie renouvelables et aux technologies à faible émission de carbone. Elle les aide à se doter des capacités nécessaires et à augmenter la compétitivité de leurs entreprises, en particulier des PME, par une meilleure gestion et une optimisation de la consommation d'énergie et par un recours accru aux sources d'énergie renouvelables. En 2011, elle est intervenue dans cinq pays de la région sur le thème des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. En Ukraine, elle a mené un projet visant à améliorer l'efficacité énergétique et à promouvoir les énergies renouvelables dans le secteur agro-industriel et dans les PME d'autres secteurs. En République de Moldova et en Fédération de Russie, elle a exécuté des projets devant contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique du secteur industriel. En Arménie, elle est venue en aide aux familles vulnérables en luttant contre la pauvreté et en favorisant, notamment, l'accès à des services énergétiques diversifiés, en particulier au biogaz. En Serbie, elle cherche à développer les techniques géothermiques et les bioénergies à usage industriel et a évalué 12 projets pilotes du point de vue de leur viabilité économique et technique. Un certain nombre d'autres projets et initiatives destinés à la région en sont au stade de la conception.

Lorsque le réseau mondial de production propre et économe en ressources a été créé, fin 2010 (voir chapitre 5), ses membres fondateurs comprenaient huit pays de la région, à savoir la Bulgarie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Lituanie, l'Ouzbékistan, la République tchèque, la Serbie et l'Ukraine. En ex-République yougoslave de Macédoine et en Serbie, l'ONUDI a chargé les centres nationaux pour une production plus propre (CNPP) en place de réaliser des évaluations sur site dans différentes branches d'activité industrielle; plusieurs de ces évaluations portent plus particulièrement sur la gestion des produits chimiques et le leasing chimique, ainsi que sur l'industrialisation à faible émission de carbone.

L'ONUDI a accueilli en avril une délégation kazakhe, dans le prolongement de deux réunions qu'elle avait eues en juin 2010 et mars 2011 avec le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'industrie et des nouvelles technologies. Cette délégation a ainsi pu en apprendre davantage sur les services de coopération technique offerts par l'ONUDI, en particulier ceux dont il avait été établi qu'ils pouvaient répondre aux besoins du pays. Les discussions qui ont eu lieu entre les représentants de l'ONUDI et la délégation kazakhe sur les possibles domaines de coopération pourraient servir de fondement à la définition d'un programme de pays pour le Kazakhstan. Une fois que les programmes envisagés auront été visés par les autorités kazakhes compétentes, l'ONUDI enverra dans le pays une mission de programmation qui poursuivra les consultations techniques sur les questions prioritaires qui auront été cernées.

L'ONUDI est le principal agent de réalisation du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal en Europe et dans les États nouvellement indépendants, avec 53 projets en cours dans 12 pays de la région (Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Kirghizistan, Monténégro, Roumanie, Serbie, Turkménistan et Turquie).

## Amérique latine et Caraïbes

Ces dernières années, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont connu une croissance économique régulière grâce à un nombre toujours plus important de débouchés commerciaux et de possibilités d'investissement. En conséquence, la situation de l'emploi s'est améliorée, tout comme le niveau de vie, même si des poches de pauvreté subsistent dans la plupart des pays de la région, si ce n'est dans tous. L'ONUDI joue un rôle de catalyseur; il contribue à générer de la croissance économique et à renforcer la capacité industrielle en aidant les pouvoirs publics et le secteur privé à faire en sorte que l'industrie soit compétitive, à nouer des partenariats industriels internationaux et à promouvoir une production industrielle équitable socialement et respectueuse de l'environnement.

Les partenariats sont la clef du succès dans cette région en évolution rapide. En 2006-2007, deux réunions d'experts du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes tenues à Vienne avaient débouché sur l'élaboration d'un programme régional définissant des domaines d'intérêt précis en termes de coopération technique pour les 19 pays participants. Une troisième réunion d'experts, tenue au Costa Rica début 2011 au sujet de la compétitivité du secteur agro-industriel, a donné lieu à la conclusion d'un accord prévoyant la création d'une plate-forme Web permettant à l'ONUDI et aux principaux partenaires institutionnels et techniques de la région d'échanger des connaissances. On y trouvera des informations sur les services techniques offerts par l'ONUDI dans des domaines tels que le renforcement des capacités commerciales, la gestion de l'environnement, la mise en place de consortiums d'exportation et la promotion des relations d'affaires, des technologies, des investissements et des énergies renouvelables, ainsi que des informations sur les services financiers disponibles auprès des institutions de développement. La nouvelle plate-forme sera mise en ligne et accessible au public en 2012. On y trouvera aussi des explications sur la façon dont la Banque du savoir industriel de l'ONUDI pour l'Amérique latine et les Caraïbes peut servir à favoriser la coopération Sud-Sud. Une nouvelle réunion d'experts accueillie par l'Équateur se tiendra à Quito, au sujet des politiques industrielles et de l'utilisation rationnelle des ressources.

La Banque du savoir industriel de l'ONUDI pour l'Amérique latine et les Caraïbes permet de mettre en commun des connaissances et des ressources et joue un rôle important pour la promotion des services de l'ONUDI. Mise en place en 2009, elle a donné lieu à 23 transactions de connaissances, qui représentent 60 semaines de consultations techniques d'experts

dans différents domaines du développement industriel. Ainsi, en 2011, le Costa Rica a reçu l'aide d'une entreprise australienne concernant la production propre. Sur le continent américain, l'entreprise colombienne Teucali Flowers a fourni, par l'intermédiaire du Ministère de l'industrie et du commerce, des conseils spécialisés à une association de producteurs du Paraguay au sujet de la filière fleurs (coupe des fleurs, activités intervenant après la récolte et produit fini). Dans le secteur de la chimie industrielle, l'Université de Barcelone (Espagne) a aidé l'Institut national argentin des techniques industrielles à améliorer les pratiques en vigueur dans la production d'aliments et de produits chimiques. En décembre, le Réseau national d'information sur l'investissement du Ministère brésilien du développement, de l'industrie et du commerce et le Centre pour l'investissement et le commerce de l'État de Sinaloa, au Mexique, ont collaboré aux fins de la promotion des investissements et du commerce. Toujours en décembre 2011, STE France (association de professionnels à la retraite bénévoles) a aidé la Chambre de commerce de Cusco (Pérou) à favoriser la compétitivité, la gestion durable et le développement des PME du textile et de l'habillement.

Comme autre initiative importante de coopération Sud-Sud menée dans la région, on mentionnera le séminaire sur l'énergie géothermique tenu au Mexique et le voyage d'étude organisé à l'intention de participants de différents pays d'Afrique de l'Est dans le cadre de l'initiative intrarégionale de l'ONUDI pour la coopération en matière d'énergies renouvelables à usages industriels et productifs. On trouvera plus de détails à ce sujet au chapitre 5, à la section consacrée aux énergies renouvelables.

Pour veiller à ce que ses services soient tout à fait adaptés aux besoins de ses clients, l'ONUDI se tient au fait des évolutions politiques, sociales et économiques qui interviennent dans les pays. Afin de mieux répondre aux attentes des États d'Amérique latine et des Caraïbes, elle a décidé d'organiser des consultations nationales et régionales régulières avec le Cercle de Montevideo, forum permanent d'universitaires, de décideurs, de responsables d'organismes internationaux et de dirigeants d'envergure mondiale. C'est dans ce contexte qu'elle a invité le Cercle de Montevideo à tenir sa réunion annuelle à Vienne, en marge du Forum de l'énergie de Vienne et de la session du Conseil du développement industriel. Une délégation autrichienne de haut niveau, comprenant le Président, Heinz Fischer, et le Ministre fédéral des affaires européennes et internationales, Michael Spindelegger, a assisté à certaines séances, avec des représentants du

**“La Banque du savoir industriel s'est révélée être un mécanisme de coopération Sud-Sud très précieux... Elle s'est d'ailleurs étendue à d'autres régions et englobe désormais des institutions et entreprises ayant des expériences et des compétences différentes de celles qu'on trouve en Amérique latine et dans les Caraïbes.”**

**Déclaration prononcée au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes à la Conférence générale**

secteur privé. Les recommandations qui ont été formulées à l'issue des réunions ont porté notamment sur les moyens de renforcer la coopération et les partenariats internationaux pour ouvrir la voie à l'économie verte, de lutter contre la pauvreté de manière ciblée dans le secteur productif et d'assurer à tous un accès à l'énergie. Une table ronde a ensuite eu lieu en décembre, en marge de la quatorzième session de la Conférence générale, au sujet de l'industrie verte; elle était organisée en coopération avec des institutions régionales et internationales, dont le Système économique latino-américain et caraïbe et l'Organisation de coopération et de développement économiques. Des représentants de haut niveau des autorités autrichiennes, brésiliennes et mexicaines ainsi que les Ministres de l'industrie du Costa Rica et de l'Équateur sont intervenus à cette occasion.

Un fonds d'affectation spéciale pour l'exécution d'activités programmatiques dans les pays pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes, créé lors de la Conférence générale, servira à financer la prestation de services dans les domaines présentant un intérêt particulier dans la région (voir ci-dessus).

## **L'ONUDI et les médias**

En 2011, l'ONUDI n'a pas manqué d'occasions d'occuper le devant de la scène. Des millions de spectateurs de par le



Un projet lancé par l'ONUDI au Nicaragua en 2011 aidera les communautés vulnérables du pays à renforcer leur autosuffisance alimentaire. La sécurité alimentaire est un problème pour les communautés pauvres qui ont du mal à faire face aux chocs économiques, climatiques et sanitaires. L'ONUDI s'efforce de développer leurs compétences en matière de production et de transformation pour augmenter leurs chances d'obtenir des emplois dans des activités agricoles et périagriques et pour renforcer leur capacité d'intégration dans les marchés locaux et régionaux.

*Photo: ONUDI*

monde ont pu suivre le débat pointu sur les moyens de faire progresser le développement au XXI<sup>e</sup> siècle auquel le Directeur général a participé; animé par Zeinab Badawi, de la BBC, ce débat a été enregistré pendant le Forum de l'énergie de Vienne, en juin, et diffusé à la fois sur la chaîne de télévision BBC World News et sur la station de radio BBC World Service au mois d'août. Tant les intervenants que de nombreuses personnes qui assistaient au débat étaient spécialisés dans les questions liées à l'énergie et ont contribué à un vif échange de vues. Le Forum lui-même (voir la rubrique spéciale du chapitre 5) a suscité beaucoup d'intérêt de la part des médias, puisque plus de 200 journalistes se sont fait accréditer et qu'une quarantaine d'équipes de tournage ont couvert l'allocution prononcée par l'ancien gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger. L'ONUDI a de nouveau bénéficié d'une couverture télévisuelle mondiale vers la fin de l'année, lorsque CNN a diffusé son message d'intérêt général sur l'industrie verte, avant et après la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (voir ci-dessus).

L'attention accrue que les médias ont accordée à l'ONUDI s'est traduite par une série d'entretiens avec le Directeur général organisés par de grandes chaînes de télévision. Une collaboration avec des sociétés de production télévisuelle a permis de produire et de diffuser plusieurs communiqués de presse sous format vidéo dans lesquels les résultats obtenus par l'ONUDI sur le terrain ont été mis en avant par le biais d'exemples choisis sur différents continents et faisant une large place à l'aspect humain.

Tout au long de l'année, l'ONUDI a porté à l'attention des médias un certain nombre d'importantes manifestations, dont la Conférence des ministres africains de l'industrie, en mars, la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le Forum du secteur privé, en septembre, l'inauguration du nouvel Institut de l'ONUDI, en septembre (voir la rubrique spéciale du chapitre 6), la quatorzième session de la Conférence générale de l'ONUDI et la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Elle a aussi été associée de près aux préparatifs de la célébration de l'Année internationale de l'énergie



2011 a vu le lancement de la version chinoise du magazine trimestriel de l'ONUDI *Making It*.



Le débat de la BBC World News, animé par Zeinab Badawi, a rassemblé le Ministre sud-africain de l'énergie, Dipuo Peters, le Président de la Commission indienne de l'énergie atomique, Srikumar Banerjee, le Président d'Eurosolar, Peter Droege, et le Directeur général de l'ONUDI.

Photo: ONUDI

durable pour tous (2012). Des supports promotionnels ont été distribués lors de certaines manifestations, dont la Conférence de Tokyo sur l'industrie verte et les célébrations de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Une nouvelle étude intitulée *Agribusiness pour la prospérité de l'Afrique* a été publiée par l'ONUDI en 2011 et lancée avec succès à Paris, Tunis et Washington dans le cadre d'une campagne mondiale plaidant pour l'agribusiness comme tremplin pour la prospérité de l'Afrique. En parallèle, le Groupe de la promotion et de la communication de l'ONUDI a entretenu des relations de collaboration étroites avec le Bureau du porte-parole du Secrétaire général et le Département de l'information de l'ONU, à New York.

Au cours de l'année, l'ONUDI a distribué plus de 150 communiqués de presse et articles de fond aux médias. Elle a actualisé son site Web pour y afficher un plus grand nombre de documents destinés aux médias, comme des vidéos, des fichiers audios ou vidéos à télécharger et des images; le site ([www.unido.org](http://www.unido.org)) est désormais consultable non seulement en anglais, mais aussi en espagnol et en français. En 2011,

l'ONUDI s'est également faite plus présente sur les médias sociaux (Facebook, YouTube) et son compte Twitter a attiré plus de 4 000 nouveaux abonnés.

Parmi les supports d'information imprimés produits dans l'année, on mentionnera les nouveaux numéros du très apprécié magazine *Making It* (traduit en espagnol et en français ainsi que, depuis peu, en chinois) et de la lettre trimestrielle *UNIDO Times*, tandis que de nouveaux articles étaient mis en ligne sur le site Web. Une série de brochures présentant les partenariats avec l'Union européenne et l'Union africaine, ainsi qu'avec d'importants donateurs, ont été réalisées.

L'une des innovations de l'année a été la production de fiches thématiques sur les projets de l'ONUDI. À l'heure actuelle, plus de 80 fiches ont été réalisées, et d'autres devraient suivre. Les travaux de conception d'un ouvrage sur l'ONUDI qui sera publié en juin 2012 par l'éditeur Routledge Publishing House se poursuivent.

L'ONUDI a accueilli à son siège de Vienne plus d'un millier de visiteurs, qui ont ainsi pu se faire une meilleure idée du fonctionnement de l'Organisation. Afin que des

échos de ses réalisations parviennent jusque dans les endroits les plus reculés du globe, l'ONUDI a offert à ses représentants, en novembre-décembre, une formation sur la communication et les relations avec les médias.

## L'ONUDI et le secteur privé

La coopération entre l'ONUDI et le secteur privé n'a cessé de s'intensifier d'année en année. Dans les paragraphes qui suivent sont regroupés quelques exemples de cas dans lesquels cette coopération a eu ou va avoir une influence déterminante sur certains segments de la société parmi les plus pauvres. On trouvera aussi d'autres exemples tout au long du présent rapport.

En El Salvador, pays peuplé d'un peu plus de 5,7 millions d'habitants, la pénurie de logements est de près d'un demi-million. Dans l'agglomération de San Salvador, où vit un quart de la population du pays, les pouvoirs publics ont recensé plus de 1 700 logements dépourvus des équipements les plus élémentaires. En juillet, l'ONUDI ainsi que le PNUD et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ont signé avec la multinationale suisse Holcim, l'un des tout premiers fournisseurs mondiaux de ciment, agrégats, béton prêt à l'emploi et asphalte, un accord de coopération concernant la démonstration de méthodes de construction durables aux ouvriers et vendeurs de matériaux. Une société de microfinancement a été mise sur pied pour offrir des crédits aux familles à faibles revenus désireuses d'améliorer leur logement. Le projet a été financé grâce au Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement créé par le Gouvernement espagnol et a été classé meilleur projet de développement du secteur privé par le secrétariat du Fonds. Certains des projets de l'ONUDI les plus efficaces sont ceux qui visent deux problèmes à la fois. En El Salvador, par exemple, l'aide apportée aux petites et moyennes entreprises vendant des matériaux de construction contribue à améliorer la productivité des entreprises et favorise le développement de l'économie locale, mais elle permet aussi aux segments les plus pauvres de la population d'améliorer leurs conditions de vie en se construisant un logement ou en réhabilitant celui où ils vivent déjà. Il se pourrait bien que cette expérience ouvre la voie à de nouveaux accords de partenariat avec ONU-Habitat pour la formulation de programmes analogues en faveur des pauvres.

L'ONUDI et le groupe METRO ont fait passer au cran supérieur leur engagement commun à l'occasion d'une cérémonie officielle tenue à Düsseldorf (Allemagne) en septembre. Le Directeur général de l'ONUDI et le Président du Conseil de direction et Directeur général de METRO AG, Eckhard Cordes, ont signé un nouvel accord concernant un programme de développement inclusif et favorable aux pauvres s'inscrivant dans le cadre d'un partenariat public-privé, selon lequel les fournisseurs ont accès à de nouveaux débouchés intéressants et nouent avec les acheteurs potentiels des relations d'affaires appelées à durer. Cette coopération a pour conséquence directe de créer des emplois et des sources de revenus, et de permettre la mise sur le marché d'aliments et de produits sûrs. La portée de ce nouvel accord a été étendue de manière à tenir compte des préoccupations d'ordre social, éthique et environnemental, en plus d'améliorer la qualité et la sûreté des produits et de favoriser ainsi l'accès des fournisseurs aux marchés. Pour faire connaître son partenariat avec l'ONUDI, le groupe METRO a produit une séquence vidéo de cinq minutes affichée en bonne place sur son site Web.

Forts de l'expérience qu'ils ont acquise en Égypte, et plus récemment en Inde et en Fédération de Russie, l'ONUDI et le groupe METRO sont convenus d'étendre les formations proposées aux producteurs et fournisseurs des secteurs alimentaire et non alimentaire en Chine, en Indonésie, au Kazakhstan, au Pakistan, en Turquie et au Viet Nam. En Afrique du Sud, l'ONUDI a aidé une coopérative de petits producteurs locaux de vins et de produits horticoles à nouer des relations d'affaires avec METRO et elle s'associe actuellement avec une organisation non gouvernementale locale, South African Agri Academy, pour aider les groupements qui se forment dans le secteur de l'agribusiness, au moyen du développement de la chaîne d'approvisionnement en faveur des pauvres, de la mise à niveau des fournisseurs et de l'adoption de solutions de traçabilité. Le cru 2010 du Shiraz sud-africain produit par la coopérative est maintenant en vente dans les magasins METRO d'Europe.

L'ONUDI entend lancer en 2012 un nouveau programme durable de développement des chaînes d'approvisionnement en Asie du Sud-Est, étendu à de nouveaux pays et acheteurs. Elle est entrée en négociation avec d'autres grands distributeurs de détail et fabricants comme AEON, le Groupe Auchan, Migros et Walmart en vue de mettre en place des partenariats visant le développement durable de la chaîne d'approvisionnement en Fédération de Russie, en Malaisie et dans plusieurs pays africains.

Le Directeur général de l'ONUDI et le Président du Conseil de direction et Directeur général de METRO AG, Eckhard Cordes, ont signé en septembre un nouvel accord sur un programme de développement en faveur des pauvres basé sur un partenariat public-privé.

*Photo: METRO*



Non seulement un bon conditionnement permet-il de préserver et de protéger les aliments, mais il en facilite aussi le transport, la distribution et la commercialisation. La promotion de techniques permettant d'assurer la sécurité sanitaire des aliments dans les pays en développement est l'objet d'une nouvelle distinction que le Bureau de promotion des

investissements et de la technologie de l'ONUDI en Italie a créée en mai, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial. La création du Prix de l'innovation technique pour la sécurité sanitaire des aliments dans les pays en développement a été annoncée au Salon Processes and Packaging (Interpack) de Düsseldorf (Allemagne).

## » L'ONUDI conduit le projet d'écologisation de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

La dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la septième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto se sont tenues du 25 novembre au 9 décembre à Durban (Afrique du Sud). Cette réunion, la deuxième plus grande à avoir eu lieu, était la première que la Conférence des Parties ait tenue en Afrique subsaharienne. À bien des égards, elle a marqué un tournant décisif dans les négociations relatives au changement climatique. Les Parties y ont décidé d'adopter dès que possible, et en 2015 au plus tard, un accord juridique universel sur le changement climatique. Maïte Nkoana-Mashabane, qui en assurait la présidence, a déclaré: "Nous sommes parvenus aujourd'hui à Durban à des résultats qui seront déterminants pour l'avenir."

La tâche colossale que le Gouvernement sud-africain et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ont confiée à l'ONUDI avant la Conférence consistait en substance à "écologiser" la manifestation, et plus particulièrement les installations où elle était accueillie, et à traduire ainsi dans les faits la volonté qu'avait l'Afrique du Sud de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'ONUDI et le Gouvernement sud-africain sont, en un temps record, parvenus à mettre sur pied ce qui allait être un projet bénéficiant d'une large publicité et couvrant la communication et la sensibilisation; les transports publics non motorisés; un concours sur les "écotechnologies"; et un système de chauffe-eau solaire destiné aux dispensaires ruraux. L'ONUDI a participé à diverses activités dans la ville de Durban et en dehors.

### Faire circuler l'information

Le premier volet du projet visait à sensibiliser les participants à la Conférence, la population locale et les autres acteurs des moyens de réduire l'empreinte écologique de la manifestation. Il mettait également en avant les activités menées et les résultats obtenus dans le cadre du partenariat entre l'Afrique du Sud et le FEM, les meilleures pratiques suivies par le Programme national sud-africain d'écologisation et les effets positifs que les mesures prises avaient sur l'environnement à l'échelle locale et mondiale, qu'il s'agisse de l'utilisation de moyens d'éclairage et d'appareils économes en énergie, du système de transport urbain à faible émission de carbone, d'utilisation rationnelle des ressources, y compris de l'eau salubre, et de recours accru aux énergies renouvelables. Un passeport vert a été imprimé et distribué aux membres des délégations participant à la Conférence et au public, ainsi qu'au Président de l'Afrique du Sud et à d'autres hauts fonctionnaires. Au cours de la manifestation, la vidéo présentant les projets du FEM exécutés en Afrique du Sud a attiré beaucoup de monde sur le stand de l'ONUDI. Dans le cadre de projets déjà en cours, l'ONUDI et le FEM soutenaient The Living Beehive, projet novateur installé dans le jardin botanique de Durban auquel participaient l'Institut national sud-africain de la biodiversité (SANBI), la municipalité d'eThekweni et la Fondation du jardin botanique de Durban. Un écosystème autonome se présentant comme une hutte zouloue traditionnelle en forme de ruche a été mis sur pied, dont la structure en acier et béton se transformera en "murs vivants" plantés de végétaux locaux des plus divers. Ce projet montrait comment des écosystèmes sains pouvaient aider la société à faire face aux effets du changement climatique.

## Concours d'écotechnologies

Au titre du deuxième volet du projet, le Centre national sud-africain pour une production plus propre a organisé un concours d'innovation en matière d'écotechnologies dans l'objectif de repérer les petites et moyennes entreprises écotechnologiques. Les entrepreneurs ont été invités à présenter des projets susceptibles de conduire à des créations d'emplois, à la fourniture de produits améliorés et à la mise en place de nouveaux services. Le but du concours était d'encourager le développement du potentiel de l'Afrique du Sud en matière d'écotechnologies novatrices. L'édition 2011 comportait trois catégories, à savoir efficacité énergétique, énergies renouvelables et constructions vertes, avec deux options, techniques d'avant-garde et adaptation technologique novatrice. Les lauréats ont reçu leurs prix lors d'un dîner de gala auquel assistaient des personnalités gouvernementales, des représentants du secteur privé et des partenaires de développement, et ils se sont vus offrir également un ensemble de bourses et de services d'aide par les partenaires issus du secteur privé d'Afrique du Sud et d'ailleurs. L'ONUDI et le FEM s'emploient maintenant à reproduire cette expérience concluante à plus grande échelle en organisant un concours mondial d'écotechnologies. Pour ce qui est du concours sud-africain, hérité de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il se tiendra désormais tous les ans, avec l'appui des partenaires nationaux ainsi que des réseaux et partenaires internationaux du secteur des écotechnologies.

## Rouler à bicyclette pour préserver l'avenir

Les représentants qui participaient à la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont pu apporter leur contribution à la réduction de l'empreinte écologique de la Conférence: plutôt que d'emprunter des moyens de transport motorisés sur les lieux de la

manifestation ainsi qu'entre ces lieux et le centre-ville, ils avaient la possibilité de louer l'une des 300 bicyclettes mises à leur disposition grâce à des fonds du FEM et au concours de la municipalité d'eThekweni. À l'issue de la Conférence, certaines de ces bicyclettes ont été distribuées à des écoles et associations locales, tandis que les autres ont été intégrées à l'initiative d'écologisation des transports dans le centre-ville de Durban. Les autorités de la ville entendent créer un partenariat public-privé pour promouvoir la location de bicyclettes aux touristes et aux habitants. Dans le cadre de ce même projet, elles étudieront les perspectives à long terme en ce qui concerne la fabrication, la distribution et l'entretien de bicyclettes et d'autres systèmes de transport à faible émission de carbone dans les zones touristiques.

## La puissance du soleil sud-africain

Le quatrième volet du projet de l'ONUDI a consisté en l'installation de chauffe-eau solaires dans 19 dispensaires ruraux de la province du KwaZulu-Natal. Le 8 décembre, le Président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, l'Administratrice du PNUD, Helen Clark, et le Directeur général de l'ONUDI se sont rendus dans le village d'Ileembe, pris pour exemple dans le cadre du projet. Dans cette localité située à 70 kilomètres environ de Durban, les écoles et les hôpitaux sont équipés de chauffe-eau solaires, ce qui illustre parfaitement le rôle que peut jouer l'énergie renouvelable dans l'offre de services sanitaires et la réduction de l'empreinte écologique de la Conférence. Des habitations situées à proximité du dispensaire bénéficiaient aussi de techniques économes en ressources faisant appel aux énergies renouvelables. Les participants à la Conférence ont pu se rendre compte de l'intérêt de ces installations et ont été invités à contribuer, à titre volontaire, à la reproduction de ce type de projet à plus grande échelle et, ainsi, à compenser les émissions liées à leur participation à la Conférence et à encourager l'installation de systèmes faisant appel aux énergies renouvelables dans l'ensemble de la province et dans d'autres provinces sud-africaines.

## » L'ONU DI change réellement la vie des gens partout dans le monde.

Toutefois, sans l'appui administratif et les orientations solides dont elle bénéficie, l'Organisation ne saurait mener à bien ses programmes.



## L'ONUDI, gestionnaire efficace

Organisation prestataire de services de développement, l'ONUDI consacre la majeure partie de ses ressources à l'offre de coopération technique et de conseils de politique générale aux pays qui sont ses clients. On trouvera dans les chapitres qui suivent une vue d'ensemble de ces activités, illustrée de nombreux exemples de cas où l'ONUDI change réellement la vie des gens partout dans le monde. Toutefois, sans l'appui administratif et les orientations solides dont elle bénéficie, l'Organisation serait incapable de mener ses programmes à bien. Le présent chapitre décrit le rôle crucial des différentes fonctions de gestion assurées à l'ONUDI.

### Direction exécutive

Le Conseil exécutif, créé et présidé par le Directeur général, est l'organe suprême du secrétariat de l'ONUDI chargé d'étudier les questions relatives aux politiques, aux programmes et à la gestion et de prendre des décisions en la matière. En 2011, il s'est réuni 25 fois pour décider des politiques, stratégies et priorités de l'Organisation dans son ensemble et pour faire le point sur les résultats obtenus dans tous les domaines. Par ailleurs, le Conseil de direction se réunit sous la présidence du Directeur général tous les trois mois environ.

Les hauts fonctionnaires de l'Organisation qui ont participé en février au séminaire du Conseil de direction de 2011 ont débattu de six nouvelles priorités définies par le Directeur général en matière de gestion. Ces priorités concernent la bonne administration du programme de gestion du changement; le rattachement des bureaux extérieurs de l'ONUDI à la Division de l'élaboration des programmes et de la coopération technique et leur plus grande participation aux activités de coopération technique; la consolidation de la Division de la recherche stratégique, de l'assurance qualité et de la promotion nouvellement créée; la mise en avant de l'ONUDI parmi les mécanismes du système des Nations Unies et auprès des pays; et le renforcement des systèmes de l'ONUDI relatifs à l'éthique et à la responsabilisation. Il en est ressorti un plan d'action que le Conseil de direction a approuvé en mars et qui a été affiché sur l'intranet de l'Organisation en avril. Tout au long de l'année, le Directeur général a suivi les progrès réalisés dans l'exécution du plan d'action, une évaluation plus générale étant prévue pour 2012.

## Gestion de la coopération technique

En 2011, pour la deuxième année consécutive, le montant des fonds levés a atteint un record. Les budgets des projets en cours ont enregistré une augmentation nette de 247,5 millions de dollars, soit 36 % de plus que le niveau déjà exceptionnel de 2010, et représenté un montant qui est de très loin le plus important que l'ONUDI

ait jamais mobilisé. De même, le volume des fonds mobilisés compte tenu des versements annoncés en application d'accords signés et des fonds programmables mis à disposition par les donateurs a augmenté de 25 %, passant de 183,6 millions de dollars en 2010 à 230 millions de dollars en 2011.

Le volume effectif des services fournis au titre des projets dans l'année étant passé de 153,5 à 166,7 millions

Figure 1. MONTANTS DISPONIBLES POUR L'EXÉCUTION DE PROJETS (en millions de dollars É.-U.)

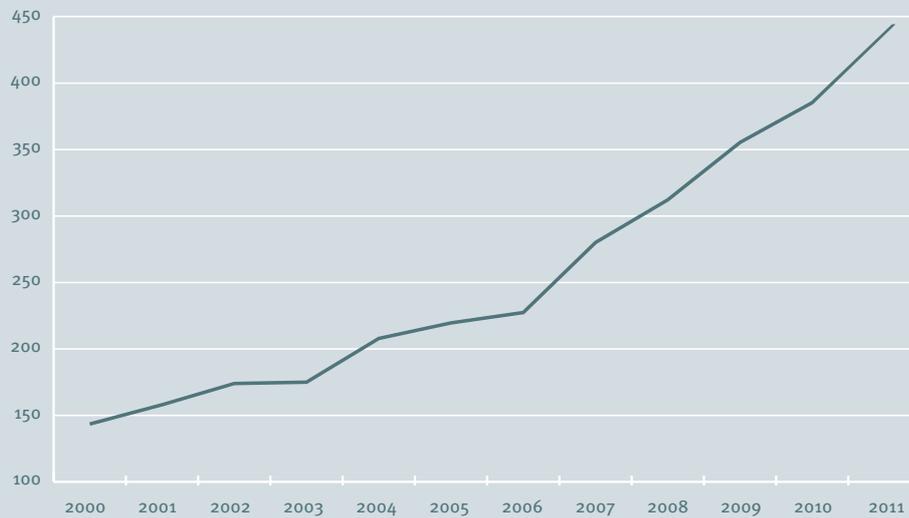
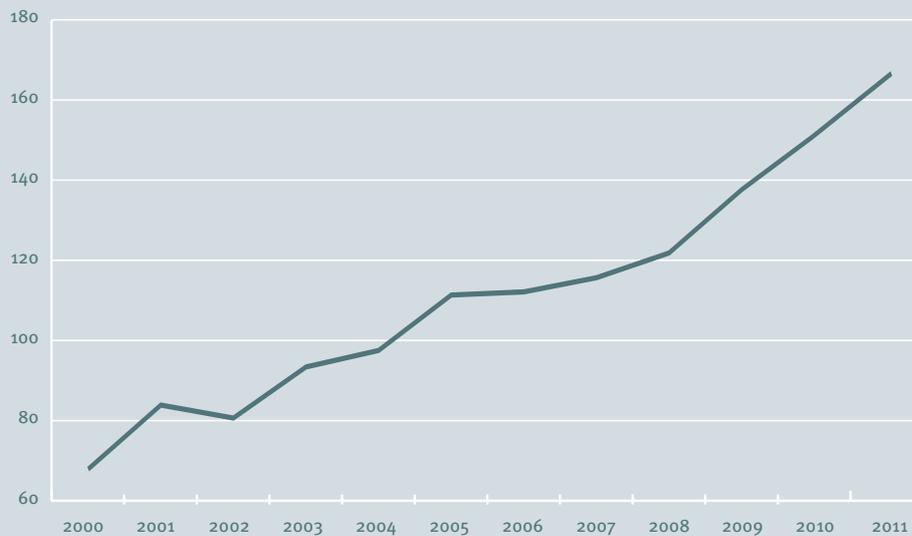


FIGURE 2. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE (en millions de dollars É.-U.)



de dollars, niveau jamais enregistré dans l'histoire de l'ONUDI, les fonds mobilisés se sont accrus et le portefeuille de projets et programmes en cours a atteint 448,8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation record de 63,3 millions de dollars. Ce chiffre impressionnant annonce une autre belle augmentation du volume des services de coopération technique fournis pour les années à venir.

Au cours de l'année, le Comité d'approbation et de suivi des programmes a examiné des descriptions complètes de projets et programmes ainsi que d'importantes modifications aux budgets. Lors de 34 réunions, il a examiné 211 propositions de projets et programmes, dont il a approuvé au total 79%. Le tableau ci-dessous présente les différentes décisions prises par le Comité; les figures 3 et 4 illustrent la ventilation des propositions qui lui ont été soumises, par région et par domaine thématique.

Figure 3. Propositions soumises au Comité d'approbation et de suivi en 2011, par région

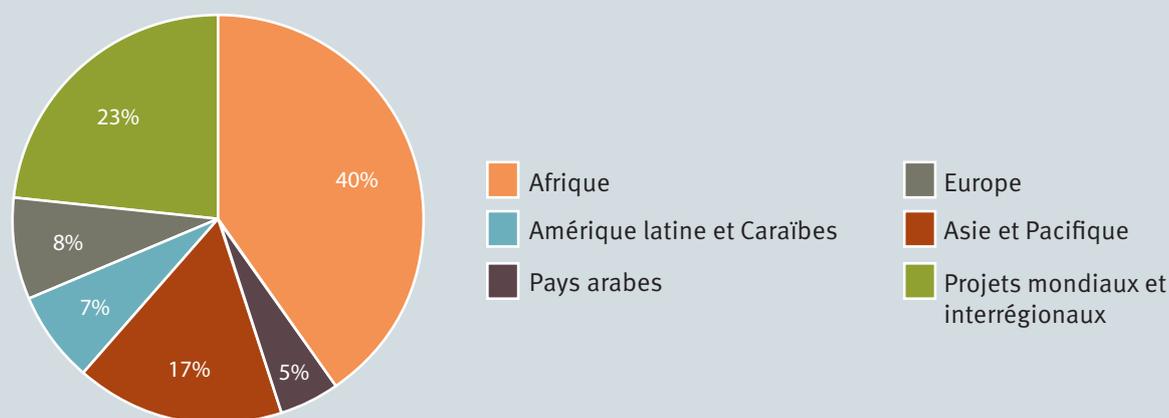
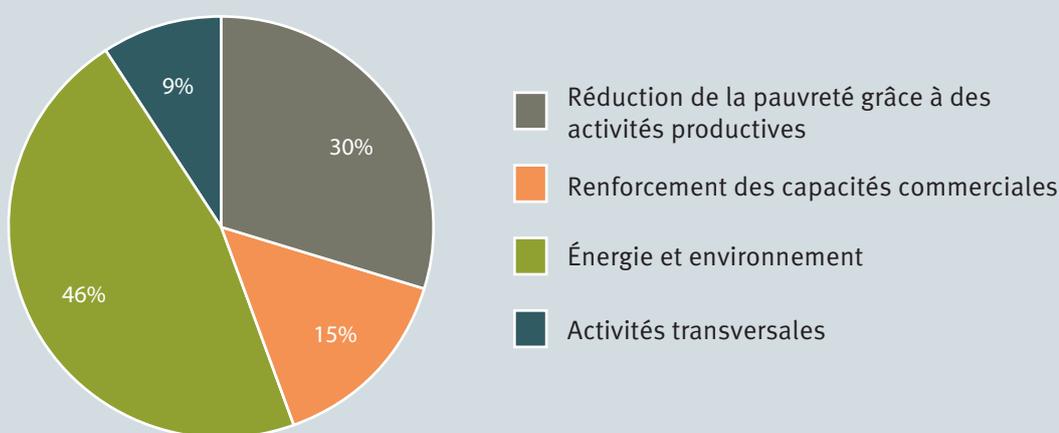


Figure 4. Propositions soumises au Comité d'approbation et de suivi en 2011, par domaine thématique



**Tableau 1. PROPOSITIONS EXAMINÉES PAR LE COMITÉ D'APPROBATION ET DE SUIVI EN 2011**

a) Type de propositions soumises au Comité			b) Décisions prises par le Comité			
Type	Nombre	Pourcentage	Décisions	Nombre	Pourcentage	
Nouveaux projets	136	64 %	Approuvés	tels que soumis	97	46 %
				sous réserve de modification	70	33 %
Modifications de projet	4	2 %	Nouvelle soumission demandée	9	4 %	
Demandes de financement	71	34 %	Décision reportée	31	15 %	
			Non approuvées	4	2 %	
<b>TOTAL</b>	<b>211</b>	<b>100 %</b>		<b>211</b>	<b>100 %</b>	

## Gestion financière

L'année 2011 a encore été particulièrement bonne pour l'ONUDI du point de vue des fonds mobilisés, ces dernières années ayant déjà dessiné une courbe ascendante. Le volume total des fonds mobilisés aux fins de la prestation de services prioritaires aux États membres a continué d'augmenter. Les financements obtenus du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en particulier, ont beaucoup progressé. Les financements provenant de sources gouvernementales et de fonds d'affectation spéciale multidonateurs se sont stabilisés au niveau élevé qui avait été atteint ces dernières années, et un important ensemble de projets sont en attente d'approbation en 2012. Il convient de noter que ces chiffres ne tiennent pas compte des soldes inutilisés des crédits ouverts que les États membres ont accepté de consacrer au financement de projets spécifiques devant

être approuvés en 2012. Le niveau record des fonds nouvellement mis à la disposition de l'ONUDI pour des projets précis témoigne de la haute estime dans laquelle les services de l'ONUDI sont tenus.

Outre les fonds multilatéraux mentionnés ci-dessus, le plus gros contributeur a de nouveau été, en 2011, la Commission européenne, avec des budgets de projets (hors dépenses d'appui) en augmentation nette de 15,9 millions de dollars, suivie du Japon, avec 13,6 millions de dollars, dont 1 million du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine. Parmi les donateurs dont les contributions ont dépassé le million de dollars figurent l'Espagne, avec 8,2 millions de dollars provenant principalement du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'Italie avec 5,1 millions de dollars, la Norvège avec 4,7 millions de dollars, le Canada avec 4,5 millions de dollars, l'Autriche avec 4,3 millions de dollars, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suisse, avec chacun 2,5 millions de dollars, l'Allemagne avec 2,1 millions de dollars, et l'Afrique du Sud, le Bahreïn, la Fédération de Russie, l'Inde, la Suède et la Zambie, avec des contributions se situant entre 1 et 2 millions de dollars chacun. On trouvera à l'appendice B la ventilation par région et par priorité thématique des projets approuvés au titre du Fonds de développement industriel et des fonds d'affectation spéciale.

Le montant du financement public indirect de la coopération technique de l'ONUDI à travers différents fonds d'affectation spéciale multidonateurs des Nations Unies a atteint 14,3 millions de dollars. Outre le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, les augmentations nettes des fonds mis à disposition au titre de

» Le niveau record des fonds nouvellement mis à la disposition de l'ONUDI pour des projets précis témoigne de la haute estime dans laquelle les services de l'ONUDI sont tenus.

l'initiative "Unis dans l'action" ont atteint 3,4 millions de dollars, tandis que les montants versés au titre de fonds d'affectation spéciale multidonateurs visant des situations de sortie de crise se sont élevés à 2,2 millions de dollars.

Comme cela avait été indiqué dans le *Rapport annuel 2010*, un nombre considérable de projets de grande ampleur devant bénéficier d'un financement du FEM étaient en cours d'élaboration cette année-là, dont beaucoup ont été approuvés en 2011. Le montant total des nouveaux financements approuvés au titre du FEM s'est établi à 72,5 millions de dollars, soit le montant le plus élevé qui ait jamais été atteint. À mesure que le portefeuille de projets en cours d'élaboration augmente, on peut s'attendre qu'un montant important de nouveaux projets soit approuvé en 2012 et par la suite. Il convient de bien considérer que le chiffre mentionné dans le présent *Rapport* concerne la contribution directe du FEM. Vu que les projets financés par le FEM nécessitent presque toujours un cofinancement et des fonds d'investissement, le volume d'activité est en fait plusieurs fois supérieur aux 72,5 millions de dollars mis à disposition par le FEM. Trouver ce cofinancement et ces fonds d'investissement représente une tâche particulièrement ardue pour l'ONUDI, mais aussi une excellente occasion de resserrer la coopération avec ses partenaires des secteurs public et privé. Dans le même temps, les financements provenant du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal ont également atteint un niveau record en 2011, à 76,4 millions de dollars.

Pour ce qui est de la ventilation des financements par priorité thématique, c'est une fois de plus le thème de l'environnement et de l'énergie qui a attiré la plus grosse partie de l'enveloppe globale, avec un total de 171,6 millions de dollars, du fait principalement des montants élevés approuvés au titre du FEM et du Protocole de Montréal, comme indiqué ci-dessus. La réduction de la pauvreté grâce à des activités productives a bénéficié de 49,2 millions de dollars et le renforcement des capacités commerciales de 23 millions de dollars; on notera toutefois, pour cette dernière priorité thématique, qu'un ensemble important de projets et de paiements dus en vertu d'accords déjà signés vont se matérialiser en 2012.

Au cours de l'année, seuls des montants limités ont été versés aux trois fonds d'affectation spéciale non réservés à des fins spécifiques qui sont gérés par l'ONUDI, principalement pour l'élaboration de nouveaux projets et programmes. La Finlande (250 000 euros) et la Suède (434 183 euros) ont versé des contributions au fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités commerciales, tandis que

la Finlande (250 000 euros) et la France (150 000 euros) en ont versé au fonds d'affectation spéciale pour l'agribusiness. Aucune nouvelle contribution n'a été versée au fonds d'affectation spéciale pour les énergies renouvelables.

À sa quatorzième session, la Conférence générale a encouragé les États membres à envisager de renoncer volontairement à leur part des soldes inutilisés des crédits ouverts afin de renforcer les programmes de l'ONUDI (décision GC.14/Dec.14). En conséquence, il a été décidé d'ouvrir sans attendre un fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Destiné en particulier aux pays les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes, il servira à financer des services dans les domaines thématiques présentant un intérêt particulier pour les États membres de la région, notamment l'appui aux stratégies visant à apporter des solutions aux problèmes du commerce et de l'intégration économique aux niveaux sous-régional, régional et mondial, l'appui à l'élaboration et à la mise en commun de politiques et de connaissances industrielles, et l'assistance dans l'utilisation rationnelle de l'énergie à des fins productives. À la fin 2011, des contributions se montant à 639 815 euros avaient été reçues de quatre États membres, à savoir le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Panama, et seront utilisées pour mobiliser des ressources supplémentaires.

**» Totalisant 166,7 millions de dollars, le volume des services fournis a dépassé le précédent record de 159,6 millions de dollars établi en 1990, alors que les effectifs de l'Organisation étaient deux fois plus importants.**

Neuf États membres (la Côte d'Ivoire, le Danemark, la Finlande, le Liban, Malte, Maurice, le Mozambique, la Norvège et la Nouvelle-Zélande) ont alloué la part des soldes inutilisés qui leur revenait, soit 768 265 euros au total, aux quatre domaines d'activité indiqués dans le document GC.14/18: a) amélioration de la sécurité alimentaire dans les

pays les moins avancés grâce à la mise en œuvre d'initiatives de développement agro-industriel; *b*) garantie de l'accès à l'énergie à des fins productives, l'accent étant mis en particulier sur l'accès des femmes à l'énergie; *c*) promotion de la diversification économique pour favoriser la création d'emplois dans les secteurs productifs, en ciblant en particulier les groupes vulnérables, notamment les jeunes, dans les pays sortant d'une crise; et *d*) accroissement de la compétitivité des industries des pays en développement grâce au respect des normes et des exigences concernant, entre autres, le développement industriel durable, l'industrie verte et l'efficacité énergétique. Des fonds d'affectation spéciale existent déjà pour les domaines *a*, *b* et *d*, et un nouveau fonds est en cours de création qui couvrira le domaine *c*, en particulier l'emploi des jeunes. Un montant de 192 066 euros ira donc à chacun des quatre fonds d'affectation spéciale, mais le versement de contributions supplémentaires faciliterait grandement le lancement de projets hautement prioritaires dans ces domaines ou, le cas échéant, couvrirait la part de l'ONUDI en cas de partage des coûts.

Quatorze autres États membres ont fait savoir à l'Organisation qu'ils allaient employer tout ou partie de la part

des soldes inutilisés qui leur revenait au financement de projets spécifiques devant être finalisés en 2012. Il s'agit de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Japon, pour de gros montants, mais aussi de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, d'Israël, de la Pologne, de la République arabe syrienne, de la République de Corée, de la République populaire démocratique de Corée, de la Suisse et de la Thaïlande, pour un montant total de 12 479 516 euros.

Les perspectives pour 2012 sont une fois de plus encourageantes. Alors que des projets d'un montant record ont été approuvés en 2011, le portefeuille de projets dont l'élaboration est bien avancée est également important, en particulier pour ce qui concerne l'énergie et le changement climatique, l'environnement et le renforcement des capacités commerciales. La réduction de la pauvreté grâce à des activités productives devrait encore bénéficier de contributions provenant de différents fonds d'affectation spéciale multidonateurs ainsi que de financements directs des donateurs; l'agribusiness suscite manifestement un intérêt particulier, puisqu'un important portefeuille de projets est en cours d'élaboration dans ce domaine, auquel est consacré un fond d'affectation spécial.

**“Nos nouvelles procédures de travail et notre progiciel de gestion intégré** vont favoriser la décentralisation, la surveillance — grâce à la fourniture d'informations homogènes en temps réel — ainsi qu'une gestion des risques systématisée et une amélioration de l'échange de connaissances, de la communication et du travail d'équipe... Mes collaborateurs n'ont pas ménagé leurs efforts pour concevoir, maîtriser et utiliser un ensemble de nouveaux systèmes qui sont mis en service maintenant et qui nous permettront de gagner encore en efficacité et en efficience.”

Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, dans l'allocution qu'il a prononcée à l'ouverture de la quatorzième session de la Conférence générale

## Gestion de l'efficacité

À sa cinquante-neuvième session, en 2004, l'Assemblée générale a réaffirmé que "l'efficacité des activités opérationnelles devait être évaluée à la lumière de leur impact sur les efforts visant l'élimination de la pauvreté, la croissance économique et le développement durable des pays bénéficiaires", et elle a prié "les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement de réaliser l'évaluation de leurs opérations au niveau du pays en étroite concertation avec le gouvernement de celui-ci". La politique de l'ONUDI en matière d'évaluation est conforme aux règles et normes applicables dans le système des Nations Unies, l'accent étant mis sur l'indépendance, la crédibilité et l'utilité. Une évaluation indépendante produit des informations concrètes qui sont fiables et utiles, et les constatations, recommandations et enseignements qui en découlent peuvent donc être rapidement pris en compte dans le processus de décision.

En 2011, l'ONUDI a activement participé aux travaux du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, dont elle a assuré la vice-présidence en mai, ainsi qu'au Réseau de

réseaux pour l'évaluation d'impact, dont l'objet est de promouvoir des évaluations d'impact de qualité au sein du système des Nations Unies.

Les évaluations de pays que l'ONUDI a réalisées en 2011 concernaient l'Afrique du Sud, la Chine, le Maroc, le Nigéria, le Rwanda et le Viet Nam. Trois évaluations thématiques ont par ailleurs été menées sur la mise à niveau des entreprises, sur l'élimination des polluants organiques persistants et sur les bureaux extérieurs de l'ONUDI et leur contribution à la fois au mécanisme "Unis dans l'action" et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'Organisation a aussi participé à l'évaluation de différents projets et mené à bien l'évaluation de son module de formation aux opérations d'achat en ligne (voir ci-après). Tous les rapports d'évaluation sont rendus publics et sont consultables sur le site Web de l'ONUDI.

## Gestion du changement

Le Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle est une initiative prise à l'échelle de



En 2011, une formation complète a permis au personnel de travailler avec le nouveau progiciel de gestion intégré, qui est un élément crucial du Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle.

*Photo: ONUDI*

l'Organisation pour faire en sorte que celle-ci soit pleinement en mesure de répondre aux besoins à l'avenir. Ce programme triennal porte sur les moyens de renforcer encore le rôle de l'ONUDI en tant que partenaire pour la prospérité, notamment l'action qu'elle mène pour répondre aux besoins et aux attentes des pays bénéficiaires et des pays donateurs, et sa capacité d'entretenir un environnement de travail efficace et dynamique. Il s'agit, entre autres, de revoir les procédures de travail de l'Organisation et de mettre en place un progiciel de gestion intégré (PGI). Tout au long du processus, l'ONUDI s'attache à faire en sorte que la gestion axée sur les résultats, la gestion des risques et des connaissances, le perfectionnement du personnel et l'amélioration de la culture de travail deviennent des éléments à part entière de son fonctionnement.

À l'issue des travaux préparatoires approfondis qui ont été menés en 2010 et qui ont porté notamment sur une révision complète des procédures de travail, le PGI a été mis en service en janvier. Tout au long de l'année, des changements considérables ont été introduits, qui ont entraîné des gains d'efficacité et d'efficience. La mise en place de procédures et d'approbations électroniques, par exemple, a permis au personnel, tant au siège que dans les bureaux extérieurs, d'être plus autonome et a simplifié les processus. À compter de 2013, toutes les opérations de l'ONUDI seront rationalisées et prises en charge par le PGI totalement intégré. Des progrès importants sont attendus pour ce qui est de l'efficacité des activités de base/de coopération technique ainsi que de la gestion des consultants et experts, de la gestion des voyages officiels, des achats et du temps, et de la gestion financière.

Grâce à la détermination sans faille de l'ensemble du personnel de l'Organisation, tous les objectifs qui avaient été fixés pour 2011 ont été atteints dans les temps. Il est ressorti d'une évaluation indépendante réalisée en 2011 que la mise en place du PGI se faisait à la fois dans le respect des échéances prévues et de manière très professionnelle.

Le PGI est mis en service en quatre volets, dont le premier concerne les activités de base/de coopération technique, à avoir la gestion des portefeuilles et des projets, et est opérationnel depuis octobre. Ce système permet à l'Organisation de gérer l'ensemble du cycle de projet, depuis l'identification de la demande, la conception du projet, son exécution et son suivi, jusqu'à son évaluation, la communication d'informations à son sujet et la mise en commun des enseignements qui en sont tirés grâce à un

système unique accessible dans le monde entier. Tous les projets en cours ont été intégrés au nouveau système pour que la gestion des projets se fasse dans ce cadre dès le début de 2012. Les projets en cours doivent donc suivre le cadre logique de gestion axée sur les résultats approuvé aux fins du système de gestion des portefeuilles et des projets, selon lequel les résultats, les produits et les activités ainsi que les indicateurs clefs de performance et les risques doivent être expressément identifiés. Le fait que la totalité des projets de l'ONUDI soient gérés grâce à ce système a un certain nombre d'avantages, notamment en termes d'institutionnalisation de la gestion axée sur les résultats, de gestion systématique des risques de projet, de transparence accrue des portefeuilles et de meilleure communication d'informations sur les résultats. Cela permettra aussi à l'Organisation d'agir de manière plus unie, comme prévu dans sa déclaration de mission.

Le deuxième volet porte sur la gestion du capital humain, les états de paie, l'évaluation du comportement professionnel et les voyages officiels. À compter de 2012, toutes les activités de gestion des ressources humaines passeront par le PGI. On trouvera de plus amples détails à ce sujet, notamment en ce qui concerne la formation du personnel, à la section qui suit. Le troisième volet couvre la gestion financière, les achats et la logistique et doit entrer en service en 2013; le quatrième, sur la gestion des connaissances, est mis en place parallèlement aux autres.

Les membres du personnel de toute l'Organisation ont conjugué leurs efforts pour mettre en place les nouvelles procédures et le PGI. Ce travail en commun a entraîné une évolution culturelle positive dans les domaines de la collaboration et des communications ainsi que du travail d'équipe et du partage de connaissances, évolution qui devrait se poursuivre tout au long du processus de mise en œuvre. Ainsi, l'introduction du nouveau système de suivi du comportement professionnel (voir ci-dessous) ou des espaces de collaboration en ligne devrait favoriser le perfectionnement du personnel, le travail d'équipe et le partage de connaissances et d'informations.

Les parties prenantes tant internes qu'externes sont tenues dûment informées de l'état d'avancement du Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle par divers moyens de communication, dont le bulletin d'information et la page intranet qui y sont consacrés, tandis que les États membres ont accès à une page extranet portant spécifiquement sur le sujet. Des articles sur le Programme sont par ailleurs régulièrement publiés dans *UNIDO Times*.

Enfin, une page Web a été créée pour que toutes les parties prenantes puissent facilement consulter, en toute transparence, des informations sur le Programme ([www.unido.org/changemanagement](http://www.unido.org/changemanagement)).

## Gestion des ressources humaines

Comme cela a été le cas dans d'autres domaines d'activité de l'ONUDI, l'intégration des divers processus liés à la gestion des ressources humaines dans le PGI a eu des avantages très appréciables mais a aussi nécessité de la part du personnel un investissement massif en temps et en efforts. Il a été indiqué ci-dessus qu'à compter de 2012 toutes les activités de gestion des ressources humaines passeraient par le PGI, qu'il s'agisse du recrutement de fonctionnaires et de celui de consultants ou d'experts, du suivi du comportement professionnel, des états de paie, de la gestion des voyages officiels ou autres. Pour que le personnel soit à même d'utiliser le nouveau PGI, de nombreuses formations ont été dispensées en 2011, qui ont consisté en des cours magistraux, des séances avec formateur, une interaction

avec les services d'assistance et des séances d'apprentissage en ligne spécialement adaptées à la situation de l'ONUDI, et d'autres seront offertes durant toute la période de mise en œuvre.

En 2011, un deuxième essai pilote du nouveau système d'évaluation du comportement professionnel a été réalisé, qui a porté sur un échantillon aléatoire de fonctionnaires de différents niveaux et sur toutes les fonctionnalités du système. Cet essai faisait suite à celui qui, en 2010, avait été limité à une évaluation panoramique des fonctionnaires ayant rang de directeur. Les ajustements apportés au système à l'issue des essais pilotes ont marqué l'aboutissement d'un processus de consultation qui s'est étalé sur trois ans et au cours duquel le personnel et la direction ont cherché à mettre au point un système qui résisterait à l'épreuve du temps. Ce dernier comprend ainsi un certain nombre de fonctionnalités innovantes, comme l'évaluation panoramique des valeurs fondamentales et des compétences par un minimum de cinq et un maximum de dix évaluateurs. Ce type d'évaluation permet aux pairs, superviseurs ou partenaires qui y participent de le faire de manière plus anonyme. Il garantit aux fonctionnaires une

### Nos valeurs et compétences



À la fin de l'année, l'ONUDI a publié un nouveau cadre de compétences définissant trois valeurs fondamentales, six compétences de base et quatre compétences en matière d'encadrement qui représentent des comportements et des pratiques essentiels censés renforcer une culture commune au sein de l'ONUDI.

évaluation plus juste et plus objective étant donné que ceux-ci participent à l'établissement de la liste des personnes à même d'évaluer leur travail. Outre les compétences individuelles des fonctionnaires, le nouveau système permet aussi d'évaluer la mesure dans laquelle ceux-ci ont rempli les objectifs fixés et obtenu les résultats attendus eu égard au poste qu'ils occupent, dans le cadre plus général des buts et priorités de l'unité, du service, de la division et, au final, de l'Organisation. Grâce au contrat passé entre elle et ses fonctionnaires, ces derniers ont une idée plus précise de leur rôle particulier dans la structure générale. À partir de maintenant, les résultats du suivi du comportement professionnel seront systématiquement mis en rapport avec un certain nombre de décisions administratives, dont les prolongations de contrats. Le nouveau système sera opérationnel pour l'ensemble de l'Organisation en mars 2012.

À la fin de l'année, l'ONUDI a produit un nouveau cadre de compétences où sont définies trois valeurs fondamentales, six compétences de base et quatre compétences en matière d'encadrement qui représentent les pratiques et comportements essentiels au bon fonctionnement de l'Organisation. Ce cadre a fait l'objet d'un débat approfondi au sein de l'organe suprême de concertation entre le personnel et l'administration, la Commission consultative mixte (CCM), et de deux essais pilotes en 2011. On s'y reportera pour le recrutement, le perfectionnement du personnel, la planification des carrières et le suivi du comportement professionnel. Il devrait avant tout contribuer à asseoir une culture commune à l'ONUDI.

La politique applicable au recrutement de consultants et d'experts (c'est-à-dire de membres du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire) sur le plan international, national ou local, la plupart du temps aux fins de projets et d'activités de coopération technique, a été considérablement remaniée en 2011. Les nouvelles règles devraient être promulguées au premier trimestre de 2012; elles reposent sur le même PGI qui servira à la gestion de l'ensemble des ressources humaines de l'ONUDI et à la gestion des projets de coopération technique. L'une des principales améliorations apportées à l'ancienne politique est que les responsables de projets disposeront d'une plus grande marge de manœuvre pour ce qui est d'employer des consultants et experts pour des périodes d'une année à la fois et de quatre années maximum sans interruption de service. Les non-fonctionnaires auxquels auront été accordés des contrats plus longs bénéficieront désormais de bon nombre des avantages pour l'instant

réservés à ceux de leurs collègues détenant une lettre de nomination, comme les congés annuels, les congés de maladie et les congés de maternité ou paternité payés, ou les primes de risque ou avantages accessoires offerts en raison de la difficulté du lieu d'affectation.

La composition du secrétariat au 31 décembre 2011, ventilée par classe, lieu d'affectation et sexe, est présentée à l'appendice J du présent *Rapport*. Il convient à cet égard de préciser qu'en 2011 des femmes ont été nommées ou réaffectées à la tête de plusieurs services importants traditionnellement dirigés par des hommes, à savoir le Service des bâtiments, le Programme pour les pays arabes et le Programme pour l'Europe et les États nouvellement indépendants.

## Gestion de l'équilibre entre les sexes

L'ONUDI a créé en 2010 un Comité directeur pour l'égalité des sexes chargé de veiller à la bonne application de sa politique en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Par cette politique, l'Organisation s'engage à répondre au souci d'égalité des sexes dans toutes ses politiques et tous ses programmes et projets de coopération technique en rapport avec l'autonomisation économique des femmes. Le Comité a aussi pour mission de parvenir à un équilibre entre les sexes au sein de l'ONUDI, en particulier au niveau de la prise de décision. Il fixe un calendrier et désigne les personnes chargées des diverses activités prévues dans sa stratégie de mise en œuvre et son plan d'action. Tous les services de l'Organisation y sont représentés, ce qui le met dans une position idéale pour veiller à l'équilibre entre les sexes dans les programmes, les politiques et les pratiques de l'Organisation, pour autant que les ressources mises à sa disposition le lui permettent.

La stratégie de mise en œuvre et le plan d'action du Comité pour la période 2011-2013 ont été adoptés par le Conseil exécutif en mars. Un certain nombre de tâches ont été menées à bien au cours de l'année. Le Comité a bien veillé à ce que soit prévue, lors de la conception du PGI, une fonction permettant la collecte de données par sexe en rapport avec les indicateurs de résultat et de produits, en particulier avec les valeurs de référence et les valeurs cibles à atteindre. Il a aussi désigné l'un de ses membres comme conseiller en matière d'égalité des sexes auprès du Groupe de l'évaluation créé en 2010, avec pour rôle d'examiner les programmes et projets de l'ONUDI d'un point de vue

Composé de membres qui représentent toute l'Organisation, le Comité directeur pour l'égalité des sexes est bien placé pour veiller à ce que la question de la parité entre les sexes soit prise en compte dans les programmes, les politiques et les pratiques de l'Organisation.

Photo: ONUDI



économique, financier, social, institutionnel et relatif à l'égalité des sexes.

Le Comité a adressé à la direction des recommandations sur les mesures propres à améliorer l'équilibre entre les sexes au sein de l'Organisation, comme suite à quoi il a été convenu de prévoir un module sur la question au programme des journées d'orientation que l'ONUDI tiendrait à l'intention de ses nouveaux fonctionnaires en 2012. Au-delà du seul cadre de l'ONUDI, le Comité a participé aux activités menées en faveur de l'égalité des sexes à l'échelle du système des Nations Unies ainsi qu'aux consultations des organismes implantés en Europe qui se sont tenues à Genève en septembre sur le Plan d'action à l'échelle du système, initiative mondiale des Nations Unies en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Le Comité a élaboré deux contributions de l'ONUDI à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, concernant respectivement l'autonomisation économique des femmes et l'autonomisation des paysannes et leur rôle dans la réduction de la pauvreté et de la faim, le développement et la résolution des problèmes actuels. Le Comité a aussi pour fonction de tenir le personnel informé des activités menées par le Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes, plus particulièrement de celles qui ont des incidences sur l'action de l'ONUDI.

Le quatrième numéro du magazine trimestriel de l'ONUDI intitulé *Making it: l'industrie pour le développement*, qui est paru à la fin de 2011, avait pour thème l'égalité des sexes et comportait un article sur le développement industriel tenant compte des spécificités de chaque sexe par lequel le Comité, qui en était l'auteur, attirait l'attention des lecteurs sur le sujet.

## Gestion de la responsabilisation et de l'éthique

Le Bureau des services de contrôle interne a été créé en 1998, avec pour mission d'améliorer la fiabilité, l'intégrité, l'efficacité et l'efficacé des opérations de l'ONUDI et de faire en sorte que ses règles et règlements soient observés dans toute l'Organisation. Dans le cadre des efforts déployés en vue de renforcer l'éthique et la responsabilisation à l'ONUDI, on a mis en place un programme détaillé obligatoire sur les questions liées à l'éthique qui se décline en une formation en ligne complétée par des séances animées par un formateur. Plus d'une quarantaine de fonctionnaires, y compris des représentants hors siège et des chefs de services, ont participé aux séances qui ont été organisées en 2011. Le Bureau des services de contrôle interne a aussi, en coordination avec le Bureau de l'éthique, conduit une campagne à l'occasion de la Semaine internationale de sensibilisation à

la fraude, en novembre, organisée par l'Association of Certified Fraud Examiners à l'intention des organisations et des entreprises du monde entier.

L'année 2011 a marqué le début de la mise en œuvre du dispositif de transparence financière concernant les fonctionnaires de l'ONUDI. Le Bureau a ainsi examiné 216 formules de déclaration d'intérêts, sur la base desquelles les déclarations de situation financière soumises par 51 fonctionnaires ont également été examinées.

## Gestion de la sûreté et de la sécurité du personnel

L'ONUDI s'est heurtée en 2011, dans ses activités et opérations, à des problèmes de sécurité accrus. Elle est parvenue à assurer la sécurité du personnel en poste ou en mission dans des pays connaissant diverses situations d'urgence ou de crise. Au lendemain du violent attentat qui a visé les locaux des Nations Unies à Abuja en août, le conseiller du personnel a été envoyé au Nigéria pour apporter son soutien au personnel blessé et en état de choc ainsi qu'aux familles. Il ressort des réactions reçues que cette assistance a été opportune et efficace.

L'année 2011 a été celle de la mise en place du Cadre de responsabilisation en matière de gestion de la sécurité et de

l'incorporation d'un volet sécurité aux programmes, projets et autres activités de l'ONUDI. Cette dernière a ainsi pu lancer, ou reprendre, des projets et programmes de coopération technique dans des pays où la situation en matière de sécurité était précaire. Un système de gestion de la sécurité solide et cohérent a été instauré en 2011, qui concerne l'ensemble du personnel de l'Organisation, tant au siège que dans les bureaux extérieurs.

À l'échelle du système, l'ONUDI a été pleinement associée au Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies et a activement participé à l'élaboration des nouvelles politiques en matière de sécurité. Elle a entretenu des contacts réguliers avec toutes les parties prenantes au Système, y compris le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU. Au siège, elle a poursuivi une coopération fructueuse avec à la fois le Service de la sécurité et de la sûreté de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV) et les représentants des autres organisations sises au Centre international de Vienne. Une série de nouvelles politiques arrêtées dans le cadre du Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies ont été mises en application en 2011 dans le but de renforcer la sécurité des opérations et activités de l'ONUDI.

Des activités régulières telles que des formations, des réunions d'information sur la sécurité, des présentations, des consultations, des échanges d'informations et des

**“De nombreux membres du personnel hors siège ont fait face en 2011 à des problèmes de sécurité liés à des situations d'urgence et de crise, et je suis fier du courage, du professionnalisme et du sens des responsabilités dont ils ont fait preuve dans ces circonstances.”** Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, dans l'allocution qu'il a prononcée à l'ouverture de la quatorzième session de la Conférence générale

actualisations du Manuel administratif et de la page intranet sur le sujet ont permis au personnel de l'ONUDI d'être davantage sensibilisé aux questions de sécurité. Les opérations hors siège sont désormais plus sûres du fait que le personnel est mieux préparé sur le plan de la sécurité.

## Gestion du Centre international de Vienne

Aux termes du Protocole d'accord concernant la répartition des services communs, l'ONUDI est responsable du fonctionnement et de l'entretien du Centre international de Vienne (CIV) pour les organisations sises à Vienne et en leur nom. Celles-ci comprennent, outre l'ONUDI, l'ONU, l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Depuis la construction du bâtiment M, en 2009, la superficie du CIV atteint près de 380 000 m<sup>2</sup> et les terrains qui l'entourent 180 000 m<sup>2</sup>.

L'équipe de l'ONUDI chargée de la gestion des bâtiments est composée de services spécialisés en génie civil, en électricité, en climatisation et en électronique, ainsi que de services techniques généralistes et de services administratifs. Ses effectifs de 9 administrateurs et 125 agents des services généraux comprennent des techniciens de différents domaines provenant de pays très divers; ils s'attachent à faire en sorte que les personnes qui travaillent au CIV et celles qui le visitent évoluent dans un environnement sûr et hospitalier, tout en veillant au bon rapport coût-efficacité des services fournis et à la fiabilité des équipements et des installations.

Les travaux de désamiantage du CIV se sont poursuivis en 2011; la mise en œuvre de ce vaste projet est terminée dans la majeure partie des tours et en passe de l'être dans le bâtiment C. Pour ne pas avoir à refaire de travaux ultérieurement, l'ONUDI a saisi l'occasion du désamiantage pour procéder en 2011 à des modernisations et réaménagements, notamment au remplacement du revêtement ignifuge, des câbles, du système d'éclairage, des conduits d'aération et du revêtement de sol.

La plupart des équipements du bâtiment C, en particulier les installations techniques destinées aux conférences, datent de l'époque où le CIV a été construit, c'est-à-dire des années 70. Puisque les murs, les plafonds et les sols ont été ouverts pour le désamiantage des salles de conférence,

l'ONUDI a décidé de remplacer le matériel dépassé par des installations modernes. Agissant en étroite coopération avec les autres organisations sises au CIV, elle a lancé une importante procédure d'appel d'offres et passé un marché pour le remplacement du vieux matériel en 2011; les travaux devraient s'achever à la fin de 2012. En 2011 et toujours en relation avec les travaux de désamiantage, des techniciens de l'ONUDI ont remplacé la majeure partie des conduites d'eau du bâtiment C.

En 2011, l'ONUDI a lancé une procédure d'appel d'offres pour la rénovation de la façade du bâtiment C et des passerelles le reliant aux autres bâtiments; il s'agit d'un projet techniquement délicat, financé par le Gouvernement autrichien et mené en coordination avec lui, qui devrait permettre d'importantes économies d'énergie. La nouvelle façade bénéficiera d'un système d'isolation thermique moderne et d'une esthétique des plus actuelles. Un contrat a été conclu avec l'entreprise sélectionnée en novembre, et les travaux devraient s'achever d'ici à la fin de l'année 2012.

Toujours dans un souci d'économies d'énergie, les spécifications techniques relatives au remplacement des systèmes de climatisation du bâtiment C ont également été arrêtées en 2011. Les économies attendues devraient atteindre quelque 320 000 kilowattheures en chauffage (ou 42 tonnes équivalent carbone) et 200 000 kilowattheures en climatisation (ou 43 tonnes équivalent carbone). Le projet devrait être mené à bien d'ici à la fin de 2012.

## Gestion des contrats, des services et des systèmes

### Achats

L'introduction du nouveau PGI entraîne une importante évolution des opérations d'achats de l'Organisation. Au cours des quatre premiers mois de l'année, le personnel participant à l'achat de biens et de services pour l'ONUDI a été étroitement associé à la rédaction d'un plan pour la conception du module d'achats. D'ici au moment où le nouveau système sera opérationnel dans l'ensemble de l'Organisation, en 2013, plusieurs changements radicaux seront apportés aux procédures, processus et pratiques d'achats de l'Organisation, dont deux sont décrits ci-dessous.

L'instauration officielle de la formule des accords à long terme va permettre de rationaliser la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les opérations correspondantes. Selon cette formule, l'ONUDI peut commander à plusieurs



Siège de l'ONUDI au Centre international de Vienne

Photo: ONUDI

reprises des biens, travaux et services donnés, à un prix et des conditions prédéterminés, ce qui lui évite de recourir à de longues procédures d'appel d'offres pour des articles ou services dont elle a fréquemment besoin.

Autre innovation, la passation de marchés en ligne facilite l'échange de données et d'informations relatives aux offres, réduit les tâches de saisie manuelle de données et, associée à la fonctionnalité de gestion des connaissances, produit une piste d'audit intégrée. La fonction d'enchères en direct qui l'accompagne pourrait permettre des économies substantielles.

L'ONUDI a également prévu une autre nouveauté, qui consiste en une fonction visant une action axée sur les résultats par laquelle, sous certaines conditions, les achats pourront être réalisés par les bénéficiaires du projet. Un accord de ce type a été passé avec le Bureau pour la coopération avec l'étranger en matière économique du Ministère chinois de la protection de l'environnement. Cette fonction sera utilisée pour les activités liées à l'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone, qu'il s'agisse des projets préparatoires, des projets autonomes (dont les projets de démonstration) ou des projets liés à des plans sectoriels.

Dans l'année, un certain nombre de fonctionnaires participant aux opérations d'achats ont assisté à un cours avancé de certification aux opérations d'achats dans le cadre professionnel. Ce cours fait partie d'un programme officiel de formation et de certification aux opérations d'achats qui a été conçu à l'intention des fonctionnaires de tous les organismes et institutions spécialisées des

Nations Unies et qui repose sur le système de certification mondialement reconnu proposé par le Chartered Institute of Purchasing and Supply du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le personnel des divisions techniques a aussi continué de tirer parti des formations aux opérations d'achats en ligne, qui ont bénéficié d'une évaluation positive en 2011 (voir ci-dessus).

En mai, l'ONUDI a réorganisé ses services d'achats en trois équipes thématiques afin de créer pour un domaine donné un guichet unique chargé de toutes les questions d'achat et de passation de marchés. Ce mode d'organisation permet le croisement des compétences et connaissances techniques entre les services techniques de l'ONUDI et les équipes chargées des achats correspondants, et recherche davantage la valeur ajoutée et la collaboration à tous les stades de la mise en œuvre des projets. Le fait que le personnel chargé des achats comprenne mieux les besoins opérationnels des programmes et projets relevant des trois priorités thématiques de l'ONUDI contribuera à faciliter l'exécution des projets de coopération technique à l'avenir.

### Autres services

Considérant l'imminence de la mise en service du PGI dans tous les services administratifs, un certain nombre de procédures ont été simplifiées en 2011. Les changements les plus considérables concernaient la gestion des voyages officiels. Un nouveau système de gestion des voyages intégré au PGI a été testé au cours de l'année, et un manuel de formation a été élaboré à l'intention du personnel au sujet de l'outil de

réservation en ligne. L'ONUDI prend les choses en main et rédige un nouveau cahier des charges en vue de conclure un marché prévoyant une fonction de réservation en ligne.

Parmi les autres mesures prises en 2011 pour simplifier les procédures et réaliser des économies, on mentionnera la numérisation des archives et la publication d'un manuel et

d'un tableau d'archivage; la révision des instructions et procédures relatives à la délivrance de téléphones portables; la révision du cahier des charges concernant le marché relatif à la reprographie, en coopération avec l'ONUSU; et la création d'un point assistance dans les services d'appui généraux en juillet.

## LE PARTAGE DES COÛTS SOUS TOUS SES ASPECTS

### “Cette année marque encore une autre étape importante

dans l’histoire du Fonds pour l’environnement mondial: en décembre dernier, cela faisait cinq ans que le Conseil avait reconnu l’avantage comparatif dont jouissait l’ONUDI s’agissant d’établir des liens entre l’efficacité énergétique et le développement durable dans le secteur industriel. Depuis, l’ONUDI a renforcé notre portefeuille à divers titres, notamment en assurant une croissance industrielle verte dans les pays en développement.”

Déclaration de Monique Barbut, Directrice générale et Présidente du FEM.

Depuis plus de 25 ans, l’ONUDI rend régulièrement compte de l’exécution de ses programmes et projets financés sur les contributions, notamment volontaires, versées par ses États membres, ainsi que les contributions spéciales de donateurs, affectées à des projets précis. Cela ne reflète pourtant qu’une vue partielle de la situation. Bien souvent, cet apport financier de l’Organisation s’accompagne, voire vient en excédent d’autres financements parallèles fournis par le pays bénéficiaire lui-même, un autre État membre ou groupe d’États, le secteur privé, des organisations bilatérales et multilatérales, la société civile ou d’autres partenaires de développement. En 2011, un coup d’œil sur l’ensemble du portefeuille de l’ONUDI fait apparaître un ratio de 1 à 1 entre le financement par subventions, à savoir les contributions directes des donateurs et le cofinancement des partenaires externes. Dans le cadre de son système actuel d’information financière, l’ONUDI n’est ni tenue ni en mesure de déterminer de manière uniforme les chiffres réels du cofinancement, sauf pour ce qui est des grands donateurs comme le Fonds multilatéral aux fins d’application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d’ozone. Lorsqu’un rapport sur le cofinancement est exigé ou que des prévisions peuvent être établies, le ratio entre le financement par subventions et le cofinancement devrait se situer autour de 1 à 4.

Le cofinancement est une option très utile. Par exemple, dans le cadre de son partenariat avec le FEM, l’ONUDI s’est vu confier un vaste portefeuille de projets au cours des deux derniers cycles de reconstitution du Fonds. Au titre du FEM-4, elle avait en charge 54 projets en cours, pour un coût total dépassant 900 millions de dollars, dont une subvention du FEM de 200 millions de dollars et un cofinancement mobilisé pour un montant de 700 millions. Dans l’avenir, elle a une réserve considérable de projets uniquement au titre du programme de travail du FEM-5 de juin 2012, soit 21 projets, pour un montant total de plus de 450 millions de dollars, dont une subvention du FEM de 87 millions et des contributions de 370 millions au titre du cofinancement.

Pour autant, les activités menées au titre des arrangements de cofinancement, fût-ce sous la forme de subventions directes, de financement parallèle, d’investissements ou de contributions en nature, ne sont pas prises en compte dans la valeur financière globale des projets ou programmes et, avec les exceptions susmentionnées, l’ONUDI n’est pas tenue d’en rendre compte. De même, il faut reconnaître que l’Organisation ne gère que la partie du projet dont elle assure l’administration financière, même si elle a en charge l’intégralité du projet.

Toute cette situation devrait connaître une évolution sous peu. Avec l'intégration dans le nouveau progiciel de gestion intégré du module de gestion du portefeuille et des projets, et du module de gestion des subventions à la fin de l'année 2012, l'ONUDI pourra, pour la toute première fois, à partir de janvier 2013, planifier, suivre et présenter des informations sur le volume total du financement des activités de coopération technique affecté à ses programmes et projets, y compris les fonds, les biens ou les services entrant dans l'exécution des projets au titre des arrangements de cofinancement.

Le nouveau module de gestion du portefeuille et des projets déjà en place permet de présenter systématiquement les résultats, aboutissements et produits de chaque projet, y compris les indicateurs de réalisation, ventilés par pays ou région, domaine thématique, donateur ou autres critères. Ainsi l'ONUDI sera désormais en mesure de communiquer non seulement des informations qualitatives et quantitatives concernant chaque projet, mais aussi des informations concernant le portefeuille. Avec l'intégration du module de gestion des subventions, le cofinancement sera considéré comme faisant partie intégrante de l'ensemble de l'intervention et sera pris en compte à chaque étape du projet, de la phase initiale de conception et de planification au suivi des produits effectifs et à l'évaluation des résultats et de l'impact du projet, en passant par l'exécution du projet.

Dans bien des cas, les contributions de cofinancement versées par divers partenaires constituent, dans l'exécution des projets, des étapes importantes qui, lorsqu'elles ne sont pas atteintes en temps voulu et selon les normes requises, compromettent de manière générale le succès des projets. Par exemple, un projet visant à établir un centre de perfectionnement professionnel pleinement opérationnel pourrait être conçu grâce à diverses contributions. Le gouvernement pourrait à cet effet fournir un bâtiment, une association professionnelle mettre à

disposition le personnel opérationnel et enseignant, et l'ONUDI, avec l'assistance de partenaires de financement, assurer la rénovation du bâtiment, l'installation du matériel de formation et l'organisation de la formation des formateurs et des bénéficiaires. Si l'étape des contributions versées par les différents partenaires au projet n'est pas bien planifiée, exécutée et suivie, l'objectif même du projet ne saurait être atteint.

Les avantages de la nouvelle présentation du rapport seront multiples. L'incorporation de multiples sources de cofinancement et de contributions en nature au système de gestion des projets de l'ONUDI changera en profondeur la vision qu'ont les États membres et les partenaires de développement de l'Organisation. D'ores et déjà, il faut aujourd'hui que les partenaires engagent des ressources au cours des phases de planification et de négociation du cycle du projet. Les pays bénéficiaires qui se sont engagés à fournir d'importantes contributions à un projet, fût-ce en espèces ou en nature, pourront mieux suivre l'utilisation de leur propre contribution et son évolution tout au long du cycle de vie du projet. Le sentiment d'appropriation s'en trouvera renforcé, ce qui encouragera d'autres pays à partager le financement de leurs propres projets. Cette expression d'appropriation par les pays cibles et partenaires nationaux contribuera à améliorer considérablement la viabilité à long terme des projets. Elle permettra, pour toutes les parties, d'avoir plus de transparence et d'établir des budgets plus efficaces axés sur les résultats pour les projets et programmes.

Le prochain rapport annuel fournira davantage d'informations sur l'évolution de cette nouvelle approche. Enfin, les partenaires de l'ONUDI pourront également accéder à des informations en ligne via un guichet unique d'informations centralisé d'où des informations complètes relatives au portefeuille et des rapports pourront être directement téléchargés du système par le biais d'une interface d'utilisateur.

» Le développement industriel peut contribuer à apporter les changements structurels nécessaires pour mettre les économies des pays pauvres sur la voie d'une croissance économique soutenue.



## Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives

“Les objectifs du Millénaire pour le développement représentent, sans aucun doute, les idéaux, les ambitions et les efforts les plus nobles des Nations Unies, dirigés vers la construction d’un monde juste, prospère et sûr pour tous. D’une part, ils sont la plus importante promesse collective jamais faite aux populations les plus vulnérables de la planète. D’autre part, ils constituent un cadre internationalement accepté fixant des objectifs quantifiés assortis de délais, excellent outil pour répondre aux problèmes urgents que sont l’extrême pauvreté, la faim et les maladies et pour promouvoir l’égalité des sexes, l’éducation et la préservation de l’environnement.”

Heinz Fischer, Président de l’Autriche, s’exprimant devant l’Assemblée générale des Nations Unies

Au titre de la priorité thématique relative à la réduction de la pauvreté grâce à des activités productives, l’ONUDI aide les pays en développement dans les efforts qu’ils déploient pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. En tant que principal moteur de la croissance économique et de la création d’emplois, les activités productives tiennent une place centrale dans la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le développement industriel peut contribuer à apporter les changements structurels nécessaires pour mettre les économies des pays pauvres sur la voie d’une croissance économique soutenue. L’industrie offre un cadre propice à l’entrepreneuriat, favorise l’investissement des entreprises, stimule le progrès et le dynamisme techniques, améliore les compétences, crée des emplois et jette les bases de la croissance de l’agriculture et des services.

Les secteurs public et privé ont des rôles complémentaires à jouer. Il appartient aux gouvernements de faciliter le développement des capacités productives en adoptant des réglementations et des politiques appropriées. Le secteur privé, quant à lui, doit porter une attention particulière aux petites et moyennes entreprises (PME) qui, dans les pays en développement, génèrent les activités économiques permettant de réduire la pauvreté. Cela est particulièrement d’actualité dans les pays agricoles d’Afrique et les pays les moins avancés (PMA), où le développement d’entreprises agricoles contribue non seulement à réduire la pauvreté mais aussi à améliorer la productivité, sous réserve que les investissements voulus soient réalisés. L’ONUDI et les autres acteurs internationaux doivent informer les investisseurs potentiels des opportunités de partenariat avec les producteurs nationaux.

Si des progrès considérables ont été accomplis pour ce qui est d’améliorer la condition des femmes par le biais de l’accès à l’éducation et à l’emploi, celles-ci restent souvent exclues des activités économiques classiques et sont touchées par la pauvreté

de façon disproportionnée. Les jeunes font également partie des groupes les plus marginalisés de la société dans les pays pauvres. Ils sont davantage susceptibles d'être affectés par le chômage que les adultes et sont également plus vulnérables aux aléas économiques. Les populations des pays en développement qui sortent de diverses situations de crise font également face à des défis considérables et se tournent vers la communauté internationale, en particulier lorsque les structures gouvernementales ont été affaiblies par la crise.

Ce chapitre décrit quelques-unes des actions menées par l'ONUDI en 2011 pour répondre à l'impératif de réduction de la pauvreté dans le cadre de quatre éléments de programme thématiques: appui au secteur privé et promotion des investissements et de la technologie; agribusiness et développement de l'entrepreneuriat rural; sécurité humaine et relèvement après les crises; les femmes et les jeunes dans les activités productives.

## Secteur privé et promotion des investissements et de la technologie

Le premier élément de programme mis en œuvre au titre de la priorité thématique relative à la réduction de la pauvreté grâce à des activités productives porte sur le secteur privé et la promotion des investissements et de la technologie aux fins de développement, dont le développement du secteur privé et celui de groupements et de liens économiques.

La première condition de la croissance économique dans les pays les plus pauvres est l'investissement, sous forme de capital et de technologie, qui devra essentiellement provenir de l'étranger. Cependant, les pays qui ont justement le plus besoin de l'investissement étranger direct pour sortir de la pauvreté manquent souvent d'un climat d'affaires propice à la promotion de l'investissement et de la technologie, principalement à cause des défaillances du gouvernement et du marché et de la faiblesse des institutions.

Grâce à une équipe conséquente chargée, au siège ou hors siège, de la promotion des investissements et de la technologie, l'ONUDI est à même de relever ce défi. Elle cherche systématiquement à remédier aux défaillances du gouvernement et du marché, afin de surmonter certaines des difficultés que rencontrent les pays en développement et les pays en transition pour attirer les investissements et acquérir les technologies nécessaires compte tenu de leurs besoins spécifiques.

Une grande partie de l'action que l'ONUDI a menée dans ce domaine en 2011 a porté sur l'Afrique, où l'Organisation a achevé la grande enquête sur les investisseurs qu'elle avait lancée en 2010. Portant sur 19 pays d'Afrique subsaharienne et plus de 7 000 entreprises, cette enquête fournit aux investisseurs les informations nécessaires à leurs décisions d'investissement. Un nouvel outil en ligne donne accès aux données pour analyse et permet aux investisseurs et aux décideurs de cartographier les flux d'investissements en Afrique. La Plate-forme Internet de suivi des investissements est un



» AfrIPANet est un programme de l'ONUDI qui offre aux agences africaines de promotion des investissements une plate-forme commune grâce à laquelle étudier et concevoir des stratégies de promotion des investissements. Il vise à modifier la culture de ces agences en renforçant leur capacité à fournir aux investisseurs des informations exactes et actualisées au travers de la Plate-forme Internet de suivi des investissements. Une assistance technique les aide également à réajuster leurs stratégies de promotion des investissements pour y intégrer la prestation de services personnalisés visant à permettre aux entreprises de récolter les dividendes de l'investissement international et aux secteurs productifs locaux d'accéder à l'économie mondiale.

outil mis au point par l'ONUDI pour fournir aux investisseurs les données qui leur permettront de prendre les bonnes décisions et pour consigner des informations relatives aux caractéristiques des investisseurs étrangers et des entreprises locales. Elle aide les parties prenantes à identifier les différents types d'investisseurs, leur performance, leur influence sur l'économie, leur perception des paramètres d'investissement et leurs attentes vis-à-vis des institutions locales en matière de services. La Plate-forme permettra également aux gouvernements et aux agences de promotion des investissements de mesurer l'impact des investissements étrangers sur les objectifs de développement, proposera des conseils pour l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles et facilitera une utilisation rationnelle des ressources pour cibler les investisseurs. La nouvelle plate-forme a été lancée en septembre à Xiamen (Chine), lors du sixième Congrès général du Réseau ONUDI Afrique des agences de promotion des investissements (AfrIPANet), qui s'est tenu pendant la Foire internationale du commerce et de l'investissement de la Chine. Il en est résulté la mise à niveau de 16 agences africaines de promotion des investissements par l'ONUDI.

Au cours de l'année 2011, l'ONUDI a créé des bourses de sous-traitance et de partenariat dans 10 pays africains, à savoir l'Afrique du Sud, le Cameroun, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie. Dans le cadre de ces bourses, on procède à des analyses comparatives et on met les PME locales de fournisseurs ou sous-traitants en

relation avec les investisseurs étrangers, ce qui renforce l'impact des investissements étrangers directs sur le développement. L'ONUDI a également établi de nouvelles bourses de ce type en Iraq et a soutenu, dans trois provinces du pays, les activités d'unités de développement des entreprises qui fournissent des services (notamment de conseil, d'élaboration de plans stratégiques, de promotion des investissements, d'établissement de liens financiers et de mise en relation) à 350 entrepreneurs iraqiens. Avec le soutien de l'ONUDI, 150 entreprises se sont créées ou développées, générant ainsi quelque 800 nouveaux emplois. En coopération avec l'Université télématique internationale italienne (UNINETTUNO), l'ONUDI a équipé les bourses d'une infrastructure d'apprentissage en ligne et a dispensé des cours théoriques à distance sur des sujets liés au développement des entreprises et à la promotion des investissements. Financé par l'Agence italienne de coopération pour le développement du Ministère des affaires étrangères, ce projet vise à favoriser la mise sur pied de nouvelles entreprises. UNINETTUNO fournit la technologie nécessaire à la diffusion des cours théoriques à distance par le biais d'Internet et de la télévision par satellite, tandis que l'ONUDI élabore le contenu des cours et assure la coordination. Des prêts ont été accordés à 89 entrepreneurs grâce au mécanisme de crédit pour le développement des entreprises et la promotion des investissements. Trente-deux centres supplémentaires de développement des entreprises et de promotion des investissements ont été créés en Afrique, dans les pays arabes et dans la région Asie et Pacifique afin



L'ONUDI et la Chine ont signé un accord de 1 million de dollars en mai pour la troisième phase d'un projet d'appui au Centre de promotion des investissements de Shanghai. Le Directeur général de l'ONUDI félicite le Vice-Secrétaire général du gouvernement municipal et Président de la Commission municipale du commerce de Shanghai, Sha Hailin.

*Photo: ONUDI*

## » L'objectif du programme relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat

est d'aider les entreprises locales à relever les défis de la mondialisation et à saisir les opportunités découlant de la sous-traitance, de l'externalisation et des systèmes de chaîne d'approvisionnement dans l'industrie. Au cours des 25 dernières années, l'ONUDI a créé une soixantaine de bourses dans plus de 30 pays, à l'intention des petites et moyennes entreprises qui, mises ainsi en relation avec de grandes entreprises privées et des organismes chargés des marchés publics, parviennent à améliorer leur production en termes de qualité et de volume. Les grandes entreprises intervenant comme contractants et acheteurs profitent de l'accroissement de la part de contenu local qui réduit, en définitive, leurs coûts d'approvisionnement.

de tirer parti de l'investissement étranger direct et de créer de la richesse.

L'ONUDI possède 13 bureaux de promotion des investissements et de la technologie répartis dans 11 pays. En 2011, chaque bureau a été étroitement associé aux manifestations qui se sont tenues dans sa région. L'ONUDI et la Chine ont signé en mai un accord de 1 million de dollars concernant la troisième phase d'un projet d'appui au Centre de promotion des investissements de Shanghai. L'accord favorisera l'afflux de capitaux étrangers vers Shanghai ainsi que les investissements chinois dans les pays en développement, en particulier les pays africains, et dans les pays en transition. Dans le cadre de cet accord, le Centre de promotion des investissements aidera la Commission municipale du commerce de Shanghai à renforcer la coopération entre les entreprises industrielles installées à Shanghai et les partenaires étrangers. Parallèlement, il aidera les investisseurs chinois à repérer des possibilités de partenariats économiques et à élaborer des propositions commerciales.

Un atelier régional sur les analyses comparative pour le développement de PME fournisseurs en Afrique de l'Est s'est tenu en septembre au Kenya, dans le cadre du programme de l'ONUDI relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat. Des conseillers commerciaux venus d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda et de République-Unie de Tanzanie ont reçu une formation interactive au cours de laquelle ils se sont familiarisés avec l'outil d'analyse comparative que l'ONUDI met à la disposition du tout jeune réseau africain de bourses de sous-traitance et de partenariat. À l'issue de l'atelier, ils avaient acquis les connaissances et les compétences nécessaires pour appliquer efficacement toutes les étapes du processus d'analyse comparative aux entreprises de leurs pays respectifs.

Le deuxième Forum méditerranéen sur les écovilles consacré à l'eau et à la gestion des déchets, qui s'est tenu en octobre à Marseille (France), a fourni l'occasion aux municipalités et au secteur privé de partager des données d'expérience concernant les problèmes environnementaux les plus critiques du bassin méditerranéen et d'examiner les débouchés commerciaux dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les services environnementaux et les meilleures technologies disponibles. Les solutions technologiques auxquelles les villes peuvent recourir et des exemples de partenariats réussis entre secteur public et secteur privé y ont été présentés (pour de plus amples informations, on consultera le chapitre 5).

Le Bureau de promotion des investissements et de la technologie du Japon a été étroitement associé à l'organisation de la Conférence de Tokyo sur l'industrie verte, qui s'est tenue en novembre. La Conférence a été l'occasion de mettre en avant les techniques et pratiques de préservation de l'environnement et des ressources qui étaient bénéfiques tant pour les entreprises et l'environnement que pour les employés, les communautés et les consommateurs. Les débats ont porté sur les moyens politiques et commerciaux de parvenir à l'adoption massive de techniques et de technologies éprouvées, et d'encourager le développement de solutions innovantes permettant de diminuer encore l'utilisation des ressources et la pollution (voir également chapitre 5).

L'agriculture et les possibilités d'investissement dans les pays d'Afrique subsaharienne étaient le thème d'un forum spécial organisé par le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'Italie en coopération avec le Ministère italien des affaires étrangères et le Ministère italien des politiques agricoles, alimentaires et forestières. Le forum a rassemblé les ministres de l'agriculture de plusieurs pays

Au titre d'un programme commun du Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'ONUDI, en coopération avec la FAO et l'OIT, aide les producteurs de graines oléagineuses éthiopiens à accroître leur productivité et compétitivité, à augmenter leur capacité de traitement des graines comestibles et à améliorer leur accès aux marchés locaux et internationaux. À cette fin, le secteur privé est intégré dans toute la chaîne de production de graines oléagineuses comestibles.

*Photo: ONUDI*



d'Afrique subsaharienne et les représentants d'associations professionnelles et d'institutions italiennes du secteur de l'agribusiness, dans le but d'encourager une plus grande présence des entreprises italiennes dans les secteurs de l'agribusiness et de la pêche dans cette région.

Le premier Forum arabe international des jeunes entrepreneurs et hommes et femmes d'affaires, qui est décrit plus amplement ci-après, a été coorganisé par le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de Bahreïn. Le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de la région wallonne (Belgique) a participé à l'organisation d'un Forum commercial Arménie-Belgique de deux jours, qui s'est tenu en novembre à Erevan au cours de la semaine commerciale belge en Arménie. Cette manifestation a permis de forger des relations économiques et commerciales entre les deux pays et de faire se rencontrer des entreprises arméniennes et belges lors de 54 réunions au cours desquelles les entrepreneurs arméniens ont pu présenter leurs propositions d'investissements.

Le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de la Fédération de Russie a été l'un des coorganisateur du quatrième Congrès écologique international Nevsky, qui s'est tenu en mai à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) (voir chapitre 5). En 2011, des bureaux de projet ont été créés en Arménie, en Biélorussie, au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, dans le cadre d'un projet de 2,2 millions de dollars financé par la Fédération de Russie, en vue de développer des réseaux de promotion des investissements et de la technologie au bénéfice des pays membres et observateurs de la Communauté économique eurasiennne. Selon les termes du projet, les cinq bureaux deviendront ensuite des Centres de l'ONUDI pour la coopération industrielle internationale, financés par les pays où ils sont installés. Ils se focaliseront sur le

développement d'infrastructures institutionnelles, l'information, les méthodes et la formation théorique ainsi que sur l'élaboration et la mise en œuvre de projets pilotes. Le Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle internationale en Fédération de Russie existe depuis 1989 et sert de bureau de promotion des investissements et de la technologie mais aussi de centre de liaison de l'ONUDI. Trois réunions du comité consultatif du projet de l'ONUDI pour le renforcement de l'intégration industrielle dans les pays de la Communauté économique eurasiennne se sont tenues au secrétariat du Comité d'intégration de cette dernière.

Un atelier de formation à l'élaboration et à l'évaluation financière de projets d'investissement, organisé en coopération avec l'Organisation des ingénieurs conseils des industries du Golfe, s'est tenu en juillet au siège de l'ONUDI. L'atelier sur l'analyse financière avait pour but de donner aux participants (professionnels, investisseurs et autres acteurs activement impliqués dans la préparation ou l'évaluation des projets d'investissement) les outils dont ils avaient besoin pour contribuer à façonner l'avenir du développement industriel dans les pays de la région et de les familiariser avec les dernières évolutions internationales au travers d'indicateurs économiques clefs.

En novembre à Abou Dhabi, l'ONUDI a organisé des réunions d'investissement individuelles destinées aux investisseurs et aux fabricants de produits alimentaires désireux de créer des activités dans ce secteur. Le but était d'encourager les investissements dans la filière alimentaire de la région, afin de réduire la dépendance vis à vis des importations, de contribuer à la sécurité alimentaire et de créer des emplois. Une cinquantaine d'entreprises ont rencontré des industriels et des investisseurs d'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Oman et du

Qatar à la recherche de nouveaux projets manufacturiers dans le secteur.

## Groupements et réseaux économiques

Dans les pays en développement, le secteur privé se compose essentiellement de micro, petites et moyennes entreprises qui génèrent la plupart des emplois et sources de revenu, en particulier dans les zones rurales. Étonnamment, cependant, leur potentiel de développement reste souvent inexploité. Les petites entreprises ont tendance à fonctionner de manière isolée ou restent enfermées dans des modes de production non compétitifs, et elles se trouvent également dans l'incapacité de prendre contact avec des partenaires commerciaux qui pourraient leur apporter de nouveaux savoir-faire et expertises.

L'ONUDI a élaboré une méthode pour la conception et la mise en œuvre de projets visant le développement de groupements d'entreprises, qui prévoit en premier lieu la sélection de groupements et une étude préliminaire de leurs forces et de leurs faiblesses, une stratégie de développement fondée sur une vision commune, la gestion et la coordination des activités décrites dans le plan d'action et, enfin, le suivi et l'évaluation des résultats des points de vue qualitatifs et quantitatifs. Cette méthode permet d'amorcer le processus de développement de groupements. Pour en garantir la viabilité, l'ONUDI contribue à renforcer la capacité des institutions locales à diriger ce processus et à soutenir les entreprises concernées dans leurs efforts futurs.

En 2011, l'ONUDI a continué d'améliorer ses outils de développement de groupements. L'attention accrue qu'elle a accordée à l'Afrique et aux PMA répondait à l'augmentation

de la demande provenant de secteurs tels que l'alimentation, le textile et l'habillement, le cuir et les articles chaussants, le bois et l'ameublement, les matériaux de construction et l'automobile. En réponse aux nouvelles demandes d'assistance à l'élaboration de politiques de groupements comme partie intégrante de l'innovation industrielle et des politiques régionales, l'ONUDI a fourni des services de renforcement des capacités et de conseil.

En 2011, l'ONUDI a rédigé un manuel de formation au développement de groupements, à paraître en 2012, et a dispensé plusieurs formations sur ce thème ainsi que sur le développement de consortiums de PME. La question du suivi et de l'évaluation du développement de groupements a fait l'objet d'un cours qui s'est tenu en février au siège de l'ONUDI et qui a porté sur l'identification d'indicateurs, la collecte de données et les procédures de communication d'informations, les pratiques de suivi et d'évaluation en vigueur et les améliorations à apporter au programme de l'Organisation relatif aux groupements et aux réseaux économiques. Une session de formation de formateurs à la planification et au suivi des initiatives de groupements s'est tenue en septembre à Vienne. Trente experts de projet et experts techniques ainsi que des fonctionnaires du siège ont validé les orientations et le manuel relatifs au suivi des projets et mis à jour leurs compétences. Ils ont également évalué une mise en œuvre pilote du manuel de suivi et d'évaluation pour des projets de développement de groupements d'entreprises, du secteur privé et de la chaîne d'approvisionnement en Égypte, en Éthiopie, en Serbie et en Turquie. La méthode de suivi et d'évaluation sera appliquée aux projets de l'ONUDI



Vingt experts de l'industrie automobile ont participé à une réunion d'experts en octobre pour examiner et comparer des projets et activités de l'ONUDI et sont convenus d'une approche stratégique pour appuyer l'industrie automobile dans les pays en développement et émergents.

*Photo: ONUDI*

relatifs au développement de groupements d'entreprises et de consortiums de PME.

Une session de formation régionale sur les consortiums de PME organisée en coopération avec le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la Fédération italienne des consortiums d'exportation (Federexport) s'est tenue de juillet à novembre au Centre, à Turin (Italie). Vingt représentants d'organismes des secteurs public et privé d'Amérique latine et des Caraïbes y ont participé. Elle a été suivie d'une phase d'apprentissage en ligne de quatre mois, au cours de laquelle les participants ont bénéficié d'un accompagnement en ligne pour l'élaboration de projets de consortiums par le biais de la plate-forme d'apprentissage en ligne de l'ONUDI. De nouvelles initiatives de consortiums en ont résulté dans six pays de la région. La plupart des participants à la formation rejoindront le réseau latino-américain de promoteurs de consortiums de PME qui est en cours de création dans le cadre d'un nouveau projet interrégional visant à promouvoir les consortiums de valorisation de produits de terroir et d'exportation.

En octobre, une réunion d'experts sur la promotion de réseaux durables entre fournisseurs du secteur automobile s'est tenue à Vienne. Elle a rassemblé 20 experts représentant les principaux acteurs gouvernementaux et industriels (équipementiers et entreprises de premier rang) du secteur, des fournisseurs de services d'assistance et des experts et chercheurs de niveau international. L'atelier a permis d'examiner et d'évaluer les projets et les activités de l'ONUDI et de présenter une approche stratégique globale visant à soutenir le secteur automobile dans les pays en développement et les pays émergents. Les participants ont pu évaluer les principales

tendances du secteur en matière de développement des chaînes d'approvisionnement, de réseaux économiques et de développement industriel à faible émission de carbone. Ils ont également pu évaluer divers services offerts par l'ONUDI et déterminer dans quelle mesure ceux-ci pourraient être intégrés dans une approche programmatique plus vaste. Enfin, ils ont pu faire des propositions concrètes sur la manière d'intégrer une perspective favorable aux pauvres dans les projets de coopération technique menés par l'ONUDI dans le secteur automobile. Une nouvelle démarche intégrée de développement de chaînes d'approvisionnement respectueuses de l'environnement dans le secteur sera finalisée en 2012.

Au cours de l'année, l'ONUDI s'est fait représenter dans de nombreux forums, où elle a pu promouvoir sa démarche de développement de groupements. Lors d'une conférence internationale sur la promotion des groupements d'entreprises au début de la nouvelle décennie qui s'est tenue en mars à Tallinn, elle a été invitée à présenter sa démarche en tant que solution bénéficiant à la fois aux PME, à la compétitivité durable et à l'accès au marché. Elle s'est également exprimée sur les défis régionaux et les possibilités de développement de groupements en Europe du Sud-Est lors de la cinquième Conférence internationale sur les groupements d'entreprises, qui s'est tenue en mai en Croatie. La démarche adoptée par l'ONUDI concernant les consortiums de valorisation de produits de terroir a fait l'objet d'une intervention clef lors du Colloque mondial sur les indications géographiques, organisé en juin à Lima par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), ainsi que lors du Séminaire national sur les indications géographiques qui a suivi, en novembre à Kuala Lumpur.

Dans le cadre d'un projet pluri-institutions qui associe le développement des industries liées à la culture et la réduction de la pauvreté au Bhoutan, l'ONUDI est chargée d'intégrer un élément entrepreneurial et commercial dans les programmes de formation professionnelle existants. L'UNESCO réalise une cartographie des ressources culturelles et une enquête sur les industries culturelles, tandis que le PNUD met en place des systèmes de contrôle et de reconnaissance de l'excellence dans le domaine de l'artisanat.

Photo: ONUDI



» L'objectif de l'Initiative ID3A est d'aboutir en Afrique à un secteur agricole qui, en 2020, soit composé de chaînes de valeur hautement productives et rentables. L'Initiative vise à accélérer le développement de l'agribusiness et des secteurs agro-industriels qui assurent l'apport de valeur ajoutée aux produits agricoles africains. Dans ce cadre, les trois organisations qui y participent évaluent les obstacles à l'expansion de la chaîne de valeur, de l'agriculteur au consommateur, et proposent des solutions pour les surmonter.

### **Amélioration de la compétitivité et partenariats**

Quand les pays en développement fabriquent localement des produits pharmaceutiques, non seulement ils garantissent leur bon approvisionnement en médicaments nécessaires pour combattre les maladies sur leur propre territoire, mais ils créent également les emplois tant attendus pour générer des revenus et lutter contre la pauvreté. Avec le renforcement de la production locale de médicaments essentiels de grande qualité, qui permettront aux pays d'atteindre leurs objectifs en matière de santé publique, notamment les quatrième et sixième objectifs du Millénaire pour le développement, l'ONUDI a trouvé un créneau certain.

Pour accroître la compétitivité de la production locale de médicaments essentiels, il ne suffit pas de fournir une assistance technique aux entreprises concernées. Des mesures doivent être prises aux niveaux politique et institutionnel ainsi qu'à celui des entreprises. Au niveau politique, l'ONUDI peut aider à élaborer des stratégies visant à développer l'industrie pharmaceutique d'un pays et à faire en sorte que celles-ci soient acceptables pour toutes les parties prenantes; au niveau institutionnel, elle peut apporter son aide pour le renforcement des établissements de formation; tandis qu'au niveau des entreprises, elle peut aider des entreprises pilotes à démontrer la viabilité économique de la production locale.

Un atelier sur la mise en œuvre du Plan pour la fabrication de produits pharmaceutiques en Afrique s'est tenu en septembre au siège de l'ONUDI. Il a marqué le début de la collaboration officielle par laquelle l'ONUDI et la Commission de l'Union africaine s'attachent à faire adopter,

sur l'ensemble du continent africain, une politique de fabrication locale de produits pharmaceutiques, allant ainsi au-delà de l'objectif initial du projet, qui était de renforcer, aux niveaux national et régional, la fabrication locale de médicaments génériques dans les pays en développement. Les bases du partenariat entre l'ONUDI et la Commission de l'Union africaine avaient été jetées plus tôt dans l'année lors d'une Conférence internationale sur la production pharmaceutique locale en Afrique, organisée conjointement au Cap (Afrique du Sud) par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'ONUDI, l'Agence allemande de coopération internationale et Action contre le SIDA Allemagne.

Les participants à l'atelier de l'ONUDI et de la Commission de l'Union africaine, qui s'est étalé sur 10 jours, ont élaboré une démarche commune de promotion de la fabrication locale de produits pharmaceutiques en Afrique, décrite en détail dans un document de réflexion sur la mise en œuvre du Plan pour la fabrication de produits pharmaceutiques en Afrique. La collaboration entre l'ONUDI et la Commission portera dans un premier temps sur l'élaboration d'un plan de travail qui devrait être adopté en 2012 par les décideurs de l'Union africaine afin de préparer la mise en œuvre du projet sur les cinq prochaines années. Le plan de travail inclura un volet coopération technique grâce auquel chaque pays en développement devrait pouvoir mettre en place une industrie pharmaceutique qui soit bénéfique à la fois à la santé publique et à la croissance économique. Les partenaires, parmi lesquels le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, l'Organisation mondiale de la Santé, la Convention de la pharmacopée des

# “En leur qualité de producteurs agricoles

et de gardiens d’une grande partie des ressources naturelles du monde, les ruraux pauvres ont donc un rôle essentiel à jouer, en contribuant non seulement à la sécurité alimentaire et à la croissance économique mondiales, mais aussi à l’atténuation du changement climatique.

Kanayo F. Nwanze, Président du Fonds international de développement agricole

États-Unis et d’autres entités pertinentes, seront invités à participer à la conception et à la mise en œuvre du projet. Dans un premier temps, des efforts ont été entrepris pour renforcer la production locale de produits pharmaceutiques dans les pays en développement, dans le cadre du projet mondial de l’ONUDI financé par l’Allemagne.

Dans le cadre d’un projet lancé en 2010, l’ONUDI aide le Viet Nam à entreprendre une réforme nationale de son système d’immatriculation des entreprises. Ces dernières pourront à terme déclarer leur activité, obtenir leur numéro fiscal, se faire enregistrer auprès des services statistiques et déposer leur sceau officiel à un seul et même guichet au moyen d’un formulaire consolidé et obtenir ainsi une identification unique. Les capacités nationales voulues sont renforcées de manière à simplifier le cadre législatif et les processus et procédures et à mettre en place et faire fonctionner le registre national informatisé, qui recensait 650 000 entreprises à la fin de l’année. À ce jour, les résultats montrent une amélioration sensible des délais d’immatriculation des entreprises. Près de 90 % des demandeurs ont reçu leurs identifiants et ont été immatriculés dans un délai de 5 jours ouvrables, contre 15 jours auparavant.

## Agribusiness et développement de l’entreprenariat rural

La réduction de la pauvreté est intrinsèquement liée au développement rural. La plupart des populations les plus pauvres de la planète vivent dans des zones rurales et dépendent de l’agriculture pour leur subsistance. La pauvreté

urbaine elle-même résulte de la pénurie d’emplois dans l’arrière-pays rural. De solides arguments économiques, sociaux et environnementaux plaident en faveur d’une transformation profonde et vaste du monde rural, de nature à non seulement accroître la productivité de l’agriculture, de la sylviculture et de la pêche, mais aussi augmenter les activités de transformation locales et la valeur ajoutée aux matières premières au niveau national.

Ce sont-là les principes fondamentaux de l’Initiative pour le développement de l’agribusiness et des agro-industries en Afrique (ID3A), qui s’appuie sur les ressources techniques combinées de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de l’ONUDI pour soutenir la croissance des chaînes de valeur de l’agribusiness dans les pays en développement (voir encadré).

En République démocratique du Congo, le manioc, denrée de base qui assure l’alimentation et le revenu de 70 % de la population rurale, est l’un des trois produits visés par l’Initiative, avec l’huile de palme et le bois. L’objectif est d’améliorer les approvisionnements à Kinshasa et d’augmenter l’offre d’huile de palme et de manioc dans trois provinces entourant la capitale. Dans le cadre de ce programme, le Gouvernement japonais a dégagé un montant de 1,3 million de dollars pour construire une usine pilote de traitement des aliments à Kimpese, dans la province du Bas Congo.

Afin d’être plus efficace dans un environnement en évolution, l’ONUDI doit cibler l’investissement public et privé. En 2011, elle a ainsi noué des partenariats stratégiques avec plusieurs fournisseurs de services financiers et elle joue

désormais un rôle de conseiller technique auprès de différents fonds qui proposent un financement par capital investissement à des entrepreneurs du secteur de l'agribusiness en Afrique. À l'occasion de la Conférence ministérielle des pays les moins avancés de novembre, l'ONUDI a organisé un débat sur la création de synergies entre les activités d'assistance technique, d'investissement public et de financement privé (pour de plus amples informations sur la Conférence, voir la rubrique spéciale en fin de chapitre).

Vu que la population mondiale a dépassé les sept milliards de personnes en 2011, la sécurité alimentaire était au premier plan des préoccupations en matière de développement. L'ONUDI complète et soutient le travail des organismes spécialisés des Nations Unies, comme la FAO et le Programme alimentaire mondial, grâce à sa contribution unique à la sécurité alimentaire, qui vise la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la prévisibilité.

Conformément à sa stratégie d'assistance à la création de partenariats entre secteur public et secteur privé, l'ONUDI a coopéré en 2011 avec des équipementiers étrangers, en Éthiopie et en Iraq, au bénéfice mutuel des deux partenaires. Les multinationales privées qui fabriquent des camions, des matériels de transport et d'autres biens de production et qui souhaitent accroître leurs activités sur les marchés émergents doivent pouvoir trouver localement des mécaniciens qualifiés et un réseau d'ateliers convenablement outillés pour assurer l'entretien et la maintenance nécessaires de leurs équipements. Du fait de son implication précoce dans la formation professionnelle et de ses liens avec les infrastructures nationales de perfectionnement des compétences, l'ONUDI est en mesure de contribuer au renforcement des capacités locales et de faire en sorte qu'elles soient intégrées efficacement aux stratégies nationales en matière de ressources humaines.

Pour répondre au nombre croissant de requêtes émanant de pays bénéficiaires, l'ONUDI est actuellement engagée dans divers projets de promotion de la mise en valeur du patrimoine culturel par le biais d'entreprises industrielles créatives. Au cours de l'année 2011, elle a encouragé les entrepreneurs des zones rurales à tirer parti de biens et services traditionnels tels que les textiles, les bijoux, le cuir, les meubles en bois, la céramique, les ouvrages en métal ou les denrées alimentaires. L'objectif est de contribuer à mettre en place des stratégies de développement d'entreprises créatives qui fourniront des emplois et des revenus à ceux qui ont peu d'atouts à exploiter, si ce n'est leur talent créatif, leur héritage culturel et leurs savoir-faire traditionnels. En 2011,

des projets étaient exécutés au Bhoutan, en Bolivie (État plurinational de), en Chine, en Égypte, en Éthiopie, au Pakistan et au Pérou. De nouveaux projets sont en cours de conception pour l'Égypte et le Pakistan, l'idée étant d'élaborer des programmes d'entrepreneuriat créatif ciblant spécifiquement les femmes et les jeunes.

L'économie créative et l'économie verte sont complémentaires. L'UNESCO et l'ONUDI ont organisé ensemble plusieurs consultations en 2011, dans le but d'améliorer la qualité, l'originalité et l'innovation en matière de graphisme, de marque, d'étiquetage et de commercialisation, dans le plein respect du patrimoine culturel. Dans le monde concurrentiel actuel, où il est primordial que l'exploitation des ressources se fasse dans le respect de l'environnement, le développement d'industries créatives est jugé crucial pour l'introduction de nouvelles perspectives et techniques, grâce à des stratégies durables de développement national et industriel visant à réduire la pauvreté.

## Agribusiness

En novembre, les téléspectateurs du monde entier ont pu voir le Directeur général de l'ONUDI débattre de l'agribusiness en Afrique dans un entretien accordé à l'émission de CNN Marketplace Africa sur le thème de la croissance africaine au-delà du secteur agricole. Le Directeur général a insisté sur la nécessité pour les pays africains d'apporter de la valeur ajoutée à leurs ressources naturelles pour sortir de la pauvreté. Selon lui, l'agribusiness présentait un fort potentiel de croissance; dans la mesure où le continent africain concentrait 60 % des terres non cultivées de la planète, il pourrait devenir le grenier du monde.

Dans le domaine du développement de l'agribusiness, l'ONUDI se focalise sur le renforcement du secteur agroalimentaire dans les pays en développement, afin que des aliments sains et nourrissants soient mis sur le marché, pour la consommation intérieure et l'exportation. Si elle est particulièrement attentive aux projets de relèvement dans les pays sortant d'une crise (voir section suivante), c'est toutefois sur l'Afrique qu'elle fait porter l'essentiel de ses activités en la matière.

## Chaînes de valeur

L'industrie agroalimentaire a récemment connu, à l'échelle mondiale, des changements majeurs qui constituent à la fois des opportunités et des défis pour les pays en développement. Si la libéralisation du marché a favorisé de nouveaux flux d'investissements et facilité l'accès à des technologies avancées qui ont ouvert de nouveaux débouchés aux



## » Une récente étude de 347 pages,

publiée en 2011 par l'ONUDI, jugée favorablement par des évaluateurs indépendants et louée comme une publication majeure dans son domaine, semble destinée à devenir la référence des entrepreneurs en matière de développement de l'agribusiness en Afrique.

La publication *Agribusiness pour la prospérité de l'Afrique* s'adresse aux décideurs politiques, aux dirigeants d'entreprises d'agribusiness et aux chercheurs s'intéressant au développement de l'agribusiness. Ses auteurs y analysent les défis, le potentiel et les débouchés de l'agribusiness africain à un moment où les marchés agro-industriels du monde entier connaissent des changements importants, et y font un plaidoyer convaincant en faveur du développement de l'agribusiness comme voie de la prospérité en Afrique.

Couvrant l'ensemble des principaux sous-secteurs agro-industriels, y compris les branches d'activité non alimentaires et les services, cet ouvrage passe en revue les principaux moteurs du développement des agro-industries et les moyens humains requis pour l'accélérer. Publié sous la direction d'une équipe de recherche pluridisciplinaire conduite par le Directeur général, il s'appuie sur les connaissances d'éminents économistes et experts du développement issus des mondes agricole et universitaire et d'organisations internationales. Il a été élaboré en collaboration avec des institutions de développement réputées, notamment la Banque africaine de développement, le Secrétariat du Commonwealth, l'Institut danois d'études internationales, l'Université d'État du Michigan, l'Overseas Development Institute et l'Université de Warwick. Dans son avant-propos, le Président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, énumère les sept actions les plus urgentes pour la transformation de l'agriculture de subsistance en un agribusiness productif: amélioration de la productivité, modernisation des chaînes de valeur, exploitation de la demande, renforcement des technologies, promotion des sources de financement innovantes, stimulation de la participation du secteur privé, et amélioration

des infrastructures et de l'accès à l'énergie. À partir de ces piliers est établi un ordre du jour des actions à mener ainsi qu'un cadre pratique permettant de canaliser les efforts de l'ensemble des parties prenantes.

La publication *Agribusiness pour la prospérité de l'Afrique* a été lancée en 2011 à Freetown, Paris, Tunis et Washington et sera présentée en 2012 à Abuja et Addis-Abeba. Les partenaires de l'ONUDI et ses représentants dans ce domaine ont été étroitement associés aux différentes manifestations organisées autour de ce lancement, afin d'en tirer le maximum de bénéfice en matière de relations publiques et de retombées politiques. L'étude a été traduite en français à l'intention des pays africains francophones.

En complément de cet ouvrage, l'ONUDI a publié une série d'études de cas qui portent sur huit pays africains (à savoir l'Afrique du Sud, le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, le Nigéria, le Sénégal et la Zambie) et qui présentent, notamment, les arguments plaidant en faveur du développement des agro-industries et de l'agribusiness, ainsi que la structure et la dynamique du processus y conduisant.

## »» Coopération Sud-Sud

“1,75 milliard de personnes dans 104 pays ne parviennent toujours pas à satisfaire leurs besoins essentiels. [...] Il n’est pas acceptable que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde reste à un niveau aussi élevé, proche d’un milliard, et que plus d’un enfant âgé de moins de 5 ans sur quatre ne mange pas à sa faim dans les pays en développement. Les conséquences du changement climatique, les crises humanitaires et les conflits armés ne font qu’aggraver la situation critique dans laquelle vit la population la plus pauvre et la plus vulnérable de la planète. La coopération Sud-Sud est une composante majeure des mesures prises au niveau mondial pour faire face à ces problèmes. Les pays en développement qui mettent en commun leur savoir-faire, échangent des idées et coordonnent leurs programmes sont susceptibles d’obtenir de meilleurs résultats que ceux qu’ils auraient atteints en agissant de manière isolée.”

### **Ban Ki-moon, Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies**

Les pays en développement peuvent tirer un enseignement précieux de l’expérience de ceux qui, avant eux, se sont engagés sur la voie du développement industriel, évitant ainsi certains pièges et poursuivant, dès le départ, l’objectif d’un développement respectueux de l’environnement et durable. Dès sa création, l’ONUDI a reconnu que la coopération entre pays en développement était un moteur essentiel pour un développement industriel réel, et celle-ci est au cœur de ses projets et programmes, quelles que soient les activités de coopération technique concernées.

Parallèlement aux efforts accomplis en 2011 pour faire une plus grande place à la coopération Sud-Sud dans ses activités de coopération technique, l’ONUDI a également pris des mesures afin de renforcer deux institutions créées dans le but précis de tirer parti des bons résultats qui avaient été obtenus dans les plus avancés des pays en développement pour aider ceux qui n’en étaient pas encore au même stade. Le premier centre de l’ONUDI pour la coopération industrielle Sud-Sud a été inauguré en 2007 à New Delhi et suivi un an plus tard par un second centre, en Chine. Les deux centres ont fortement contribué à la coopération Sud-Sud dans les domaines de l’agribusiness, des techniques relatives aux énergies nouvelles et renouvelables, du renforcement des capacités commerciales et du transfert de technologies ainsi que dans ceux du conseil à l’élaboration de politiques et du renforcement des capacités institutionnelles. Ils facilitent également l’investissement et les partenariats commerciaux dans l’industrie manufacturière entre les pays qui les abritent et d’autres pays en développement, ainsi que la diffusion plus large de données précieuses en matière de développement et de

progrès techniques. Les centres ont entrepris, et dans certains cas déjà achevé, des projets en Afrique du Sud, au Bangladesh, au Bénin, au Cameroun, en Côte d’Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Libéria, à Madagascar, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Sénégal, en Sierra Leone, au Soudan, au Timor-Leste et en Zambie. Ces projets portent sur le renforcement des capacités entrepreneuriales, les logements à faible coût et le soutien aux infrastructures agro-industrielles, notamment.

Tant dans la déclaration qu’elle a faite devant l’Assemblée générale des Nations Unies que dans sa contribution au rapport 2011 du Corps commun d’inspection sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le système des Nations Unies, l’ONUDI se fait ardent défenseur de la coopération Sud-Sud. Elle a été étroitement associée à l’Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud que la FAO a accueillie en décembre à son siège de Rome. Au cours de cette manifestation de quatre jours, les exposants ont présenté des exemples réussis de solutions élaborées par le Sud pour relever les défis mondiaux du développement, concernant en particulier les questions de production alimentaire, de techniques agricoles et de nutrition dans les pays en développement. Les participants étaient d’anciens chefs d’États, des représentants de premier plan des gouvernements, de hauts fonctionnaires d’organismes des Nations Unies, des représentants permanents auprès des Nations Unies et des dirigeants d’entreprises du monde entier. Au programme de la manifestation figuraient six forums, dont un sur le thème de l’agribusiness, de la sécurité alimentaire et des énergies



renouvelables qui était piloté par l'ONUDI et au cours duquel celle-ci a mis l'accent sur des projets récents ayant permis aux pays en développement de mettre en place des systèmes de production, de transformation et de commercialisation à plus forte valeur ajoutée. Au cours de la Réunion de haut niveau des directeurs généraux des organismes de coopération pour le développement tenue à l'occasion de l'Exposition, la démarche de l'ONUDI en matière de coopération Sud-Sud a été présentée.

L'ONUDI a tenu lors d'une exposition spéciale cinq stands sur les thèmes suivants: l'agribusiness pour la prospérité de l'Afrique; les énergies renouvelables pour la redynamisation de la chaîne de valeur de l'industrie laitière et une meilleure nutrition; le karité sauvage, nouvel or des femmes d'Afrique de l'Ouest; les mini centrales hydroélectriques comme solutions efficaces d'accès à l'énergie pour les activités productives dans les communautés rurales, de la Chine au Burundi et au Rwanda; et l'énergie solaire pour l'irrigation dans les régions reculées du Mozambique. Elle

a également participé à la Réunion des acteurs de la coopération Sud-Sud qui a rassemblé les points de contact d'organismes des Nations Unies, de banques régionales de développement et de commissions économiques régionales. Le programme conjoint de l'ONUDI et de la FAO concernant le recours à l'énergie solaire pour l'irrigation au Mozambique a reçu le prix de la Coopération Sud-Sud pour l'innovation, l'une des trois distinctions attribuées chaque année lors de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud (pour plus d'informations, voir au chapitre 5). L'ONUDI accueillera l'édition 2012 de l'Exposition en novembre à son siège.

Des exemples de coopération Sud-Sud réussie ont également fait l'objet d'une exposition, dans le cadre de la quatorzième session de la Conférence générale de l'ONUDI, tandis qu'à la Conférence ministérielle des pays les moins avancés de 2011 (voir section spéciale ci-après), une table ronde de haut niveau a été consacrée à ce thème.

*À gauche:* Le bambou pousse à l'état sauvage au Timor-Leste et est utilisé à des fins multiples. Après l'achèvement d'un centre pilote de production de bambou à Tibar, comprenant sa propre pépinière et son centre de formation professionnelle, l'ONUDI fait actuellement la démonstration de technologies permettant la diversification des produits et le renforcement des compétences des artisans et des petites et moyennes entreprises dans le secteur du bambou et du bois au Timor-Leste.

*Au centre:* Le programme conjoint de l'ONUDI et de la FAO pour l'énergie solaire pour l'irrigation au Mozambique a reçu une distinction dans la catégorie innovation, l'un des trois prix décernés chaque année par l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud.

*À droite:* "Nos aspirations sont grandes parce que nous considérons la révolution industrielle comme la plus grande opportunité de créer des richesses et des emplois et de sortir notre peuple de la pauvreté" a déclaré M. Konteh, Ministre du commerce et de l'industrie de la Sierra Leone, à la Conférence générale en décembre. La photo montre l'installation de panneaux solaires au pôle de croissance de Binkolo, où l'ONUDI aide la Sierra Leone à introduire des sources d'énergie renouvelables. L'ONUDI a envoyé quatre experts techniques en Inde pour une formation aux techniques d'exploitation des énergies renouvelables.

*Photos: ONUDI*

entreprises agro-industrielles en termes d'innovation sur les produits ou les procédés, elle a également exposé les producteurs nationaux à un certain nombre de risques.

Pour tirer le meilleur parti de l'agro-industrialisation, il faut accorder une plus grande attention aux évolutions structurelles qui interviennent dans les chaînes de valeur concernant les critères de sûreté et de qualité dans la production et la transformation des produits agroalimentaires. Pour répondre à l'augmentation sensible de la demande attendue dans l'avenir, les entreprises agricoles et alimentaires doivent réduire les pertes après récolte en améliorant le stockage, le conditionnement et le transport. Leur capacité à y parvenir dépendra fortement de l'application à plus grande échelle des technologies existantes ainsi que de l'exploitation de technologies nouvelles et innovantes. Dans ce contexte, le conditionnement constitue l'un des éléments les plus déterminants pour le développement des agro-industries dans leur ensemble. Non seulement préserve-t-il et protège-t-il les aliments, mais il en facilite aussi le transport, la distribution et la commercialisation.

L'ONUDI travaille depuis quelques années avec l'Italien IPACK-IMA, qui organise des salons professionnels ainsi que des manifestations s'adressant aux entreprises du secteur de la transformation et du conditionnement, et elle a signé en 2010 un accord pour renforcer cette collaboration. Parmi les initiatives en cours, on mentionnera la création d'un centre commun de conditionnement en Afrique subsaharienne. À l'occasion d'Interpack, le principal salon du secteur du conditionnement, qui s'est tenu en mai à Düsseldorf (Allemagne), l'ONUDI a annoncé qu'elle tiendrait au Salon international IPACK-IMA de 2012, à Milan (Italie), un colloque sur le thème des techniques de conditionnement susceptibles d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire dans les pays africains. Dans le même temps, elle a créé un prix pour récompenser les innovations proposées par des acteurs du monde entier dans le domaine de la recherche et dans celui des solutions techniques et commerciales destinées à accroître la sûreté sanitaire des aliments et à améliorer la gestion de l'approvisionnement, du transport et de la distribution ainsi que de la consommation en cas de crise humanitaire et de situation d'urgence.

Comme c'est le cas en Afrique, ce sont les agro-industries qui représentent le principal potentiel de création de richesse et d'emplois dans les zones les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans cette région, le secteur agro-industriel pâtit de l'absence d'économies d'échelle et de diversification des produits aux différents maillons de la

chaîne de valeur. En complément de projets portant sur des étapes précises de la chaîne de valeur, l'ONUDI propose des solutions intégrées visant l'ensemble d'une chaîne de valeur donnée. Une réunion d'experts sur la compétitivité des chaînes de valeur agro-industrielles, organisée par l'ONUDI en coopération avec le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, s'est tenue en janvier-février au Costa Rica. L'objectif était d'augmenter la compétitivité des produits agro-industriels de la région en renforçant les chaînes de valeur locales et en réalisant des synergies avec d'autres initiatives régionales de l'ONUDI. Au cours de la réunion, des représentants des institutions participantes de la région ont présenté des exemples de chaînes de valeur. Plusieurs institutions de développement et d'aide financière ont présenté leurs mécanismes respectifs d'appui aux secteurs productifs et ruraux de la région ainsi que leurs programmes d'aide. Dix facteurs nuisant à la compétitivité des chaînes de valeur agro-industrielles ont été recensés. L'une des principales recommandations faites à l'issue de cette réunion a été de créer une plate-forme en ligne qui permette l'échange des connaissances entre l'ONUDI et les principaux partenaires institutionnels et techniques d'Amérique latine et des Caraïbes et d'utiliser la Banque du savoir industriel de l'ONUDI pour favoriser la coopération technique Sud-Sud.

La promotion des techniques de mécanisation en vue d'augmenter la productivité agricole et de permettre la stabilisation des communautés dans les pays sortant de crises n'a cessé d'être une priorité pour l'ONUDI en 2011. Après l'achèvement des projets de mécanisation menés en Afghanistan et à Sri Lanka, une assistance technique supplémentaire est maintenant apportée à l'Afghanistan dans les domaines de la mécanisation et de l'industrie alimentaire afin de soutenir le processus de réintégration amorcé par le gouvernement (voir section ci-après).

*Ce que tout tanneur devrait savoir sur le traitement des effluents* est le sous-titre d'une publication de l'ONUDI parue en 2011 et visant à familiariser les dirigeants de tanneries avec des méthodes et des principes fondamentaux. Cet ouvrage s'accompagne d'un outil de formation visuel animé qui a permis une appropriation plus rapide des techniques de traitement des effluents. En septembre, lors du XXXI<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Union internationale des sociétés de techniciens et chimistes des industries du cuir, à Valence (Espagne), l'ONUDI a également présenté un document sur les économies d'énergie réalisées dans des tanneries du Bangladesh grâce au recours à l'énergie solaire et à l'amélioration du rendement électrique.

## Sécurité humaine et relèvement après les crises

La sécurité humaine est une notion qui renvoie autant à la protection du bien-être des populations contre les menaces et les vulnérabilités chroniques qui font partie intégrante de leur vie (pauvreté, moyens d'existence précaires, chômage, maladies, handicaps, notamment) ou qui résultent de crises extérieures telles que pandémies, récession financière et économique, catastrophes naturelles et conflits armés. Les conflits et les crises touchent en général davantage les tranches les plus faibles et les plus vulnérables de la société. La capacité productive est détruite ou du moins compromise

et souvent les familles sont éclatées. L'issue des efforts de relèvement après les crises dépend essentiellement du succès de la transition entre la situation initiale d'urgence et de secours et l'étape du relèvement et de la reconstruction, puis du développement.

À sa dixième session, en 2003, la Conférence générale a encouragé le Directeur général, "agissant en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que l'ONUDI continue à participer à l'élaboration et, une fois réunies les conditions nécessaires, à l'exécution de plans et de projets de développement industriel durable dans les pays sortant de situations de crise, en se concertant avec les autorités

**“Les populations de pays en développement** qui viennent de sortir de crises sont également confrontées à de graves difficultés, auxquelles s'ajoute en toile de fond, dans bien des cas, la relative faiblesse des structures gouvernementales. Si les situations de crise peuvent être d'origine naturelle ou humaine, il est un facteur commun à toutes: la menace grave qu'elles présentent pour la sécurité humaine du fait de la dégradation des capacités productives, de la dégradation de l'environnement, de la destruction des moyens de subsistance, de l'absence d'infrastructure physique ou sociale et de l'érosion du capital social. Le développement socioéconomique est l'une des pierres angulaires de la prévention des crises et de la création de sociétés résilientes. Cet élément de programme vise à répondre à des situations complexes de ce type par des activités qui contribuent à la restauration des moyens de subsistance, à la reprise économique, à la sécurité énergétique et à la préservation de l'environnement. Il aide par conséquent à renforcer la résilience des institutions et du secteur productif face aux situations difficiles, en ciblant avant tout les groupes les plus vulnérables de la population, en particulier les jeunes et les femmes.”

(Programme et budgets, 2012-2013: propositions révisées du Directeur général, IDB.39/13/Rev.1)



En février, l'ONUDI a lancé un projet à Nangarhar, en Afghanistan, pour aider des petits exploitants et des agro-industries artisanales, en particulier celles dirigées par des femmes travaillant à domicile, à développer et commercialiser leurs produits.

Photo: ONUDI



Dans le cadre d'un projet visant à promouvoir les micro-industries en Iraq, l'ONUDI s'efforce d'accroître les capacités des communautés pauvres et marginalisées touchées par la guerre à exercer des activités de production à petite échelle économiquement viables qui généreront des emplois et des revenus.

*Photo: ONUDI*

appropriées" (GC.10/Res.6). Depuis, le portefeuille de projets de l'ONUDI pour le relèvement après les crises n'a cessé de croître. À sa trente-neuvième session, en juin, le Conseil du développement industriel a approuvé le programme et les budgets proposés par le Directeur général pour la période 2012-2013, qui faisaient de la sécurité humaine et du relèvement après les crises l'une des quatre composantes de la priorité thématique de réduction de la pauvreté grâce à des activités productives. Le but de cette composante est la stabilisation et la reconstruction des capacités productives industrielles après un conflit civil ou une catastrophe naturelle et, ainsi, le renforcement de la sécurité humaine des groupes vulnérables.

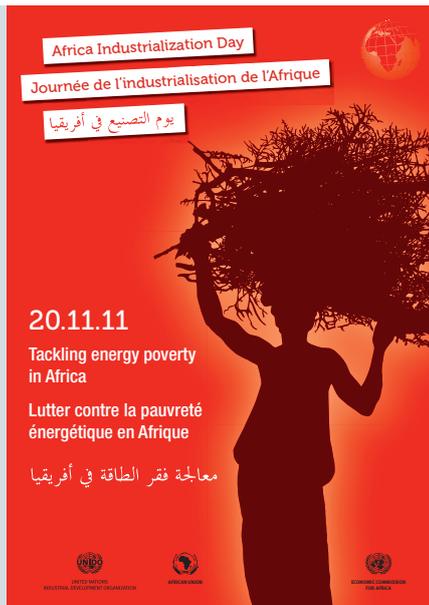
Les techniques de mécanisation permettant d'accroître la productivité agricole et de favoriser la stabilisation des communautés sont essentielles pour les pays sortant d'une crise, et elles sont restées une priorité pour l'ONUDI en 2011. En s'appuyant sur le succès des activités d'assistance au relèvement qu'elle a menées dans d'autres régions touchées par des crises, l'ONUDI a lancé en Afghanistan en 2011 un nouveau projet financé par le Gouvernement japonais. Le projet, qui soutient les efforts de réintégration déployés par le Gouvernement afghan, est conçu pour accroître la capacité des communautés rurales marginalisées et pauvres de la province de Nangarhar à s'investir dans des activités viables, agricoles ou autres, et ainsi diminuer leur dépendance vis à vis de l'aide humanitaire et leur permettre d'avoir des moyens de subsistance durables.

Au cours de l'année 2011, l'ONUDI a participé à des programmes de formation professionnelle concernant

plus particulièrement les efforts de reconstruction dans les pays sortant d'une crise. Des programmes exécutés en Afghanistan, en Iraq, au Liban, au Pakistan, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan ont permis de développer les compétences techniques dans plusieurs secteurs, ont amélioré l'employabilité des jeunes et ont favorisé l'esprit d'entreprise dans les zones rurales; par ailleurs, des initiatives d'élaboration de programmes de formation théorique ont été menées à bien avec succès en Angola, au Cap-Vert et au Mozambique.

L'ONUDI s'est activement employée à promouvoir l'Initiative ID3A dans plusieurs pays et a déployé des efforts considérables pour obtenir les fonds nécessaires à la mise en œuvre de projets. Les services de coopération technique qu'elle a offerts en Somalie dans le domaine des industries agricoles ont porté sur le relèvement économique et l'amélioration de la résilience face aux sécheresses chez les groupes marginalisés intervenant dans l'industrie alimentaire ou d'autres industries de transformation et dans les secteurs du textile et du cuir. Dans le cadre d'un nouveau projet entamé en 2011, un programme de formation professionnelle et de développement des compétences en gestion d'entreprise sera mis en place dans le but de former 700 à 800 personnes, notamment des femmes et des jeunes déplacés. Des projets de ce type sont en cours en Côte d'Ivoire, en Iraq, au Pakistan, en Somalie, au Soudan du Sud et au Timor-Leste.

Un rapport publié en mai par la Cour des comptes européenne a souligné l'efficacité avec laquelle l'ONUDI avait mis en œuvre au Soudan un programme de 11 millions d'euros visant le renforcement des capacités de l'État de



L'ONUDI reste attachée à promouvoir le développement industriel de l'Afrique et à sortir le continent de la pauvreté.

Khartoum en matière de prestation de services de formation professionnelle. Le projet, achevé en avril, a permis de construire des infrastructures et d'appliquer une nouvelle approche dans les centres de formation professionnelle. Il a également permis d'améliorer la situation socioéconomique des jeunes entrepreneurs et des femmes qui avaient perdu tout moyen de subsistance en raison du contexte régional de l'époque et se trouvaient dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins. Au cours des trois dernières années, l'ONUDI et la Commission européenne ont travaillé main dans la main avec les autorités de l'État de Khartoum à la mise en place de services d'assistance en matière de formation axée sur les compétences et de nouvelles infrastructures pour développer l'emploi productif et la création d'entreprises chez les jeunes. En mars, un nouveau centre pour la formation professionnelle et l'entrepreneuriat, le quatrième de ce type, a été ouvert à Halfait Almuluk, dans l'État de Khartoum, à l'initiative de l'ONUDI agissant dans le cadre de son Programme pour le développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Un nouveau projet interorganisations sur la sécurité humaine a été mis au point en 2011, afin d'apporter une assistance humanitaire à trois municipalités du nord du Ghana. Le projet est conçu pour renforcer les capacités locales en vue d'une prévention globale, par la communauté, des conflits dans la région. L'ONUDI interviendra en matière de formation professionnelle et de formation à la gestion d'entreprise dans les communautés rurales. Le Ghana accueille environ 48 000 réfugiés dans les camps ou dans les villes du pays, notamment à Buduburam, qui a enregistré des

pics de plus de 40 000 réfugiés libériens, et à Krisan, qui compte 2 000 réfugiés venus de plus de 10 pays voisins. Tous les camps de réfugiés sont confrontés aux mêmes problèmes de pénurie de ressources et de débouchés qui permettraient aux individus de subvenir seuls à leurs besoins. Le camp de Buduburam connaît de sévères pénuries d'eau, des difficultés d'alimentation en électricité et un problème d'hygiène croissant. Dans le camp de réfugiés de Krisan, les équipements, les installations, les liens avec les marchés et l'approvisionnement en énergie nécessaires font défaut aux entrepreneurs déjà formés à la création d'entreprises viables. À Buduburam, les rations alimentaires parviennent à très peu de personnes, et à Krisan, elles sont insuffisantes pour nourrir une famille standard. Le projet vise à répondre aux besoins à court terme des réfugiés tout en leur permettant d'acquérir les compétences et l'expérience dont ils auront besoin pour être productifs une fois rapatriés, relogés ou intégrés dans la communauté locale.

En Iraq, sept années de guerre ont détruit de nombreuses PME à travers le pays, faisant des chômeurs par milliers. Dans le cadre d'un projet entamé en 2008 et achevé fin 2011, l'ONUDI a pu remettre sur pied 98 entreprises du secteur agro-industriel et équiper trois instituts de formation professionnelle. Elle a dispensé des formations portant sur toute une gamme de compétences professionnelles à 870 personnes, dont 402 femmes. Plus de 75 % des personnes formées avaient entre 18 et 49 ans. L'ONUDI a également amélioré les moyens de subsistance de 750 ménages supplémentaires dans les zones rurales, grâce à des transferts de

technologies pertinents et à la promotion d'activités non agricoles génératrices de revenu. Pour sélectionner des PME, l'ONUDI a d'abord évalué les besoins de la communauté et le marché puis privilégié les PME qui offraient des débouchés aux femmes. Le contexte d'insécurité qui régnait en Iraq pendant la mise en œuvre du projet a non seulement entraîné des retards du fait des couvre feux, des barrages routiers et d'autres restrictions, mais il présentait aussi un risque réel pour la vie de toutes les personnes impliquées. L'ONUDI est l'une des rares organisations à avoir maintenu une présence sur le terrain à Fallujah.

Une brochure publiée en 2011 sur le développement après la dévastation décrit les grandes lignes d'un projet mené par l'ONUDI à Sri Lanka pour aider les agriculteurs et les artisans à rétablir leurs moyens de subsistance au lendemain de la guerre civile et du tsunami de 2004. Lancé en 2007 et financé par le Gouvernement japonais par le biais du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, le projet a permis à 3 000 ménages issus de communautés rurales de redynamiser leurs activités agricoles et d'en augmenter la productivité en remplaçant les méthodes traditionnelles, essentiellement manuelles, par des pratiques d'entretien des cultures efficaces et des opérations mécanisées. Des programmes de formation ont été dispensés aux agriculteurs ainsi qu'aux personnes déplacées et aux réfugiés, dont beaucoup étaient des femmes.

Un nouveau projet, lancé en 2011, cible les communautés vulnérables du Libéria. À la fin de la guerre civile en 1996, le pays a réalisé un effort concerté afin d'accélérer son développement et de parvenir à une croissance économique durable. Ces efforts ont été contrariés par le chômage élevé des jeunes ainsi que par la situation précaire dans plusieurs pays voisins. En plus de cela, le Libéria a été frappé par plusieurs catastrophes naturelles, telles que des inondations et des invasions de sauterelles, qui ont menacé la sécurité humaine ces dernières années. Le projet vise à renforcer la résilience socioéconomique des communautés vulnérables en développant les compétences qui permettront aux jeunes de trouver un emploi. De façon plus spécifique, il permettra de former des jeunes du nord-est de la ville de Ganta, par le biais de programmes de formation continue portant sur la transformation du caoutchouc et de l'hévéa, sur l'entrepreneuriat et sur les connaissances informatiques de base, et de fournir les outils et les équipements nécessaires. En mars, les travaux de construction d'un institut de formation aux sciences et techniques du caoutchouc ont démarré. L'ONUDI aidera à élaborer un programme de cours sur la

transformation du caoutchouc et de l'hévéa et à former les enseignants, fournira les équipements de base et installera un système solaire photovoltaïque d'une capacité de 20 kW pour couvrir les besoins énergétiques de l'institut.

Au cours de l'année 2011, des projets similaires ont été mis en œuvre dans plusieurs pays. En Tunisie, l'Organisation s'est attaquée au problème du chômage chronique des jeunes dans les zones les plus pauvres du pays et a lancé à Gafsa un projet pilote pour le développement de l'entrepreneuriat qui cible les jeunes, en particulier les jeunes diplômés d'universités. Des projets sont à l'étude pour faire face aux conséquences économiques de la révolution dans les zones rurales de Haute Égypte, et des discussions sont en cours concernant une assistance technique à la Libye.

## Les femmes et les jeunes dans les activités productives

### Les femmes

La question de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes fait l'objet du troisième objectif du Millénaire pour le développement, mais elle n'en demeure pas moins pertinente pour la plupart des autres objectifs, voire pour tous. Les pays qui parviendront à éliminer les inégalités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire favoriseront indirectement des progrès plus rapides en matière d'éradication de la pauvreté et de la faim, d'amélioration de la santé infantile et de diminution de la mortalité maternelle. Tous les organismes des Nations Unies doivent redoubler d'efforts afin de garantir l'égalité des droits et des chances. Partout où les femmes auront accès au crédit pour investir dans des entreprises, aux marchés pour vendre leurs produits et aux connaissances pour développer leurs activités, elles seront mieux à même de contribuer à la croissance économique et au développement. Dans l'exécution de quasiment tous ses projets, l'ONUDI prend soin de s'assurer que les femmes et les filles puissent tirer parti des activités de développement industriel.

En octobre, l'ONUDI a participé à une conférence de trois jours sur l'autonomisation économique des femmes, organisée à Ottawa conjointement par le Canada et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes). La conférence portait sur les moyens d'ouvrir les économies à la pleine participation des femmes, ainsi que sur les outils dont les femmes

**“Il est indispensable d’accroître** les débouchés économiques offerts aux femmes si l’on veut éliminer la pauvreté; cela implique que la priorité soit donnée à la création d’emplois tenant compte de la problématique hommes femmes, que des ressources productives, comme la terre, le crédit, les technologies et les compétences, soient mises à la disposition des femmes, et que parallèlement des investissements soient faits dans les services de soins et d’aide maternelle, afin de réduire la charge que représentent pour les femmes les tâches domestiques et les soins dispensés à la famille pour lesquels elles ne sont pas rémunérées.”

Kandeh K. Yumkella, Directeur général, à l’occasion de la Journée internationale de la femme de 2011

» Le beurre de karité est extrait du fruit de l’arbre du même nom, qui pousse dans les savanes semi arides d’Afrique de l’Ouest et d’Afrique centrale.

Il est largement utilisé dans les cosmétiques, mais il est également comestible et peut être employé dans l’alimentation. Pendant des siècles, l’arbre et le beurre produit à partir de ses fruits ont été essentiels à la vie des communautés rurales du Mali, en particulier aux femmes, pour qui le beurre de karité était un élément déterminant de leur subsistance. Pour répondre à la demande formulée par le Gouvernement malien en 2008, l’ONUDI a lancé un projet sur cinq ans visant à assurer un revenu durable à des communautés rurales parmi les plus pauvres, en les aidant à élaborer des produits à partir du beurre de karité plutôt que d’exporter simplement le fruit ou le beurre bruts. L’objectif global du projet était de favoriser les activités génératrices de revenu pour les femmes et de contribuer à l’essor de l’économie locale. En partenariat avec le Ministère de la promotion de la femme, le Ministère de l’industrie et le Programme des Nations Unies pour le développement, et avec un soutien financier supplémentaire du Luxembourg, l’ONUDI a créé trois centres pilotes dans les régions de Dioila, Ségou et Sikasso. Le projet doit se poursuivre jusqu’en 2013, avec un financement d’environ 1 million d’euros. Touchant un millier de femmes



issues de villages parmi les plus pauvres du sud du pays, il affiche déjà des résultats impressionnants. SIMALI Cosmetics, l’entreprise créée grâce à l’ONUDI et dirigée par des Maliennes, a commencé à exporter des produits à base de beurre de karité vers l’Europe. En partenariat avec une société privée basée en France, Chimitex, elle a ainsi exporté environ 40 tonnes de savons à base de beurre de karité en 2011, et 100 autres tonnes devraient suivre en 2012. Ce projet devrait servir de catalyseur à la création d’entreprises similaires.

Photo: ONUDI

avaient besoin pour saisir ces opportunités économiques et en retirer un bénéfice. Elle a rassemblé des représentants de la communauté des donateurs et du monde universitaire ainsi que de nombreuses femmes entrepreneurs accomplies issues des pays en développement, dont certaines avaient acquis leurs compétences en gestion d'entreprise grâce aux projets de développement de l'entrepreneuriat de l'ONUDI.

Il est largement admis que l'autonomisation des femmes, et en particulier leur autonomisation économique, a une incidence favorable sur la croissance économique et le développement industriel durables. Dans les programmes qu'elle mène en Afghanistan et au Mali, l'ONUDI s'emploie à faire participer les femmes au processus de croissance et de développement, ce qui a des effets multiplicateurs positifs pour les ménages, les collectivités et, en fin de compte, les économies nationales. En février, l'ONUDI a entamé à Nangarhar (Afghanistan) un projet qui répond aux besoins des petits exploitants et des entreprises agro-industrielles artisanales, en particulier de celles dirigées par des femmes travaillant à domicile. La région fertile et riche en ressources de Nangarhar, qui abritait autrefois de vastes champs de pavot alimentant le trafic de stupéfiants, a été dévastée par les catastrophes naturelles et les conflits. L'ONUDI fournit les équipements nécessaires au développement de produits de substitution et forme les agriculteurs locaux, en particulier les femmes, aux compétences entrepreneuriales nécessaires pour commercialiser leur production. Quelque 1 800 personnes en tireront directement profit, mais un bien plus grand nombre en bénéficieront également dans la région grâce aux effets d'entraînement.

Dans de nombreux pays en développement, les femmes et les enfants consacrent de longues heures à la pénible tâche de la collecte de bois de chauffe et d'autres matériaux afin d'alimenter les fourneaux sommaires utilisés dans les villages pour la cuisson et le chauffage. Pour rajouter au risque pour la santé, l'exposition à la fumée des fourneaux traditionnels et des feux à ciel ouvert, qui constituent le principal moyen de cuisson et de chauffage pour près de 3 milliards de personnes dans les pays en développement, fait 1,9 million de morts par an, les femmes et les enfants étant les plus touchés. Les fourneaux traditionnels entraînent également une surexploitation des ressources naturelles locales et contribuent au changement climatique.

L'Alliance mondiale pour les foyers améliorés est une initiative entre secteur public et secteur privé lancée en 2010 par un consortium composé de gouvernements,

d'organisations multilatérales et d'entreprises mécènes, afin de sauver des vies, d'améliorer les conditions de vie et de lutter contre le changement climatique grâce à l'adoption de solutions de cuisson plus propres, plus sûres et plus efficaces pour les ménages. Elle vise un objectif de 100 millions de ménages adoptant des fourneaux et des combustibles propres et efficaces d'ici à 2020. L'Alliance travaille avec des partenaires publics, privés et à but non lucratif afin d'aider à lever les barrières du marché qui, à l'heure actuelle, empêchent la production, la diffusion et l'utilisation de fourneaux propres. L'ONUDI est l'un des partenaires fondateurs de cette initiative et, lors du Forum de l'énergie de Vienne tenu en juin (voir section spéciale à la fin du chapitre 5), l'Alliance mondiale a organisé une manifestation parallèle sur l'accès universel à l'énergie et l'efficacité énergétique, au cours de laquelle les participants ont pu découvrir les possibilités et les défis liés à l'introduction de foyers améliorés.

Un atelier de formation et de développement de l'entrepreneuriat de quatre jours, portant sur l'analyse et la conception de projets de développement de la chaîne de valeur en faveur des pauvres en Asie et dans le Pacifique, a été organisé par l'ONUDI en mars. Tenu en Inde, en coopération avec la Mission pour l'éradication de la pauvreté de l'État du Kerala et avec le soutien financier du FIDA, il a réuni une trentaine de chefs de projets travaillant sur des initiatives de développement de la chaîne de valeur en Inde, en Indonésie, à Sri Lanka et au Viet Nam. Une attention particulière a été accordée au rôle des femmes et à leur autonomisation.

En 2011, l'ONUDI a réalisé un film documentaire montrant comment le programme conjoint des Nations Unies sur la sécurité humaine au Ghana, mentionné ci-dessus, avait transformé la vie des réfugiés libériens. Environ 65 % des bénéficiaires de la formation professionnelle étaient des femmes. Le document présente deux femmes libériennes, une réfugiée et une ancienne réfugiée, qui ont pu acquérir l'indépendance et la sécurité économiques nécessaires pour pouvoir aller de l'avant.

Les pays arabes sont en train de connaître une augmentation considérable du nombre de femmes faisant leur entrée dans le monde des affaires. De nombreux réseaux et associations de femmes chefs d'entreprises, dirigeantes ou cadres ont sollicité l'aide de l'ONUDI pour créer des micro, petites et moyennes entreprises nouvelles ou soutenir des activités existantes. En avril, l'ONUDI et l'Association des femmes d'affaires libanaises se sont lancées dans un programme de développement d'entreprises et

de promotion des investissements afin de soutenir des entreprises en phase de démarrage ou déjà établies dans plusieurs secteurs. Le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI à Bahreïn parvient, depuis plusieurs années, à promouvoir l'entrepreneuriat des femmes ainsi que leur rôle dans le développement économique et a conclu un partenariat avec le Réseau des femmes d'affaires du Moyen-Orient.

Ces dernières années, le Gouvernement du Viet Nam a redoublé d'efforts afin d'exploiter le potentiel que représentent les femmes comme moteur de la croissance économique et du développement social. Il a ainsi amélioré le cadre réglementaire des affaires, mais aussi promulgué une loi sur l'égalité des sexes et adopté d'autres textes législatifs visant à assurer des conditions équitables aux femmes entrepreneurs. En 2008, l'ONUDI a été sollicitée pour aider le Conseil des femmes d'affaires de la Chambre de commerce et d'industrie du Viet Nam à mener une étude visant à identifier les obstacles liés aux inégalités hommes femmes auxquelles les femmes entrepreneurs se heurtaient tout au long du cycle de vie de leur entreprise, et à proposer des mesures correctives. Les recommandations de l'ONUDI en matière de politiques à suivre dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'égalité des sexes (2011-2020), qui porte sur la prise en compte de la problématique hommes femmes dans le développement de l'entrepreneuriat, se fondaient sur une enquête réalisée auprès de 240 entrepreneurs de six provinces, sur des ateliers de consultation, dont un à l'échelle nationale et trois au niveau régional, ainsi que sur les contributions de l'équipe de pays des Nations Unies. L'ONUDI a également tiré des enseignements d'un autre projet mené dans le centre du Viet Nam, qui concernait un programme de développement de l'entrepreneuriat chez les femmes dans le secteur agroalimentaire, produit des supports de formation et élaboré des méthodes afin de reproduire les bons résultats qui avaient été obtenus. Ce travail a été entrepris en consultation et en coordination étroites avec les organismes des Nations Unies concernés, en particulier le Fonds des Nations Unies pour la population et l'OIT.

## Les jeunes

Le chômage des jeunes continue de poser un grave problème aux gouvernements et aux économies du monde entier. Ainsi, d'après le rapport de l'OIT intitulé *Tendances mondiales de l'emploi 2012*, 74,8 millions de jeunes de 15 à 24 ans étaient en situation de sous-emploi en 2011, un chiffre en

augmentation de plus de 4 millions par rapport à 2007. Les programmes de l'ONUDI aident à exploiter les capacités des jeunes, vus comme une ressource sociale et économique potentielle pour la consolidation de la paix, la stabilité et le développement socioéconomique. L'objectif premier est de créer des emplois décents et durables par le biais d'activités productives. Compte tenu de la capacité d'absorption souvent limitée du marché formel du travail, l'entrepreneuriat des jeunes peut être une source de création d'emplois. L'entrepreneuriat et les entreprises autonomes contribuent à la réduction de la pauvreté car ils sont la principale source d'activité économique qui favorise la croissance économique de bas en haut, la création d'emplois, les changements structurels et l'innovation.

Le chômage endémique des jeunes à travers le monde fait d'eux l'un des groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables aux bouleversements économiques. Sans un emploi décent et productif ou une intégration dans des programmes pour l'emploi, les jeunes peuvent devenir une source d'instabilité dans la société, en particulier dans les pays où la proportion de jeunes âgés de 15 à 25 ans est élevée. Ces deux dernières décennies, l'ONUDI a été particulièrement attentive au défi de l'emploi des jeunes. De nombreux projets témoignent des efforts qu'elle a faits pour améliorer les compétences entrepreneuriales mais aussi artisanales des jeunes dans les pays en développement, dont beaucoup ont cherché à inculquer une démarche entrepreneuriale aux enfants d'âge scolaire en leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires pour créer leur propre entreprise ou pour travailler avec les autres à l'amélioration des conditions de vie au sein de leur communauté.

Le Programme de promotion de l'esprit d'entreprise de l'ONUDI, qui connaît un grand succès, est mis en œuvre dans plusieurs pays africains, à savoir l'Angola, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda, ainsi qu'au Timor-Leste, et démarrera bientôt au Cap-Vert. Ceux qui le suivent apprennent à identifier les opportunités économiques présentant un potentiel de croissance dans leurs communautés et à évaluer les ressources pouvant être mobilisées localement. Plusieurs autres projets de développement de l'esprit d'entreprise sont prévus au Cambodge, en Côte d'Ivoire, en Mongolie et au Népal. Des discussions préliminaires se poursuivent avec d'autres pays concernant des cours sur l'esprit d'entreprise dans l'enseignement supérieur.

Le programme de partenariat entre l'ONUDI et Hewlett Packard (HP), qui a donné de bons résultats en Afrique et

## “Le chômage, en particulier celui des jeunes, représente l’un des plus grands défis de notre époque.

La création d’emplois est un élément déterminant pour permettre aux personnes de sortir de la pauvreté.” Déclaration faite par la Pologne au nom de l’Union européenne et de ses États membres à la Conférence générale



Piassa Daniel travaille dans l’atelier de son père à Nampula, au Mozambique. À 19 ans, elle a appris à gérer un atelier de ferronnerie. Elle s’y connaît en matière de plans de travail, de contrôle du budget et de bilans et a l’intention de monter sa propre affaire un jour. Piassa a bénéficié d’une formation dispensée au titre du programme de promotion de l’esprit d’entreprise de l’ONUDI.

*Photo: ONUDI*

au Moyen-Orient, couvre désormais l’Asie et le Pacifique ainsi que l’Amérique latine et les Caraïbes, dans le cadre de l’Initiative d’apprentissage pour les entrepreneurs de HP. Il s’adresse à des entrepreneurs potentiels ou expérimentés, qui s’y familiarisent avec des solutions pratiques en matière de gestion d’entreprise et de technologies de l’information. Le programme de partenariat entre l’ONUDI et HP a permis de créer 93 centres dans 13 pays (Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Brésil, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Inde, Kenya, Maroc, Nigéria, Ouganda et Tunisie), de certifier 270 formateurs, de dispenser une formation à plus de 42 000 personnes et de créer plus de 17 000 emplois.

En novembre, le premier centre d’innovation Microsoft en Ouganda a été lancé, en coopération avec le Gouvernement ougandais et l’Université de Makerere. Fruit d’un partenariat élargi entre l’ONUDI et Microsoft, il se focalisera sur le développement des compétences et contribuera à former les étudiants locaux aux technologies de l’information. Il fournira également une assistance et des ressources à des petites et moyennes entreprises pour leur permettre de développer des produits et des services nouveaux et innovants et de les commercialiser, dans le but d’accroître leur compétitivité.

Selon des données de la Banque mondiale, 62 % de la population d’Afrique de l’Ouest est âgée de moins de 25 ans,

et la plupart de ceux qui ont un emploi gagnent moins que le salaire minimum. Cette situation est source de frustration et de colère chez les jeunes de la sous-région et pourrait entraîner une instabilité politique et des migrations massives, sujet particulièrement préoccupant dans les quatre pays de l'Union du fleuve Mano, à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Une nouvelle initiative en faveur des jeunes d'Afrique de l'Ouest a été lancée en 2011. Le concours du Fonds "Pour les jeunes et par les jeunes" de Sierra Leone a été lancé en février. L'ONUDI s'est associée au Réseau pour l'emploi des jeunes, partenariat entre l'Organisation des Nations Unies, l'OIT et la Banque mondiale, afin de permettre à des organisations dirigées par des jeunes de participer activement à des projets de création d'emploi pour les jeunes. Le Fonds "Pour les jeunes et par les jeunes" de Sierra Leone a été mis en place à la suite d'une phase pilote conduite en décembre 2008 dans les quatre pays de l'Union du fleuve Mano et financée par le Gouvernement japonais, la Banque mondiale et l'Organisation suédoise de coopération pour le développement dans le cadre du Programme multipartite sur l'emploi productif et décent pour les jeunes. Il bénéficie du soutien du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et du Gouvernement autrichien.

Les candidats au concours du Fonds "Pour les jeunes et par les jeunes" reçoivent une aide pour élaborer leurs propositions. Sur un total de 150 candidatures, neuf projets ont été retenus au cours d'un processus de sélection concurrentielle et les finalistes ont été conviés à un séminaire de renforcement des capacités, tenu en mai à Freetown, au cours duquel ils ont reçu une formation à la gestion d'entreprise et aux techniques de suivi et d'évaluation. En mai, les sept projets les plus innovants ont été sélectionnés. Les gagnants ont reçu des bourses allant de 5 000 à 20 000 dollars et une aide au renforcement des capacités. En 2011, l'ONUDI et le Réseau pour l'emploi des jeunes ont publié au sujet du Fonds "Pour les jeunes et par les jeunes" en Afrique de l'Ouest, une brochure qui décrit le fonctionnement de ce dernier et l'impact de ses activités sur la vie de 13 jeunes qui en ont bénéficié.

La stratégie de gestion des contenus de la Plate-forme des jeunes de l'Union du fleuve Mano (<http://my.mruyouthplatform.org>) permet d'organiser, de structurer et d'archiver des données, y compris les informations relatives aux projets et activités en cours et d'autres informations pertinentes. Les activités pouvant être situées géographiquement apparaissent sur une carte de la région disponible sur la page d'accueil du site de

la plate-forme, donnant ainsi un aperçu des activités en cours dans la région.

Le problème du chômage des jeunes ne concerne pas seulement l'Afrique subsaharienne. L'ONUDI est engagée dans plusieurs initiatives en faveur des jeunes dans les pays arabes, où une grande proportion de la population est âgée de moins de 25 ans. Des programmes de coopération technique existent en Égypte, au Soudan et en Tunisie. Dans ce dernier pays, l'ONUDI s'est associée au projet du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement intitulé "Encourager les jeunes tunisiens à contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement"; doté d'un budget d'environ 3 millions de dollars sur trois ans, ce projet est conçu pour adapter les politiques et programmes en matière d'emploi des jeunes aux tendances du marché du travail. Il répond aux besoins spécifiques des diplômés des universités sans emploi ainsi que des jeunes peu qualifiés.

Les pays arabes dans leur ensemble comptent un grand nombre de jeunes diplômés des universités entrant sur le marché du travail. Des formations sur les moyens de promouvoir les investissements intérieurs par le biais du développement de l'entrepreneuriat, dispensées par l'ONUDI en mai-juin à Bahreïn, ont réuni 15 représentants d'agences de promotion des investissements ou de petites et moyennes entreprises d'Arabie saoudite, d'Azerbaïdjan, du Brunéi Darussalam, du Kazakhstan, de Malaisie, d'Ouzbékistan, du Pakistan, du Tadjikistan et de Turquie. La stratégie de développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes menée à Bahreïn a été présentée aux participants afin qu'ils puissent la mettre en pratique dans leurs pays respectifs.

Le premier Forum arabe international des jeunes entrepreneurs et hommes et femmes d'affaires s'est tenu en octobre à Beyrouth sous l'égide du Président de la République libanaise. Coorganisé par l'ONUDI, les chambres de commerce, les associations professionnelles et les autorités chargées du développement de la région, le Forum a rassemblé plus de 500 participants venus de 52 pays, notamment des entrepreneurs, des représentants d'organisations non gouvernementales internationales, d'institutions financières, d'établissements d'enseignement et d'organisations de développement régionales et internationales et des responsables de la promotion des investissements.

Toujours en octobre, l'ONUDI a ensuite organisé à Vienne une réunion d'experts sur la participation des jeunes au développement économique inclusif de la région des pays arabes, qui a porté principalement sur les enseignements



Photo: ONUDI

» L'ONUUDI déploie son Programme de développement de l'entrepreneuriat et de promotion des investissements par l'intermédiaire de son Centre régional arabe de formation en matière d'entrepreneuriat et d'investissement, en association avec le Ministère de l'industrie et du commerce, la Banque de développement, la Société des femmes d'affaires et l'Association des jeunes entrepreneurs de Bahreïn.

Le Programme, qui cible les PME, consiste en une formation théorique suivie de conseils à la gestion d'entreprise, au cours desquels les entrepreneurs reçoivent une aide à la planification et à la mise en œuvre de projets. Le Centre régional arabe de formation en matière d'entrepreneuriat et d'investissement a jusqu'ici formé quelque 200 entrepreneurs de Bahreïn, avec pour résultat la création de

96 PME. Environ 270 entrepreneurs bahreïniens potentiels ont bénéficié de conseils pour l'identification de débouchés, l'analyse du marché, la préparation de plans de développement et la coopération technologique, ce qui pourrait déboucher sur d'authentiques coentreprises et sur l'obtention d'un soutien financier de la Banque de développement de Bahreïn.

tirés de l'expérience acquise dans la région et sur les moyens de garantir à l'avenir la participation des jeunes au développement et à la croissance économiques. La réunion a rassemblé des experts qualifiés représentant les principaux acteurs du développement économique inclusif au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, y compris des représentants de haut niveau des gouvernements des pays arabes, des hauts fonctionnaires d'organismes des Nations Unies ainsi que des experts de haut niveau et des dirigeants de premier plan du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire.

La participation des jeunes au développement économique inclusif de la région des pays arabes était également le thème d'une table ronde organisée pour les représentants qui assistaient à la quatorzième session de la Conférence générale de l'ONUUDI, qui s'est tenue à Vienne. La table ronde a favorisé les débats et le partage de données

d'expérience concernant le rôle que pourraient jouer les jeunes dans la croissance et le développement économique inclusifs. Elle a permis de formuler, à l'intention des pays arabes et des acteurs concernés, des recommandations en matière de politiques à suivre pour promouvoir les principes d'un développement industriel qui préserve la santé humaine et l'intégrité écologique à l'échelle mondiale. Un développement industriel durable qui contribue à la création d'emplois a été présenté comme une solution pour y parvenir. La table ronde a fourni l'occasion de promouvoir la formule des initiatives à petite échelle, dirigées par les jeunes et financées par le biais de solutions de microcrédit qui sont susceptibles de jouer un rôle primordial dans la réduction de la pauvreté.

L'ONUUDI a fait une présentation sur le thème de la promotion d'un comportement entrepreneurial chez les jeunes

du Mozambique comme stratégie pour le développement rural lors de la Conférence annuelle sur la gestion des ressources naturelles et agricoles tropicales et subtropicales qui s'est tenue en septembre à Göttingen (Allemagne). Elle y apportait des preuves empiriques de l'efficacité des formations à l'entrepreneuriat destinées aux jeunes, en prenant comme exemple le cas du Mozambique, où elle avait créé en 2007 un programme d'enseignement sur le sujet, avec le soutien financier de la Norvège. L'analyse avait révélé que la participation active à des activités commerciales, c'est-à-dire l'adoption d'un comportement entrepreneurial, de la part des étudiants était élevée et, surtout, qu'il n'y avait pas de différence sensible au sens statistique entre les filles et les garçons, ni entre les établissements des zones rurales et urbaines ou ceux d'enseignement général et technique quant

à la préparation à l'entrée dans le monde du travail. Cependant, la qualité de l'enseignement semblait être un facteur déterminant dans l'émergence d'un comportement entrepreneurial chez les étudiants. En matière de politiques, cela signifie que les programmes d'enseignement visant le développement de l'entrepreneuriat dans les établissements du secondaire constituent un moyen efficace de favoriser les compétences et comportements entrepreneuriaux chez les filles et les garçons, dans les zones rurales et urbaines. L'ONUDI conduira dans d'autres pays des enquêtes similaires, qui comprendront le suivi de groupes de référence, afin d'apporter un meilleur éclairage sur les processus institutionnels et pédagogiques qui permettent d'améliorer les résultats des établissements et, par conséquent, d'accroître les perspectives des étudiants en matière entrepreneuriale.

## » Les pays les moins avancés

Les pays les moins avancés (PMA) constituent la fraction la plus pauvre de la communauté internationale. Alors qu'ils abritent plus de 880 millions de personnes, soit environ 12 % de la population mondiale, ils représentent moins de 2 % du produit intérieur brut mondial et environ 1 % du commerce mondial de marchandises. Ils font l'objet d'une attention particulière de la part du système des Nations Unies depuis la fin des années 1960. En 1971, l'Assemblée générale a dressé une liste de PMA, mise à jour tous les trois ans, afin d'encourager le soutien international à ses membres les plus vulnérables et les plus défavorisés. On dénombre actuellement 48 pays parmi les moins avancés, dont 33 en Afrique, 14 en Asie et 1 dans la région Amérique latine et Caraïbes. En janvier, les Maldives sont passées du statut de PMA à celui de pays en développement.

Plus de 40 ans plus tard, nombre des défis auxquels les PMA faisaient face au moment de leur indépendance continuent d'entraver leur développement socioéconomique. Pour aggraver la situation, ils se heurtent aujourd'hui à de nouveaux obstacles tels que la mondialisation, la diminution des flux d'investissements étrangers directs et des envois de fonds, le ralentissement des exportations, la volatilité du cours des matières premières et la récente crise économique et financière. Si ces évolutions constituent des défis considérables pour les PMA, elles offrent également, pour peu qu'on y réponde de manière adéquate, de nombreuses possibilités.

C'est à des organisations telles que l'ONUDI qu'il revient de concrétiser ces possibilités. L'ONUDI est engagée de longue date dans la lutte contre la pauvreté dans les PMA, au travers de ses activités dans l'agribusiness, le renforcement des capacités commerciales et l'accès à une énergie propre. Ses programmes visent à renforcer la résilience de ces pays en stimulant leurs

capacités productives et en favorisant leur accès aux marchés régionaux et internationaux.

Deux manifestations majeures se sont déroulées au cours de l'année, qui ont attiré l'attention sur les défis que les PMA devaient relever et sur le rôle que l'ONUDI et les autres organismes des Nations Unies devaient jouer pour les y aider. La quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés s'est tenue en mai à Istanbul (Turquie) et la Conférence ministérielle des pays les moins avancés, organisée par l'ONUDI, a eu lieu en novembre à Vienne.

### Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

L'objectif général de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés était d'évaluer le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 et d'adopter des mesures et des stratégies supplémentaires en vue d'un développement durable de ces pays. Le document final, le Programme d'action d'Istanbul pour la décennie 2011-2020, contient des engagements forts de la part des PMA ainsi que de leurs partenaires de développement, notamment le système des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods, d'autres organismes multilatéraux et les banques régionales de développement. Sur les huit priorités de développement détaillées dans le Programme d'action d'Istanbul, sept correspondent aux éléments qui fondent l'action menée par l'ONUDI dans les PMA, comme le renforcement des capacités productives, le commerce, l'énergie, la technologie, le développement du secteur privé et la coopération Sud-Sud.

Dans le cadre de la Conférence, l'ONUDI a coorganisé avec l'Agence turque pour la coopération internationale

et le développement un débat sur le renforcement du rôle des petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur mondiales de l'agribusiness, pour contribuer à l'élaboration d'un nouveau programme de développement des PMA. Le débat était animé par le Directeur général de l'ONUDI. Le développement des capacités productives et commerciales comme composantes clefs d'une croissance inclusive et durable était le sujet d'une manifestation organisée par l'ONUDI et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour le compte du Groupe interinstitutions du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination concernant le commerce et la capacité de production. Parmi les différentes manifestations qui ont précédé la Conférence, un atelier a été organisé en février, avec la coopération du Conseil turc de la recherche scientifique et technologique, pour identifier les besoins des PMA dans les domaines des sciences et de la technologie.

L'un des aboutissements les plus marquants de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés était l'Initiative ID3A de développement des activités de renforcement des capacités dans le domaine de la formulation des politiques à l'appui des petites et moyennes entreprises des PMA à toutes les étapes de la chaîne de valeur agricole. L'objectif de l'Initiative est de développer d'ici à 2020 dans les PMA un secteur agricole tel que ces pays soient en mesure de s'insérer dans des chaînes de valeur agricoles hautement productives et rentables qui créent effectivement un lien entre les petits et moyens producteurs agricoles et les marchés, assurent une offre de denrées alimentaires, de fibres, de fourrages et de produits combustibles à plus forte valeur ajoutée, contribuent à faire progresser les revenus des agriculteurs, utilisent les ressources naturelles de manière durable et génèrent plus d'emplois de qualité. Le modèle de développement appliqué dans le cadre de l'Initiative adopte une plus large perspective du développement économique et de la réduction de la pauvreté, l'ONUDI jouant le rôle de catalyseur afin de mobiliser

des ressources auprès des institutions de financement du développement et, surtout, de susciter l'investissement du secteur privé.

## Quatrième Conférence ministérielle des pays les moins avancés

La quatrième Conférence ministérielle des pays les moins avancés s'est tenue en novembre à Vienne, et a porté sur la façon dont l'ONUDI pourrait le mieux contribuer à une mise en œuvre efficace du Programme d'action d'Istanbul. À cette manifestation de deux jours étaient représentés 41 des 48 pays les moins avancés, ainsi que des organismes des Nations Unies, des commissions économiques régionales, des donateurs, des institutions financières et des entités du secteur privé; les participants ont cherché à promouvoir des partenariats en vue d'actions futures. Le Secrétaire général adjoint de l'ONU et Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement y a assisté.

Le Plan opérationnel 2012-2020 en faveur des pays les moins avancés, adopté par la Conférence, propose une feuille de route détaillée pour les programmes et les initiatives thématiques de l'ONUDI en faveur des PMA et prévoit des interventions pratiques destinées à améliorer le rendement économique, le respect des normes écologiques et l'inclusion sociale. Il expose en outre la vision de l'ONUDI et l'action qu'elle mène en vue de l'application du volet industriel du Programme d'action d'Istanbul au cours des 10 prochaines années. Cela devrait déboucher sur la création ou le renforcement de l'infrastructure industrielle par la diffusion de l'information, la mise à niveau technologique, la facilitation des investissements, le développement des compétences techniques, la promotion de l'innovation, le renforcement des capacités des secteurs public et privé, et un meilleur accès à l'énergie à des fins productives ainsi qu'aux marchés extérieurs.

» La croissance économique future  
des pays en développement et en  
transition passe par le renforcement de leur capacité à  
participer au commerce international.



## Renforcement des capacités commerciales

**Nous nous employons au niveau mondial à promouvoir l'innovation dans le développement des échanges ... sous l'impulsion du secteur privé et en synergie avec nos partenaires.**

La capacité des pays en développement à participer de manière significative au commerce international et à en tirer profit dépend d'un certain nombre de prérequis. Différents organismes, au sein du système des Nations Unies ou en dehors, contribuent au renforcement des capacités commerciales sous un ou plusieurs aspects. En tant qu'organisme des Nations Unies chargé du développement industriel, l'ONUDI encourage et soutient les activités productives des pays bénéficiaires et s'assure ensuite que les biens produits respectent les normes de qualité nécessaires pour être compétitifs sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Dans le cadre de son programme de renforcement des capacités commerciales, elle complète le travail des autres organisations en consolidant les capacités de production de telle sorte qu'elles soient compétitives pour le commerce international; en élaborant des cadres juridiques et institutionnels nationaux et régionaux pour la qualité, les normes, la métrologie, l'évaluation de la conformité, l'accréditation et les réglementations techniques; en facilitant les efforts déployés par les pays bénéficiaires en vue de promouvoir les exportations industrielles et de créer des consortiums d'exportation; et en aidant les petites et moyennes entreprises (PME) à respecter les normes et les exigences de responsabilité sociale des entreprises en vigueur sur leurs marchés nationaux respectifs et sur les marchés internationaux. Elle mène bon nombre de ses activités en partenariat avec d'autres organismes appartenant ou non au système des Nations Unies et traitant de questions relatives au commerce.

Comme c'est le cas pour les trois priorités thématiques de l'ONUDI, la plupart des projets et programmes de l'Organisation qui concernent le renforcement des capacités commerciales comportent un élément transversal. On peut, en effet, affirmer à juste titre que la majorité des projets décrits aux chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 5 du présent *Rapport* impliquent tous un renforcement des capacités qui permettront aux pays en développement et en transition d'augmenter leurs exportations industrielles vers les marchés régionaux et internationaux. Ce chapitre présente plusieurs projets et programmes de grande envergure qui ont été exécutés au cours de l'année 2011, mais aussi certaines activités de forum mondial de l'ONUDI relatives au renforcement des capacités commerciales, y compris des publications de l'Organisation qui sont devenues ou sont en passe de devenir des références de premier plan en matière de renforcement des capacités pour le développement industriel.

## Capacités productives compétitives pour le commerce international

Au cours de l'année 2011, les activités de renforcement des capacités commerciales menées par l'ONUDI se sont concentrées sur la consolidation des partenariats stratégiques et l'élargissement de la couverture géographique des services, ainsi que sur l'augmentation du volume de l'assistance technique. L'ONUDI a également élaboré des procédures de fonctionnement pour ses activités de base et défini de nouveaux services dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, des normes privées et de la durabilité.

À la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue en mai à Istanbul (Turquie), le Directeur général de l'ONUDI et le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont organisé une manifestation spéciale au cours de laquelle les 15 organismes et institutions spécialisées des Nations Unies membres du Groupement des Nations Unies concernant le commerce et la capacité de production ont présenté une note de synthèse commune intitulée *Développement de la capacité productive et du commerce: la clef d'une croissance durable et solidaire*. Ils y exposaient l'importance du commerce et de la capacité productive pour les pays les moins avancés, soutenant que le progrès socioéconomique dans ces pays avait souvent été freiné par le fait que les secteurs productifs à la base du développement social et économique n'avaient pas reçu une attention suffisante. Ils y

indiquaient également que la création d'emplois décents devrait être au cœur d'une approche globale et cohérente en matière de commerce et de développement des capacités productives. À l'issue de cette manifestation spéciale, le Groupement a signé avec la Suisse, en sa qualité de donateur, un document cadre concernant un nouveau projet interorganisations de soutien au commerce en République démocratique populaire lao.

La manifestation mondiale la plus importante de l'année en matière de commerce international a indubitablement été le troisième Examen global de l'Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce, qui s'est déroulé en juillet à Genève. Pour cette manifestation, l'ONUDI avait élaboré une brochure sur le thème des défis mondiaux et réponses mondiales et de l'efficacité de l'aide pour le commerce, ainsi qu'un dossier comprenant les fiches synthétiques de 14 projets. Elle a également participé à une table ronde sur l'accès aux chaînes de valeur mondiales du secteur privé. Une manifestation parallèle spéciale a été consacrée au lancement du *Guide 2010 des ressources en matière de renforcement des capacités commerciales*, qui recense les services d'appui proposés dans ce domaine par 25 organismes des Nations Unies, 5 banques de développement, 7 programmes interorganisations et 24 donateurs bilatéraux. Le guide décrit, de façon claire et exhaustive, les services fournis par chacune de ces institutions ainsi que les stratégies et programmes de chaque donateur, et il classe et répertorie ces informations afin que le lien entre services et besoins soit facile à faire. Les catégories principales sont la mobilisation à l'échelle mondiale, l'élaboration

“La mondialisation des chaînes de valeur et l'attention croissante qu'accordent les marchés mondiaux à la qualité et à la sûreté présentent de nouveaux défis aux producteurs des pays en développement, qui sont tenus de respecter les nombreuses normes régissant ces chaînes de valeur.”

Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI

de politiques commerciales, les cadres juridiques et réglementaires, la capacité d'offre, le soutien pour la mise en conformité, la promotion du commerce, l'information sur les marchés et le commerce, la facilitation du commerce, l'infrastructure physique du commerce et les services financiers liés au commerce. Le Guide des ressources a déjà permis une meilleure compréhension du rôle de chaque organisme et donateur et a grandement contribué à la création d'un partenariat mondial cohérent pour la réduction de la pauvreté par le biais d'une croissance économique fondée sur le commerce.

Le *Rapport sur le respect des normes commerciales* constitue un autre exemple de publication à l'appui des activités de forum mondial et de mobilisation internationale de l'Organisation, qui apparaît comme une source essentielle d'expertise en matière de commerce et de respect des normes. Première publication de ce qui doit être une série, ce *Rapport* indique la fréquence des rejets à la frontière, donne une estimation des pertes à l'exportation résultant du non-respect des normes et en décrit les implications en matière de renforcement des capacités commerciales. Dans un contexte de marché mondialisé où les produits proviennent de différents pays, les pouvoirs publics doivent s'assurer que la santé et la sécurité des consommateurs, des animaux et de l'environnement ne sont pas menacées avant que ces produits ne soient mis sur leurs marchés respectifs. Les autorités nationales inspectent soigneusement les cargaisons qui arrivent aux frontières (les produits alimentaires, notamment, reçoivent une attention particulière) et rejettent celles qui ne

respectent pas les normes du pays. La Food and Drug Administration des États-Unis et la Direction générale de la santé et des consommateurs de l'Union européenne ont toutes deux mis en place des systèmes d'alerte sur les rejets à la frontière, qui fournissent des données sur les inspections et les motifs de rejet, informations qui peuvent se révéler cruciales pour les exportateurs actuels ou potentiels. La série de rapports sur le respect des normes commerciales constitue un outil d'orientation politique innovant, tant pour les pays en développement que pour les donateurs et les organismes techniques. Le second numéro sera publié au second semestre 2012.

En tant que moteur majeur de la croissance et du développement économique des pays en développement, le commerce joue un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté, et la croissance économique de ces pays est largement déterminée par la capacité de ces derniers à accéder à des marchés plus vastes. En dépit d'initiatives d'exonération de droits de douanes et de suppression de quotas, de nombreux pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, ne parviennent pas encore à participer au commerce international de façon équitable. Ils sont freinés par le manque de capacités d'offre et l'absence d'une infrastructure relative à la qualité qui leur permettrait de prouver qu'ils respectent les exigences du marché, en particulier en matière de normes et de réglementations techniques. Depuis 2007, l'ONUDI est l'agent d'exécution chargé de la mise en œuvre de la phase 2 du Programme sur la qualité en Afrique de l'Ouest, financé par l'Union européenne, dont l'objectif général est d'accroître la



“Permettez-moi d'exprimer, au nom du pays tout entier, notre gratitude envers l'ONUDI pour avoir soutenu cette excellente initiative et s'être montré durant toutes ces années un partenaire déterminé.” Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria et lauréate du prix Nobel de la paix

Photo: ONUDI



Le stage organisé par le Système intra-africain de métrologie (AFRIMETS) et tenu au Red Court Hotel à Nairobi en février a été suivi par 85 participants, principalement africains, retenus à l'issue d'un processus de sélection rigoureux. Parmi eux se trouvaient notamment sept jeunes métrologistes originaires d'Asie et d'Amérique, ce qui devait encourager la création d'un réseau international et l'échange de connaissances.

*Photo: ONUDI*

compétitivité à l'exportation de l'ensemble de la région en renforçant l'infrastructure relative à la qualité aux niveaux national et régional.

Les pays d'Afrique de l'Ouest ne peuvent plus assurer leur croissance économique en vendant leurs produits et services au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), car le commerce intrarégional ne représente que 10 % du volume total dans la région. Au Libéria, par exemple, le volume relativement faible des échanges commerciaux avec le reste de la sous-région a peu d'impact sur l'économie du pays. Une infrastructure relative à la qualité efficace est indispensable au développement des exportations, mais jusqu'à une date récente, le Libéria ne disposait pas des structures nécessaires pour garantir la conformité de ses produits par rapport aux normes internationales. En 2006, le Gouvernement du Libéria a fait appel aux services de l'ONUDI pour créer des laboratoires d'analyse nationaux et pour renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'assurance qualité.

Le nouveau Laboratoire national des normes, créé dans le cadre du Programme sur la qualité en Afrique de l'Ouest et d'un projet national de l'ONUDI le complétant,

a été achevé en 2011 et inauguré en septembre par la Présidente du Libéria, Ellen Johnson Sirleaf. L'ONUDI a participé au renforcement des capacités des trois départements de chimie, microbiologie et métrologie du laboratoire. Ce dernier dispose d'équipements à la pointe du progrès et d'un personnel hautement qualifié, formé dans la région ou ailleurs. Le nouveau laboratoire certifie la qualité des produits qui quittent le pays, mais il répond également à une préoccupation de santé publique majeure, à savoir la sécurité des produits importés et de ceux produits localement.

Le Centre égyptien de traçabilité des exportations agro-industrielles (E-trace) a été créé en 2004 grâce à l'effort commun du Ministère égyptien du commerce et de l'industrie et de la Coopération italienne pour le développement en Égypte (Programme italien de conversion de la dette égyptienne pour le développement). La mission de ce centre est de renforcer la chaîne de valeur alimentaire égyptienne en apportant l'aide technique et financière propre à garantir que, en termes de qualité, de sûreté et de traçabilité, les produits égyptiens soient sûrs pour la consommation et ne rencontrent pas de barrières commerciales. Les mesures prises visent à améliorer la situation des travailleurs et des



Un séminaire sur l'industrialisation de l'Afrique et les partenariats avec la Corée, organisé à Séoul en novembre, illustre la politique du Gouvernement de la République de Corée d'élargir son aide publique au développement en vue de réduire la pauvreté dans les pays en développement.

*Photo: Avec l'aimable autorisation du KIET*



Le Directeur général et Jörn Stenger, membre du Conseil présidentiel de la Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB) de l'Allemagne, ont signé un mémorandum d'accord à la quatorzième session de la Conférence générale pour une coopération dans plusieurs domaines, dont des activités de recherche et de sensibilisation. La PTB est l'institut national allemand de métrologie.

*Photo: ONUDI*

entreprises, ainsi qu'à générer un revenu des exportations et à le distribuer équitablement tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, garantissant ainsi des emplois et des produits plus sûrs.

La capacité de l'Égypte à augmenter les exportations de ses nombreux produits à base de plantes médicinales et aromatiques pourrait être considérablement améliorée grâce à de meilleures normes de qualité et de sûreté et à des services professionnels destinés à une chaîne de valeur qui demeure insuffisamment développée. L'essentiel de la production de plantes médicinales et aromatiques dans le pays provient de Haute-Égypte, région prioritaire pour le Gouvernement en matière de développement. Le secteur emploie plus de 140 000 travailleurs. Dans le cadre d'un projet qui a démarré en 2010, l'ONUDI cherche à améliorer la compétitivité à l'exportation des produits égyptiens à base de plantes médicinales et aromatiques et à développer la chaîne d'approvisionnement nationale. Les activités proposées aideront à intégrer de nombreux petits producteurs ainsi que des PME aux chaînes de valeur à l'exportation. Le projet tirera aussi parti de l'infrastructure technique du Centre E-trace pour tenter d'améliorer ces chaînes de

valeur. Il suivra, en matière de renforcement des capacités commerciales dans les pays en développement, l'approche de l'ONUDI, qui est dans la droite ligne des politiques du donateur, à savoir le Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse.

En septembre, l'ONUDI a signé un mémorandum d'accord avec le groupe METRO, afin de renforcer les capacités des fournisseurs tout au long des chaînes de valeur, en tenant compte de la nécessité d'en assurer la durabilité des points de vue social, éthique et environnemental (pour de plus amples informations, voir le chapitre 1<sup>er</sup>).

## Infrastructure relative à la qualité et à la mise en conformité

De nombreux programmes de l'ONUDI sur le renforcement des capacités commerciales conduisent à une amélioration en matière de santé et de sécurité des consommateurs, grâce à l'utilisation adéquate de la métrologie ainsi qu'à l'application de normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires internationalement reconnues. À Sri Lanka,

l'ONUDI a aidé la Chambre nationale d'industrie et la Chambre nationale des exportateurs à créer un organisme de certification et de formation en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui soit à même de proposer aux PME des services de certification et de formation fiables et reconnus, à faible coût. Dans le cadre d'un programme financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad), l'entreprise Indexpo Certification Ltd récemment créée a réalisé des évaluations de conformité et délivré une certification aux industries sri lankaises qui respectaient les normes nationales et internationales. Indexpo est désormais un centre international de formation accrédité par l'Institut agréé de santé environnementale, et il a récemment conclu avec l'Autorité sri lankaise de développement du tourisme un accord de partenariat portant sur la formation et la certification en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans l'hôtellerie.

Il est tout aussi important pour l'ONUDI de pouvoir s'appuyer sur l'expérience et l'expertise des autres acteurs des domaines de la qualité et des normes que de partager ses vastes connaissances avec les organisations partenaires. La bonne application des normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les pays en développement doit beaucoup au partenariat de l'ONUDI avec l'Initiative mondiale de la sécurité alimentaire, fondation privée à but non lucratif qui évalue les normes existantes au regard de critères de sécurité sanitaire. La coopération et le partenariat entre l'ONUDI et cette fondation ont porté en 2011 sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un protocole pour la sécurité des produits alimentaires sur les marchés mondiaux, plus particulièrement sur le passage de l'application pilote de ce protocole en Égypte, en Fédération de Russie, en Inde et en Ukraine à l'élaboration d'un programme complet de coopération technique qui sera mis en œuvre en Afrique en partenariat avec l'Initiative mondiale de la sécurité alimentaire et plusieurs grands distributeurs africains. L'ONUDI a continué à jouer un rôle actif au sein du Conseil consultatif ainsi que du Comité technique de la fondation.

Au cours de l'année, l'ONUDI a également renforcé sa collaboration avec le Centre de promotion des importations en provenance des pays en développement, agence du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, dans le cadre du programme sur les normes privées, ainsi qu'avec le Centre du commerce international, dans le cadre du programme relatif au commerce pour un développement durable.

En février, dans le cadre d'un projet de renforcement institutionnel du système intra-africain de métrologie (AFRIMETS) financé par la Norad, une nouvelle initiative internationale de formation sur la métrologie a accueilli ses premiers étudiants. Le stage organisé par AFRIMETS s'est tenu sur 10 jours à Nairobi et a permis de présenter aux jeunes métrologistes africains les composantes de tout bon système national de mesure, ainsi que de leur faire acquérir une expérience pratique dans plusieurs domaines techniques. En complément des cours en laboratoire, les stagiaires ont visité plusieurs entreprises afin d'y évaluer la mise en œuvre des principes de qualité, des normes et de la métrologie ainsi que ses effets sur les résultats de ces entreprises. Le stage a été accueilli sur place par le Bureau des normes du Kenya et le Département kenyan des poids et mesures. Son objectif était de fournir à une nouvelle génération de spécialistes les connaissances nécessaires à la construction d'une infrastructure de métrologie africaine reconnue au niveau international. Un total de 76 stagiaires venus de 38 pays ont profité de l'expérience de 17 scientifiques de renommée internationale qui avaient été invités à partager leur savoir dans leurs domaines d'expertise respectifs.

En 2011, au siège de l'ONUDI, une formation interne a permis à plusieurs fonctionnaires d'approfondir leurs connaissances en matière de systèmes de gestion de la qualité respectant la norme ISO 9001 afin d'élaborer dans l'Organisation des procédures opérationnelles normalisées en matière de renforcement des capacités commerciales.

En mai, l'ONUDI a signé un accord avec l'Institut de recherche coréen sur les normes et les sciences afin d'intensifier la coopération en matière d'assistance technique dans les domaines de la métrologie, des normes et de l'évaluation de la conformité. Dans le cadre d'un plan d'action conjoint, le premier programme de formation de l'ONUDI et de l'Institut s'est déroulé en septembre 2011. Une bonne proportion de femmes est attendue au fil des programmes de formation.

Les projets de l'ONUDI prouvent qu'aider les laboratoires d'analyse à obtenir une accréditation internationale est également bénéfique pour les entreprises locales qui cherchent à se développer à l'exportation: les laboratoires obtiennent une reconnaissance internationale de la précision et de la crédibilité de leurs services, tandis que les entreprises tirent parti de la réduction des délais d'analyse

et du moindre coût de services disponibles localement et reconnus internationalement. À Sri Lanka, avec l'aide financière de la Norad, l'ONUDI a mis à niveau sept laboratoires de façon à leur permettre d'obtenir l'accréditation du Bureau suédois d'accréditation et d'évaluation de la conformité. De même, dans le cadre d'un programme financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'ONUDI au Pakistan, 19 laboratoires réalisant des analyses chimiques et microbiologiques, des étalonnages et des tests spécifiques pour les secteurs du textile et de l'habillement, du cuir et des équipements électriques ont été modernisés de façon à obtenir l'accréditation du Bureau norvégien d'accréditation. Dans ces deux pays, la capacité accrue à proposer localement des services d'analyse et d'étalonnage reconnus internationalement a été une très bonne chose pour les entreprises exportatrices accédant aux marchés mondiaux; quant aux laboratoires, ils ont connu une augmentation sensible de leur activité.

## Promotion des exportations des entreprises et consortiums de PME

Les petites entreprises qui tentent de se lancer seules risquent de rester à l'écart de la mondialisation et des nombreux débouchés qu'elle offre. Dans le cadre d'un programme spécifique consacré au développement de groupements et de réseaux, l'ONUDI aide les PME à combiner leurs forces afin

de tirer parti des opportunités du marché. Les PME renoncent souvent à exporter devant les complexités du commerce international et les risques élevés qu'il comporte. Des éléments donnent à penser que les échecs seraient relativement courants, en particulier dans les toutes premières phases de l'activité d'exportation. Le développement de marchés d'exportation suppose un niveau élevé de savoir-faire, des efforts considérables de la part de l'entreprise et des ressources financières suffisantes. Les entreprises souhaitant exporter doivent repérer les marchés étrangers susceptibles de convenir, contacter les distributeurs locaux ou les principaux consommateurs, s'informer des préférences des clients et adapter la qualité et le prix de leurs produits en conséquence. Les compétences requises pour relever ces défis et les coûts qui y sont associés dépassent souvent les capacités d'une PME isolée.

Une approche efficace consiste à inciter les PME à constituer des consortiums d'exportation qui non seulement leur permettent d'accéder plus largement aux marchés d'exportation, mais aussi garantissent des améliorations dans la qualité et des gains d'efficacité dans les modes de production.

Vingt représentants d'organisations des secteurs public et privé d'Amérique latine et des Caraïbes intervenant dans la création de groupements de PME ont participé à une formation sur les consortiums de PME organisée par l'ONUDI en coopération avec le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail

L'ONUDI contribue à renforcer les réseaux de producteurs d'objets artisanaux au Pérou — en particulier des femmes vivant dans des zones reculées du pays — pour faciliter la vente de leurs produits.

Photo: ONUDI



## » L'ONUDI promeut deux types de consortiums de PME

visant à favoriser l'accès aux marchés extérieurs: les consortiums d'exportation et ceux de valorisation de produits de terroir.

Un consortium d'exportation est une alliance volontaire d'entreprises qui cherchent à promouvoir l'exportation des biens et services fournis par leurs membres par le biais d'actions conjointes. Il s'agit d'une organisation formelle qui favorise la coopération stratégique entre entreprises à moyen ou à long terme et qui prévoit des activités communes destinées à faciliter l'accès aux marchés étrangers. Un consortium de valorisation de produits de

terroir est une alliance volontaire de producteurs individuels, d'entreprises ou de coopératives appartenant à une même chaîne de valeur et contribuant à la production d'un même produit agroalimentaire ou artisanal d'origine régionale. L'objectif principal de ce type de consortium est de donner de la valeur ajoutée à un produit traditionnel d'origine régionale et d'accroître sa renommée sur les marchés locaux, voire internationaux.

(OIT), sis à Turin (Italie), et la Fédération italienne des consortiums d'exportation (Federexport), qui a, dès le début, apporté un soutien précieux au programme de l'ONUDI sur ces consortiums. La formation se composait d'une session de quatre jours au Centre international de formation, suivie d'une phase d'apprentissage en ligne de 60 heures, réparties sur quatre mois, par le biais de la plate-forme d'apprentissage en ligne de l'ONUDI sur les consortiums. Le fait que de nouvelles initiatives de consortiums aient ensuite été lancées dans six pays de la région Amérique latine et Caraïbes témoigne du succès de la formation. La plupart des participants à cette dernière devraient rejoindre le nouveau réseau de promoteurs de consortiums de PME d'Amérique latine, qui sera créé dans le cadre d'un nouveau projet interrégional pour la promotion de consortiums de PME visant la valorisation de produits de terroir et l'exportation. Le projet est financé par l'Agence italienne de coopération pour le développement.

Une autre composante de ce projet consiste en l'apport d'une assistance pour la promotion de consortiums en Équateur, au Maroc et au Pérou. En avril, l'ONUDI a supervisé la signature d'accords de partenariat entre Federexport et les associations et institutions de promotion

des consortiums d'exportation du Maroc (Association marocaine des consortiums d'exportation) et du Pérou (Chambre de commerce de Lima et Réseau péruvien des chambres de commerce régionales). En Égypte, les consortiums de PME et l'accès au marché sont soutenus dans le cadre d'un projet visant à moderniser le secteur des plantes médicinales et aromatiques. Le projet, qui a démarré en 2011, est financé par le Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse.

## Responsabilité sociale des entreprises pour l'intégration des marchés

La responsabilité sociale des entreprises est une notion de gestion qui encourage les entreprises à mieux prendre conscience des impacts de leur activité sur le reste de la société, y compris leurs propres parties prenantes et l'environnement. Elle contribue au développement durable et au bien-être social en générant des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux pour tous.

Hewlett Packard (HP), l'une des principales sociétés du secteur des technologies de l'information dans le monde, s'est engagée à respecter les principes de responsabilité sociale des entreprises, comme il ressort de ses programmes mondiaux sur l'innovation sociale. Dans le cadre de son Initiative d'apprentissage pour les entrepreneurs (LIFE), de jeunes entrepreneurs en puissance du monde entier peuvent acquérir les compétences nécessaires pour créer, diriger et développer leur propre entreprise, notamment dans les domaines des technologies de l'information, du marketing, de la communication et de la finance. L'ONUDI travaille avec HP depuis 2008 et a ainsi, avec l'Institut pour la promotion des microentreprises et le Centre pour le développement de l'éducation, deux organisations internationales à but non lucratif qui se consacrent à la promotion des connaissances et de l'apprentissage, créé plus de 17 000 emplois, formé plus de 42 000 personnes, mis en place 93 centres LIFE dans 13 pays et certifié plus de 270 formateurs. Le programme LIFE a été élargi à plusieurs pays sur tous les continents et le nouveau programme d'enseignement est disponible en anglais, arabe, chinois, français, portugais, russe et turc. En 2011, l'ONUDI et HP ont lancé une nouvelle initiative de formation dans l'État d'Ébonyi (Nigéria) pour permettre à de jeunes chômeurs qualifiés de devenir agriculteurs. Ébonyi est une région essentiellement agricole, où l'agribusiness est en mesure d'offrir un emploi à ceux qui possèdent les bonnes qualifications.

Le *Guide* sur les normes privées dans les secteurs du vêtement, du cuir et du mobilier intitulé *Normes privées: mieux les connaître pour mieux les appliquer* fait également partie des réalisations importantes de l'ONUDI en 2011. Il propose aux producteurs un aperçu des différentes normes privées ainsi que des conseils pour en tirer parti. Les informations qu'il contient ont été recueillies auprès d'un échantillon d'entreprises exportatrices des secteurs de la chaussure en Inde, du textile et de l'habillement en Turquie et de l'ameublement au Brésil, qui ont rempli des questionnaires et participé à des entretiens.

En Turquie, le textile et l'habillement constituent l'un des secteurs industriels les plus importants au regard de sa contribution au produit intérieur brut, à la création d'emplois et aux exportations nettes. Un programme conjoint de trois ans a été élaboré par l'ONUDI en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'OIT, et grâce à un financement du Fonds PNUD Espagne pour la réalisation des objectifs du

Millénaire pour le développement, afin d'accroître la compétitivité des PME turques de ce secteur sur les marchés internationaux. Le programme cible en particulier les entreprises basées dans les régions pauvres et vulnérables, de façon à les intégrer dans les chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales. Le secteur du textile et de l'habillement est l'un de ceux où le respect des principes de responsabilité sociale des entreprises et des normes privées est indispensable pour les affaires et l'accès aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

L'un des rôles de l'ONUDI dans le cadre du programme conjoint consiste à aider les PME à intégrer les normes et les principes sociaux et environnementaux dans leurs processus d'exploitation et leurs pratiques opérationnelles. Une réunion d'experts sur la responsabilité sociale des entreprises et les normes privées tenue en mars à Istanbul (Turquie) a rassemblé des multinationales s'approvisionnant en Turquie (dont les marques internationales Marks & Spencer, Otto Versand et H&M) ainsi que de grandes entreprises nationales du textile et des représentants du secteur privé local. L'objectif était d'élaborer un programme de soutien aux PME de fournisseurs s'appuyant sur le Programme REAP de l'ONUDI.

Le Programme REAP est au cœur de l'approche de l'ONUDI en matière de responsabilité sociale des entreprises. Il s'agit d'un outil de gestion et de communication d'informations fondé sur les principes de responsabilité sociale des entreprises qui aide les PME à appliquer ces principes et à ajuster les aspects économiques, sociaux et environnementaux de leurs activités en conséquence. En 2011, l'ONUDI a commencé à en élaborer une version révisée, REAP+, pour répondre aux besoins des fournisseurs mais aussi des acheteurs, en ajoutant des services de conseil et d'évaluation à l'offre de formation REAP existante. En 2012, l'offre REAP+ sera testée en Égypte et en Inde en collaboration avec le groupe METRO, ainsi qu'en Asie du Sud-Est dans le cadre d'un nouveau partenariat avec le groupe japonais de distribution AEON. Une coopération entre REAP+ et le Programme mondial de responsabilité sociale des entreprises (GSCP), initiative du secteur privé pour l'amélioration continue des conditions de travail et du respect de l'environnement dans les chaînes de valeur mondiales, a démarré en 2011. Elle favorisera des relations commerciales inclusives entre les groupements de fournisseurs et les membres du Programme mondial (producteurs et distributeurs de premier plan à l'échelle internationale) grâce à un programme de renforcement des capacités et à un système d'audit préalable des fournisseurs.

“Les entreprises doivent donner un sens concret à leur action et respecter les valeurs et principes qui font le lien entre toutes les cultures et tous les peuples.”

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Cette approche durable de développement des fournisseurs, mise en œuvre dans le cadre de partenariats entre secteur public et secteur privé conclus avec des entreprises multinationales, est une composante essentielle de la stratégie suivie par l'ONUDI pour être davantage présente dans les débats sur la responsabilité sociale des entreprises dans les années à venir.

Un autre projet fructueux exécuté en 2011 visait à aider les PME vietnamiennes à respecter les principes de responsabilité sociale des entreprises pour pouvoir accéder aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans le cadre du programme Switch Asia pour la promotion de la consommation et de la production durables en Asie, financé par l'Union européenne, l'ONUDI s'attache à diffuser une approche globale de la responsabilité sociale des entreprises auprès des PME de trois secteurs d'une économie vietnamienne en pleine croissance, à savoir le textile et l'habillement, le cuir et la chaussure et l'électronique, ainsi qu'à renforcer les institutions intermédiaires. Outre l'environnement et l'emploi, cinq thèmes supplémentaires ont été présentés à des représentants d'entreprises et des experts nationaux de la responsabilité sociale des entreprises: la gouvernance, les droits de l'homme, les pratiques opérationnelles équitables (y compris en matière de lutte contre la corruption et de droits de propriété intellectuelle), les préoccupations des consommateurs et le développement communautaire. Le

Forum sur la responsabilité sociale des entreprises lancé début 2011 au Viet Nam s'est révélé un outil de sensibilisation efficace. Cette série de manifestations multipartites régulières qui se sont tenues tout au long de l'année passée sur des thèmes en rapport avec la question ont beaucoup attiré l'attention des médias. Cette série se poursuivra en 2012 et abordera encore des questions nouvellement apparues, notamment les droits de propriété intellectuelle, la confidentialité des données et les déchets toxiques. Le Forum a joué un rôle important dans l'engagement qu'ont pris les agences gouvernementales d'adopter la norme internationale volontaire de l'Organisation internationale de normalisation ISO 26000:2010, intitulée *Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale*. C'est également grâce plus de 50 événements, tels que des ateliers, formations et séminaires, auxquels ont assisté environ 2 500 participants, que cette étape importante a pu être franchie.

Sur la base des précieuses expériences acquises et constatations faites au cours des deux dernières années, les outils REAP de l'ONUDI ont été révisés et sont en train d'être ajustés afin de refléter les dernières tendances en matière de responsabilité sociale des entreprises. Vers la fin de l'année 2011, la nouvelle approche REAP26 a été mise au point et testée au Viet Nam au cours de plusieurs sessions de formation s'adressant aux consultants, aux entreprises et aux organisations les représentant.



Un projet conjoint de l'ONUDI, de l'OIT et du PNUD cible les PME du secteur textile, qui est celui qui utilise le plus de main-d'œuvre en Turquie. Ce programme innovant vise à permettre aux entreprises locales d'atteindre le stade de la "compétitivité responsable", en augmentant leur productivité et en leur facilitant l'accès au marché, tout en améliorant les conditions de vie des communautés locales défavorisées des zones pauvres.

*Photo: ONUDI*

## UN BON RAPPORT COÛTS-RÉSULTATS DANS LE DOMAINE DES NORMES ET DE LA QUALITÉ

» Selon une étude indépendante récente portant sur neuf institutions multilatérales offrant des services d'assistance technique en matière de commerce, l'ONUDI se distingue comme "offrant un bon rapport coûts-résultats dans le domaine des normes et de la qualité, où l'Organisation dispose d'une compétence sans équivalent à l'échelle internationale".

D'après cette étude commandée par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad) et réalisée par une société de conseil suédoise, la principale force de l'ONUDI réside dans la fourniture d'une expertise technique de grande qualité et une capacité à répondre aux problèmes urgents au niveau national.

La Norvège fait partie des principaux donateurs de l'Organisation et se classe au second rang pour le renforcement des capacités commerciales. Depuis 2007, elle a soutenu 11 projets ou programmes relatifs au commerce par le biais de l'ONUDI, pour un montant total de l'ordre de 110 millions de couronnes norvégiennes (2007-2011). Ces projets portaient presque exclusivement sur le renforcement des capacités commerciales ainsi que sur la normalisation, la métrologie, les analyses et le contrôle de la qualité dans les pays les moins avancés d'Asie et d'Afrique. Après analyse et évaluation de l'assistance technique relative au commerce apportée par le biais des organisations multilatérales, l'étude parvient à la conclusion que l'ONUDI est "l'institution avec laquelle la Norvège présente la meilleure complémentarité".

Selon l'étude de la Norad, l'ONUDI dispose en matière de renforcement des capacités commerciales

d'un programme d'assistance technique complet qui se focalise sur les normes et la qualité. L'étude met également en avant le partenariat étroit qu'entretiennent la Norvège et l'ONUDI depuis la fin des années 1990 et mentionne la visibilité dont le pays a bénéficié par le biais de l'Organisation, ainsi que le rôle qu'il a joué dans la mise au point du programme de l'ONUDI sur le renforcement des capacités commerciales. Elle précise également que la Norvège a été le premier donateur, dans les années 1990, à s'intéresser aux normes commerciales et que l'ONUDI a, quant à elle, apprécié le soutien du pays. Lors de l'Examen global de l'Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce, en juillet, l'ONUDI a présenté 23 projets, dont neuf étaient financés par la Norvège.

Il y a longtemps que la Norvège a pris conscience de l'importance du commerce pour le développement, et l'assistance au commerce n'est pas un élément nouveau dans ses activités d'aide. Avec le lancement de l'initiative Aide pour le commerce en 2005 et la mise en place du Plan d'action de la Norvège sur l'Aide pour le commerce en 2007, cet engagement a été renforcé et l'aide a été de plus en plus acheminée par le biais d'organisations multilatérales. Les neuf organisations et programmes considérés dans l'étude ont reçu au total 97 % de l'aide multilatérale

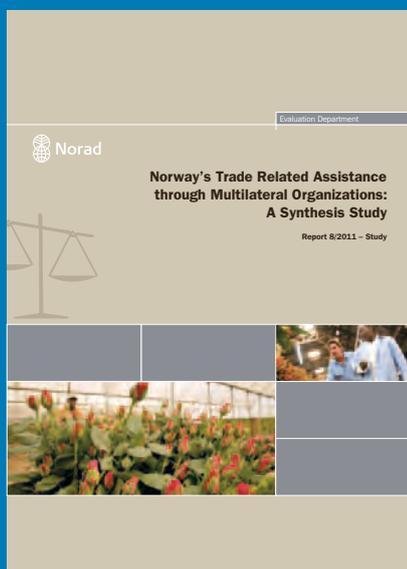


Photo: ©Istock.com/Colin y Linda McKie

au commerce attribuée par le pays depuis 2007. Si le Cadre intégré renforcé reste le principal vecteur de l'aide norvégienne, l'ONUDI arrive en seconde position et s'est vue récemment confier un rôle encore plus important en termes relatifs.

L'évaluation de la capacité de l'ONUDI à mettre en œuvre ses activités et à rendre compte de ses résultats dans les domaines liés au commerce auxquels la Norvège donne la priorité confirme que l'Organisation a une compétence particulière au niveau international en matière de normes et de qualité. En fait, la Norvège ayant été le premier donateur à s'intéresser aux normes dans un contexte commercial, un partenariat solide s'est noué entre l'ONUDI et la Norad. Cette même orientation thématique a ensuite été suivie par la Suisse et l'Union européenne.

L'étude de la Norad salue également le "degré élevé de transparence des évaluations entreprises par

l'ONUDI" elle-même ou à sa demande par de tierces parties. Pour sa part, la Norvège a soutenu, en 2009, une évaluation thématique des interventions techniques de l'ONUDI dans les domaines des normes, de la métrologie, des analyses et de la qualité qui soulignait la pertinence de ce type de projets et attirait l'attention sur la capacité de l'ONUDI à offrir une expertise technique de grande qualité et à s'attaquer aux questions urgentes.

Dans son évaluation de la capacité d'adaptation de l'ONUDI, l'étude relève les évolutions positives intervenues au cours de la dernière décennie. Les conclusions encourageantes qui y sont dégagées concernant la performance de l'Organisation se traduisent par une recommandation globale à poursuivre le soutien de la Norvège à l'ONUDI. Le rapport complet de la Norad peut être téléchargé à l'adresse suivante: [www.Norad.no/no/resultater/publikasjoner/evalueringer/publikasjon?key=387196](http://www.Norad.no/no/resultater/publikasjoner/evalueringer/publikasjon?key=387196).

» La nécessité de modes de production écologiquement durables et d'une utilisation plus rationnelle des ressources ne fait désormais plus débat.



## Environnement et énergie

Dans un contexte de pauvreté et d'inégalités économiques endémiques, la volatilité des coûts de l'énergie, des matières premières et des denrées alimentaires, combinée à des variations climatiques inquiétantes ainsi qu'à un déclin sensible de la santé des écosystèmes à l'échelle mondiale, a propulsé les questions énergétiques, de productivité et de sécurité des ressources au premier plan des priorités politiques mondiales. Les décideurs politiques se retrouvent confrontés à un dilemme: ils s'attachent à soutenir la croissance économique et à améliorer les niveaux de vie mais, dans le même temps, ils se doivent de réduire la consommation effrénée des ressources qui a été le moteur même de cette croissance économique par le passé.

La nécessité de modes de production écologiquement durables et d'une utilisation plus rationnelle des ressources ne fait désormais plus débat. Elle est particulièrement d'actualité pour les pays en développement, qui peuvent éviter les déboires environnementaux qu'ont connus les pays développés et tirer les leçons du passé pour construire dès le début des infrastructures industrielles plus vertes.

Dans le cadre de son initiative pour une industrie verte, lancée en 2009, l'ONUDI a adopté une stratégie en deux axes pour la mise en place d'un système industriel qui n'épuise pas les ressources naturelles de la planète ni n'alourdisse le fardeau de la pollution. Cette stratégie aide, d'une part, les industries existantes, quels que soient le secteur, la taille ou l'implantation géographique, à rendre leurs activités, leurs procédés et leurs produits plus respectueux de l'environnement et, d'autre part, les pays à créer de nouvelles industries vertes en favorisant le développement et la création d'entreprises qui fournissent des biens et services environnementaux. Au titre de son initiative pour une industrie verte, l'ONUDI s'emploie de plus en plus, par ses activités de coopération technique et de forum mondial, à aider les décideurs politiques, l'industrie et la communauté internationale à adopter les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales en matière d'efficacité énergétique, de productivité des ressources et d'atténuation du changement climatique, grâce à des instruments fondés sur le marché, à des mécanismes et à des partenariats efficaces.

Vu les bons résultats obtenus par l'ONUDI face aux menaces environnementales, cette initiative bénéficie aujourd'hui du soutien concret et de l'adhésion des États Membres, des autres organismes des Nations Unies ainsi que d'autres acteurs compétents prêts à agir en faveur de l'industrie verte. L'accueil enthousiaste qu'a reçu l'approche de l'ONUDI pour l'industrie verte en 2011 lui a permis de mieux se positionner dans les négociations préalables à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20) et pour la suite. Le présent chapitre décrit comment l'ONUDI a renforcé ses activités et ses services visant à améliorer le respect de l'environnement dans le secteur industriel au travers des trois

composantes thématiques de son programme pour l'environnement et l'énergie: production industrielle économe en ressources et à faible émission de carbone, accès à une énergie propre à des fins productives, et renforcement des capacités pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement.

## Production industrielle économe en ressources et à faible émission de carbone

### Activités de forum mondial et autres activités dans le cadre de l'initiative pour une industrie verte

Au cours de l'année 2011, l'initiative pour une industrie verte de l'ONUDI a suscité un intérêt considérable lors de plusieurs forums internationaux. En avril, en partenariat avec la Mission permanente de la République des Philippines auprès des Nations Unies, l'ONUDI a organisé une manifestation sur la promotion de stratégies et de programmes pour une production plus propre et économe en ressources dans les pays en développement et en transition. Cette manifestation avait pour but d'aider les États membres à parvenir à un consensus politique sur l'industrie verte à la dix-neuvième session de la Commission du développement durable et à la Conférence des Nations Unies sur le

développement durable (Rio+20) qui se tiendra en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil). Les débats se sont concentrés sur les moyens de garantir que les besoins des pays en développement, en transition ou émergents seront effectivement pris en compte dans le cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables qui sera examiné par les États membres à cette session. Les participants ont reconnu que les efforts internationaux déployés pour accélérer la transition vers des modèles de consommation et de production durables devaient s'appuyer sur les expériences passées et les institutions existantes, telles que le programme de centres nationaux pour une production plus propre de l'ONUDI et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Ils sont également parvenus à la conclusion que, dans la mesure où la démarche de production plus propre et économe en ressources était applicable à tous les pays quel que soit leur niveau de développement, elle devrait avoir une portée mondiale.

En mai, l'ONUDI a présenté son concept d'industrie verte lors du quatrième Congrès écologique international Nevsky, réuni pour répondre aux défis environnementaux mondiaux et promouvoir la sécurité environnementale au travers du renforcement de la coopération transfrontalière et de l'élaboration d'une législation environnementale dans les pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI) (voir également chapitre 3). Cette manifestation, qui s'est tenue à Saint-Petersbourg (Russie), a été organisée



Le quatrième Congrès écologique international Nevsky, coorganisé par l'ONUDI, s'est tenu dans l'amphithéâtre du Palais Tavrisheskiy, à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) en mai.

Photo: ONUDI

conjointement par l'Assemblée interparlementaire de la CEI, le Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale russe et l'ONUDI. Elle a débouché sur une déclaration sur l'industrie verte pour la préservation de l'environnement, qui reflète l'engagement des États nouvellement indépendants en faveur de cette initiative et sur laquelle ces États, mais aussi le système des Nations Unies et ses institutions spécialisées, pourront s'appuyer dans la préparation de la Conférence Rio+20.

En juin, l'Assemblée générale des Nations Unies a organisé un débat sur l'économie verte comme voie vers le développement durable. Dans le cadre de ce débat thématique et à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin, l'ONUDI et le PNUE ont organisé le 2 juin, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, une manifestation parallèle sur l'économie verte, les services écosystémiques et l'utilisation rationnelle des ressources qui mettait plus particulièrement l'accent sur les forêts et les industries forestières. Les débats se sont concentrés sur la nécessité d'une utilisation rationnelle des ressources, et il a été reconnu que les services écosystémiques jouaient un rôle déterminant dans la production de nombreux biens et services essentiels à une population mondiale en augmentation.

En octobre, l'ONUDI et le Ministère jordanien de l'environnement ont organisé le Forum méditerranéen sur les écovilles consacré à l'eau et à la gestion des déchets, qui s'est tenu à Marseille (France), dans le cadre de la Semaine économique de la Méditerranée (voir également chapitre 3). Il s'agissait de la deuxième édition d'une série de forums visant

à renforcer la capacité des villes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à faire face à leurs problèmes environnementaux les plus graves. Des municipalités de la région et des représentants des secteurs public et privé se sont réunis afin de trouver des solutions aux différents défis environnementaux à relever dans les centres urbains, tout en promouvant tant la croissance économique que la responsabilité sociale. Outre l'eau et la gestion des déchets, thèmes principaux du forum, les participants ont également abordé des questions transversales telles que l'efficacité énergétique et les mécanismes de financement.

La Conférence de Tokyo sur l'industrie verte, qui s'est tenue en novembre et où quelque 500 participants ont décrit les progrès de l'industrie verte dans leurs pays respectifs, a également été un événement international important (voir chapitres 1 et 3). Cette conférence de haut niveau qui a duré trois jours et qui a été animée par le Directeur du Bureau de l'ONUDI à New York a permis de promouvoir le transfert et la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour le développement d'une industrie verte. Elle a également encouragé l'échange de données d'expérience sur les programmes et les initiatives pour une industrie verte faisant intervenir les secteurs public et privé.

En septembre, l'ONUDI a collaboré avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, le PNUE, l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières, la Ligue des États arabes et l'Agence

Le stand de l'ONUDI à la Conférence de Tokyo sur l'industrie verte a été mis en place par le BPIT de Tokyo. Grâce aux activités connexes organisées en collaboration avec l'exposition sur les écotecnologies INCHEM 2011, la Conférence de Tokyo a permis de mettre en rapport les besoins en matière de technologie environnementale des pays en développement participants et l'offre internationale des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques dans le domaine de l'environnement.

*Photo: ONUDI*



allemande de coopération internationale à la définition d'un plan d'action pour le développement des industries vertes dans les pays arabes. Une conférence sur les industries vertes et la création d'emploi, qui s'est tenue à Beyrouth, a réuni des experts nationaux issus des pays arabes ainsi que des experts internationaux de la question et des représentants d'organisations régionales et internationales pertinentes et d'organisations de la société civile actives dans les domaines de l'industrie et de l'environnement.

## Production plus propre et économe en ressources

Comme suite à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont lancé des projets pilotes pour une production plus propre afin de présenter des procédés de production plus écologiques dans une série de pays en développement. Le succès de cet exercice pilote a conduit au lancement, deux ans plus tard, d'un programme conjoint de l'ONUDI et du PNUE consistant en la mise en place de centres nationaux pour une production plus propre. On compte actuellement 47 centres et programmes de ce type à travers le monde<sup>1</sup>, qui fournissent aux gouvernements, aux entreprises, aux établissements d'enseignement et à d'autres acteurs une gamme de services relatifs aux méthodes, pratiques, politiques et techniques de production plus propre. Ils assurent également la promotion d'une production plus propre auprès du public. Initialement conçus comme des projets placés sous l'égide d'associations professionnelles nationales, d'instituts technologiques ou d'universités, les centres nationaux pour une production plus propre sont devenus administrativement et financièrement indépendants de l'ONUDI et du PNUE.

La capacité des centres nationaux pour une production plus propre à faire avancer les choses repose essentiellement

sur un travail en réseau et une gestion des connaissances efficaces entre eux et les autres organisations qui fournissent des services pour une production plus propre et économe en ressources. Une réunion de lancement du réseau pour une production plus propre et économe en ressources de l'ONUDI et du PNUE a été accueillie par le Gouvernement suisse en octobre 2009. Les deux organisations apportent leur appui au réseau dans le cadre du Programme conjoint pour une production plus propre et économe en ressources. En 2011, le réseau mondial pour une production plus propre et économe en ressources (RECPnet), composé dans un premier temps de 41 centres nationaux pour une production plus propre ainsi que d'autres fournisseurs de services connexes d'envergure nationale, infranationale et régionale, a démarré ses activités. Son Comité exécutif s'est réuni à deux reprises en 2011. De nouveaux membres peuvent désormais adhérer au réseau en qualité de membre ordinaire, associé ou observateur.

Pour appuyer les activités du réseau RECPnet, un système mondial de gestion des connaissances relatives à une production plus propre et économe en ressources, s'adressant initialement aux pays arabes, a été lancé en juin lors d'une réunion qui s'est tenue à Tunis. La première assemblée des membres du réseau et la deuxième conférence du réseau ont eu lieu en octobre à Nairobi. La Déclaration de Nairobi sur le réseau mondial pour une production plus propre et économe en ressources dans les pays en développement et en transition a été signée par les représentants de 32 membres du réseau et par 10 fournisseurs de services connexes.

Une réunion régionale sur la production plus propre et économe en ressources dans les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a été organisée en janvier à Jakarta par l'ONUDI et le Secrétariat de l'ASEAN, afin de mieux sensibiliser à l'industrie verte dans la région. Les résultats du Programme pour une production plus propre et économe en ressources dans les pays membres de l'ASEAN (notamment au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam) y ont été présentés et les perspectives et stratégies d'extension et de généralisation de la production plus propre et économe en ressources à d'autres pays de l'ASEAN y ont été examinées. La réunion a été ouverte par le Ministre adjoint à l'industrie de l'Indonésie et le Secrétaire général adjoint de l'ASEAN, et les principaux donateurs du Programme pour une production plus propre et économe en ressources, l'Autriche et la Suisse, s'y sont fait représenter.

---

<sup>1</sup>Centres et programmes nationaux de l'ONUDI et du PNUE pour une production plus propre dans le monde — *Afrique et pays arabes*: Afrique du Sud, Cap-Vert, Égypte, Éthiopie, Kenya, Liban, Maroc, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Tunisie et Zimbabwe; *Amérique latine*: Bolivie (État plurinational de), Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et Pérou; *Asie et Pacifique*: Cambodge, Chine, Inde, République de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka et Viet Nam; *Europe et Asie centrale*: Albanie, Arménie, Bulgarie, Croatie, ex-République Yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Hongrie, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie et Ukraine.



**Les centres nationaux pour une production plus propre,** les centres sur les technologies énergétiques et d'autres initiatives ont démontré que la préservation des ressources, de l'énergie et de l'environnement était globalement profitable aux entreprises, à l'environnement et au développement en général. La démarche conjointe de l'ONUDI et du PNUE s'est révélée très efficace, car elle s'appuie sur un soutien continu sur le long terme, un meilleur accès aux connaissances et à l'information ainsi que le renforcement des capacités et le transfert de compétences. L'expérience de l'ONUDI montre qu'une formation pratique sur site, des évaluations, des outils et des orientations adaptés et des systèmes nationaux de soutien constituent les moyens les plus efficaces de mobiliser en faveur de modes de production durables et de permettre aux entreprises de travailler activement dans ce sens. Ensemble, ces centres ont produit à l'échelle des entreprises des milliers d'exemples démontrant les bénéfices d'une production plus propre et économe en ressources. Dans de nombreux cas, les entreprises engagées dans des démarches de promotion de l'industrie verte ont joué un rôle de premier plan en sensibilisant les entreprises de leur secteur ou filière, et en leur apportant conseils et assistance.

## Leasing chimique

Le leasing chimique est un modèle commercial fondé sur la notion de service, qui privilégie la valeur ajoutée à l'augmentation du volume des ventes. Le producteur vend les fonctions du produit chimique au lieu du produit chimique lui-même. Ceci est parfaitement en accord avec la démarche pour une industrie verte de l'ONUDI. L'association d'une production plus propre et économe en ressources et du leasing chimique s'est révélée avantageuse tant pour l'économie que pour l'environnement et peut s'appliquer à des secteurs de tailles diverses dans les pays en développement et en transition. Elle bénéficie aux associations professionnelles et sectorielles, aux instituts de recherche, aux institutions publiques et aux consultants et experts nationaux. L'ONUDI a créé un site Internet consacré au leasing chimique ([www.chemicalleasing.com](http://www.chemicalleasing.com)) et produit des documents d'information afin de promouvoir ce concept.

Le leasing chimique constitue la réponse de l'ONUDI à la gestion non durable des produits chimiques dans l'industrie et au manque de coopération entre les producteurs et les utilisateurs de ces produits. Se plaçant dans une perspective de prévention, l'ONUDI propose des conseils pratiques sur les façons dont l'industrie peut améliorer son efficacité tout en réduisant la consommation de produits chimiques dangereux qui nuisent tant à la santé humaine qu'à l'environnement. Elle a lancé ses premiers projets de démonstration sur le leasing chimique en 2004, avec le soutien du Gouvernement autrichien et en coopération étroite avec les centres nationaux pour une production plus propre, en Égypte, en Fédération de Russie et au Mexique, puis en Colombie, en Serbie et à Sri Lanka en 2008 quand l'Allemagne a rejoint l'initiative. En 2011, plusieurs activités régionales menées en coopération avec les centres nationaux pour une production plus propre ont débuté au Brésil, en Croatie et au Nicaragua.

L'un des résultats les plus visibles auxquels aient donné lieu les activités que l'Organisation a menées dans ce domaine au cours de l'année 2011 a été la publication d'un guide présentant pas à pas le leasing chimique. Les principales mesures à prendre pour la bonne mise en place du leasing chimique dans différents secteurs industriels et pays y sont décrites, ainsi que les procédures de suivi. Qu'il s'agisse de l'analyse de marché détaillée, du processus de sélection ou de la détermination des secteurs et des entreprises les plus indiqués dans un pays donné, le guide fournit une aide à la mise en œuvre et au suivi des modèles commerciaux à l'échelle d'un site. L'expérience a montré que le

leasing chimique était particulièrement intéressant pour des procédés qui ne constituaient pas le cœur de métier de l'utilisateur du produit, tels que le nettoyage, le dégraissage ou la peinture.

Le leasing chimique va dans le sens du septième objectif du Millénaire pour le développement, à savoir la préservation de l'environnement. Sa mise en œuvre, ainsi que celle des concepts, pratiques et technologies connexes, réduit les niveaux de déchets, de pollution et de ressources consommées, contribue à ralentir la dégradation de l'environnement et favorise la durabilité des ressources naturelles. L'ONUDI crée une demande par le biais de projets de démonstration, d'activités de sensibilisation, de la diffusion d'informations techniques et de formations. Le leasing chimique s'inscrit également dans la logique du huitième objectif du Millénaire pour le développement, qui vise la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement, puisque les entreprises et autres organisations qui envisagent d'y recourir sont encouragées et soutenues, ce qui favorise la création ou le renforcement des partenariats à différents niveaux. Au niveau mondial, un groupe de travail international reproduit les meilleures pratiques, méthodes et démarches de mise en œuvre du leasing chimique, avec le plein soutien de l'ONUDI et du réseau des centres nationaux pour une production plus propre.

Le Groupe de travail international sur le leasing chimique a tenu une réunion en mai à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) afin de débattre de l'application et du potentiel de modèles commerciaux innovants dans divers pays et secteurs. Au niveau des pays, des groupes de travail nationaux renforcent la collaboration avec les parties prenantes concernées, notamment le secteur privé, les gouvernements nationaux et locaux, les organismes de recherche et le milieu universitaire. Le leasing chimique se prête à une coopération Sud-Sud: le partage des données d'expérience et des savoir-faire acquis par les pays participants permet la réplique dans les pays voisins. Ainsi, les centres nationaux pour une production plus propre de Colombie et de Serbie, qui ont obtenu de très bons résultats en matière de leasing chimique, se sont mis en relation avec d'autres centres nationaux de leurs régions respectives et ont organisé des ateliers nationaux d'information en Croatie et au Nicaragua.

## Gestion des substances dangereuses

En mars à Vienne, l'ONUDI a organisé un atelier international sur les substances dangereuses tout au long du cycle de

vie des produits électriques et électroniques, en coopération avec le Secrétariat de la Convention de Bâle et le Secrétariat de la Convention de Stockholm. L'atelier faisait suite à la deuxième Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques qui s'était tenue en 2009 à Genève. Plusieurs groupes de travail se sont penchés sur différentes étapes du cycle de vie des produits électriques et électroniques et ont approuvé une série de recommandations concernant des problématiques en amont, en aval et à des stades intermédiaires du cycle de vie.

La dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination s'est tenue en octobre à Carthagène (Colombie). Le thème de cette réunion était la prévention, la réduction et le recyclage des déchets. L'ONUDI a organisé une manifestation parallèle, qui a connu un franc succès, sur le leasing chimique comme solution commerciale fondée sur la notion de service pour la gestion rationnelle des produits chimiques et la réduction des déchets.

## Gestion de l'eau

Grâce à son unité spécialisée dans la gestion de l'eau, l'ONUDI est en mesure d'offrir une gamme de services destinés à améliorer la productivité de l'eau dans l'industrie et à éviter le rejet d'effluents industriels dans les eaux internationales. Son objectif, la préservation des ressources en eau pour les générations futures, requiert une approche en trois axes: la gestion durable des ressources écosystémiques, le transfert d'écotechnologies et la protection de l'environnement et de la santé humaine contre les polluants toxiques.

## Gestion durable des ressources et des services écosystémiques

L'ONUDI a bien progressé au cours de l'année 2011 sur plusieurs projets concernant le grand écosystème marin du courant de Guinée mis en œuvre dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Une évaluation de cet écosystème a été présentée aux principales parties prenantes, ce qui a conduit les pays de la région à prendre un certain nombre de mesures: au total, 9 rapports sur la surveillance des zones côtières, 11 sur la pollution et 12 sur la biodiversité ont été produits, et 10 nouveaux profils de zones côtières, 16 plans d'action nationaux concernant des activités terrestres et 15 plans d'action nationaux ont été établis. Le Ghana a mis en place un projet

de démonstration sur la polyculture et l'aquaculture commerciales en zone côtière. À la suite d'un projet de démonstration mené dans l'estuaire du fleuve Cross, principal cours d'eau du sud-est du pays, le Nigéria a défini des sites prioritaires pour la réhabilitation de la mangrove. Au Cameroun, un projet de démonstration sur la gestion des zones côtières est arrivé à terme et ses résultats ont été présentés au cours d'un atelier qui s'est tenu en septembre. Des efforts particuliers ont été faits en 2011 pour impliquer davantage les femmes dans les activités des projets sur le grand écosystème marin du courant de Guinée, dans le but de parvenir à la parité des sexes.

Au cours de l'année, l'ONUDI a organisé et coorganisé de nombreuses réunions et manifestations sur le grand écosystème marin du courant de Guinée, notamment le débat technique que le groupe de travail ministériel a eu à sa réunion de janvier à Brazzaville; la première Conférence des partenaires du grand écosystème marin du courant de Guinée, en février à Douala (Cameroun); un atelier sous-régional sur l'aquaculture et la mariculture, en février à Accra; la neuvième Réunion des parties contractantes au Protocole à la Convention d'Abidjan relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique, en mars à Accra; la huitième réunion du Comité directeur régional du grand écosystème marin du courant de Guinée, en mai à Accra; un atelier régional sur les politiques en matière d'utilisation de dispersants en Afrique de l'Ouest et du Centre, en juin à Accra; une formation sur les techniques de surveillance de la pollution des eaux littorales dans le Golfe de Guinée, en juillet à Lagos (Nigéria); et un atelier régional de formation sur le respect, le suivi et la mise en œuvre de la Convention pour la gestion des eaux de ballast, en septembre à Lomé (Togo).

## Transfert d'écotechnologies

L'ONUDI possède une grande expérience dans le domaine du transfert d'écotechnologies pour le traitement des points de pollution aiguë des cours d'eaux partout dans le monde. L'assistance qu'elle a apportée aux pays riverains du Danube au début de ce millénaire s'est révélée très efficace et a ouvert la voie à des projets analogues dans d'autres régions. Le projet a ciblé avec succès 17 grands pollueurs industriels et les a aidés à réduire leur incidence sur le bassin fluvial. Il a été suivi par des projets analogues dans le sud-est de la Méditerranée et en Amérique centrale. En 2011, un nouveau projet de transfert d'écotechnologies a été lancé au Cambodge (voir encadré).

**Nombre des 15 millions d'habitants que compte le Cambodge sont des fermiers et des pêcheurs** qui dépendent, pour leur subsistance, des ressources du Mékong. La croissance économique et l'industrialisation rapides, couplées à l'accroissement de la population, dégradent l'environnement et en particulier les ressources en eau du pays. Grâce à un financement de l'Agence coréenne de coopération internationale, l'ONUDI exécute un projet visant à améliorer la qualité des eaux du Mékong et de ses affluents et à réduire les effets nocifs des activités industrielles. Le projet montrera aux institutions, aux entreprises et aux experts nationaux comment, par le transfert d'écotechnologies, faire des défis environnementaux actuels des débouchés. Il permettra également d'accroître la compétitivité des entreprises tout en améliorant leur performance environnementale. Le projet a bien démarré en 2011, avec la fin de l'intervention au niveau des sites critiques et l'introduction généralisée de la démarche intégrée de transfert d'écotechnologies dans les entreprises retenues, et il a déjà donné quelques résultats impressionnants.



Le programme de gestion de l'eau de l'ONUDI bénéficie aux populations partout dans le monde.

*Photo: ONUDI*

### **Protection de l'environnement et de la santé humaine contre les polluants toxiques**

Le mercure est classé par l'Organisation mondiale de la Santé parmi les dix produits chimiques les plus dangereux pour la santé publique. Chez l'homme, l'exposition au mercure peut affecter le système nerveux et provoquer des troubles du comportement. Une fois rejeté, le mercure persiste dans l'environnement, où il se déplace dans l'air, l'eau, les sédiments et les sols. Il peut être hautement toxique pour l'homme et la faune sauvage et pénétrer les réseaux trophiques via les poissons contaminés. En 2005,

le Conseil d'administration du PNUE a mis en place un partenariat mondial touchant sept domaines, afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les rejets de mercure et de ses composés en réduisant autant que possible les rejets anthropogéniques dans l'air, l'eau et les sols à l'échelle mondiale ou, lorsque cela est possible, en les éliminant. L'ONUDI est l'organisme de référence du partenariat pour ce qui est de l'extraction artisanale ou à petite échelle de l'or. Dans ce domaine, le partenariat s'est fixé pour objectif une réduction de 50 % de la demande de mercure à l'horizon 2017.

En 2011, l'ONUDI a confirmé son rôle de chef de file dans le domaine de l'extraction artisanale ou à petite échelle de l'or, avec l'élaboration d'un nouveau traité sur le mercure au cours d'une réunion qui s'est tenue en novembre à Nairobi. Une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques a été validée pour le Mali, et le FEM a approuvé le financement d'un projet régional dans trois pays francophones d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal.

L'ONUDI a également pu s'appuyer sur le succès du Projet d'inventaire mondial mené en partenariat avec la Commission européenne et l'Institut Blacksmith, organisation internationale à but non lucratif qui travaille sur l'élimination des sources de pollution potentiellement mortelles dans les pays en développement. Un projet lui faisant suite a été mis au point et doté d'un budget six fois plus important.

## Accès à une énergie propre à des fins productives

Les États membres se tournent plus que jamais vers l'ONUDI pour qu'elle les aide à relever des défis qui paraissent inconciliables: subvenir aux besoins de leur population croissante tout en luttant contre l'épuisement des ressources de la planète, la dégradation de l'environnement et les changements climatiques irréversibles. Ceci constitue un fardeau considérable, en particulier pour les pays les moins avancés. L'ONUDI s'engage à leur apporter tout l'appui dont ils ont besoin pour permettre à leurs industries d'accéder à des sources d'énergie propres et écologiques. À l'instar de tout pays aux premiers stades de son développement industriel, ils devront s'engager dans deux voies à la fois: un basculement vers des sources d'énergie nouvelles, renouvelables et surtout durables, et une utilisation plus efficace des sources d'énergie existantes.

Tandis que les négociations se poursuivent pour parvenir à un nouveau traité international sur le climat définissant des objectifs dans le domaine de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, il est impératif que les organisations des secteurs public et privé, au niveau national ou international, poursuivent leurs efforts en matière d'atténuation du changement climatique et trouvent un juste équilibre entre, d'un côté, des objectifs de développement tels que la croissance économique mondiale, l'accès universel à l'énergie et la réduction progressive de la pauvreté et, de l'autre, la nécessité de préserver l'environnement.

Les défis mondiaux appellent une réponse mondiale et l'ONUDI a beaucoup fait pour promouvoir les objectifs de la communauté internationale en matière d'énergie et d'atténuation du changement climatique. Parmi les principales activités et contributions de l'ONUDI dans ce domaine en 2011 figurent le Forum de l'énergie de Vienne, présenté en détail en fin de chapitre, la parution de la norme internationale ISO 50001 sur la gestion de l'énergie, le lancement de la feuille de route technologique pour la séquestration du carbone, et l'écologisation de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) (voir chapitre 1, rubrique spéciale, et paragraphes ci-après).

Tout au long de l'année 2011, l'ONUDI a cherché à renforcer ses programmes sur l'efficacité énergétique dans l'industrie et les technologies faisant appel aux sources d'énergie renouvelables à des fins productives industrielles, en particulier dans les petites et moyennes entreprises (PME) manufacturières qui ont des besoins en énergie importants. Les normes de gestion de l'énergie et les technologies faisant appel aux sources d'énergie renouvelables sont autant d'éléments qui permettent aux pays en développement de s'engager sur une voie de développement à faible émission de carbone qui associe efficacité énergétique, production d'énergie et substitution des combustibles par des énergies renouvelables, tout en accroissant la compétitivité du secteur productif et en créant de la richesse. L'ONUDI a fait de nouveaux progrès en ce qui concerne les technologies, les procédés et la conception de produits propres et à faible émission de carbone. Elle a fait connaître les applications industrielles des systèmes solaires photovoltaïques, de l'énergie solaire thermique et de l'utilisation de la biomasse et des déchets pour la production d'énergie. Les technologies à faible émission de carbone restent un domaine central, dans lequel sont menés des programmes sur les applications de la technologie de l'hydrogène à la gestion de l'énergie, sur les piles à combustible stationnaires ou embarquées et sur les techniques de séquestration du carbone dans différents secteurs industriels. Le portefeuille de projets de l'ONUDI portant sur l'énergie et bénéficiant d'un financement du FEM s'est rapidement accru, et l'objectif est d'engager plus de 100 millions de dollars à ce titre sur la période 2012-2013. Plusieurs projets sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables financés par le FEM sont en cours d'exécution, et l'ONUDI a pu obtenir le cofinancement requis de la part des partenaires nationaux, des institutions financières locales et régionales et du secteur privé.

## Solutions pour un développement industriel durable

L'ONUDI propose des solutions intégrées en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique pour un développement industriel durable. Elle s'efforce de promouvoir une utilisation propre et efficace de l'énergie, de soutenir les activités productives dans les zones rurales en mettant à disposition des sources d'énergie modernes et renouvelables, et d'accroître le recours aux énergies renouvelables dans l'industrie. L'ONUDI aide les pays en développement et en transition à :

- Accroître la compétitivité de leur industrie en améliorant l'efficacité énergétique et la productivité;
- Réduire les émissions de carbone de l'industrie en promouvant des technologies efficaces, exploitant les sources d'énergie renouvelables et à faible émission de carbone;
- Renforcer l'accès des pauvres à des services énergétiques modernes basés sur des technologies exploitant les sources d'énergie renouvelables; et
- Améliorer la viabilité des entreprises en augmentant le recours à des sources d'énergie renouvelables locales.

L'ONUDI a lancé la mise en œuvre de projets sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans neuf pays, dans le cadre du Programme stratégique du FEM sur l'énergie pour l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'un projet régional de coordination favorisant la gestion des connaissances, le renforcement des capacités, la cohérence et la coordination. Dans le domaine de l'efficacité énergétique dans l'industrie, l'ONUDI a employé prioritairement ses efforts et ses ressources à promouvoir et soutenir les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales, se concentrant notamment sur les systèmes de gestion de l'énergie, l'optimisation des systèmes énergétiques et l'évaluation comparative.

Cette année a également été marquée par d'impressionnants progrès de portée transversale, avec la publication à Genève de la norme internationale ISO 50001 sur la gestion de l'énergie. Ce texte démontre l'importance des normes en tant que règles de bonne pratique sur la base desquelles fonder des politiques générales plus fermes en matière d'efficacité énergétique, faire évoluer la gestion et les comportements en faveur de l'efficacité énergétique dans l'industrie et, au final, optimiser l'allocation des ressources et les investissements.

L'ONUDI continue d'apporter son aide aux pays au travers d'activités de coopération technique portant à la fois sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et l'amélioration des politiques générales, afin de favoriser l'utilisation de technologies faisant appel aux sources d'énergie renouvelables pour la production d'énergie et l'application

des normes d'efficacité énergétique. L'année prochaine, l'accent sera mis sur l'accroissement de la mobilisation du secteur privé, la promotion de technologies à faible émission de carbone innovantes, le renforcement de la coopération avec les banques de développement régionales et l'action en faveur de l'accès à l'énergie.

### Énergies renouvelables

Les sources d'énergie renouvelables et les technologies qui y font appel offrent aux pays en développement la possibilité d'aller vers un développement durable et, ce faisant, de créer des emplois localement grâce à un accès décentralisé à l'énergie et de suivre une voie de développement à faible émission de carbone qui conduise à une compétitivité accrue du secteur productif, une réduction de la pauvreté et une élévation du niveau de vie.

En janvier, l'ONUDI a publié son analyse du potentiel à long terme des énergies renouvelables dans les applications industrielles. Il en ressort qu'à l'horizon 2050, jusqu'à 21 % de l'énergie et de la matière première énergétique utilisées dans l'industrie manufacturière pourrait provenir de sources renouvelables. Le secteur agroalimentaire représente la moitié de ce potentiel, en raison de la forte demande en procédés thermiques à basse température. Loin devant les autres sources d'énergie renouvelables, c'est la biomasse qui présente le potentiel le plus important dans l'industrie, avec près de 900 millions de tonnes équivalent pétrole de biomasse primaire (matière première et énergie industrielle),

contre environ 250 tonnes de chaleur industrielle issues de systèmes solaires ou thermiques et de pompes à chaleur. L'utilisation du biogaz issu de l'industrie agroalimentaire (élevage de bétail et de volailles, par exemple) en est un exemple frappant, mais d'autres secteurs industriels présentent également des possibilités intéressantes de génération d'électricité et de chaleur, ou de production de biocarburants et de substances biochimiques à partir de la biomasse. La biomasse peut également constituer une ressource capitale pour des produits organiques de synthèse tels que les fibres, détergents, lubrifiants et solvants. Environ 10% de la matière première utilisée pour la fabrication de ces produits est d'origine organique naturelle. Ce chiffre inclut la cellulose issue du bois et les huiles naturelles utilisées pour la synthèse de polyols et d'autres matières premières chimiques. En conclusion, les énergies renouvelables peuvent contribuer à hauteur de 10% environ à la réduction des émissions de gaz à effet de serre découlant des procédés industriels, ce qui équivaut à près de deux milliards de tonnes de CO<sup>2</sup>, soit le quart de la réduction totale des émissions de CO<sup>2</sup> du secteur.

En avril, des experts en énergie géothermique de neuf pays du Système du rift est-africain (Burundi, Comores, Érythrée, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie et Zambie) se sont rendus au Mexique pour une semaine d'étude dans le cadre de l'initiative de coopération interrégionale de l'ONUDI sur les énergies renouvelables à des fins industrielles et productives, qui concerne la géothermie. Pendant leur séjour au Mexique, les participants ont suivi un séminaire intensif sur l'énergie géothermique à l'Institut de recherche en électricité de Cuernavaca et ont pris part à plusieurs visites de laboratoires et d'installations géothermiques. Le séjour a été organisé et soutenu par l'ONUDI en collaboration avec le Gouvernement mexicain, en particulier le Ministère de l'énergie et celui des affaires étrangères, ainsi que la Commission fédérale de l'électricité. Il a été précédé d'une réunion d'experts internationale qui s'est tenue au siège de l'ONUDI à Vienne, et d'un atelier technique qui a eu lieu au Centre international pour la science et la haute technologie de l'ONUDI à Trieste (Italie). Le programme a posé les bases d'une coopération tripartite sur l'énergie géothermique entre l'Afrique, le Mexique et l'ONUDI pour l'exploitation de cette ressource, le transfert de connaissances et le développement technologique. Il constitue également un exemple fort de ce qui se fait de mieux en matière de coopération Sud-Sud.

En 2011, l'ONUDI a achevé deux projets sur les énergies renouvelables financés dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action", respectivement au Burundi et en Sierra Leone, et a obtenu un financement supplémentaire pour augmenter de 300 kW la capacité installée de l'usine de Mutobo, au Rwanda, l'un des succès de l'ONUDI en matière de petits projets hydroélectriques. Le projet mené au Burundi consistait en une augmentation de capacité de 300 kW d'une petite centrale hydroélectrique pour soutenir des activités productives. Le projet exécuté en Sierra Leone concernait la fourniture d'électricité, à partir d'un système solaire photovoltaïque, à des centres de croissance existants de l'ONUDI. L'électricité générée a permis d'améliorer la qualité et le volume des activités productives et a démontré qu'il était possible de reproduire rapidement l'expérience. Ces projets menés à bien dans le cadre du Fonds du programme "Unis dans l'action" font suite à la mise en œuvre, en 2010 au Mozambique, d'un projet analogue qui a obtenu une distinction lors de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud de 2011 (voir encadré).

Le Fonds d'affectation spéciale pour les énergies renouvelables a été mis en place par l'ONUDI principalement pour financer des projets visant à accroître l'utilisation des énergies renouvelables à des fins productives dans les pays en développement, en veillant particulièrement à faire intervenir le secteur privé. Avec 22 projets menés dans 15 pays, la couverture géographique est vaste. Les 240 000 dollars investis pourraient susciter un financement de 50 millions de dollars au titre du FEM et 176 millions de dollars de cofinancement.

## Efficacité énergétique

Le programme de l'ONUDI sur l'efficacité énergétique dans l'industrie s'appuie sur la longue expérience de l'Organisation dans les domaines du développement industriel et du transfert de technologies. Il constitue l'un des piliers fondamentaux du concept d'industrie verte que promeut l'ONUDI. En fournissant à la fois des services d'appui à l'élaboration de politiques et de normes et des services de renforcement des capacités à tous les acteurs du marché, l'ONUDI cherche à améliorer l'efficacité énergétique dans l'industrie et, *in fine*, à transformer le marché. Le programme sur l'énergie s'articule autour de quatre domaines thématiques principaux: les systèmes et les normes de gestion de l'énergie, l'optimisation des systèmes énergétiques, les techniques de fabrication avancées et à faible émission de carbone, et l'évaluation comparative, le suivi et la vérification.



Au Rwanda, les efforts visant à réduire la pauvreté et à favoriser la croissance économique sont entravés par l'absence d'électricité. Grâce à l'installation récente d'une petite centrale hydroélectrique dans le village de Kitabura — qui fait partie des projets fructueux de petites centrales hydroélectriques de l'ONUDI au Rwanda — ces écoliers sont désormais les fiers utilisateurs d'ordinateurs portables fonctionnant à l'hydroélectricité.

*Photo: ONUDI*

**Lors de l'Exposition mondiale des Nations Unies sur le développement Sud-Sud de 2011, qui s'est tenue en décembre au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, le programme conjoint de l'ONUDI et de la FAO concernant le recours à l'énergie solaire pour l'irrigation au Mozambique a reçu une distinction dans la catégorie innovation.**

La localité de Ndombé, qui compte 1 000 habitants, se trouve dans le district de Chicualacuala, à environ 500 km au nord-ouest de Maputo, dans l'une des régions les plus arides et les plus reculées du Mozambique. Elle a récemment connu des épisodes climatiques extrêmes qui ont été attribués au changement climatique. Afin de mieux gérer le peu d'eau dont ils disposent, les habitants ont créé une association de maraîchers qui regroupe 64 membres; chacun cultivait une parcelle irriguée par un système collectif selon lequel une pompe actionnée par un générateur diesel puisait l'eau dans le lagon infesté de crocodiles. Cependant, à cause de défaillances mécaniques ou de pénuries de carburant, ce système était souvent hors d'usage et les villageois devaient alors aller puiser l'eau directement dans le lagon au péril de leur vie. Dans le cadre du programme conjoint sur la prise en compte des questions environnementales et l'adaptation au changement climatique, financé par le Fonds du programme "Unis dans l'action", la FAO et l'ONUDI ont installé un système de pompage solaire photovoltaïque dans le jardin collectif de Ndombé. Les panneaux solaires

polycristallins fabriqués en Chine permettent désormais de pomper l'eau du lagon pour alimenter trois citernes de 10 m<sup>3</sup> de fabrication locale. Sous l'effet de la gravité, l'eau s'écoule ensuite sur 200 m dans des tuyaux flexibles qui irriguent les parcelles individuelles. Le système a été mis en service en décembre 2009. Grâce à ce transfert de technologie Sud-Sud, les membres de l'association de Ndombé peuvent désormais cultiver leurs parcelles toute l'année; ainsi, la communauté bénéficie d'un approvisionnement alimentaire plus régulier tout au long de l'année, des revenus sont générés par la vente de la production dans la localité ou alentours, et des possibilités d'emploi sont offertes aux femmes, qui représentent la majorité des cultivateurs. Ce système a aussi mis fin à la corvée et au danger que constituait, pour les femmes et les enfants, le fait de devoir transporter l'eau depuis le lagon. Dans le cadre de ce projet, la communauté a été formée à l'exploitation et à la maintenance du système. Elle perçoit des droits d'utilisation qui lui permettent de couvrir ses coûts et, surtout, de développer le système en fonction de l'augmentation des besoins.

Les programmes sur l'efficacité énergétique dans l'industrie menés depuis plus de trente ans ont montré que de mauvaises pratiques de gestion et d'exploitation empêchaient toujours de tirer parti des possibilités qui s'offraient de mieux utiliser l'énergie. Au cours des quatre dernières années, l'ONUDI a travaillé à l'élaboration d'une norme en matière de gestion de l'énergie qui présente aux organisations des secteurs public et privé les règles de meilleure pratique à suivre pour accroître l'efficacité énergétique, réduire les coûts et améliorer la performance énergétique. Plusieurs réunions régionales et internationales ont été organisées afin de sonder les utilisateurs futurs de ces normes ainsi que les institutions décisionnelles et normatives. L'ONUDI a aussi mené des enquêtes concernant les pratiques suivies en matière de gestion de l'énergie dans l'industrie dans une série de pays émergents.

En se basant sur les recommandations formulées à l'issue d'une réunion d'experts qui s'est tenue en mars 2007 et à laquelle ont participé les représentants de 14 pays développés et en développement ainsi que l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'ONUDI a présenté à cette dernière une recommandation pour l'élaboration d'une norme internationale sur les systèmes de gestion de l'énergie. Cette recommandation a reçu un accueil favorable et, en 2008, l'ISO a établi un comité de projet chargé de l'élaborer. En sa qualité de membre du comité, l'ONUDI a contribué activement au processus d'élaboration en présentant les données issues de ses enquêtes et ateliers et en participant à la rédaction du texte de la norme. Les efforts combinés des organismes normatifs nationaux et l'appui de l'ONUDI ont abouti au lancement de la norme ISO 50001 le 17 juin, au siège de l'ISO à Genève (Suisse). En prévision de l'adoption de cette nouvelle norme, l'ONUDI a constitué un portefeuille de projets destinés aux pays où les systèmes de gestion de l'énergie dans l'industrie et la norme ISO 50001 seraient particulièrement utiles et bienvenus. L'année 2011 a été marquée par le démarrage de projets et de programmes de renforcement des capacités dans six nouveaux pays. Au cours des trois prochaines années, l'ONUDI interviendra dans plus de 15 pays afin de renforcer les capacités techniques dont les entreprises, les marchés et les institutions nationales ont besoin pour mettre en œuvre des systèmes de gestion de l'énergie et appliquer la norme ISO 50001.

La réalisation d'objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre requiert la mise en place d'un système énergétique nouveau, dans lequel l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies de

stockage du carbone seraient totalement intégrées au niveau de l'offre et de la demande. Si de nouvelles technologies devront sans doute être développées, la réduction des émissions reposera avant tout sur une diffusion plus rapide des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales. En 2011, l'ONUDI a redoublé d'efforts pour aider les décideurs, l'industrie et la communauté internationale à accélérer la diffusion et le déploiement des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales dans les domaines de l'énergie et de l'atténuation du changement climatique, par le biais d'instruments fondés sur le marché, de mécanismes et de partenariats efficaces.

## Technologies à faible émission de carbone

L'ONUDI est étroitement associée au développement et à la diffusion des technologies à faible émission de carbone. Le Centre international pour la technologie de l'utilisation de l'énergie de l'hydrogène (CITEH) a été officiellement établi en 2003 par la signature entre le Gouvernement turc et l'ONUDI d'un accord portant création d'un fonds d'affectation spéciale destiné à promouvoir l'innovation et l'utilisation de la technologie de l'hydrogène dans la production d'énergie. En décembre, à Istanbul (Turquie), le Centre a organisé le premier atelier sur le sulfure d'hydrogène en mer Noire, afin d'examiner la faisabilité de l'extraction, à une échelle industrielle, de gaz hydrogène à partir du sulfure d'hydrogène dissous dans la mer Noire. L'utilisation de l'hydrogène comme combustible est l'élément central de technologies à faible émission de carbone innovantes qui pourraient favoriser la transition vers une économie à faible émission de carbone. L'électrolyse est le procédé de production d'hydrogène le plus courant et affiche un coût énergétique comparable à son rendement. On s'intéresse aujourd'hui à l'hydrogène comme vecteur pour le stockage temporaire et le transport de l'énergie produite à partir de sources renouvelables telles que les énergies éolienne et solaire.

En 2011, le succès retentissant des produits utilisant les piles à combustibles conçus par le CITEH a attiré l'attention de l'Union européenne. Dans le cadre de l'entreprise commune Piles à combustibles et hydrogène — partenariat public-privé qui soutient les activités de recherche, de développement technologique et de démonstration dans les domaines des piles à combustible et des technologies de l'énergie hydrogène en Europe — le CITEH s'est vu accorder trois projets de recherche et développement, dont deux

## En mai, le Directeur général a signé un nouvel accord de partenariat avec l'Agence autrichienne de l'énergie, association scientifique à but non lucratif, afin de promouvoir et de soutenir l'utilisation efficace de l'énergie, en particulier les sources d'énergie renouvelables et les technologies innovantes, en mettant l'accent notamment sur l'atténuation du changement climatique.

La collaboration entre l'ONUDI et l'Agence autrichienne de l'énergie se concentrera sur le développement et la promotion d'une offre d'énergie durable à l'échelle nationale, régionale et internationale; l'accroissement de l'efficacité énergétique au niveau de l'offre et de la demande; et les énergies renouvelables à des fins productives et de génération de revenus pour l'industrie et les ménages. Elle permettra également de

concevoir des politiques relatives à l'énergie durable, d'établir des partenariats régionaux sur le sujet et de renforcer les capacités dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et du changement climatique. Elle contribuera en outre à renforcer localement, dans les pays en développement et en transition, les capacités en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

concernent des chariots élévateurs et des systèmes d'alimentation sans interruption et d'alimentation de secours utilisant des piles à combustibles. Le CITEH devra mettre à disposition 10 chariots élévateurs alimentés par des piles à combustible pour qu'ils soient testés dans les pays européens sélectionnés, dans des conditions d'utilisation industrielle. Il devra également conduire des tests de robustesse et des analyses du cycle de vie de systèmes d'alimentation sans interruption et d'alimentation de secours utilisant des piles à combustibles, qui seront déployés dans 19 sites à travers l'Union européenne. Le troisième projet concerne la formation théorique et pratique dans le domaine des piles à combustible. Il est doté de 1,17 million de dollars. Le CITEH dispose de l'un des laboratoires sur les piles à combustibles les plus pointus d'Europe. En Inde, dans le cadre d'un projet mené en partenariat avec Mahindra and Mahindra, Air Products et l'Institut indien de technologie de New Delhi, 15 véhicules à trois roues ont été convertis pour rouler à l'hydrogène.

La séquestration du carbone est une technologie déterminante pour répondre à l'échelle mondiale au défi toujours plus grand du changement climatique. Des études récentes

laissent penser que cette technologie pourrait contribuer à hauteur de 19% aux efforts qui devront être déployés à l'échelle mondiale pour réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Jusqu'à une date récente, les travaux de recherche approfondis qui ont été menés sur le sujet se concentraient sur le secteur de l'énergie, sans aborder l'industrie. L'ONUDI est venue combler ce manque et, en association avec l'Agence internationale de l'énergie et le Centre de recherche sur l'énergie des Pays-Bas, l'un des plus grands instituts de recherche sur l'énergie en Europe, elle a dirigé l'élaboration d'une feuille de route technologique pour l'application de techniques de séquestration du carbone dans l'industrie, afin de faire progresser l'adoption des technologies à faible émission de carbone dans le monde, en particulier dans les pays en développement et en transition. La feuille de route, qui a été rendue publique en septembre, à Pékin, lors de la réunion du Forum de dirigeants sur la séquestration du carbone, présente des arguments convaincants pour faire de la séquestration du carbone dans l'industrie l'une des priorités en matière de politique et de recherche. Tout d'abord, les coûts de mise en œuvre sont plus faibles et les solutions plus accessibles dans l'industrie que dans le



L'EcoCaravan H2 a suscité un intérêt considérable lors de son aller-retour entre Istanbul et Vienne pour le Forum de l'énergie de Vienne. Ce véhicule — le premier dans son genre — est un espace autosuffisant qui fonctionne à l'aide de l'énergie éolienne et solaire, d'une batterie et d'un système à l'hydrogène. Il s'agit d'un projet expérimental mené par le Centre international pour la technologie de l'utilisation de l'énergie de l'hydrogène (CITEH) et l'Association des véhicules fonctionnant au gaz naturel. Le CITEH est un projet de l'ONUDI fondé à Istanbul en 2004 et appuyé par le Ministère turc de l'énergie et des ressources naturelles. Son rôle consiste à appuyer, à présenter et à promouvoir des techniques viables d'utilisation de l'énergie de l'hydrogène en vue de favoriser le développement économique, en particulier dans les pays émergents, et d'éviter que l'écart dans les domaines de l'énergie et de la technologie ne se creuse encore tout en aidant les pays à ne pas utiliser de combustibles fossiles.

*Photo: ONUDI*

secteur de l'énergie. Ensuite, les entreprises industrielles, contrairement aux centrales électriques à charbon, n'ont pas souvent de solution de substitution qui leur permette de réduire leurs émissions de CO<sup>2</sup> de 80 % ou plus. Enfin, la séquestration de carbone dans les applications utilisant la biomasse présente un avantage supplémentaire: elle pourrait permettre une suppression nette de CO<sup>2</sup> dans l'atmosphère, option qui pourrait se révéler utile si le changement climatique se poursuit au rythme actuel. La feuille de route a également bénéficié de l'appui du Ministère norvégien du pétrole et de l'énergie, ainsi que du Global CCS Institute.

### Fonds pour l'environnement mondial

Le succès des projets de l'ONUDI sur l'énergie financés par le FEM n'a cessé de croître au cours de l'année 2011. Dans les deux prochaines années, l'ONUDI prévoit de déployer 37 projets, financés à hauteur de 150 millions de dollars par le FEM. Plusieurs projets sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ainsi financés sont actuellement en cours de mise en œuvre et l'ONUDI a pu obtenir le cofinancement requis de la part des partenaires nationaux, des institutions financières locales et régionales et du secteur privé.

La dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) du 28 novembre au 9 décembre (voir chapitre 1, rubrique spéciale). Dans le cadre du cinquième cycle de financement du FEM, le premier projet de l'ONUDI sur l'énergie, qui visait l'écologisation de la dix-septième session de la Conférence des Parties, a été approuvé en avril. Le projet, en cours d'exécution en coopération étroite avec le Gouvernement sud-africain, illustre la manière dont l'Afrique du Sud, le FEM et l'ONUDI travaillent ensemble à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à promouvoir les énergies renouvelables, à tester des technologies à faible émission de carbone ainsi que des bonnes pratiques, et à sensibiliser davantage les décideurs et le public au défi que représente le changement climatique.

L'ONUDI coordonne un autre projet majeur, le Programme stratégique du FEM sur l'énergie pour l'Afrique de l'Ouest, qui concerne 18 pays de cette région. En travaillant avec la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, le PNUE, la FAO, la Banque africaine de développement et le Fonds international de

**La séquestration de carbone** est une technologie qui permet d'éviter que des quantités importantes de dioxyde de carbone, gaz à effet de serre, ne soient rejetées dans l'atmosphère lors de l'utilisation de combustibles fossiles dans la production d'énergie ou d'autres branches d'industrie. Elle consiste à collecter ou capturer le CO<sup>2</sup> produit par de grandes installations industrielles utilisant des combustibles fossiles (charbon, pétrole ou gaz), à le transporter jusqu'à un site de stockage adéquat, puis à l'injecter dans le sous-sol profond pour le stocker de façon sûre et permanente dans la roche, à l'écart de l'atmosphère.

développement agricole, l'ONUDI entend promouvoir l'accès à l'énergie dans les zones rurales au travers de projets sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le programme démontre la faisabilité technique et économique des technologies faisant appel aux énergies renouvelables et visant l'efficacité énergétique. Les projets suivent diverses approches allant de miniréseaux électriques alimentés par des énergies renouvelables à des modes de transport durables, ou à des mesures sur l'efficacité énergétique dans l'industrie.

Trois manifestations distinctes, qui se sont tenues en mars au siège de l'ONUDI, ont placé le FEM sous le feu des projecteurs. Le Groupe consultatif scientifique et technique du FEM a tenu l'une de ses réunions semestrielles à Vienne et y a débattu de ses travaux et activités à venir. Il a réfléchi aux façons de traduire ses récents travaux en politiques, en examinant et en présentant des mesures concrètes pouvant donner lieu à des projets du FEM dans les pays en développement et en transition. Il a également étudié les priorités environnementales à traiter pour l'année à venir, notamment les liens entre la gestion des produits chimiques, l'utilisation et la gestion de l'eau, et leurs effets sur les écosystèmes. Au cours d'une réunion parallèle, les directeurs de centres technologiques internationaux et d'ateliers de formation sur le FEM et le Groupe consultatif scientifique et technique, conviés à Vienne par l'ONUDI et le Centre international pour la science et la haute technologie, ont

profité de l'occasion unique qui leur était offerte de partager des informations et des bonnes pratiques sur les principales activités de leurs centres. Enfin, pour familiariser son personnel avec les politiques et procédures du cinquième cycle de financement du FEM, l'ONUDI a également organisé un séminaire réservé à ses personnels techniques, d'encadrement et de terrain.

### Centres régionaux

L'un des résultats les plus marquants obtenus en 2011 par le programme de l'ONUDI sur l'énergie a été le développement et l'expansion des initiatives régionales de gestion des connaissances et de travail en réseau. Après seulement trois ans d'activité, l'Observatoire des énergies renouvelables pour l'Amérique latine et les Caraïbes couvre désormais 12 pays: le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, le Mexique, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay (voir chapitre 1). Il a également obtenu des résultats positifs en matière de renforcement de la coopération entre les partenaires, notamment les ministères de l'énergie, ainsi que de promotion des énergies renouvelables dans la région. Au niveau national, l'initiative a produit plusieurs propositions spécifiques, fondées sur des rapports techniques solides. En juin, de hauts représentants des pays participants se sont réunis pour examiner une éventuelle transformation de l'observatoire en un réel Centre d'excellence sur les énergies renouvelables, qui



Des participants à la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont choisi la bicyclette comme mode de transport écologique entre les salles de réunion.

Photo: ONUDI



Monique Barbut, Directrice générale et Présidente du Fonds pour l'environnement mondial, reçoit son vélo.

Photo: ONUDI

fournirait des services spécialisés aux pays de la région dans le domaine des énergies renouvelables. La proposition a été accueillie avec enthousiasme par l'Organisation latino-américaine de l'énergie, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement et les représentants des pays participants. L'ONUDI a collaboré avec ces deux organisations afin de définir la structure du futur centre d'excellence et les services qu'il devrait proposer.

Le Centre régional de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREEC), créé fin 2009 par l'ONUDI, qui continue de lui apporter son soutien, a affiché dès son lancement une performance exceptionnelle. Il a reçu des fonds supplémentaires de la part de partenaires internationaux et locaux, notamment de l'Autriche, du Brésil, de l'Espagne, du Nigéria, de la Commission européenne et de l'Agence des États-Unis pour le développement international. En moins d'un an, le centre est parvenu à plus que tripler le budget de ses programmes et projets. L'ONUDI l'aide actuellement à élaborer ses propres procédures internes et structures de gestion. Le centre vise à accroître l'accès à des services énergétiques modernes en s'attendant à lever certains des obstacles qui entravent aujourd'hui l'adoption des énergies renouvelables et de solutions d'efficacité énergétique en Afrique de l'Ouest. Il cible notamment les domaines de l'élaboration de politiques, du renforcement des capacités, de la gestion des connaissances et de la

promotion des investissements. Dans le cadre de sa stratégie pour la pérennité du centre, l'ONUDI travaille de plus en plus en partenariat avec celui-ci sur des projets dans la région, notamment sur deux programmes financés par le FEM et pour lesquels elle est l'organisme chef de file.

### Forum de l'énergie de Vienne

Le Forum de l'énergie de Vienne 2011 a été accueilli en juin par l'ONUDI. Il a rassemblé plus de 1 200 participants venus de 125 pays, parmi lesquels des chefs d'État, des décideurs politiques, des experts et des représentants de la société civile et du secteur privé. Pour de plus amples informations, on consultera, en fin de chapitre, la rubrique spéciale sur cette manifestation.

### Renforcement des capacités pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement

Bien que les générations passées aient montré, à des degrés variables, une certaine préoccupation pour l'environnement, ce n'est qu'avec la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue il y a vingt ans à Rio de Janeiro (Brésil), que celle-ci a pris une dimension internationale. Le Sommet de Rio a engendré quantités



Arnold Schwarzenegger, ancien Gouverneur de la Californie (États-Unis d'Amérique) et fervent partisan de la lutte contre le changement climatique, s'est adressé aux participants lors du premier jour du Forum de l'énergie de Vienne 2011.

Photo: ONUDI

## “Nous devons faire des efforts de communication.

Les arguments en faveur de l'environnement et de l'énergie verte reposent trop souvent sur des références au changement climatique et à la fonte des calottes glaciaires, à l'élévation du niveau des mers, aux arbres infestés de coléoptères ou à la fréquence des feux de forêts ... Si vous vivez au Texas, que vous importent les calottes glaciaires des pôles, que vous n'avez jamais vues? Si vous habitez à Salzbourg, à l'intérieur des terres et à des kilomètres de l'océan, allez-vous vraiment vous passionner pour l'élévation du niveau des mers? Si vous résidez à Copenhague, pourquoi vous soucier des coléoptères qui prolifèrent dans les arbres du Colorado? Nous devons parler aux gens de ce qui les touche.” Arnold Schwarzenegger

d'activités relatives à l'environnement, qui ont ensuite conduit à plusieurs accords multilatéraux couvrant divers aspects de la protection de l'environnement. Ces accords multilatéraux sur l'environnement imposent aux pays participants de développer des mécanismes de mise en œuvre spécifiques et de remplir diverses obligations, notamment en matière de communication d'information, de formation et d'éducation du public. Les thématiques de ces accords sont au cœur des problématiques environnementales internationales telles que la réduction des émissions de CO<sup>2</sup>, l'efficacité, la dégradation des sols, les systèmes énergétiques et l'innovation technologique.

En 2009, l'ONUUDI a publié un manuel en deux parties, à l'intention des responsables de projets et de son personnel, concernant les modalités de mise en œuvre du Protocole de Montréal, ainsi que des conseils pratiques pour l'élaboration de plans nationaux de mise en œuvre de la Convention de

Stockholm sur les polluants organiques persistants et les phases ultérieures financées par le FEM.

### Protocole de Montréal

Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est un traité international visant à préserver la couche d'ozone. Il a été ouvert à la signature en 1987 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989. L'ONUUDI est l'un des principaux agents de réalisation intervenant au titre du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal depuis 1992, et il aide les pays en développement et en transition à remplir les obligations qui leur incombent en vertu du Protocole. Depuis 2001, année où des évaluations indépendantes ont été mises en place, l'ONUUDI s'est à huit reprises classée en tête des agents de réalisation. Le Fonds est géré par un Comité exécutif assisté par le secrétariat du Fonds.



Grâce à l'aide de l'ONUDI, les agriculteurs de l'exploitation SurAgroh à Choluteca, sur la côte Pacifique du Honduras, peuvent produire des melons et des pastèques à l'aide de techniques qui évitent l'utilisation de bromure de méthyle, substance connue pour appauvrir la couche d'ozone employée comme produit de fumigation pour les sols et les marchandises stockées. On peut utiliser à la place une combinaison de diverses techniques telles que la solarisation des sols, le greffage, l'engrais vert (biofumigation) et le contrôle biologique.

*Photo: ONUDI*

Les échéances fixées pour l'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) approchent. La première étape consiste en une stabilisation d'ici 2013 puis une réduction de 10% d'ici 2015 de la consommation par rapport aux niveaux de référence qui correspondent, pour chaque pays, à la moyenne de la consommation de 2009 et 2010. En 2011, l'ONUDI a poursuivi l'élaboration de plans pour la gestion de l'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones avec les organismes nationaux chargés de la protection de la couche d'ozone. Au total, 31 plans ont été approuvés par le Comité exécutif du Fonds multilatéral, dont six concernaient des pays nouvellement ajoutés au portefeuille de projets menés par l'ONUDI au titre du Protocole de Montréal: la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, le Rwanda, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Le Protocole de Montréal a déjà beaucoup contribué, directement ou indirectement, à la réduction des émissions

de gaz à effet de serre au travers de l'élimination progressive des chlorofluorocarbones (CFC). Non seulement les CFC détruisent la couche d'ozone, mais ils possèdent également un potentiel de réchauffement de la planète élevé. Pour garantir que les projets intègrent tous les aspects à traiter et soient pérennes, les plans et projets présentés au Comité exécutif pour validation doivent tenir compte des préoccupations liées au changement climatique en privilégiant des technologies à faible émission de carbone et en tirant parti des possibilités de financement par des fonds verts ou par le marché de droits d'émission de carbone. Ainsi, dans certains secteurs manufacturiers, comme celui de la climatisation, la possibilité de mettre en application les technologies disponibles doit encore être démontrée et acceptée. C'est notamment une préoccupation majeure dans certains pays du Moyen-Orient où les climatiseurs fonctionnent à des températures ambiantes élevées tout au long de l'année.

L'ONUDI a poursuivi son travail de conception de projets de démonstration sur l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone en Algérie, en Chine, au Liban, au Nigéria et en Turquie. Ces projets sont susceptibles d'être reproduits dans d'autres pays de ces régions ou étendus dans un même pays à d'autres substances de ce type qui n'auraient pas été visées par le projet initial. Le Comité exécutif a, en avril, approuvé le projet d'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone pour le Mexique et, en novembre, demandé à l'ONUDI d'élaborer un projet régional pour l'Europe. En règle générale, le Fonds multilatéral couvre les coûts de l'activité d'élimination en elle-même mais pas ceux de la collecte ni du transport des substances et des équipements obsolètes qui en contiennent, d'où la nécessité d'un cofinancement.

L'ONUDI semble en voie de respecter la date butoir de 2015 pour l'élimination totale du bromure de méthyle, fumigène appauvrissant la couche d'ozone qui est utilisé en horticulture et pour le stockage des céréales. Les projets menés dans des pays dont le produit intérieur brut dépend de l'agriculture, notamment en Afrique et en Amérique latine, arrivent progressivement à leur terme. L'ONUDI a mené à terme ses projets pluriannuels d'élimination du bromure de méthyle au Honduras et au Maroc en 2011, soit bien avant la date butoir pour l'élimination totale de cette substance.

### Convention de Stockholm

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants est un traité international sur l'environnement ratifié en mai 2004 dont l'objectif est de protéger la santé humaine et l'environnement. La Convention impose aux Parties de prendre des mesures pour éliminer les polluants organiques persistants (POP) ou en diminuer les émissions dans l'environnement. Les POP se déplacent partout dans le monde, provoquant des dégâts sur leur passage, et demeurent inaltérés dans l'environnement pendant des années. Ils s'accumulent dans les tissus adipeux des organismes vivants et sont toxiques pour l'homme et la faune sauvage. Les POP ont été massivement utilisés comme pesticides, ainsi que dans des procédés industriels et dans la production de toute une gamme de produits tels que les solvants, le chlorure de polyvinyle (PVC) et les produits pharmaceutiques. En vertu de l'article 7 de la Convention de Stockholm, chaque Partie est tenue d'élaborer un plan de mise en œuvre pour s'acquitter de ses obligations et de le transmettre à la Conférence des Parties dans un délai de deux ans à compter de la date

d'entrée en vigueur de la Convention à son égard. Les pays éligibles peuvent solliciter un financement auprès du FEM pour l'élaboration et l'exécution de leur plan national de mise en œuvre.

Tout au long de l'année 2011, l'ONUDI a organisé une série d'ateliers visant à encourager l'élaboration et la bonne exécution, en temps voulu, de plans nationaux de mise en œuvre dans différentes régions d'Afrique. Ces ateliers ont en retour suscité de nombreuses demandes d'assistance auprès de l'ONUDI. Un premier atelier relatif à un projet d'assistance technique de l'ONUDI aux pays africains pour l'adoption de plans nationaux de mise en œuvre s'est tenu en juin à Pretoria.

Les ateliers pour l'Europe et les États nouvellement indépendants consistaient en deux ateliers tenus en Arménie sur le recours aux meilleures techniques disponibles et aux meilleures pratiques environnementales pour l'élimination des polychlorobiphényles et en un troisième, également en Arménie, sur l'évaluation, la réduction et la gestion des risques, ainsi qu'en une conférence internationale sur les approches actuelles en matière de recyclage et d'élimination des produits en caoutchouc et des pneus, qui s'est tenue en juin à Moscou. Les autres activités menées dans la région comprenaient une cartographie électronique de la production, du transport, du stockage et du recyclage des déchets dans la région tatare de la Fédération de Russie ainsi qu'un inventaire exhaustif des déchets contenant des polychlorobiphényles en Azerbaïdjan.

Au cours de l'atelier international sur les substances dangereuses tout au long du cycle de vie des produits électroniques, qui s'est tenu en mars au siège de l'ONUDI, un groupe de travail spécial des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est s'est réuni pour rédiger une proposition de projet sur la gestion écologiquement rationnelle des équipements électroniques et électriques usagés en Asie. La réunion comprenait notamment des présentations faites par la Chine, l'Indonésie, les Philippines et le Viet Nam, ainsi que par des experts du Japon et de l'ONUDI.

En juillet, l'ONUDI a achevé au Viet Nam un projet financé par le FEM et visant à introduire les meilleures techniques disponibles et meilleures pratiques environnementales afin de tester la réduction ou l'élimination de polluants organiques persistants produits involontairement, tels que les dioxines. Il s'agissait du premier projet mené à terme dans le cadre du quatrième cycle de projets du FEM au Viet Nam. La croissance rapide de l'économie et de l'industrie du pays nécessitait l'adoption de méthodes de prévention de la

pollution qui puissent accompagner l'industrialisation. Le projet visait à mettre en place les ressources humaines et l'infrastructure nécessaires au respect des obligations découlant de la Convention de Stockholm, à laquelle le Viet Nam est partie depuis le début. Il a abordé la question de la réduction des polluants organiques persistants produits involontairement par des catégories de sources cruciales, au moyen de l'application des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales. Quatre secteurs prioritaires ont été sélectionnés comme exemples dans le cadre de la démonstration: l'incinération des déchets, les fours à ciment, l'industrie des pâtes et papiers et la production de fer et d'acier.

Le projet a atteint tous les objectifs prévus. Dans le cadre de ce qui était conçu essentiellement comme un projet de renforcement des capacités, l'ONUDI a organisé des formations, des ateliers et des évaluations sur site de manière à former des techniciens et des cadres autonomes, disposant des compétences professionnelles nécessaires à l'application des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales aux catégories de sources industrielles prioritaires, afin de réduire les émissions de polluants organiques persistants produits involontairement. L'ONUDI a pu établir des évaluations de référence pour les quatre secteurs concernés et publier des orientations techniques sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales pour chacun d'eux. Les fonds mis à disposition à la fois dans le cadre de ce projet et dans celui du cofinancement par les sites concernés ont permis d'introduire les meilleures pratiques environnementales et de faire des propositions aux industries pilotes concernant l'adoption des meilleures techniques disponibles. Grâce à la formation intensive offerte par l'ONUDI, les partenaires locaux sont désormais en mesure de procéder aux améliorations

recommandées, pour garantir ainsi la pérennité du projet, et le Viet Nam est sur la bonne voie pour remplir les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention de Stockholm.

Les polychlorobiphényles (PCB) sont des substances chimiques organiques de synthèse utilisées dans nombre d'applications industrielles et commerciales, notamment les peintures, plastiques, produits en caoutchouc, pigments et teintures, ainsi que dans les équipements électriques et hydrauliques. Ils ne se décomposent pas aisément dans l'environnement et peuvent s'accumuler dans les plantes et les cultures vivrières ainsi que dans les poissons. Il a été démontré que les PCB pouvaient être à l'origine de cancers et de diverses autres affections. Bien que leur fabrication ait été interdite dans de nombreux pays il y a plus de 30 ans, on estime la production mondiale totale de PCB à environ 1,5 million de tonnes.

Le plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm de l'ex-République yougoslave de Macédoine a fait du problème des PCB une priorité absolue nécessitant une action immédiate. Ceci a conduit l'ONUDI à lancer en 2008 un projet devant aider le pays à remplir les obligations qu'il a contractées en vertu de la Convention de Stockholm et contribuer ainsi à améliorer la situation environnementale et à éliminer la menace que constitue la pollution par les PCB pour la santé humaine. Un processus international d'appel d'offres pour l'élimination écologique des huiles de transformateurs contaminées par les PCB est arrivé à terme en 2011. La rénovation d'un site de maintenance de transformateurs a déjà démarré. Un procédé de traitement sans combustion des huiles de transformateurs contaminées par les PCB sera mis en place en 2012 et du personnel local sera formé pour traiter 150 tonnes d'huiles contaminées. L'opération de décontamination devrait s'achever en 2013.

# Forum de l'énergie de Vienne 2011

En juin, Vienne a été le théâtre d'une manifestation internationale qui a rassemblé 1 200 participants venus de 125 pays pour débattre de l'un des défis mondiaux du moment appelant l'action la plus urgente: l'accès universel à l'énergie. Cet événement de deux jours, qui s'est tenu au Palais de la Hofburg de Vienne, a été organisé par l'ONUDI en collaboration avec le Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales et l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIASA). Il a fait suite à une série de réunions majeures sur l'énergie qui se sont tenues en Autriche, depuis le Forum mondial sur l'énergie durable de Laxenburg en 2000 jusqu'à la Conférence de Vienne sur l'énergie en 2009. Le Forum de l'énergie de Vienne se réunira tous les deux ans pour examiner les questions énergétiques de portée mondiale.

Réunissant des participants de haut niveau issus des gouvernements, des milieux universitaires, des organisations internationales et de la société civile, le Forum a été ouvert par Irene Giner-Reichl, qui était alors Directrice générale de la Coopération autrichienne pour le développement au Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales. Johannes Kyrle, Secrétaire général aux affaires étrangères au sein de ce même ministère, a réaffirmé qu'un soutien politique au programme d'action en matière d'accès à l'énergie était capital pour réduire la pauvreté. Detlof von Winterfeldt, Directeur de l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes, a souligné l'importance de la recherche pour le développement de sources d'énergie propres. Kandeh Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, a insisté sur l'importance de l'accès des pauvres à l'énergie et a exposé trois objectifs accessibles pour 2030, concernant l'accès universel à l'énergie, l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. Dans une allocution vidéo, Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a cité l'équité, l'urgence environnementale et les débouchés économiques comme les forces motrices de la campagne menée pour atteindre ces objectifs.

Dans son discours d'ouverture, Arnold Schwarzenegger, ancien Gouverneur de la Californie (États-Unis) et fervent partisan de la lutte contre le changement climatique, a souligné que l'accès universel à l'énergie ne se résumait pas à éclairer une pièce sombre ou à utiliser des fourneaux plus performants, mais qu'il s'agissait aussi de "la liberté que l'énergie, et en particulier les énergies renouvelables, nous apporte".

Au cours de cinq des six séances plénières de ce Forum, les participants ont débattu d'une définition et d'une mesure de l'accès à l'énergie, d'objectifs en matière d'accès à l'énergie, des énergies renouvelables et de leur possible rôle dans l'accès à l'énergie, d'un nouveau programme d'action international pour le XXI<sup>e</sup> siècle et des moyens de financer l'accès universel à l'énergie.

Outre les séances plénières, le Forum proposait deux réunions-débats de haut niveau et six tables rondes, dont les animateurs, les participants et les intervenants étaient des personnalités éminentes et des experts de divers domaines de l'énergie. La réunion-débat sur le thème "Rendre possible l'accès universel à l'énergie" était animée par Zeinab Badawi, présentatrice d'informations et interviewer à la BBC. La seconde réunion-débat a porté sur l'énergie durable au service d'une économie verte et était animée par Rajendra Pachauri, Président du

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Les six tables rondes se sont penchées sur les questions d'une action concrète dans le domaine de l'énergie pour répondre au changement climatique, des passerelles vers des systèmes énergétiques durables, du rôle de l'efficacité énergétique à des fins productives, des technologies de transformation à faible émission de carbone, de la façon de répondre aux besoins fondamentaux d'électrification rurale au niveau régional et des partenariats pour le financement.

Autre événement majeur du Forum de l'énergie de Vienne, un dialogue de haut niveau s'est tenu en parallèle et a abordé les stratégies et les solutions, et notamment le rôle du secteur public et de la coopération internationale dans la poursuite des objectifs énergétiques exposés ci-dessus. La réunion ministérielle sur l'énergie et l'industrie verte, à laquelle ont assisté 100 participants parmi lesquels des ministres et représentants politiques de haut niveau, a permis de préparer le terrain pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20). Sous la présidence d'Elizabeth Thompson, Coordinatrice exécutive de la Conférence Rio+20, les participants ont discuté des objectifs internationaux en matière d'accès à une énergie propre, d'efficacité énergétique et d'utilisation rationnelle des ressources, et de promotion de l'industrie verte comme partie intégrante de la stratégie globale. M<sup>me</sup> Thompson a ensuite présenté sa synthèse des conclusions de la réunion ministérielle à la trente-neuvième session du Conseil du développement industriel, qui se réunissait à cette même période.

Lors de la séance plénière de clôture du Forum de l'énergie de Vienne, Carsten Staur, Représentant permanent du Danemark auprès des Nations Unies,

a déclaré que la réunion ministérielle avait réaffirmé les objectifs énergétiques pour 2030. Il a par ailleurs indiqué que les ministres s'étaient félicités que le système des Nations Unies fasse des énergies renouvelables une priorité, à travers le lancement d'une campagne mondiale de sensibilisation en amont de la Conférence Rio+20.

Le Forum de l'énergie de Vienne a servi de toile de fond à plusieurs autres manifestations. La réunion annuelle du Cercle de Montevideo, forum permanent dans le cadre duquel sont étudiées et identifiées des stratégies et des moyens de promotion du développement industriel durable en Amérique latine, s'est tenue à Vienne en marge du Forum. D'autres manifestations parallèles intéressantes ont été organisées par le Ministère fédéral allemand de la coopération pour le développement, la Coopération autrichienne pour le développement, le Réseau mondial de l'énergie au service du développement durable, l'Alliance mondiale pour les foyers améliorés (voir chapitre 3) et la FAO. Des consultations ont été organisées par le Conseil consultatif international de la Conférence d'Oslo sur le financement de l'accès des pauvres à l'énergie, l'Initiative Paris-Nairobi sur l'énergie propre pour tous en Afrique et le Conseil de l'initiative d'évaluation mondiale de l'énergie.

Le débat "Quelle énergie pour le développement au XXI<sup>e</sup> siècle?" de la BBC World a été enregistré le 21 juin et diffusé sur BBC World News et BBC World Service le 11 août. Animé par Zeinab Badawi, il a réuni le Ministre de l'énergie sud-africain, Dipuo Peters, le Président du Commissariat à l'énergie atomique indien, Srikumar Banerjee, le Président d'Eurosolar, Peter Droege, et le Directeur général de l'ONUDI. L'auditoire était de haut niveau et les échanges tout au long du débat ont été vifs.

» De nombreux pays, notamment ceux qui ont atteint un niveau impressionnant de développement, voient dans l'Organisation un conseiller très utile en matière de développement industriel et de politiques connexes.



## Recherche et analyse

L'ONUDI a une longue expérience technique de la statistique, de la recherche et de l'analyse, sur laquelle elle appuie ses services consultatifs et de nombreux pays, notamment ceux qui ont atteint un niveau impressionnant de développement, voient dans l'Organisation un conseiller très utile en matière de développement industriel et de politiques connexes. Pour pouvoir continuer de fournir les meilleurs services possibles à ses États membres, l'Organisation réévalue et affine régulièrement sa recherche et ses services de conseils stratégiques. L'année visée par le présent *Rapport* ne fait point exception à cette règle.

Au cours de l'année 2011, les activités de recherche et de services consultatifs de l'Organisation ont évolué. Conformément à ses déclarations antérieures aux États membres et à l'importance particulière qu'il avait accordée à la nécessité pour l'ONUDI de rééquilibrer ses activités autour des quatre fonctions énoncées dans son Acte constitutif (coopération technique, recherche et conseils en matière d'orientation, rôles fédérateur et normatif), le Directeur général a organisé au début de l'année un séminaire interne de haut niveau sur l'avenir des activités de recherche de l'ONUDI, à l'issue duquel plusieurs changements sont intervenus. Des mesures visant à renforcer davantage les activités de recherche de l'Organisation ont été préconisées afin que ces activités répondent mieux aux besoins des États membres en matière de conseils fondés sur des données factuelles solides. Ainsi, l'ONUDI a procédé à une refonte totale de son programme de recherche et de services de conseils stratégiques. Ce programme comporte deux volets: conseils stratégiques en matière de politique industrielle, notamment aux stades du diagnostic et de la conception du processus d'élaboration des politiques, et activités de renforcement des capacités, visant tout particulièrement la capacitation et la mise à niveau des institutions publiques et privées pour qu'elles puissent remplir leur rôle et assumer pleinement la maîtrise des politiques industrielles. Au cours de l'année, l'Organisation a défini les objectifs et les éléments d'un nouveau programme de services de conseils stratégiques, de même qu'un programme thématique axé sur la recherche et l'analyse au niveau mondial. La quatorzième session de la Conférence générale a approuvé ce nouveau programme, autorisant ainsi un renforcement du soutien que l'Organisation apporte à ses États membres dans le domaine de la politique industrielle.



Le premier programme de formation de cadres de l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités, intitulé "On top of the game: Global strategies and negotiations towards green growth", a été organisé en coopération avec la Saïd Business School, l'Université d'Oxford et le Ministère autrichien des affaires européennes et internationales.

Photos: ONUDI

## Statistiques

La recherche et les conseils stratégiques ne sauraient être solides que s'ils s'appuient sur une base statistique fiable. En 2011, l'ONUDI a continué de collecter des données sur les principaux indicateurs de statistiques industrielles et a diffusé ses produits statistiques dans le monde entier. À l'instar des années précédentes, cette collecte de données a été menée en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La Commission de statistique de l'ONU a chargé l'ONUDI de recueillir, compiler et diffuser des statistiques industrielles au niveau mondial. L'Organisation a validé les données de pays transmises par les bureaux nationaux de statistique, les a complétées avec ses propres estimations et les a affinées afin d'assurer leur comparabilité au niveau international. Les données sont diffusées dans l'*International Yearbook of Industrial Statistics* (voir ci-dessous) et sur des CD-ROM, et sont également accessibles en ligne, sur le site Web de l'ONUDI, dans les bulletins statistiques de pays. Dans le cadre du programme international d'échange de données, les statistiques produites par l'ONUDI sont également diffusées par le biais d'UNdata, nouveau

service de données sur Internet lancé par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales.

Les tableaux statistiques des dernières années ont été compilés et présentés dans l'une des publications phares de l'ONUDI, l'*International Yearbook of Industrial Statistics*, le principal produit statistique de l'ONUDI. Publié en mars par l'ONUDI et Edward Elgar Publishing Limited, l'*International Yearbook* met encore une fois à la disposition des économistes, des planificateurs, des décideurs et des entreprises des statistiques mondiales sur la performance et les tendances actuelles du secteur manufacturier. Cette dernière édition, qui est encore plus exhaustive que les précédentes, peut être utilisée pour analyser les profils de croissance et les tendances connexes à long terme, le changement structurel et les résultats industriels dans les différents pays. Elle facilite également les comparaisons sur le plan international de l'activité manufacturière, de la performance et du développement industriels. Elle contient des informations actualisées détaillées obtenues à partir d'enquêtes industrielles nationales réalisées dans plus de 75 pays.

L'édition 2011 du *Yearbook* fournit également des estimations sur la croissance de la production manufacturière



Lancement du *International Yearbook of Industrial Statistics* à New Delhi en mars  
Photo: ONUDI

mondiale pour 2010 par région et par pays. Selon les chiffres de l'ONUDI, la valeur ajoutée du secteur manufacturier (VAM) mondial a augmenté de 5,3% en 2010, ce qui porte à croire que la production manufacturière mondiale montre des signes de reprise après la récente crise financière. Dans les pays industrialisés, qui ont été les plus touchés par la crise financière, la production industrielle est sur une tendance à la hausse depuis 2009. Elle a augmenté de 3,4% en 2010. Ces 15 dernières années, le secteur manufacturier a été le principal moteur de la croissance économique dans les pays en développement et il a permis d'obtenir une croissance industrielle forte en 2010, alors que les estimations de la croissance industrielle dans les pays nouvellement industrialisés indiquent une légère baisse. Bien que la valeur ajoutée du secteur manufacturier (VAM) des pays en développement ait progressé à un rythme beaucoup plus lent pendant la crise financière, les chiffres restent positifs: elle a en effet fortement progressé pour atteindre 9,4% en 2010 contre 2,7% en 2009. Ainsi, l'écart entre la part de la VAM des pays industrialisés et des pays en développement a considérablement diminué. La part des pays en développement dans la VAM mondiale est aujourd'hui de 32%, contre 20% il y a 10 ans. Trois économies en développement

(Brésil, Chine et Inde) figurent parmi les 10 premiers pays manufacturiers du monde. Le *Yearbook* fournit également des statistiques détaillées sur la structure des secteurs manufacturiers selon l'emploi, la production et d'autres grands indicateurs de statistiques industrielles.

### Indices trimestriels de la production industrielle

En 2010, l'ONUDI a entrepris, à titre d'essai, la compilation d'indices trimestriels de la production industrielle afin de suivre les tendances actuelles de la croissance de la production manufacturière. Les indices nationaux des pays de l'échantillon ont été obtenus à partir de sources de données secondaires. L'ONUDI a mis au point une publication trimestrielle pour présenter des faits et des chiffres sur l'état de la production manufacturière mondiale et a commencé à plancher sur une nouvelle série de rapports concernant les tendances actuelles de la croissance de la production manufacturière mondiale par pays et par secteur, en s'appuyant sur les données relatives à la production recueillies et publiées par les bureaux nationaux de statistique. Une version préliminaire a d'abord été établie pour vérifier la disponibilité des données et l'efficacité des méthodes statistiques utilisées.

Depuis 2011, des rapports sur la production manufacturière mondiale sont publiés pour être diffusés dans le monde entier. Ces rapports, dont les trois premiers numéros sont sortis en 2011, complètent les données annuelles fournies dans l'*International Yearbook of Industrial Statistics*. Les utilisateurs (décideurs, médias et associations professionnelles), qui ont besoin d'une évaluation des tendances de la croissance de la production plus récente que celle que peut fournir une publication annuelle, ont favorablement accueilli cette nouvelle initiative. Les résultats obtenus à partir de l'analyse des indices de la production industrielle ont montré que la production manufacturière mondiale avait démarré de manière impressionnante au premier trimestre 2011, ce qui indiquait une reprise après la récente crise financière; la progression a cessé au deuxième trimestre, principalement

à cause de la détérioration de la situation financière dans les pays de la zone euro.

### **La classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique**

La classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) est la classification internationale de référence des activités de production au sein de l'Organisation des Nations Unies et l'outil de base pour étudier les phénomènes économiques, faciliter la comparaison des données à l'échelle internationale, fournir des orientations pour établir des classifications nationales et promouvoir le développement de systèmes statistiques nationaux solides. Depuis qu'elle a été adoptée

## **L'une des missions de l'ONUDI est non seulement de gérer une base internationale de statistiques industrielles, mais aussi de mettre ses compétences à la disposition des États membres.**

Les services offerts par l'ONUDI dans le domaine de la statistique visent à aider les États membres à développer leurs capacités statistiques, notamment en renforçant les compétences dans les bureaux de statistique, les ministères de l'industrie et d'autres institutions pertinentes. La formation dispensée couvre des thèmes comme les statistiques industrielles, les registres des activités industrielles et commerciales, les enquêtes et les inventaires industriels, les indicateurs à court terme des statistiques industrielles ainsi que la diffusion et l'analyse des données.

À la demande du Ministère de l'industrie libanais, l'ONUDI a lancé en 2004 un projet pour réaliser la première enquête nationale sur les établissements manufacturiers et créer une base de données industrielle au sein du Ministère. Le projet, qui couvrait plus de 7 000 établissements manufacturiers, s'est terminé avec succès en 2011 avec la publication de l'étude statistique du secteur industriel, établie conjointement par l'ONUDI, le Ministère de l'industrie et l'Association des industriels libanais. Elle comprend une partie descriptive de toutes les industries visées par

l'enquête et une analyse détaillée de plus de 4 000 grands établissements manufacturiers. L'enquête souligne que l'activité manufacturière est un secteur clef de l'économie libanaise et qu'elle représente près de 10 % du PIB. Concernant les grandes entreprises, elle a montré que les denrées alimentaires et les boissons constituaient le plus grand secteur de production, représentant 26,9 % de la valeur ajoutée et 25,3 % des emplois du secteur industriel. Le représentant de l'Association des industriels libanais a souligné la collaboration fructueuse entre le secteur public et le secteur privé, et le soutien technique de l'ONUDI dans la réalisation de l'enquête. Des réflexions sont actuellement engagées pour prolonger le projet afin de renforcer les capacités analytiques du Ministère de l'industrie.

À l'issue du projet, l'ONUDI a organisé en mai, à Beyrouth, un séminaire pour présenter l'enquête à des représentants des secteurs public et privé. Les participants ont reçu un rapport analytique élaboré à partir de la base de données et de chiffres internationalement comparables sur le secteur industriel.

pour la première fois en 1948, la plupart des pays du monde l'ont utilisée ou ont élaboré des classifications nationales qui s'en inspirent. Elle a été révisée à quatre reprises depuis sa création. La dernière révision est le résultat d'un processus qui a pris plusieurs années et auquel ont participé de nombreux spécialistes et utilisateurs de la classification dans le monde entier.

En 2011, l'ONUDI a commencé à travailler en étroite collaboration avec l'OCDE et différents bureaux nationaux de statistiques pour mettre en œuvre la quatrième version de la classification internationale type. Les premiers tableaux par pays établis selon cette version ont été publiés dans l'édition 2011 de l'*International Yearbook of Industrial Statistics*. Suite à la refonte de la base de données, le logiciel de collecte, de validation, de transformation et de diffusion des données a été modifié de manière à recevoir les données au format de la version révisée. Actuellement, de plus en plus de pays, y compris la majorité des pays de l'OCDE, transmettent les données sous ce nouveau format. L'édition 2012 de l'*International Yearbook of Industrial Statistics* comportera plus de 40 tableaux par pays au format de la version révisée de la classification internationale type.

La transition vers une nouvelle classification est un processus long et complexe, qui couvre pratiquement tous les aspects de la compilation et de la présentation des statistiques pertinentes. Pour adapter la classification aux spécificités de l'économie nationale tout en garantissant la comparabilité internationale, il faut observer un certain nombre de règles. L'idéal serait que tous les pays puissent fournir des données conformes à tous les niveaux de la classification afin de garantir la comparabilité internationale, et, dans ce contexte, il incombe à l'ONUDI d'aider les pays qui le souhaitent à atteindre cet objectif.

## Recherche thématique

L'analyse des modalités du changement structurel occupe une place centrale dans le programme de recherche révisé de l'ONUDI. Grâce à sa vaste base de données sur la VAM de 120 pays sur une période de 43 ans, l'ONUDI occupe une place unique pour contribuer à l'évolution de l'économie du développement et pour animer le débat mondial sur le développement industriel. Deux pistes connexes de recherche appliquée se dégagent de ce contexte: la recherche sur les déterminants et les contours du changement structurel vers une industrie verte et économe en ressources, et la recherche

sur les possibilités de diversification qui s'offrent aux pays exportateurs de matières premières. Ces deux pistes auxquelles on doit les résultats et les partenariats décrits ci-après jouent un rôle central dans le débat actuel sur le développement dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui se tiendra à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012.

En 2011, dans le cadre de son programme de recherche stratégique, l'ONUDI a publié 15 documents de travail élaborés par d'éminents spécialistes issus de plusieurs établissements universitaires et institutions économiques, notamment l'Institut catalan de recherche et d'études avancées (Espagne), le Fraunhofer Institute for Systems and Innovation Research (Allemagne), l'Université de Jadavpur (Inde), l'Institut du développement outre-mer (Royaume-Uni), le Policy Research International (Canada), l'Université du Cap (Afrique du Sud), l'Université du Sussex (Royaume-Uni) et l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD). Treize de ces documents de travail portaient sur divers aspects de l'efficacité énergétique, un sur les matières premières pour le développement industriel (décrit ci-dessous) et un sur les politiques industrielles pour la prospérité.

Ces dernières années, la politique industrielle a fait un retour en force dans les milieux universitaires et politiques, bien que sa nature ait évolué et qu'elle soit devenue plus stratégique, plus participative et davantage axée sur les données factuelles et les résultats. S'inscrivant dans ce nouveau courant de pensée, le document de travail intitulé *Industrial Policy for Prosperity: Reasoning and Approach* explique le bien-fondé des nouvelles activités de l'ONUDI dans le domaine de la politique industrielle, recense les services potentiels que l'Organisation pourrait offrir aux différents stades de l'élaboration des politiques et propose trois axes opérationnels pour l'ONUDI: conseils, facilitation et renforcement des capacités.

En 2011, un nouveau projet de recherche de trois ans axé sur le changement structurel en faveur des priorités de l'industrie verte dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a été lancé. Des réunions de groupes d'experts ont été organisées en mars, juillet et novembre afin d'en définir les stratégies et l'échéancier pour les trois prochaines années. Le projet est le fruit de la collaboration entre l'ONUDI, l'Institut de recherche économique de l'ASEAN et d'Asie de l'Est et l'Institut des économies en développement de l'organisme japonais pour le commerce extérieur. La réunion de deux jours qui s'est tenue en mars visait à promouvoir le concept d'économie verte en Asie de

## L'élaboration du *Rapport sur le développement industriel 2011*, considéré comme l'une des publications phares de l'ONU, s'est terminée en 2011.

Publié à la fin de l'année, le nouveau *Rapport* sera officiellement lancé au Sommet mondial des énergies du futur, qui se tiendra à Abou Dhabi en janvier 2012. Intitulé "L'efficacité énergétique industrielle pour une création durable de richesses — récolter les dividendes environnementaux, économiques et sociaux", le *Rapport* montre comment l'amélioration de l'efficacité énergétique industrielle est l'un des moyens les plus prometteurs pour parvenir à un développement industriel durable à travers le monde, en particulier dans les pays en développement. L'industrie reste un des secteurs qui consomment le plus d'énergie: sa contribution au PIB mondial est pourtant plus faible que sa part dans la consommation mondiale d'énergie. Les processus industriels ont un potentiel d'amélioration technique de l'ordre de 25 à 30 %, ce qui signifie qu'en adoptant les meilleures technologies disponibles et les pratiques commerciales et techniques correspondantes, l'industrie pourrait à terme réduire ses émissions de gaz à effet de serre, lutter contre les changements climatiques et réduire d'autres polluants. Les économies d'énergie ainsi réalisées pourraient être utilisées pour satisfaire les besoins sociaux d'accès à l'énergie, particulièrement aigus dans les pays en développement, et pour aider les entreprises du monde entier à améliorer leurs résultats.

Le *Rapport* démontre, faits à l'appui, qu'au cours des 20 dernières années, l'efficacité énergétique des pays développés, qui sont les principaux consommateurs d'énergie, s'est améliorée. Les grands pays en développement, se

rendant compte également qu'il importait d'améliorer l'efficacité dès les premières étapes de leur processus d'industrialisation, ont commencé à adopter des technologies et d'autres mesures qui ont conduit à des gains d'efficacité énergétique sans précédent. Les pays en développement à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui assurent de plus en plus la production manufacturière mondiale, recherchent également des moyens d'être plus efficaces sur le plan énergétique.

Le *Rapport* soutient que la clef pour pérenniser ces gains reste le changement technologique industriel et le système d'incitation économique et politique qui lui est associé. Il suggère que pour surmonter les obstacles à l'efficacité énergétique industrielle, des politiques publiques s'imposent.

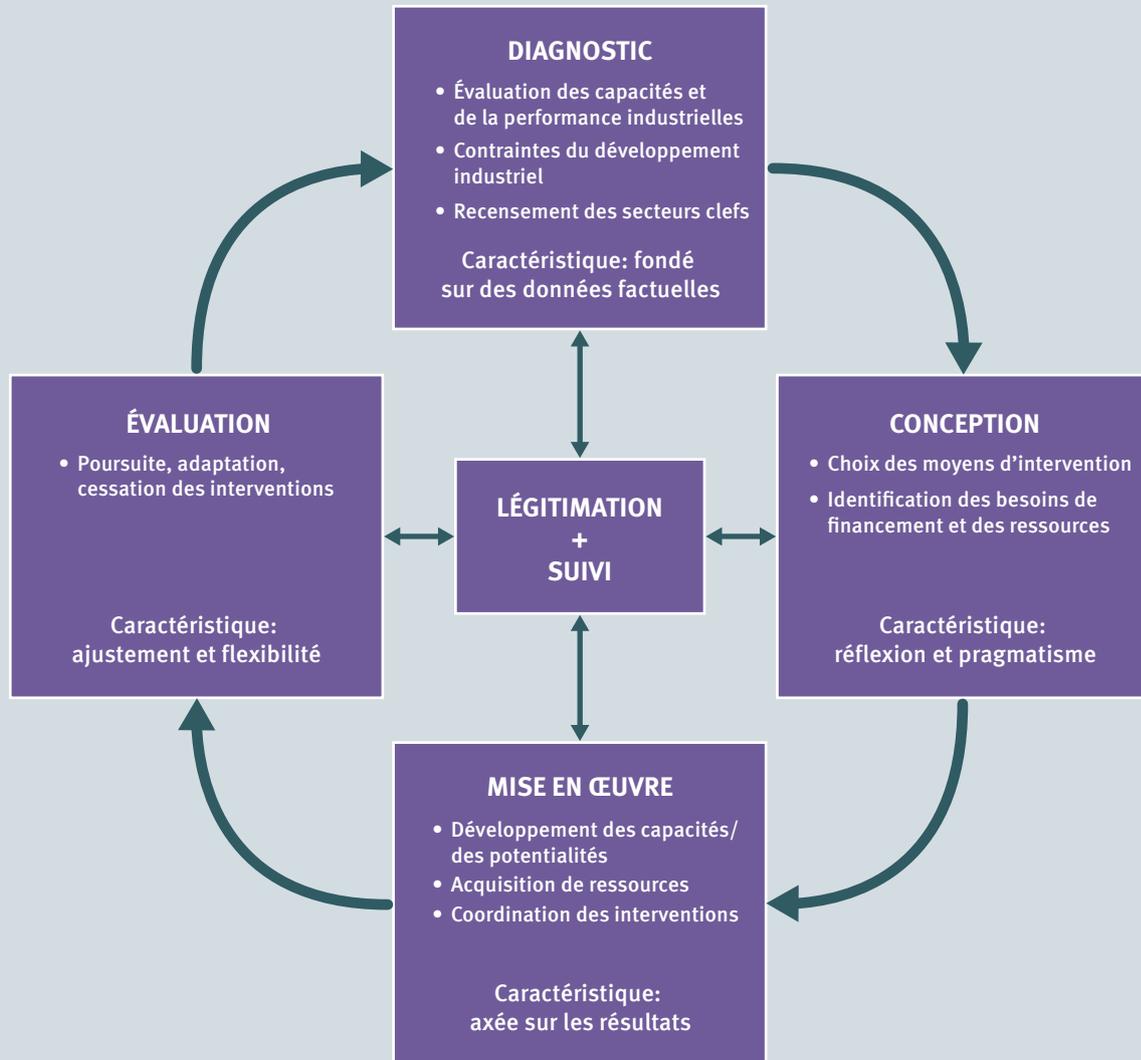
Le *Rapport* appelle à une collaboration internationale en matière de recherche-développement et à la mise en place de centres internationaux d'information et d'échange de connaissances pour recenser les meilleures pratiques et comparer les performances des différentes technologies dans diverses conditions. L'adoption de technologies rationnelles sur le plan énergétique supposant l'acquisition de capacités technologiques de plus en plus sophistiquées, le *Rapport* indique les moyens par lesquels la communauté internationale pourrait aider à renforcer les capacités. Il examine également la nécessité d'un cadre bien conçu pour le financement international de l'efficacité énergétique industrielle.

l'Est et dans les États membres de l'ASEAN par un échange d'expériences sur le renforcement de la compétitivité et des capacités nationales d'innovation. Les experts des trois organisations sont convenus que le développement de l'industrie verte et le changement structurel allaient de pair. Ils en ont conclu que, dans les pays de la région, la croissance économique durable reposait sur les synergies entre les priorités

de développement et la mise en œuvre de l'efficacité énergétique, l'utilisation efficace des ressources ainsi que la modernisation et la diversification industrielles.

Le projet permettra de formuler des recommandations stratégiques fondées sur des données factuelles et adaptées aux problèmes spécifiques rencontrés dans chaque pays membre de l'ASEAN. Les orientations stratégiques seront

## Processus stratégique en matière de politique industrielle



officiellement transmises à l'ASEAN lors de la réunion de ses hauts responsables économiques, ainsi que pendant les conférences des ministres de l'économie et le sommet. Des forums stratégiques seront également organisés pendant les trois années du projet pour favoriser un dialogue régulier et recevoir directement les contributions et les réactions des décideurs.

En 2011, l'ONUDI et l'Institut mondial sur la croissance verte (République de Corée) se sont mis d'accord pour entreprendre un projet de recherche conjoint sur l'impact du développement de l'industrie verte sur l'emploi, et plus spécifiquement pour vérifier si les efforts entrepris actuellement dans le domaine de la croissance verte en faveur d'un développement industriel économe en ressources et

à faible émission de carbone pourraient aider à créer durablement des emplois. Les résultats et les recommandations stratégiques obtenus à l'issue du projet de recherche devraient permettre aux entrepreneurs et aux décideurs du développement industriel vert de comprendre les perspectives, les possibilités et les contraintes en matière de création d'emplois, ainsi que les conditions propices au succès des investissements. Ce projet d'un an démarrera au début de l'année 2012.

## Conseils en matière de politique industrielle

Les services consultatifs pour l'élaboration de politiques permettent à l'ONUDI de proposer à ses États membres des conseils stratégiques pour accélérer le développement industriel et accroître la compétitivité de leurs industries. Les conseils consistent, d'une part, à promouvoir, aux niveaux international, régional et national, des stratégies d'industrialisation durables fondées sur la recherche économique appliquée sur les modalités et les moteurs du changement structurel et, d'autre part, à fournir un soutien aux États membres pour veiller à ce qu'ils

disposent de capacités adéquates pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des stratégies d'industrialisation durables.

En septembre, l'ONUDI a publié une brochure intitulée *Industrial Policy for Prosperity: UNIDO's Strategic Support* décrivant l'approche stratégique de l'Organisation vis-à-vis de la politique industrielle. Elle a également publié une version révisée de la brochure du programme d'intelligence industrielle stratégique, qui a reçu un accueil très favorable, en particulier de la part des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure).

Le lancement de l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités a marqué une étape importante au cours de l'année 2011. L'Institut est l'un des principaux instruments dont dispose l'Organisation pour renforcer les capacités des États membres et leur permettre de concevoir et gérer efficacement le processus de développement industriel. Il vise à améliorer la qualité des politiques industrielles par la création, la diffusion et le partage de connaissances de niveau mondial et le renforcement des capacités des États membres pour un développement industriel durable, la réduction de la pauvreté et l'accélération de la croissance économique (voir la rubrique spéciale à la fin du présent chapitre).

## Le pétrole au service de — et non pour remplacer — l'industrie

Au mois de mars, l'ONUDI s'est associée au Ministère du commerce et de l'industrie du Ghana pour organiser une conférence d'orientation de deux jours sur le thème "Compétitivité et diversification: les défis stratégiques d'une économie riche en pétrole". La conférence, qui a réuni des fonctionnaires, des chercheurs et des professionnels de l'industrie du pétrole et du gaz, proposait à la fois des séances plénières ouvertes, qui ont attiré un vaste public et ont eu un grand retentissement dans la presse nationale, et des séances privées réservées aux hauts responsables ghanéens. L'un des principaux sujets abordés était l'impact que la découverte d'importantes

réserves de pétrole pourrait avoir sur l'industrie nationale actuelle et sur les politiques de développement industriel. Il faut impérativement éviter ce qu'on appelle la "malédiction des ressources", phénomène communément observé par lequel l'exploitation accrue des ressources naturelles conduit à l'inefficacité économique et à la recherche, par les acteurs politiques, de rentes. Les participants ont insisté sur le fait que les pays africains devaient faire en sorte que les nouvelles richesses n'anéantissent pas les possibilités existantes, mais qu'elles leur permettent au contraire de diversifier l'économie au-delà du pétrole et du gaz.

C'est au mois de juillet qu'est parue l'édition 2011 du *Rapport sur le développement économique en Afrique*, réalisée conjointement par l'ONUDI et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le *Rapport*, sous-titré "Promouvoir le développement industriel dans le nouvel environnement mondial", appelle l'attention sur le développement industriel régional et les tendances stratégiques émergents. Ce projet commun a mis à contribution les spécialistes de l'ONUDI et de la CNUCED pour analyser la performance et les capacités industrielles des pays africains et recenser les approches réalistes qui leur permettront de parvenir à un développement industriel durable. Le *Rapport* préconise une approche stratégique des politiques industrielles, qui mettent l'accent sur la viabilité économique, sociale et environnementale. Il fait notamment valoir que, pour réussir, l'industrialisation africaine doit suivre son modèle propre, qui s'appuiera sur des politiques industrielles adaptées au contexte national et décèlera les potentialités inexploitées. Il s'agit de reconnaître ici qu'il est important que les pays s'approprient les stratégies et les politiques de développement pour parvenir à un développement efficace et durable.

Un séminaire sur l'industrialisation de l'Afrique et les partenariats avec la Corée, organisé par l'ONUDI en coopération avec l'Institut coréen d'économie industrielle et de commerce et le Ministère de l'économie et de la connaissance, s'est tenu en novembre à Séoul. Les participants ont discuté de la création d'une plate-forme de partage des connaissances qui permettrait de favoriser les partenariats entre secteur public et secteur privé pour l'élaboration de politiques et de mesures innovantes, en collaboration avec les pays africains. Cette plate-forme regrouperait des experts issus d'organisations internationales telles que l'ONUDI et le Fonds commun pour les produits de base, ainsi que du secteur privé. Les participants au séminaire ont également examiné les moyens de créer des opportunités de mise en réseau des acteurs nationaux et étrangers intervenant dans le développement industriel de l'Afrique. Préalablement au séminaire, l'ONUDI et l'Institut coréen d'économie industrielle et de commerce avaient signé un accord en vue de travaux de recherche conjoints sur les approches et les stratégies de développement industriel dans les pays en développement et en transition. Ce nouveau partenariat permettra l'échange de données et d'informations relatives au développement industriel ainsi que la collaboration entre les personnels des deux organisations pour la réalisation d'études sur ce thème.

Au mois de mai, l'ONUDI a participé à une conférence de dialogue politique de haut niveau portant sur la politique et la stratégie d'industrialisation de la Communauté de l'Afrique de l'Est, à Nairobi, où elle a présenté un exposé sur son approche stratégique en matière d'élaboration de politiques industrielles. L'objectif de la Conférence était d'offrir un forum où les intervenants des secteurs public et privé pourraient s'engager dans un programme, une stratégie et une politique d'industrialisation coordonnée à l'échelle régionale. En tant que partenaire privilégié de la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'ONUDI a contribué à l'élaboration de la stratégie et de la politique d'industrialisation et participé à sa rédaction finale lors d'une réunion d'experts tenue en octobre à Kampala. Suite à cette réunion, le secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est a manifesté le souhait de renforcer sa coopération avec l'ONUDI dans le domaine de l'élaboration de politiques industrielles régionales, en particulier pour répondre aux besoins de la Communauté en matière de développement des capacités analytiques et institutionnelles.

À l'invitation de la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'ONUDI a participé au séminaire régional sur les stratégies et les politiques de développement industriel, qui s'est tenu en novembre à Johannesburg, en Afrique du Sud, où elle a présenté un exposé sur les principaux éléments des stratégies et des politiques industrielles. Le même mois, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale a sollicité l'aide de l'ONUDI pour la mise en œuvre d'une initiative de politique industrielle régionale, qui devrait être opérationnelle au premier semestre 2012 dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne.

En 2011, des membres du personnel de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont passé plusieurs mois au siège de l'ONUDI pour se familiariser avec les travaux entrepris par l'Organisation dans le domaine du changement structurel et des statistiques industrielles. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre d'un nouveau partenariat important visant à promouvoir la diversification industrielle dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes par le biais d'activités communes de recherche et de plaidoyer, l'élaboration de mesures de politique industrielle et l'organisation de forums régionaux et mondiaux. Ensemble, les chercheurs de l'ONUDI et de la CEPALC ont préparé un projet de rapport sur la diversification industrielle en Amérique

“À l’approche de 2015, il faudra des solutions nouvelles et novatrices pour relever les défis du développement. Les Réseaux pour la prospérité fournissent de solides recommandations à ce sujet dans le domaine du développement et du secteur privé.” **Sophie de Caen, Directrice du Fonds pour la réalisation des OMD**

latine qui fera l’objet d’un débat lors d’une réunion conjointe de l’ONUDI et de la CEPALC à Rio de Janeiro, au Brésil, en 2012. La rencontre sera organisée par la Banque de développement brésilienne qui, depuis sa création en 1952, a joué un rôle fondamental dans la stimulation de l’expansion de l’industrie et des infrastructures dans le pays. Elle réunira des décideurs et des universitaires de pays industrialisés et en cours d’industrialisation afin d’identifier des axes stratégiques pour la diversification industrielle de la région.

En juin, l’ONUDI a organisé en marge de la trentième session du Conseil du développement industriel une manifestation intitulée “Tirer le meilleur parti d’une envolée des prix des produits de base: pour une diversification industrielle”. Le Ministre du commerce et de l’industrie du Ghana, le Ministre de l’industrie, de l’énergie et des mines de l’Uruguay, l’ancien Secrétaire exécutif de la CEPALC et le Directeur général de l’ONUDI ont présenté leurs points de vue et observations sous la direction de l’animatrice, Raphael Kaplinsky de l’Open University du Royaume-Uni. Le professeur

Kaplinsky a ainsi eu l’occasion de présenter les travaux qu’il a menés avec l’ONUDI sur le thème des stratégies de diversification pour les pays exportateurs de produits de base, qui figurent dans une brochure publiée en 2011 et intitulée *Commodities for Industrial Development: Making Linkages Work*.

Le thème a refait l’objet d’un débat lors d’une table ronde intitulée “Les stratégies de diversification économique: un moteur clef de la nouvelle révolution industrielle de l’Afrique”, organisée dans le cadre de la Conférence générale de 2011. Un document thématique a été préparé par le professeur Helmut Asche, alors professeur d’économie, de politique et de sociologie africaines à l’Université de Leipzig en Allemagne et Directeur général de l’Institut d’études africaines.

En 2011, plusieurs pays ont bénéficié de services consultatifs pour l’élaboration de politiques: Cap-Vert, Colombie, Côte d’Ivoire, Gambie, Mongolie, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Viet Nam, Zimbabwe. Dans ces pays, l’ONUDI a déployé une gamme de services comprenant l’évaluation

“Nombreux sont les décideurs qui souhaitent vivement apprendre à gérer les réseaux et à développer les stratégies de réseau en s’inspirant des meilleures pratiques et il est possible de répondre à leurs attentes en organisant des visites d’étude, des ateliers, des programmes de mentorat, des études de cas et des réseaux sociaux. Ces activités peuvent permettre d’identifier les facteurs de succès d’une gestion efficace des réseaux et les organisations internationales pourront y recourir pour faciliter et promouvoir leur action dans les pays où les structures de réseau et les ressources humaines et financières sont limitées.”

Carmen Buján Freire, Ambassadrice et Représentante permanente de l’Espagne auprès de l’ONUDI

des besoins et l’examen des projets de politique industrielle, l’appui à la création d’unités d’information industrielle et le soutien aux ministères pour la formulation et la mise en œuvre de politiques et stratégies industrielles.

Forte de ses compétences et de sa grande expérience dans le renforcement des capacités des décideurs pour l’analyse économique, l’ONUDI aide le Ministère de l’industrie et du commerce du Viet Nam à renforcer ses capacités internes pour mener à bien le processus d’élaboration des politiques industrielles. Au cours de l’année 2011, l’ONUDI a dispensé à un groupe de jeunes professionnels rigoureusement sélectionnés une formation portant sur le diagnostic industriel, l’analyse sectorielle de la compétitivité et l’analyse de la chaîne de valeur. Les modules de formation présentaient la méthodologie utilisée par l’ONUDI pour le diagnostic de l’ensemble des secteurs industriels, l’analyse sectorielle et l’analyse de la chaîne de valeur et mettaient l’accent sur la compétitivité commerciale. À l’issue de la formation, l’ONUDI a créé au sein du Ministère un groupe pour la compétitivité industrielle

chargé de suivre en permanence l’évolution de la performance industrielle et commerciale, et de préparer un rapport sur la compétitivité industrielle, l’analyse sectorielle et l’analyse de la chaîne de valeur au Viet Nam, ainsi que de brèves notes d’information sur les sujets d’actualité ayant une importance stratégique pour l’industrie et le commerce vietnamiens. Le premier rapport sur la compétitivité nationale intitulé *Viet Nam Industrial Competitiveness Report 2011*, a été lancé en décembre. Il fournit un cadre conceptuel pour comprendre les moteurs de la compétitivité industrielle, inscrit les industries vietnamiennes dans un contexte international, identifie les blocages industriels susceptibles d’être résolus par les politiques, et formule des recommandations spécifiques à l’intention des dirigeants nationaux. C’est un outil essentiel pour les décideurs, qui leur permet de formuler des politiques industrielles et commerciales répondant aux nouveaux défis et aux nouvelles réalités d’un développement industriel national rapide. S’appuyant sur la méthodologie bien rodée de l’ONUDI, le rapport cible le secteur manufacturier pour aider à identifier des domaines d’intervention clés pour

stimuler la compétitivité industrielle. Il compare la performance industrielle du Viet Nam à celle des autres pays de la région et met en lumière les axes stratégiques qui permettront d'approfondir le processus d'industrialisation au Viet Nam.

## Les réseaux de connaissance: une nouvelle initiative

En 2011, l'ONUDI a lancé une nouvelle publication trimestrielle intitulée *Policy brief*. Elle présente des questions d'actualité, dans des termes non techniques, et se veut un outil pour les décideurs. Le premier numéro qui est paru en novembre portait sur le potentiel de développement économique futur de l'Afrique et passait en revue les performances industrielles de plusieurs pays africains.

Dans le secteur du développement en particulier, les organisations prennent conscience qu'elles doivent gérer et partager plus efficacement l'information et apprendre à s'adapter plus rapidement aux circonstances externes afin de faire face à une réalité complexe et souvent difficile sur le terrain. Il y a un certain nombre de facteurs clefs (la distance entre le siège et les bureaux de pays, le fait de ne pas tirer les leçons des échecs et les renouvellements fréquents de personnel, notamment de consultants) où une stratégie de gestion et de partage des connaissances peut avoir une incidence considérable sur les capacités et l'efficacité d'une organisation. Cette stratégie, en évitant le double emploi, peut également s'avérer utile pour les agences de développement œuvrant dans le même domaine de recherche.

Le rapport intitulé *Réseaux pour la prospérité: réalisation des objectifs de développement par l'échange de connaissances* fait partie intégrante d'une initiative de l'ONUDI conçue en 2011 et financée par le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des OMD en vue de créer un système de gestion des connaissances pour le développement du secteur privé. Lancé à Vienne en novembre, le rapport pose les premiers jalons pour élaborer des recommandations stratégiques qui permettront aux pays en développement d'acquérir et d'adapter leur savoir-faire sur le développement du secteur privé. L'initiative des Réseaux pour la prospérité répond à l'objectif 8 des objectifs du Millénaire pour le développement, qui appelle à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

Établi en collaboration avec le Centre de Louvain pour l'étude de la gouvernance mondiale, en Belgique, et s'appuyant sur les précieux conseils formulés par des établissements publics et privés de quatorze pays, le rapport souligne que les réseaux de connaissance contribuent de façon essentielle à la réussite des politiques de développement du secteur privé et à la performance économique. Les réseaux apparaissent comme une forme distincte de gouvernance regroupant des acteurs publics et privés à l'intérieur et au-delà des frontières organisationnelles et nationales. Ils peuvent être utilisés pour apprendre, échanger des informations ou générer des connaissances et possèdent un fort potentiel pour la création de connaissances et le développement de la performance.

L'une des principales retombées de ce rapport est l'indice global de connectivité, qui couvre 132 pays et utilise les données disponibles les plus pertinentes provenant de sources très diverses. Les résultats obtenus initialement à partir de l'indice de connectivité démontrent clairement que les réseaux ont un fort impact sur l'efficacité du développement. Les résultats montrent des variations importantes dans les réseaux d'un pays à l'autre et également d'un niveau de réseaux à l'autre au sein d'un même pays. Il existe une forte corrélation positive entre l'indice de connectivité et l'efficacité gouvernementale, le développement industriel et le développement économique.

Le rapport est l'aboutissement de plusieurs événements et initiatives survenus en 2011. Un premier débat sur la gestion des connaissances dans les activités de développement a été organisé en mars, dans la ville de Panama, dans le cadre d'un atelier international réunissant des coordonnateurs du programme du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire. L'ONUDI a par la suite organisé une série de missions d'études dans 12 pays du programme conjoint, notamment en Bolivie (État plurinational de Bolivie), au Costa Rica, à Cuba, en République dominicaine, en Égypte, en El Salvador, en Éthiopie, au Panama, au Pérou, en Serbie, en Turquie et au Viet Nam, puis des rencontres avec des partenaires et des homologues nationaux dans chaque pays. Les données recueillies et les études de cas figurent dans le rapport qui met en évidence les bonnes pratiques des 12 pays du programme.

Le rapport a par la suite été lancé à Bruxelles et à New York et ses conclusions ont fait l'objet d'un débat lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide

au développement qui s'est tenu à Busan, en République de Corée, en novembre (voir également le chapitre 1<sup>er</sup>). L'initiative a été approuvée par les États membres lors de la quatorzième session de la Conférence générale, qui a chargé l'ONUDI de continuer à développer et favoriser les activités visant à promouvoir les structures internationales de mise en réseau et de gouvernance des connaissances (CG.14/Res.2).

Conformément au mandat que lui a conféré la Conférence générale, l'ONUDI poursuivra ses activités de gestion et de partage des connaissances en 2012, en mettant un accent particulier sur la mise en réseau des connaissances dans les politiques de développement de l'économie et du secteur privé, la gouvernance économique, environnementale et industrielle, et l'efficacité de l'aide et du développement.

## » L'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités a pour objectif d'améliorer la qualité des politiques industrielles en créant, en diffusant et en partageant des connaissances de niveau mondial et en renforçant les capacités pour un développement industriel durable, la réduction de la pauvreté et l'accélération de la croissance économique." Énoncé de la mission de l'Institut de l'ONUDI

*L'Institut de l'ONUDI a pour mandat d'assurer et de faciliter la formation de diverses personnes, organisations et communautés réparties à travers le monde dont les capacités et les actions influencent le développement industriel durable. Outre d'autres moyens d'intervention, l'Institut utilise des méthodes d'enseignement et d'apprentissage à distance novatrices et adaptées pour atteindre ses objectifs stratégiques.*

L'ONUDI sait depuis longtemps que les capacités humaines sont indispensables pour mieux gérer les politiques industrielles, et, à cet égard, la formation fait partie intégrante de la plupart de ses projets. Parallèlement, elle sait également qu'une approche plus systématique s'impose lorsqu'on ne se contente pas uniquement de renforcer les capacités des gouvernements et des organes de décision, mais qu'on vise également les jeunes professionnels et les étudiants, qui, d'ici quelques années, joueront un rôle central dans les gouvernements, les organismes publics et le secteur privé. Pour ce qui est de développer les compétences et les capacités de demain, l'ONUDI doit s'atteler à cette tâche dès aujourd'hui.

Créé en 2011, l'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités est un centre international d'excellence destiné à la formation, à la recherche conjointe et au renforcement des capacités dans le domaine du développement industriel. Il offre des possibilités de formation aux décideurs, aux spécialistes, aux chercheurs et aux personnes œuvrant dans le secteur du développement industriel, ainsi qu'aux étudiants qui souhaitent faire carrière dans ce domaine. Contrairement aux instituts classiques, l'Institut de l'ONUDI n'a pas de moyens matériels étendus mais recourt au partage des connaissances,

à la communication et à l'enseignement à distance, et organise régulièrement des activités dans les pays développés et les pays en développement.

### L'Institut mène les activités suivantes:

- Formation et éducation: renforcer les connaissances et les compétences des participants pour qu'ils s'impliquent plus efficacement dans le processus de développement industriel;
- Programme conjoint de recherche: lancer des projets de recherche en collaboration avec des chercheurs ou des institutions afin de proposer des solutions novatrices et faire en sorte que les meilleures pratiques internationales soient davantage appliquées dans les projets de développement industriel;
- Partage des connaissances: partager l'expérience de l'ONUDI avec les milieux universitaires, les décideurs, les praticiens et autres acteurs du développement industriel;
- Dialogue politique: créer des voies de communication effectives entre les experts, les fonctionnaires, les responsables de haut niveau, les milieux universitaires et les autres acteurs; et

- Mise en réseau et partenariats stratégiques: établir un lien entre les activités de l'ONUDI et les institutions partenaires pour l'élaboration et la gestion de politiques industrielles durables.

## Cadre du programme

L'Institut de l'ONUDI offre diverses possibilités de formation. Son programme conjoint de recherche encourage la collaboration entre l'ONUDI et les plus grands établissements universitaires pour mettre en œuvre des projets de recherche conjoints. Son programme de doctorat établit des partenariats avec des universités et des instituts de recherche reconnus permettant d'effectuer des recherches théoriques et empiriques rigoureuses répondant aux exigences des thèses de doctorat dans le domaine du développement industriel. Dans le cadre du programme de bourses de l'Institut, l'ONUDI accueille dans ses locaux un nombre déterminé de personnes et leur donne directement accès à son expertise et à ses connaissances. Son programme d'appui à l'éducation vise à améliorer les méthodes d'enseignement et d'apprentissage en mettant en place des cours et des formations sanctionnées par des diplômes en développement industriel, tandis que dans le cadre de son programme de prix d'excellence l'Institut organise des concours annuels pour récompenser les meilleures thèses de maîtrise et de doctorat dans les domaines prioritaires de l'ONUDI. Le programme de formation des cadres permet aux hauts fonctionnaires d'être formés par les plus grands spécialistes de l'ONUDI et par des professeurs de renommée internationale. Le programme d'été propose aux jeunes professionnels un ensemble dynamique de méthodes d'apprentissage traditionnelles et novatrices, tandis que le programme d'enseignement à distance de l'Institut vise un auditoire international avec des formations en ligne.

## Cours de formation

Le premier cours de formation des cadres intitulé *"On top of the game: Global strategies and*

*negotiations towards green growth"* ("Un enjeu majeur: stratégies et négociations mondiales en faveur d'une croissance verte") a été organisé par l'Institut, en Autriche, au mois d'octobre. Des cadres supérieurs, négociateurs et décideurs de haut niveau, venant de pays en développement et d'économies en transition, ont pu tirer des enseignements stratégiques des analyses et de la recherche de pointe menée autour des diverses options qui s'offrent aux pays en développement dans le domaine de la croissance verte et de la politique énergétique, ainsi que des technologies vertes connexes, des innovations et des négociations multilatérales. Le cours a permis de développer les cinq compétences essentielles du négociateur (analyse approfondie, prise de décision rationnelle, persuasion, innovation et application) et de découvrir les positions stratégiques dans les négociations multilatérales actuelles sur l'environnement.

La formation alliait à la fois les normes les plus exigeantes utilisées en matière de rigueur académique par le partenaire, la Saïd Business School de l'Université d'Oxford, et la grande expérience de l'ONUDI dans le domaine de la politique industrielle et de la technologie, ainsi que l'expérience propre des participants dans les négociations multilatérales et les défis stratégiques actuels. Le cours a réuni des sommités de la diplomatie multilatérale, du commerce international, du droit, des milieux universitaires et du système des Nations Unies, qui ont permis aux participants de découvrir les processus essentiels et l'espace stratégique que pouvaient occuper les pays en développement dans les négociations multilatérales commerciales et environnementales. La formation a été organisée grâce au soutien financier du Ministère fédéral autrichien pour les affaires européennes et internationales.

Pour de plus amples renseignements sur l'Institut de l'ONUDI, voir <http://institute.unido.org>.

» Les fiches fournissent des informations claires, concises, factuelles et actuelles sur les activités de l'Organisation suivant une approche axée sur les résultats et une orientation régionale.



## L'ONUDI: catalyseur d'un monde meilleur

Ces quatre dernières années, l'ONUDI a pu augmenter le taux d'exécution de ses activités de coopération technique de plus de 50%. En lisant le présent *Rapport*, les lecteurs ont pu se faire une idée de l'orientation des activités de l'Organisation autour des trois priorités thématiques et de la manière dont elle s'adaptait au nouvel environnement économique. Le présent chapitre, dernier du *Rapport*, contient des informations sur ce qui, faute de place, ne peut être qu'une petite sélection de projets, présentés sous la forme de fiches d'information axées sur les résultats. Parmi ces projets, certains, bien qu'achevés, continuent d'avoir un impact durable, d'autres sont à divers stades d'achèvement mais produisent déjà des résultats impressionnants, et d'autres encore viennent d'être lancés mais semblent déjà très prometteurs. Les informations, tant qualitatives que quantitatives, sont présentées de manière succincte. Les lecteurs qui le souhaitent pourront suivre les progrès de ces projets, et d'autres projets de l'Organisation, sur le site Internet de cette dernière ([www.unido.org/factsheets](http://www.unido.org/factsheets)).

**Arménie**  
**Bangladesh, Bhoutan, Maldives et Népal**  
**Bolivie (État plurinational de)**  
**Cameroun**  
**Fédération de Russie**  
**Guatemala**  
**Inde**  
**Indonésie**  
**Liban**  
**Maroc**  
**Mozambique**  
**Pérou**  
**République démocratique populaire lao**  
**Sierra Leone**  
**Soudan**  
**Turquie**  
**Viet Nam**  
**Pays en développement**  
**Petits États insulaires en développement**

# ARMÉNIE

## » Transition vers une vie meilleure



### En bref

<b>Objectif:</b>	Assurer des moyens de subsistance aux groupes vulnérables
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine créé à l'initiative du Gouvernement japonais
<b>Partenaires:</b>	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
<b>Budget:</b>	2 259 000 dollars (822 500 dollars pour l'ONUDI)
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2009-2012

### CONTEXTE

En Arménie, plus du quart de la population vit sous le seuil de pauvreté officiel. Une grave récession économique, des problèmes liés à la transition vers une économie de marché et les conséquences désastreuses de catastrophes naturelles sont autant de facteurs qui entravent les efforts entrepris par le pays pour améliorer les conditions de vie. Les inégalités de revenu sont importantes et les opportunités manquent, en particulier pour les réfugiés, les personnes déplacées, les femmes et autres groupes vulnérables.

### STRATÉGIE

Pour soutenir les efforts du Gouvernement, de nombreux organismes des Nations Unies, dont l'ONUDI, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ont élaboré pour les régions de Kotayk et Gegharkunik un projet devant jeter les bases du développement durable dans les communautés locales, en s'appuyant sur une approche intégrée englobant la réduction de la pauvreté, l'éducation, la santé et les problèmes environnementaux locaux.

Dans ce contexte, l'ONUDI apporte son aide en vue de l'autonomisation des ménages pauvres et vulnérables des zones rurales, en favorisant leur participation à la vie économique. Il s'agit d'encourager l'entrepreneuriat local, en développant les compétences en gestion des entrepreneurs locaux potentiels, en améliorant l'accès au crédit et en modernisant les infrastructures locales. À ce jour, la plupart des bénéficiaires des communautés ciblées ont été formés au développement de petites entreprises et ont visité des entreprises établies dans d'autres régions du pays. Un Fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises est opérationnel depuis octobre 2011 et des projets d'infrastructures communautaires

ont été lancés. L'ONUDI soutient également l'accès à des services énergétiques modernes et propres par le biais de la construction de centrales de biogaz pilotes et d'activités de formation de la population locale à l'exploitation et à la maintenance de ces systèmes énergétiques.

### RÉSULTATS

- L'évaluation des intérêts commerciaux et des besoins en formation a été réalisée.
- Plus d'une centaine de personnes ont été formées aux compétences entrepreneuriales, dont 35 % de femmes.
- Un fonds de soutien aux PME a été créé et 11 prêts ont été accordés.
- Un fournisseur international d'équipements destinés aux petites installations de biogaz a été sélectionné.
- La collaboration entre le PNUD, l'ONUDI, le FNUAP et l'UNICEF a été renforcée.

### IMPACT/PERSPECTIVES

La meilleure façon de traiter les questions relatives à la sécurité humaine est d'agir dans le cadre d'une intervention multidimensionnelle portant à la fois sur la réhabilitation des infrastructures, la création de possibilités de revenus durables et la fourniture de services de santé de qualité. Conformément à ce principe, c'est sur les services d'appui au développement de l'agriculture fournis par le PNUD que se fondent économiquement les activités génératrices de revenus et relatives au biogaz prévues par l'ONUDI. Les bénéficiaires du projet disposeront de sources de revenus pérennes et verront leur santé s'améliorer. Le projet est censé être ensuite reproduit ailleurs dans le pays.

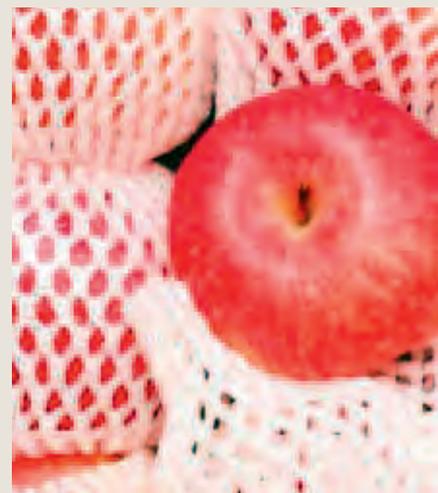
Pour de plus amples informations sur ce projet:  
[C.Pitassi@unido.org](mailto:C.Pitassi@unido.org), [M.Draeck@unido.org](mailto:M.Draeck@unido.org)

# BANGLADESH, BHOUTAN, MALDIVES ET NÉPAL

## » Sécurité sanitaire des aliments dans les PMA asiatiques

### En bref

<b>Objectif:</b>	Aide à l'accès au marché et à la facilitation du commerce dans les PMA asiatiques
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim
<b>Priorité thématique:</b>	Renforcement des capacités commerciales
<b>Donateur:</b>	Gouvernement norvégien
<b>Partenaires:</b>	Ministère de l'industrie (Bangladesh), Ministère du commerce et de l'industrie (Bhoutan), Ministère du développement économique et du commerce (Maldives), Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Népal)
<b>Budget:</b>	2 260 000 euros
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2007-2012



### CONTEXTE

Les pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) pourraient augmenter sensiblement leur participation au commerce régional et international de produits agricoles, qui représentent une source précieuse d'exportations pour les pays les moins avancés (PMA). Cependant, ils se heurtent à la nécessité de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires à la fois dans le pays et à l'exportation. Pour répondre à ces défis, les institutions relatives à la qualité du Bangladesh, du Bhoutan, des Maldives et du Népal devront être renforcées.

### STRATÉGIE

Grâce à un financement de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad), l'ONUDI a mis en place plusieurs initiatives devant aider les pays de la SAARC à accroître leur capacité à produire des denrées alimentaires sûres. Dans chacun des quatre pays, le projet a permis les interventions suivantes en matière de renforcement des capacités:

- Mise en place d'un système de gestion de la sécurité sanitaire des aliments conforme à la norme ISO 22000 destinée aux entreprises agro-industrielles.
- Renforcement des structures institutionnelles et des capacités nationales des quatre pays en matière de normes, de métrologie, de tests, de qualité et d'évaluation de la conformité.
- Assistance à plusieurs unités pilotes de transformation des aliments en vue de mettre en œuvre la norme ISO 22000 et d'obtenir la certification correspondante.
- Promotion d'une culture de la qualité chez les décideurs politiques, les industriels et les dirigeants de l'industrie.

### RÉSULTATS

- Appui à l'Autorité de réglementation de l'agriculture et de l'alimentation du Bhoutan, pour lui permettre de jouer le rôle de laboratoire de référence, dont les importateurs reconnaissent la validité des analyses.

- Aide au principal laboratoire d'analyse de l'Autorité des aliments et des médicaments des Maldives à obtenir l'accréditation ISO 17025 et certification de plusieurs entreprises de transformation du poisson comme étant conformes à la norme ISO 22000 et au système HACCP d'analyse des risques aux points critiques, ce qui permettra de faire en sorte que le thon exporté vers l'Union européenne, les États-Unis et d'autres pays respecte les normes de qualité voulues.
- Sensibilisation aux normes au Bangladesh, en particulier en ce qui concerne la sécurité sanitaire des aliments et l'hygiène et la sécurité au travail, et aide au laboratoire d'analyse des produits alimentaires de l'Institut de normalisation et d'essai du Bangladesh pour obtenir sa certification ISO/IEC 17025. Le coût de la certification s'en trouve diminué pour les unités de transformation et d'exportation de crevettes, et les entreprises exportatrices réalisent ainsi de meilleurs profits.
- Renforcement du système de certification des produits du Bureau des normes et de la métrologie du Népal et du laboratoire d'analyse des produits alimentaires du Département des technologies alimentaires et du contrôle de la qualité. La capacité du pays à exporter des produits alimentaires transformés vers l'Inde ainsi que du miel vers l'Europe est ainsi renforcée.

### IMPACT/PERSPECTIVES

Le projet de l'ONUDI et de la Norad a sensiblement contribué à diminuer les obstacles techniques au commerce rencontrés par le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives et le Népal, favorisant ainsi leur développement industriel et celui de leurs capacités d'exportation, tout en renforçant leurs procédures de contrôle de la qualité des importations et leur connaissance des systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, ce qui constitue un bénéfice important pour la société locale.

Pour de plus amples informations sur ce projet: [tcb@unido.org](mailto:tcb@unido.org)

# BOLIVIE (État plurinational de)

## » Autonomisation économique des femmes boliviennes



### En bref

<b>Objectif:</b>	Autonomisation économique des femmes des zones rurales en Bolivie (État plurinational de)
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Gouvernement espagnol, via le Fonds pour la réalisation des OMD
<b>Partenaires:</b>	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Ministère de la justice
<b>Budget:</b>	9 millions de dollars (1 560 000 dollars pour l'ONUDI)
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2008-2012

### CONTEXTE

Dans l'État plurinational de Bolivie, environ 40% de la population vit sous le seuil national de pauvreté, ce qui fait de ce pays l'un des plus pauvres d'Amérique latine. C'est dans les zones rurales du pays (environ 90%) que les niveaux de pauvreté sont les plus élevés, la population des femmes indigènes étant la plus sévèrement touchée. Malgré l'existence d'un cadre réglementaire national pour l'équité, et bien que 60% des ménages en zone rurale soient dirigés par des femmes en raison de l'exode massif des hommes vers les zones urbaines, les femmes ne possèdent que 1,2% des terres en leur nom propre. Elles n'ont également que peu de contact avec l'État et sont rarement représentées dans les organisations économiques, les gouvernements locaux ou les organismes étatiques. Cela n'empêche pas qu'elles trouvent souvent des façons créatives de générer des revenus. Pour qu'elles puissent réaliser leur potentiel et créer des entreprises, un renforcement des institutions d'appui concernées et des mesures de développement des compétences entrepreneuriales sont nécessaires.

### STRATÉGIE

Grâce à un financement du Gouvernement espagnol via le Fonds pour la réalisation des OMD et en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'ONUDI a lancé un programme conjoint visant à ouvrir des perspectives économiques aux femmes indigènes en situation d'extrême pauvreté de l'État plurinational de Bolivie. Le programme poursuit trois objectifs étroitement liés, à savoir garantir les droits des femmes à accéder à la propriété, à hériter et à protéger leurs biens; assurer l'équité entre les femmes et les hommes concernant l'accès

aux actifs, au crédit et à la technologie; et diminuer le nombre de femmes en situation d'extrême pauvreté. L'intervention de l'ONUDI vise à aider les femmes productrices à améliorer la fabrication et la commercialisation de leurs produits culturels.

### RÉSULTATS

- Quelque 2 150 femmes indigènes ont été formées aux compétences entrepreneuriales et à la gestion d'entreprise.
- Quelque 1 600 femmes indigènes ont bénéficié de services d'assistance pour gérer les questions financières et 1 300 d'entre elles ont obtenu un microcrédit.
- Quelque 1 600 femmes indigènes ont reçu des bourses pour lancer leur propre activité.

### IMPACT/PERSPECTIVES

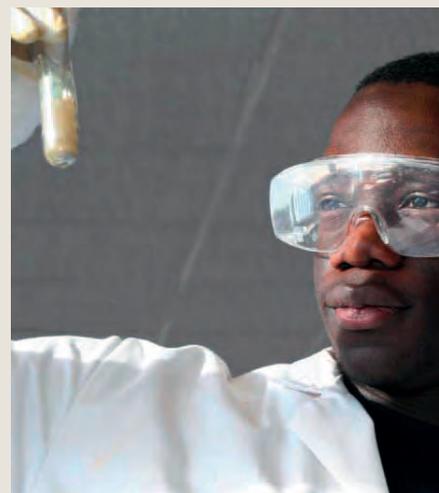
En fournissant des microcrédits et des possibilités d'emploi aux femmes indigènes des zones rurales, le programme aidera ces femmes à devenir autonomes économiquement et à créer de la richesse mais aussi des emplois pour d'autres personnes, contribuant ainsi à la croissance économique du pays. La réduction de la pauvreté est une priorité absolue pour le Gouvernement bolivien, et le projet, qui s'inscrit dans le cadre des activités menées grâce au Fonds pour la réalisation des OMD en vue d'éradiquer l'extrême pauvreté et de promouvoir l'égalité des sexes (objectifs 1 et 3), donnera aux opérateurs nationaux et aux bénéficiaires les capacités nécessaires pour garantir la pérennité des résultats obtenus une fois qu'il sera achevé.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:  
I.Wijngaarde@unido.org*

## » L'Agence des normes et de la qualité (ANOR) du Cameroun

### En bref

<b>Objectif:</b>	Intégration économique
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement
<b>Priorité thématique:</b>	Renforcement des capacités commerciales
<b>Donateur:</b>	Union européenne
<b>Partenaire:</b>	Ministère de l'industrie, des mines et du développement technologique (Cameroun)
<b>Budget:</b>	3 538 000 euros
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2007-2012



### CONTEXTE

Les marchés camerounais souffrent depuis longtemps de produits de faible qualité, qui constituent un danger pour la santé des consommateurs locaux. Ceci résulte principalement du fait que le pays dispose d'une infrastructure nationale limitée pour garantir la qualité de ses produits et services et protéger la santé des consommateurs. En outre, la responsabilité de la sécurité des consommateurs et de l'assurance qualité est éclatée entre plusieurs ministères, ce qui donne lieu à des mesures réglementaires non coordonnées.

### STRATÉGIE

Avec l'aide du projet de l'ONUDI financé par l'Union européenne, une agence nationale de normalisation, l'Agence des normes et de la qualité (ANOR), a été créée afin de centraliser la responsabilité de l'élaboration de normes nationales, de la protection du consommateur et de la surveillance du marché et d'assurer une participation efficace du Cameroun aux activités internationales de normalisation. L'appui de l'ONUDI est capital pour cette jeune institution. Ce projet, qui tire parti de la grande expérience de l'ONUDI en matière de soutien aux organismes nationaux de normalisation, a permis d'introduire dès le début les meilleures pratiques internationales et de renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et humaines de l'ANOR par des formations et des études. Les activités du projet couvrent également le renforcement institutionnel, comme prévu dans un plan national relatif à la qualité qui fournit à l'ANOR des scénarios pour le développement de l'infrastructure camerounaise relative à la qualité.

### RÉSULTATS

L'ANOR a désormais mis en place des mécanismes nationaux efficaces pour l'élaboration, l'approbation et la

promotion de normes et procédures de contrôle de la qualité. Surtout, elle a fait participer le secteur privé et les associations de consommateurs à ses activités de promotion de la qualité et de normalisation en établissant un dialogue entre secteurs public et privé et en créant un prix de la qualité. Ces acteurs jouent un rôle crucial pour l'un des objectifs clefs de l'ANOR, à savoir le développement d'une culture de la qualité au Cameroun.

Le secteur privé tire également parti du projet grâce à la mise en place de laboratoires d'analyse internationalement reconnus, qui fournissent leurs services au secteur privé et à d'autres laboratoires. Les entreprises camerounaises, en particulier celles des secteurs cibles que sont les produits agricoles, les textiles et le bois, pourront faire tester leurs produits localement à un coût raisonnable, ce qui facilitera considérablement le commerce régional et international et protégera les consommateurs nationaux, deux préoccupations majeures de l'ANOR et du Gouvernement.

### IMPACT/PERSPECTIVES

Parallèlement, ce projet a pour effet de renforcer les capacités productives, d'aider les entreprises à se mettre à niveau, d'améliorer le climat des affaires au Cameroun et de préparer le pays à participer aux négociations relatives à son intégration économique, tant régionale qu'internationale, qui devrait générer un supplément de croissance économique. Sur le long terme, ces interventions aideront le Cameroun, pays doté de ressources naturelles importantes et jouissant d'une situation géographique stratégique, à mieux exploiter ses atouts.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:*  
[tcb@unido.org](mailto:tcb@unido.org)

# FÉDÉRATION DE RUSSIE

## » Des industries vertes pour un fleuve propre



### En bref

Objectif:	Rendre plus vertes les industries installées le long de la Volga
OMD:	7. Préserver l'environnement
Priorité thématique:	Environnement et énergie
Donateur:	Fédération de Russie
Partenaire:	Gouvernement russe
Budget:	1 310 000 dollars
État d'avancement:	En cours
Durée:	Juin 2010-Juin 2012

### CONTEXTE

S'étirant sur 3 660 km, avec un bassin d'une superficie de 1 380 000 km<sup>2</sup>, la Volga est le plus long et le plus large fleuve d'Europe. Appelé "la Mère Volga", il joue un rôle important dans le quotidien de la population russe, dont près de la moitié (60 millions de personnes) vit le long de ses rives. Aujourd'hui, il est très pollué et il est à l'origine de plus de 80 % des rejets de polluants dans la mer Caspienne. L'essentiel de cette pollution est due aux entreprises industrielles, pour moitié aux petites et moyennes entreprises (PME) qui déversent pour la plupart leurs eaux usées, insuffisamment traitées, dans le fleuve. Les PME sont confrontées à un dilemme car elles ne disposent ni des capacités nécessaires pour traiter correctement leurs eaux usées, ni des fonds qui leur permettraient d'améliorer leurs installations de traitement.

### STRATÉGIE

Entre 2001 et 2004, l'ONUDI a mis en œuvre, avec succès, son projet relatif au transfert d'écotechnologies pour le Danube dans cinq pays du bassin du Danube. Le projet portait sur la pollution liée aux activités industrielles terrestres et s'appuyait sur un diagnostic complet des besoins des entreprises afin de les aider à élaborer une stratégie durable à long terme. En 2011, l'ONUDI a entamé son projet relatif au transfert d'écotechnologies pour la Volga en appliquant la même stratégie aux huit régions situées dans le bassin des cours moyen et inférieur de la Volga.

La phase initiale du projet consistera à identifier les principaux pollueurs industriels (les "points critiques") et à évaluer leur contribution à la pollution de la Volga. Des entreprises sélectionnées recevront une assistance directe de l'ONUDI pour la mise en œuvre de technologies plus propres et respectueuses de l'environnement afin de réduire au minimum la pollution. Les bénéfices économiques de l'application de technologies plus vertes seront également démontrés. Ce

projet complète plusieurs autres initiatives de l'ONUDI en Fédération de Russie. Les capacités de deux centres de production plus propre, créés précédemment par l'ONUDI (et désormais autonomes), seront mises à profit.

### RÉSULTATS ATTENDUS

Les PME peuvent attendre du transfert de technologies respectueuses de l'environnement les bénéfices suivants:

- Passage de pertes à profits grâce à la diminution des pertes en matières premières et à l'optimisation de la consommation d'énergie;
- Adoption de technologies propres efficaces grâce à des mécanismes financiers et des mesures d'incitation;
- Réduction des coûts d'investissement et de fonctionnement des stations d'épuration;
- Meilleur accès aux marchés pour les produits verts;
- Moins d'amendes et de pénalités imposées par les organismes chargés de faire respecter la réglementation;
- Amélioration de la crédibilité et la compétitivité;
- Réduction des rejets polluants dans la Volga.

### IMPACT/PERSPECTIVES

En matière d'environnement, il est crucial de traiter les problèmes à la source, en particulier dans le domaine de l'eau. Cependant, pour que la pollution soit sensiblement réduite, la démarche de transfert d'écotechnologies devra être reproduite à grande échelle et des investissements supplémentaires seront nécessaires. La Fédération de Russie a déjà réalisé des investissements considérables pour soutenir l'élaboration d'une stratégie régionale visant à atténuer les conséquences environnementales de la pollution de la Volga.

Pour de plus amples informations sur ce projet:  
[I.Volodin@unido.org](mailto:I.Volodin@unido.org)

## » Centre national pour une production plus propre

**En bref**

<b>Objectif:</b>	Production plus propre au Guatemala
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 7. Préserver l'environnement
<b>Priorité thématique:</b>	Environnement et énergie
<b>Donateur:</b>	Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse
<b>Partenaires:</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Chambre d'industrie du Guatemala
<b>État d'avancement:</b>	Achévé (poursuite de la coopération avec l'ONUDI, et financement par une tierce partie)

**CONTEXTE**

À la fin des années 80, le concept de “développement durable” lancé par la Commission Brundtland a marqué un tournant dans les politiques internationales en matière de développement et d'environnement. La communauté internationale a alors reconnu que le développement et la préservation de l'environnement étaient interdépendants et devaient être traités ensemble. Lors du Sommet “Planète Terre” qui s'est tenu en 1992 à Rio de Janeiro, les pays industrialisés ont renouvelé leur engagement en adoptant le programme Action 21, par lequel ils décidaient de promouvoir l'accès des pays en développement et en transition à des modes de production, des pratiques et des techniques durables.

**STRATÉGIE**

À la suite du Sommet de Rio, l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont lancé des projets pilotes dans le domaine de la production plus propre et économe en ressources, afin de mettre en pratique des stratégies environnementales préventives. À l'issue de ces projets couronnés de succès, les deux partenaires ont convenu de soutenir ce type de production en mettant en place, dans les pays en développement et en transition, des Centres nationaux pour une production plus propre. Ces centres se consacrent à la réduction de la consommation d'énergie, d'eau et d'autres ressources naturelles ainsi qu'à la diminution des déchets et des émissions, en particulier au niveau des petites et moyennes entreprises.

Au Guatemala, un Centre national pour une production plus propre a été créé en 1999, avec le soutien financier du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse. Depuis, le Centre a rendu un grand nombre de services, en matière de diffusion des connaissances et des informations relatives aux techniques de production plus propre mais aussi

d'amélioration des modalités de fonctionnement des petites et moyennes entreprises. Aujourd'hui, il est une institution technique à but non lucratif qui reçoit de l'aide de l'ONUDI et du PNUE et qui bénéficie d'une collaboration étroite, au niveau national, avec des partenaires institutionnels tels que l'Université del Valle, l'Association des producteurs de sucre et la Chambre d'industrie.

**RÉSULTATS**

Depuis sa création, le Centre national pour une production plus propre du Guatemala a:

- Apporté son assistance technique à plus de 100 entreprises de divers secteurs, dont ceux des aliments et boissons, des plastiques, des textiles et du cuir, de la transformation des métaux et du tourisme;
- Publié plusieurs guides et manuels sur les meilleures pratiques;
- Participé à l'élaboration d'une politique nationale sur les technologies de production plus propre;
- Organisé de nombreuses manifestations de sensibilisation et des ateliers de formation.

**IMPACT/PERSPECTIVES**

En coopération étroite avec les autorités locales, le Centre national pour une production plus propre a élargi le champ de ses activités et services pour y inclure le soutien à l'élaboration de politiques. Des Centres nationaux pour une production plus propre de l'ONUDI et du PNUE ont été créés dans 47 pays au total. En 2009, les partenaires ont décidé d'étendre et d'intensifier les activités de réseau des centres à l'international.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:  
R.VanBerkel@unido.org*



### En bref

<b>Objectif:</b>	Accès au marché pour les fabricants de composants automobiles
<b>OMD:</b>	8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement
<b>Priorité thématique:</b>	Renforcement des capacités commerciales
<b>Donateurs:</b>	Gouvernement indien, Fiat, ONUDI
<b>Partenaire:</b>	Association des fabricants indiens de composants automobiles (ACMA)
<b>Budget:</b>	1 500 000 dollars
<b>État d'avancement:</b>	Achevé
<b>Durée:</b>	1999-2010

### CONTEXTE

Les fournisseurs de l'automobile tiennent une place particulièrement importante dans l'économie indienne. Le chiffre d'affaires annuel cumulé des 500 premières entreprises de ce secteur représente 4,7% du PIB et 19% des recettes fiscales indirectes du pays. Cependant, à mesure que les pressions sur le marché augmentent, la pression sur les fournisseurs s'accroît également, notamment concernant les prix, la qualité et les services. Les prix des pièces détachées, des composants et des systèmes sous-traités par les constructeurs automobiles montent eux aussi, mais de nombreux petits fournisseurs ont bien du mal à tirer parti de la situation.

### STRATÉGIE

En 1999, en partenariat avec l'Association des fabricants indiens de composants automobiles (ACMA), l'ONUDI a lancé un programme de mise à niveau des fournisseurs de l'automobile indiens. Dans ce cadre, elle a aidé de petites et moyennes entreprises du secteur des composants automobiles à surmonter les difficultés liées à une faible productivité, à une qualité insuffisante et inégale et à l'évolutivité, afin de devenir plus efficaces, plus fiables et plus rentables.

Au cours de ses trois phases, le projet a permis de mettre à niveau 133 fabricants de composants. Sur la même période, plus de 50 conseillers nationaux, experts d'entreprises et spécialistes de la qualité ont été formés à la méthode d'amélioration de la productivité de l'ONUDI et de l'ACMA.

### RÉSULTATS

Le programme de mise à niveau a directement permis à la plupart des entreprises qui y ont participé d'améliorer considérablement leurs performances:

- Augmentation des ventes de 33% en moyenne
- Augmentation du nombre de clients de 6 en moyenne
- Augmentation du nombre de nouveaux produits de 30 en moyenne
- Économies de 73 000 dollars en moyenne
- Augmentation de la productivité d'environ 70% en moyenne.

### IMPACT/PERSPECTIVES

Ce projet ayant pris fin en 2010, un programme lui faisant suite sera lancé en 2012 afin d'en élargir la portée et d'étendre la gamme de services proposés dans le programme d'origine. L'objectif sera, à nouveau, d'aider les petites et moyennes entreprises fournisseurs de composants à répondre aux exigences des marchés et des acheteurs régionaux et internationaux. Il consistera également à diffuser une démarche d'amélioration continue au niveau des entreprises et, plus largement, de l'ensemble des institutions d'appui. Au final, le programme permettra d'accroître encore l'accès au marché et de créer une infrastructure de services d'appui plus pérenne pour aider les fabricants existants et futurs.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:*  
[N.Weisert@unido.org](mailto:N.Weisert@unido.org)

## » Soutenir les efforts de reconstruction

**En bref**

<b>Objectif:</b>	Reconstruction et réconciliation
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine créé à l'initiative du Gouvernement japonais
<b>Partenaires:</b>	Organisation internationale du Travail (OIT), Ministère de l'industrie et du commerce, Ministère du travail et de la transmigration
<b>Budget:</b>	2 100 000 dollars (dont 1 300 000 dollars pour l'ONUDI)
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2009-2012

**CONTEXTE**

Entre 1999 et 2004, les vagues de violence ethnique et religieuse survenues en Indonésie dans les îles Moluques ont eu de graves répercussions sur l'économie locale et les moyens de subsistance des habitants. Outre la mort de 9 000 personnes, les conflits ont entraîné le déplacement de plus de 400 000 autres (soit plus de 30% de la population locale), la destruction d'établissements scolaires, d'installations médicales, de plus de 40 000 maisons ainsi que d'entreprises, de cultures, de bétail et de bateaux et équipements de pêche.

**STRATÉGIE**

Grâce à un financement du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine créé à l'initiative du Gouvernement japonais, l'ONUDI et l'Organisation internationale du Travail (OIT) exécutent actuellement un projet visant à soutenir la reconstruction et le processus de réconciliation sur les îles. L'ONUDI a pris la tête des opérations pour ce qui est de cerner les problèmes et d'assurer les transferts de technologie nécessaires, tandis que l'OIT s'est concentrée sur les initiatives de développement économique au niveau local. Les deux organisations travaillent ensemble à des programmes de prévention des conflits, de gestion d'entreprise et de développement de l'entrepreneuriat dans 21 villages situés dans les districts de la ville d'Ambon, des Moluques centrales et du Seram occidental.

En collaboration avec le gouvernement local, l'ONUDI a également créé le Centre technologique des Moluques, qui doit permettre d'exploiter l'énorme potentiel que représentent les produits de base locaux, tels que la fécule de palmier sagoutier, les algues et les huiles d'eucalyptus et de coco. La formation est essentiellement dispensée au niveau communautaire et profite déjà aux artisans locaux, qui adoptent progressivement de nouvelles technologies, élargissent leur

gamme de produits et augmentent la valeur de ces derniers. Les personnels de projet et leurs stagiaires ont aussi organisé un festival de la production culturelle et de la petite industrie des Moluques, manifestation au cours de laquelle ont été présentés les résultats du projet et qui a permis à des centaines de participants, venus de différentes communautés, de mieux prendre conscience de leur patrimoine culturel commun.

**RÉSULTATS**

- Seize groupes de productivité ont été créés dans les villages.
- Quelque 580 bénéficiaires ont été formés, dont 30% de femmes.
- Des principes d'hygiène, des normes sanitaires et des bonnes pratiques d'économie domestique ont été introduits.
- De nouveaux produits adaptés au marché ont été conçus et des améliorations ont été apportées aux produits existants.
- Des formations et des conseils en matière de gestion et prévention des conflits ont été dispensés.

**IMPACT/PERSPECTIVES**

Quelque 3 000 personnes devraient bénéficier directement du projet et environ 20 000 indirectement. En termes d'appropriation au niveau local, le Gouvernement des Moluques a démontré son engagement vis-à-vis du projet en mettant à disposition des espaces de bureau et en faisant don de 50 000 dollars dans la phase initiale du projet. Les groupes qui avaient été créés dans 13 villages à l'occasion d'un projet antérieur de l'ONUDI bénéficient également d'une aide dans le cadre du projet actuel.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:*  
A.Calabro@unido.org

# LIBAN » LibanPack: services de conditionnement et d'étiquetage pour un meilleur accès des industries libanaises au marché



## En bref

<b>Objectif:</b>	Élargir l'accès des produits libanais aux marchés d'exportation et améliorer l'infrastructure relative à la qualité en vue d'un meilleur respect des obligations découlant des obstacles techniques au commerce et des mesures sanitaires et phytosanitaires
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim
<b>Priorité thématique:</b>	Renforcement des capacités commerciales
<b>Donateur:</b>	Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse
<b>Partenaire:</b>	Ministère de l'économie et du commerce (Liban)
<b>Budget:</b>	2 555 950 dollars
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2006-2012

## CONTEXTE

Le conditionnement et l'étiquetage sont des piliers essentiels d'un marketing réussi. Un conditionnement attrayant séduit les consommateurs tandis qu'un conditionnement innovant apporte une valeur ajoutée, par exemple s'il répond à un besoin du consommateur tel que la maîtrise des portions, la recyclabilité, l'inviolabilité, la sécurité des enfants, la facilité d'ouverture, de stockage et de transport et la résistance à la casse. Quant aux étiquettes, elles peuvent servir de support aux arguments publicitaires, créer une identité de marque, faciliter la reconnaissance d'un nom et permettre de tirer le meilleur parti de l'emplacement en rayon. Les obligations en matière de conditionnement et d'étiquetage sont également fondamentales pour garantir la sécurité sanitaire des aliments et la protection du consommateur.

Cependant, à ce jour, le conditionnement et l'étiquetage sont soumis à la réglementation du pays importateur visant à garantir la sécurité sanitaire des aliments et à en faciliter la traçabilité. Ces obligations légales restent un défi pour les exportateurs. Le secteur agro-industriel libanais est bien établi et produit des biens compétitifs, qui sont acceptables pour les marchés internationaux mais qui se heurtent à des rejets à l'exportation à cause d'un conditionnement et d'un étiquetage inadéquats.

## STRATÉGIE

Pour y remédier, l'ONUDI a, dans le cadre de son projet sur l'accès au marché et la conformité des exportations libanaises, financé par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse, et en coopération avec l'Association des industriels libanais, créé le centre libanais du conditionnement LibanPack, association privée à but non lucratif représentant de nombreux acteurs du conditionnement industriel au Liban. L'objectif de LibanPack est de devenir le point de référence à l'échelle nationale pour les fabricants, les producteurs, les spécialistes du conditionnement et les fournisseurs de programmes de formation et d'enseignement, ainsi qu'un centre de ressources pour les étudiants. Il contribue à améliorer la

qualité du conditionnement et de l'étiquetage au Liban et à garantir le respect des exigences des marchés internationaux.

## RÉSULTATS

LibanPack propose une large gamme de services:

- Aide à la conception d'emballages et étiquettes en vue de renforcer l'image et l'attrait d'une marque;
- Conception de structures d'emballage, avec offre aux clients de modèles de structures et de nouveaux moules pour les développer et les fabriquer;
- Missions de conseil, afin de s'assurer que les informations techniques figurant sur les étiquettes respectent bien les réglementations des différents pays en matière de conditionnement et d'étiquetage;
- Recommandations concernant les systèmes de gestion, les procédures et les obligations réglementaires en matière de sécurité sanitaire des aliments et de conditionnement, afin d'aider les clients à respecter les normes et réglementations internationales;
- Formation et assistance technique, pour répondre aux nouvelles tendances s'agissant des matériaux, des techniques et des technologies de conditionnement et pour diffuser des informations concernant les bonnes pratiques de fabrication, le système HACCP d'analyse des risques aux points critiques et les normes du Consortium des distributeurs britanniques (BRC) et de l'ISO;
- Promotion de conditionnements durables dans les industries libanaises.

## IMPACT/PERSPECTIVES

Le projet a déjà des effets positifs importants sur l'économie libanaise, comme l'augmentation des exportations du pays, en particulier vers de nouveaux marchés. Les progrès en matière de conditionnement ont également permis d'améliorer considérablement l'image des produits libanais sur les marchés internationaux.

Pour de plus amples informations sur ce projet: [tcb@unido.org](mailto:tcb@unido.org)

**En bref**

<b>Objectif:</b>	De nouvelles possibilités de revenus pour les femmes chefs d'entreprise
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
<b>Partenaire:</b>	Ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies (Maroc)
<b>Budget:</b>	2 600 000 euros
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	Septembre 2001-Décembre 2011

**CONTEXTE**

Certains des secteurs les plus prometteurs de l'économie marocaine, et ceux dans lesquels les femmes sont nombreuses, sont situés dans le nord, qui est aussi l'une des régions les plus défavorisées du pays. L'insuffisance des récoltes et de la production et l'absence de compétences en matière de gestion limitent la productivité et les possibilités de revenus pour les femmes chefs d'entreprise. Les contraintes culturelles sont un obstacle supplémentaire. Ces circonstances ont un effet néfaste non seulement sur les possibilités de revenus pour les femmes, mais aussi sur la croissance économique du pays.

**STRATÉGIE**

En collaboration avec l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, l'ONUDI a conçu un programme de promotion de l'entrepreneuriat visant à améliorer les possibilités de revenus de la population rurale tout en renforçant la compétitivité des petits groupes qui produisent de l'huile d'olive, du textile et des fruits et légumes séchés et qui sont gérés par des femmes.

Le projet a porté essentiellement sur l'amélioration des procédés de production à l'aide de nouveaux matériels permettant aux femmes chefs d'entreprise d'accroître la rapidité, la qualité et la sûreté de la production. L'ONUDI a également dispensé à plus de 400 femmes une formation en gestion, en bonnes pratiques de fabrication, en systèmes de traçabilité et en sécurité sanitaire des aliments. Ce projet a permis aux femmes chefs d'entreprise de produire des biens plus sûrs et plus compétitifs, de rendre leurs entreprises conformes aux normes et aux réglementations rigoureuses du marché, de surmonter les obstacles au commerce et d'assurer la continuité des exportations.

En dispensant des formations en finance, en marketing et en techniques de promotion, l'ONUDI a aussi permis aux femmes

de renforcer leurs compétences techniques et commerciales, de développer davantage leurs réseaux et de diversifier leur activité en produisant des biens à plus forte valeur ajoutée. Elles ont ainsi pu exporter une partie de leur production et vendre l'autre partie dans tout le pays. En outre, un important réseau d'institutions d'appui locales a été constitué dans les domaines des techniques de production, de la gestion d'entreprises et du marketing. Certaines entreprises dirigées par des femmes ont été représentées lors de foires commerciales dans toute l'Europe.

**RÉSULTATS**

Plus de 400 femmes ont reçu une formation dans les domaines de la production, de la gestion et des perfectionnements et systèmes technologiques, ce qui a entraîné en moyenne:

- Une augmentation de 50% des bénéfices
- Une augmentation de 40% de la productivité
- L'amélioration de la qualité des produits et l'obtention de certifications biologiques
- Une augmentation des ventes et des prix
- L'accès aux marchés d'exportation.

**IMPACT/PERSPECTIVES**

Aujourd'hui, les femmes qui dirigent des entreprises dans le nord du pays sont mieux organisées, font un meilleur usage des matières premières locales et vendent leurs produits aux niveaux local et international. En outre, le projet a également permis, dans le respect des valeurs culturelles, de donner aux femmes une certaine autonomie économique: elles créent désormais de la richesse et emploient d'autres personnes, et leur position au sein de leur famille et de leur communauté s'est améliorée.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:  
J.Moll-de-Alba@unido.org*

# MOZAMBIQUE

## » Réduire les inégalités hommes-femmes dès l'école



### En bref

<b>Objectif:</b>	Développer l'entrepreneuriat chez les filles et les garçons
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Gouvernement norvégien
<b>Partenaire:</b>	Ministère de l'éducation et de la culture du Mozambique
<b>Budget:</b>	2 300 000 dollars
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2007-2012

### CONTEXTE

Les inégalités hommes-femmes sont moindres au Mozambique que dans la plupart des pays en développement et plusieurs pays développés. En termes de perspectives économiques et d'autonomisation politique des femmes, le Mozambique est particulièrement avancé et se classe respectivement en cinquième et onzième positions, d'après le Rapport mondial sur les inégalités hommes-femmes de 2009. Cependant, concernant le niveau d'instruction, le pays arrive en cent vingt-troisième position, avec une différence importante entre hommes et femmes en matière d'alphabetisation et une chute dans la représentation des femmes au-delà de l'école primaire. Des études ont démontré à plusieurs reprises que les filles avaient des niveaux d'instruction inférieurs et étaient, plus tard, davantage susceptibles d'occuper des emplois faiblement rémunérés dans le secteur informel.

### STRATÉGIE

En 2007, grâce au soutien de l'ONUDI et à un financement du Gouvernement norvégien, le Ministère de l'éducation et de la culture a introduit un programme consacré à l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement secondaire et de formation professionnelle à travers tout le pays. Ciblent tout autant les filles que les garçons, le programme vise à améliorer leurs compétences et attitudes entrepreneuriales, pour amorcer *in fine*, dans tout le pays, un processus de croissance économique partant de la base et réduire ainsi la pauvreté.

Tout d'abord, des discussions ont été conduites avec les familles des élèves et les autorités scolaires concernant les bénéfices pratiques et concrets associés à l'acquisition de compétences entrepreneuriales par les femmes. Des enseignants et des élèves des deux sexes ainsi que des membres de la communauté ont été engagés dans le processus. Pour lever les barrières sociales et culturelles existantes, les élèves participent à des groupes de discussion sur la manière de les surmonter. En s'appuyant sur

une large gamme de compétences entrepreneuriales, ces jeunes garçons et filles apprennent à repérer les débouchés qui se présentent et à planifier, lancer et gérer de petites entreprises.

### RÉSULTATS

- 160 écoles ont mis en œuvre ce programme.
- Quelque 1 185 enseignants ont été formés (dont 171 femmes, soit 16,31%).
- 48% des 136 000 élèves ayant suivi le cours sont des filles.
- En 2010, 85% des élèves ont acquis des compétences entrepreneuriales.
- Quelque 225 instructeurs ont été formés pour préparer les futurs enseignants.
- Filles et garçons sont représentés de façon égale parmi les élèves ayant lancé de petites entreprises.
- Les élèves des zones rurales et urbaines font preuve d'une motivation égale par rapport à cette formation.

### IMPACT/PERSPECTIVES

Dans le discours actuel sur le développement, le rôle de l'éducation comme catalyseur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est largement reconnu. Cependant, l'accès est mis avant tout sur l'éducation primaire universelle (deuxième objectif du Millénaire pour le développement). Une étude montre que plus le niveau d'instruction des femmes est élevé, plus celles-ci sont susceptibles de maîtriser leur propre destinée et de contribuer à la croissance économique. Le projet est conçu de telle sorte que tant les filles que les garçons puissent bénéficier de niveaux d'instruction plus élevés. En raison de l'impact très positif du programme, le Ministère de l'éducation et de la culture l'a intégré à sa stratégie nationale officielle pour l'éducation.

Pour de plus amples informations sur ce projet:  
[G.Ott@unido.org](mailto:G.Ott@unido.org)

**En bref**

<b>Objectif:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à la promotion des industries créatives
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Gouvernement espagnol, via le Fonds pour la réalisation des OMD
<b>Partenaires:</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale du tourisme (OMT), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Ministère péruvien du commerce et du tourisme
<b>Budget:</b>	5 millions de dollars (670 000 dollars de l'ONUDI)
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2010-2012

**CONTEXTE**

Le taux de croissance élevé qu'a connu le Pérou au cours de la dernière décennie a permis au pays de passer de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire. En dépit de ce progrès, l'accroissement des richesses n'a pas créé suffisamment d'emplois pour que la pauvreté soit ramenée aux niveaux souhaités. Dans les zones rurales reculées, des milliers de Péruviens peinent encore à gagner leur vie par la fabrication d'objets artisanaux traditionnels et la production agro-alimentaire à petite échelle. Afin de libérer le potentiel de ces industries, plusieurs barrières doivent être levées: techniques de production inefficaces, cadre institutionnel inadapté, environnement réglementaire lourd, infrastructures limitées et manque de systèmes de soutien financier.

**STRATÉGIE**

Grâce à un financement du Gouvernement espagnol via le Fonds pour la réalisation des OMD et en partenariat avec cinq autres organismes des Nations Unies, l'ONUDI a entamé un programme conjoint visant à améliorer le cadre réglementaire de manière à favoriser les industries créatives et à renforcer les capacités de production et de commercialisation des petits producteurs. L'intervention de l'ONUDI porte sur le renforcement des réseaux de producteurs dans le secteur de l'artisanat et sur l'apport d'une aide aux producteurs pour leur permettre d'améliorer la production et la commercialisation de leurs produits culturels. Les régions retenues sont Ayacucho, Cuzco, Puno et Lambayeque, car elles affichent les niveaux de pauvreté les plus élevés du pays.

**RÉSULTATS**

- Les producteurs des quatre régions ont bénéficié d'une assistance technique pour améliorer la fabrication d'articles tels que des objets artisanaux, des poupées, des céramiques, des ceintures et des vêtements (l'OIT a formé 120 instructeurs certifiés, qui reproduisent cette formation auprès des partenaires régionaux).
- De nouveaux modèles, qui restent toutefois dans l'esprit des produits traditionnels, ont été créés et sont vendus avec succès sur les marchés locaux.
- Les producteurs travaillant l'alpaga et le coton ont été familiarisés à des techniques de teinture plus efficaces et sûres.

**IMPACT/PERSPECTIVES**

La promotion des industries créatives présente un grand potentiel, non seulement en matière de possibilités de revenus pour les petits producteurs ruraux, mais aussi pour la croissance économique du pays. Le développement de ces industries est une priorité nationale, et le Gouvernement promeut activement ces produits sur les marchés locaux et internationaux. Les institutions représentant le secteur privé participent également aux activités du projet, gage supplémentaire d'une amélioration du niveau de vie des bénéficiaires.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:  
F.Russo@unido.org*

# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

## » Une économie sans opium



### En bref

<b>Objectif:</b>	Moyens de subsistance alternatifs pour les populations vivant de l'opium
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine créé à l'initiative du Gouvernement japonais
<b>Partenaires:</b>	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), Gouvernement de la République démocratique populaire lao
<b>Budget:</b>	1 300 000 dollars
<b>État d'avancement:</b>	Achevé
<b>Durée:</b>	Mars 2007-Juin 2011

### CONTEXTE

En République démocratique populaire lao, près du quart de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins d'un dollar par jour. Les efforts de réduction de la pauvreté entrepris dans les zones rurales des provinces du nord du pays sont entravés par une dépendance assez générale vis-à-vis de la culture du pavot. Pour résoudre ce problème, et celui de la toxicomanie qui y est associé, le Gouvernement a mis en place un plan national visant l'éradication de la culture du pavot à opium. Aujourd'hui, le pays est en passe d'atteindre son objectif, mais la pérennité des résultats obtenus et leurs conséquences pour les populations qui vivaient autrefois de cette culture constituent des sujets de préoccupation croissante.

### STRATÉGIE

En 2007, l'ONUDI, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) et le Gouvernement ont entamé un projet visant à réduire la dépendance vis-à-vis de l'opium et à améliorer le niveau de vie des populations de trois districts de la province d'Oudomxay, grâce à la diversification des cultures et à l'apport de valeur ajoutée aux produits agricoles de base. Le projet a combiné l'expertise technique et les avantages comparatifs des deux organisations: l'ONUDI a fourni une assistance technique pour le développement des activités productives et le renforcement des capacités commerciales à l'échelle des villages, des districts et de la province, tandis que l'UNODC s'est attaché à créer un environnement exempt de drogues et à améliorer les conditions de vie en promouvant le développement socioéconomique et des solutions viables et légales en remplacement de l'opium.

Dans le cadre de l'assistance de l'ONUDI, plus de 30 groupes de productivité ont été créés au niveau des villages et un millier de personnes environ ont reçu une formation de base

en matière de transformation de produits agricoles et de développement communautaire. Ils produisent et vendent de l'huile de sésame, du papier de fabrication artisanale, des balais et des sacs en fibres naturelles, entre autres produits.

### RÉSULTATS

- Quelque 36 000 personnes de 22 villages ont bénéficié du programme conjoint d'assistance.
- Quelque 30 groupes de productivité ont été créés dans 16 villages et ont reçu des outils et équipements.
- Plus d'un millier de personnes ont reçu une formation de base en matière de transformation de produits agricoles et de développement communautaire.
- Des produits sont désormais fabriqués et vendus localement.
- Les toxicomanes bénéficient de services de soin et de réinsertion dans leurs communautés respectives.

### IMPACT/PERSPECTIVES

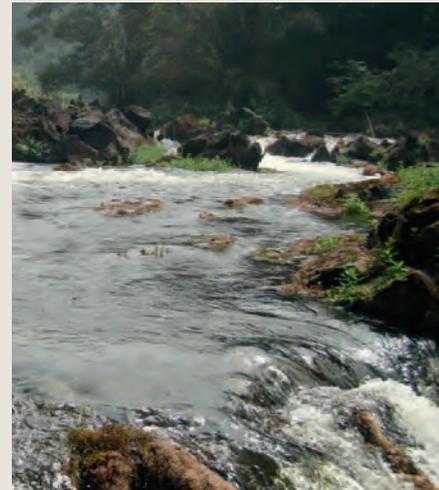
Les bénéficiaires du projet ont commencé à partager avec leurs familles et leurs amis les connaissances qu'ils ont nouvellement acquises, ce qui a conduit à un quasi doublement du nombre de bénéficiaires, selon une estimation approximative. Le Centre pour la productivité et la commercialisation de la ville d'Oudomxay joue désormais un rôle clef dans la transformation de l'économie locale. Il crée en effet un lien nécessaire entre les villages reculés et les marchés et permet aux villageois de vendre leurs produits dans la capitale. Les villageois ont par ailleurs pu accéder directement aux marchés en participant à diverses foires, notamment au festival de l'artisanat lao.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:*  
[A.Calabro@unido.or](mailto:A.Calabro@unido.or)

## » Accès à l'énergie pour les communautés rurales

**En bref**

<b>Objectif:</b>	Accès à l'énergie grâce à l'hydroélectricité
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 7. Préserver l'environnement
<b>Priorité thématique:</b>	Environnement et énergie
<b>Donateur:</b>	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
<b>Partenaire:</b>	Ministère de l'énergie et des ressources en eau de la Sierra Leone
<b>Budget:</b>	36 millions de dollars
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	Juillet 2009-Décembre 2014

**CONTEXTE**

Comme dans de nombreux autres pays en développement, les efforts déployés en Sierra Leone pour réduire la pauvreté et parvenir à une meilleure croissance économique sont entravés par l'absence d'électricité. Si le pays dispose d'un potentiel de production d'énergie grâce à ses ressources hydrauliques, géothermiques et solaires et à ses réserves de méthane, de nombreuses barrières doivent toutefois être levées, comme la faiblesse des moyens techniques, le manque d'institutions de financement dans les zones rurales et la fragilité de l'entreprenariat privé.

**STRATÉGIE**

À la demande du Gouvernement, et conformément au plan national visant à accroître l'accès à l'électricité des communautés rurales, l'ONUDI a lancé un projet pour promouvoir le développement des énergies renouvelables à des fins productives. L'objectif est de construire des minicentrales hydroélectriques pour permettre aux communautés rurales d'accéder à une source d'énergie abordable, fiable et moderne.

Après approbation du projet et réception d'une subvention préparatoire du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Centre international chinois pour les petites centrales hydroélectriques et l'Institut indien de l'énergie et des ressources (TERI) ont évalué, pour le compte de l'ONUDI, la faisabilité de la construction d'une minicentrale hydroélectrique à Singmi Falls, dans le district de Moyamba. Dans le même temps, des concertations ont été conduites avec le Gouvernement et d'autres acteurs, tous souhaitant s'impliquer activement dans la construction des centrales.

**RÉSULTATS ATTENDUS**

Le projet permettra à terme de:

- Fournir une source d'énergie abordable, fiable et moderne aux communautés rurales;
- Renforcer les capacités pour développer les minicentrales hydroélectriques;
- Soutenir la croissance de diverses entreprises et créer davantage d'emplois;
- Réduire la pollution à l'intérieur des bâtiments occasionnée par l'utilisation de sources d'énergie traditionnelles.

**IMPACT/PERSPECTIVES**

Les minicentrales hydroélectriques constituent une solution abordable pour le développement de l'énergie rurale. Si l'initiative était reproduite à travers le pays, les nouvelles centrales pourraient grandement contribuer à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. Avec le budget de 36 millions de dollars demandé, l'ONUDI espère toucher 8 500 ménages et 45 000 personnes. À ce jour, 2 millions de dollars ont été approuvés par le FEM, tandis que la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO et l'Union européenne se sont montrées intéressées par la possibilité de cofinancer le projet.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:  
R.P.Singh@unido.org*

# SOUDAN

## » Moderniser le secteur de la pêche dans l'État de la mer Rouge



### En bref

<b>Objectif:</b>	Une pêche durable pour le développement économique
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 7. Préserver l'environnement
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Agence canadienne de développement international (ACDI)
<b>Partenaires:</b>	Ministère fédéral de l'industrie, Ministère de l'économie et des investissements de l'État de la mer Rouge, Ministère de l'agriculture de l'État de la mer Rouge
<b>Budget:</b>	4 687 240 dollars
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2009-2012

### CONTEXTE

L'État de la mer Rouge est considéré comme l'une des régions les plus défavorisées du Soudan, où la communauté des pêcheurs a tout particulièrement besoin d'aide. Il n'en est pas moins doté de ressources marines et côtières abondantes qui pourraient fournir de nouvelles possibilités de revenus à la population locale. Cependant, à ce jour, le potentiel de ces ressources n'a pas été correctement exploité. La grande majorité des populations côtières se consacrent à l'élevage et ne se sont que récemment tournées vers la mer pour assurer leur subsistance et leur sécurité alimentaire. Afin de libérer le potentiel de l'industrie de la pêche, il faut améliorer les compétences techniques et de gestion, créer les infrastructures de marché et renforcer les institutions d'appui locales.

### STRATÉGIE

Afin de relever ces défis, l'ONUDI met en œuvre un projet pour la modernisation de la pêche artisanale et la création de nouveaux débouchés dans l'État de la mer Rouge. Financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le projet vise à accroître les revenus et à améliorer ainsi les conditions de vie des pêcheurs de la région. Il concerne chaque étape de la chaîne de valeur, de la capture des poissons à la commercialisation, en passant par la transformation, ainsi qu'aux intrants nécessaires tout au long du processus. Les bénéficiaires directs incluent les pêcheurs, les femmes de ces communautés et les institutions publiques d'appui à l'industrie de la pêche.

### RÉSULTATS

- Des installations de commercialisation et des sites de débarquement du poisson ont été construits et sont opérationnels partout où le projet est mis en œuvre. Des institutions associant secteur public et secteur privé ont été créées, qui sont chargées de superviser l'exploitation des sites de débarquement.
- Des coopératives de pêche ont été mises en place dans chacun des trois sites et 34 de leurs membres ont été

formés aux technologies modernes, à l'entrepreneuriat, aux questions d'hygiène et de sécurité sanitaire des produits alimentaires et à l'utilisation des ressources.

- Trois associations de femmes ont été créées et équipées, et sont officiellement reconnues par le Gouvernement.
- Quelque 250 femmes ont été formées aux compétences entrepreneuriales et à la gestion d'entreprise.
- Ces associations de femmes exploitent chacune avec succès plusieurs microentreprises (dans lesquelles 100 femmes sont directement impliquées), ce qui leur permet de financer de manière indépendante des activités comme des cours d'alphabétisation et de sensibilisation aux questions de santé destinés à leurs membres, ainsi que des services de garderie.
- Afin de développer les capacités locales, 25 membres du personnel d'institutions partenaires ont bénéficié d'une formation au renforcement des capacités et deux voyages d'études ont été organisés pour tirer parti de l'expérience d'autres pays.

### IMPACT/PERSPECTIVES

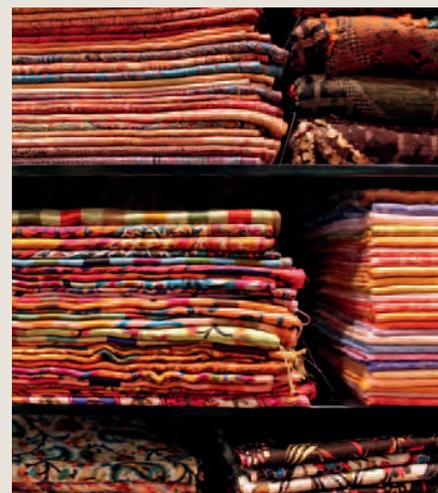
Le projet est le principal moteur du développement du secteur de la pêche dans l'État de la mer Rouge et sa capacité à contribuer à la croissance économique, à réduire la pauvreté et à garantir la sécurité alimentaire commence à apparaître. Les communautés de pêcheurs jusqu'alors marginalisées par les intermédiaires commerciaux perçoivent aujourd'hui des revenus plus importants pour leurs prises. Les trois sites de débarquement du poisson et les coopératives de pêche servent de modèles pour les bonnes pratiques en matière de traitement, transformation et commercialisation du poisson. Afin d'en assurer la pérennité, toutes les interventions ont été conduites dans l'optique d'une autosuffisance économique.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:*  
[d.tezera@unido.org](mailto:d.tezera@unido.org)

## » Transformer l'industrie textile

**En bref**

<b>Objectif:</b>	Une industrie textile compétitive
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 7. Préserver l'environnement 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateur:</b>	Gouvernement espagnol, via le Fonds pour la réalisation des OMD
<b>Partenaires:</b>	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation internationale du Travail (OIT), Association des exportateurs de textile et de prêt-à-porter d'Istanbul (ITKIB)
<b>Budget:</b>	2 700 000 dollars (860 000 dollars de l'ONUDI)
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2009-2012

**CONTEXTE**

De tout temps, la production textile a joué un rôle central dans la culture et l'économie turques. Aujourd'hui, elle est l'un des secteurs les plus importants du pays, en termes de contribution au produit intérieur brut (PIB), de création d'emplois et d'exportations nettes. Cependant, l'abrogation de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les textiles et les vêtements, en 2004, a exposé les entreprises turques à la concurrence de l'Asie. Parallèlement, le marché international (dont des multinationales de distribution du secteur textile et des marques de vêtements) a commencé à imposer des conditions plus strictes aux fournisseurs concernant, notamment, les conditions de travail et le respect de l'environnement. Les producteurs turcs, en particulier dans les régions les moins développées, manquaient d'informations quant à ces évolutions et à leurs conséquences sur leur activité. Conscient de la complexité des changements structurels nécessaires, le Gouvernement turc a sollicité l'assistance du système des Nations Unies afin de transformer l'industrie textile du pays.

**STRATÉGIE**

Grâce à un financement du Gouvernement espagnol via le Fonds pour la réalisation des OMD, et en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Association des exportateurs de textile et de prêt-à-porter d'Istanbul (ITKIB), l'ONUDI a élaboré un programme de renforcement des capacités sur trois ans destiné au secteur textile turc. L'objectif est de rendre l'industrie textile turque plus compétitive. L'accent est mis sur l'intégration des petites entreprises de production textile dans les chaînes de valeurs nationales et internationales, afin d'améliorer les perspectives d'emploi. Un soutien est par ailleurs apporté aux groupes locaux défavorisés et aux femmes.

**RÉSULTATS**

- Les principaux problèmes rencontrés par les différents acteurs de la chaîne de valeur du textile ont été cernés, ainsi que les possibles points de départ pour les activités de développement de groupements d'entreprises.
- Une analyse a été réalisée pour évaluer la conduite de 100 PME, 10 acheteurs et 10 organisations d'appui aux entreprises de l'industrie textile en matière de respect de l'environnement.
- 95 experts ont été formés à la méthodologie de l'ONUDI pour le développement de groupements d'entreprises à Kahramanmaras, Gaziantep, Adiyaman, Malatya et Istanbul.
- Une réunion d'experts rassemblant tous les acteurs de la chaîne de valeur du textile a été organisée afin de discuter des pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises dans l'industrie textile à tous les niveaux.
- Des informations concernant les stratégies de responsabilité sociale des entreprises et les exigences en la matière vis-à-vis des fournisseurs ont été collectées auprès d'acheteurs internationaux, dont NIKE, H&M, Marks & Spencer, Otto, Li & Fung et Gerry Weber. Des activités de coopération concrètes avec les acheteurs ont également été définies.

**IMPACT/PERSPECTIVES**

Grâce au programme conjoint, le secteur textile turc deviendra plus productif, innovant et réactif face aux exigences des consommateurs sur les marchés développés et émergents. Sa compétitivité sur les marchés régionaux et internationaux s'en trouvera améliorée, ce qui lui permettra de rapporter des bénéfices à l'économie turque ainsi que de fournir des emplois à des millions de personnes dans les régions ciblées.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:*  
N.Weisert@unido.org

# VIET NAM

## » Artisanat vert



### En bref

<b>Objectif:</b>	Production verte pour la préservation de l'environnement et l'accroissement des revenus
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 7. Préserver l'environnement
<b>Priorités thématiques:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives, environnement et énergie
<b>Donateur:</b>	Gouvernement espagnol, via le Fonds pour la réalisation des OMD
<b>Partenaires:</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Chambre de commerce internationale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
<b>Budget:</b>	4 millions de dollars (775 000 dollars pour l'ONUDI)
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2010-2012

### CONTEXTE

Le secteur vietnamien des objets artisanaux et des petits meubles est internationalement reconnu comme l'un des marchés émergents les plus compétitifs pour l'approvisionnement en gros. La fabrication de ces objets et meubles est le plus souvent familiale et fournit des emplois à plus d'un million de personnes réparties sur 2 000 villages. Cependant, la croissance de ce secteur s'est accompagnée d'une pression grandissante sur les ressources naturelles et de pratiques non durables en matière de récolte, dans certains cas. De plus, le traitement de certains matériaux a provoqué une grave pollution des eaux et le rejet de déchets importants. Le savoir-faire en matière de modes de production et de conception durables fait défaut à de nombreux fabricants d'objets artisanaux et de petits meubles. Il leur manque également les compétences en gestion qui leur permettraient de tirer parti des débouchés qu'offrent les marchés nationaux et internationaux. Tout cela nuit aux possibilités qu'ils ont de générer des revenus, à la préservation de l'environnement et à la croissance économique du pays.

### STRATÉGIE

Grâce à un financement du Gouvernement espagnol via le Fonds pour la réalisation des OMD, et en partenariat avec quatre autres organismes des Nations Unies, l'ONUDI a lancé un programme conjoint visant à améliorer les perspectives de revenus et d'emplois des personnes qui fabriquent des objets artisanaux ou de petits meubles et cultivent ou récoltent les matières premières nécessaires. Le programme cible environ 4 500 ménages pauvres de quatre provinces du nord du Viet Nam, à savoir Nghe An, Hoa Binh, Thanh Hoa et Phu Tho. La stratégie consiste à développer des chaînes de valeur "vertes" mieux intégrées, favorables aux pauvres et respectueuses de l'environnement afin d'apporter des améliorations aux produits et de les faire accéder à des marchés plus rentables.

Dans le cadre du programme, l'ONUDI est chargée d'introduire des principes et des pratiques de production plus propre et d'écoconception dans les secteurs du bambou et du rotin, de la soie, du jonc de mer, du papier de fabrication artisanale et des objets laqués.

### RÉSULTATS ATTENDUS

- Meilleure compréhension des chaînes de valeur des objets artisanaux et des petits meubles à Nghe An, Hoa Binh, Thanh Hoa et Phu Tho;
- Gestion durable des ressources naturelles dans ces chaînes de valeur;
- Revenus accrus pour les personnes qui fabriquent des objets artisanaux et des petits meubles et cultivent ou récoltent les matières premières nécessaires dans ces quatre provinces;
- Cadres réglementaires et politiques améliorés au niveau des provinces et à l'échelle nationale, qui répondent aux besoins des producteurs de matières premières et de ceux qui fabriquent, transforment et commercialisent ces produits dans ces quatre provinces.

### IMPACT/PERSPECTIVES

En réduisant les impacts environnementaux d'un produit artisanal sur l'ensemble de son cycle de vie, tout en augmentant sa valeur marchande grâce au développement de meilleures fonctionnalités, à l'intégration de motifs traditionnels ou à des améliorations esthétiques, le programme garantira au final l'accès des produits vietnamiens au marché mondial actuel de la décoration intérieure. Cela permettra d'améliorer la situation économique des cultivateurs, récoltants et fabricants pauvres, de promouvoir la préservation de l'environnement et de contribuer à la croissance économique du Viet Nam.

Pour de plus amples informations sur ce projet :  
[R.VanBerkel@unido.org](mailto:R.VanBerkel@unido.org)

# PAYS EN DÉVELOPPEMENT

## » Industries pharmaceutiques

### En bref

<b>Objectif:</b>	Accès aux médicaments dans les pays en développement et les pays les moins avancés
<b>OMD:</b>	6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement
<b>Priorité thématique:</b>	Réduction de la pauvreté grâce à des activités productives
<b>Donateurs:</b>	Gouvernement allemand, ONUDI
<b>Partenaires:</b>	Ministères de la santé et/ou de l'industrie/du commerce, secteur pharmaceutique
<b>Budget:</b>	4 700 000 euros
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2006-2012



### CONTEXTE

Le fardeau de la morbidité pèse de façon disproportionnée sur les pays en développement et les pays les moins avancés. Les pandémies qui retiennent le plus l'attention, à savoir le VIH, la tuberculose et le paludisme, ont toujours des effets dévastateurs en termes de santé publique. On estime que l'Afrique supporte 25% du fardeau mondial de la morbidité et qu'elle concentre plus de 50% des décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde. Les défis à relever pour mettre fin à cette tragédie tiennent notamment aux limitations des systèmes de santé, à l'insuffisance des ressources humaines et à la faible disponibilité des produits de base. De nombreuses initiatives sont en cours, qui devraient contribuer à la résolution de ces problèmes. Dans ce contexte, poursuivre le développement du secteur pharmaceutique local pourrait avoir un effet positif sur les résultats en matière de santé dans les pays en développement et les pays les moins avancés et contribuer à la croissance économique.

### STRATÉGIE

Grâce au soutien financier du Gouvernement allemand, l'ONUDI a lancé un projet visant à développer la production locale de médicaments essentiels et à permettre un meilleur accès à des médicaments abordables. Les défis auxquels se heurte ce secteur sont complexes et portent notamment sur des aspects techniques de la production et de la réglementation, ainsi que sur des questions connexes telles que la captation d'investissements, l'élaboration de politiques de soutien au secteur, le développement des ressources humaines nécessaires et la promotion des transferts de technologie.

Pour relever ces défis, le projet vise à faciliter le dialogue entre les sphères publique et privée en vue de l'élaboration d'une stratégie commune pour le secteur pharmaceutique et à favoriser la mise en oeuvre d'un ensemble de solutions intégrées. Il doit permettre de renforcer les capacités des

institutions pertinentes, telles que les associations d'entreprises et les organismes de formation, à contribuer au développement du secteur.

### RÉSULTATS

- En juillet 2011, le projet a été le cadre de l'établissement avec la Commission de l'Union africaine d'un partenariat devant permettre d'accélérer la mise en oeuvre du Plan de production pharmaceutique en Afrique, mécanisme adopté par les chefs d'État africains au Sommet d'Accra de 2007.
- Les avancées se sont poursuivies concernant les stratégies nationales au Ghana, au Kenya et au Viet Nam.
- Une association sud-africaine du secteur des médicaments génériques a été créée pour défendre les intérêts de l'industrie pharmaceutique dans la sous-région.
- Plusieurs études ont été réalisées concernant les aspects économiques de la production, l'accès au capital des fabricants de produits pharmaceutiques en Afrique, les procédés de fabrication efficaces dans ce secteur et les mesures de stimulation du secteur.
- Des évaluations nationales de l'industrie pharmaceutique ont été conduites dans un échantillon de pays et publiées.

### IMPACT/PERSPECTIVES

La production locale et compétitive de médicaments essentiels de qualité a un rôle important à jouer dans l'amélioration de l'accès aux médicaments. L'ONUDI considère qu'il s'agit d'une niche importante, au carrefour de la santé publique et du développement économique. À ce jour, les pays engagés dans le projet comprennent le Botswana, le Cambodge, le Cameroun, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Nigéria, l'Ouganda, La République démocratique populaire lao, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:*  
[J.Reinhardt@unido.org](mailto:J.Reinhardt@unido.org)

# PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

## » Raccordement au réseau



### En bref

<b>Objectif:</b>	Créer des services énergétiques durables
<b>OMD:</b>	1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim 7. Préserver l'environnement
<b>Priorité thématique:</b>	Environnement et énergie
<b>Donateurs:</b>	Gouvernement autrichien, Gouvernement italien
<b>Partenaires:</b>	Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, Pacific Power Association, Organisation des États américains, Energy & Security Group et Public Service Cooperative Credit Union
<b>Budget:</b>	435 000 euros
<b>État d'avancement:</b>	En cours
<b>Durée:</b>	2007-2011

### CONTEXTE

Dans la plupart des petits États insulaires en développement du Pacifique et des Caraïbes, les efforts déployés pour réduire la pauvreté et générer une croissance économique sont entravés par le défaut d'électricité. Leur forte dépendance vis-à-vis de l'importation d'hydrocarbures ainsi que leurs besoins considérables en capitaux qui leur permettraient de renforcer leurs capacités rendent ces États vulnérables aux cours internationaux du pétrole et aux aléas de l'approvisionnement énergétique. Si ces îles possèdent un important potentiel pour ce qui est de produire de l'énergie solaire et de l'énergie tirée de la biomasse, certains obstacles, tels que le manque de ressources financières, techniques et humaines, doivent toutefois être surmontés.

### STRATÉGIE

L'ONUDI, avec l'appui financier de l'Autriche et de l'Italie et en collaboration avec des acteurs régionaux et nationaux, met en œuvre des projets de développement des énergies renouvelables à la Grenade, au Samoa et aux Îles Salomon. En favorisant des systèmes d'énergies renouvelables et le renforcement des capacités des institutions partenaires, ces projets visent à contribuer à la croissance économique et au bien-être social. Ils s'appuient sur des activités portant sur les énergies renouvelables qui ont été précédemment menées dans la région ainsi que sur l'expérience acquise par d'autres organismes.

Aux Îles Salomon, un centre communautaire situé dans la Province de Malaita a été équipé de panneaux solaires, dont l'électricité sert à l'éclairage, aux machines à coudre, au traitement des aliments et à la réfrigération. Ce centre assurera également la formation de jeunes femmes à certaines compétences de base, telles que la couture et la conservation des aliments, et les aidera à créer leurs propres entreprises, afin de générer des revenus et d'améliorer le bien-être social de la collectivité.

À la Grenade, des agents de prêts ont été formés et des possibilités de crédits à long terme ont été mises en place à l'intention des acheteurs. Une campagne a été menée pour sensibiliser les esprits aux avantages économiques et environnementaux qu'entraîne l'abandon du système de chauffe-eau électrique au profit du système solaire.

### RÉSULTATS ATTENDUS

- Utilisation accrue des énergies renouvelables
- Meilleur accès des communautés locales à l'électricité
- Indépendance énergétique renforcée
- Appui à diverses entreprises commerciales et création d'emplois
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre provoquées jusque-là par le recours aux hydrocarbures.

### IMPACT/PERSPECTIVES

Les services énergétiques durables sont indispensables au développement économique et social. Il est largement reconnu que les énergies renouvelables permettent de renforcer le bien-être social, de réduire les importations, de créer des emplois et de générer de nouveaux revenus. Au Samoa et aux Îles Salomon, l'ONUDI repérera les entreprises et les procédés dont la productivité pourrait se trouver améliorée par le recours aux énergies renouvelables et à des pratiques énergétiques efficaces. Un appui financier sera également sollicité pour des usines pilotes aux Palaos, aux Tonga et au Vanuatu. À la Grenade, l'ONUDI élargira le champ d'application des systèmes de chauffe-eau solaires et cherchera à accroître le recours à d'autres énergies renouvelables ainsi qu'à des mesures visant à améliorer le rendement énergétique.

*Pour de plus amples informations sur ce projet:*  
[M.Draeck@unido.org](mailto:M.Draeck@unido.org)

# Généralités sur l'ONUDI

## Taille et structure de l'Organisation

L'ONUDI, créée en 1966, est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985. Elle compte actuellement 174 États membres, les Tuvalu étant le dernier État à avoir rejoint l'Organisation (le 13 septembre 2011). Une liste des États membres est présentée aux pages 148 et 149.

L'ONUDI emploie environ 700 fonctionnaires au siège et dans d'autres bureaux. Le Directeur général de l'ONUDI, Kandeh K. Yumkella (Sierra Leone), a été reconduit par la Conférence générale à sa treizième session (7-11 décembre 2009) pour un nouveau mandat de quatre ans. Le montant total des opérations de l'ONUDI pour 2010-2011 est estimé à 361 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, la valeur totale des programmes et des projets de coopération technique en cours de l'ONUDI se chiffrait à 882 millions de dollars. En 2011, la valeur des activités de coopération technique a atteint 166,7 millions de dollars, soit la valeur la plus élevée depuis que l'ONUDI est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985. La structure de l'Organisation est présentée à la page 147.

## Objectif primordial de l'ONUDI

L'objectif primordial de l'Organisation est de promouvoir le développement industriel durable dans les pays en développement ou en transition. À cette fin, l'ONUDI favorise également la coopération aux niveaux mondial, régional et national, de même qu'au niveau sectoriel.

## Organes directeurs

L'ONUDI compte deux organes directeurs: la Conférence générale et le Conseil du développement industriel. Le

Comité des programmes et des budgets est un organe subsidiaire du Conseil du développement industriel.

## Conférence générale

Les États membres de l'ONUDI se réunissent tous les deux ans à l'occasion de la Conférence générale, qui est l'organe directeur suprême de l'Organisation. La Conférence générale définit les principes directeurs et les orientations, approuve le budget et le programme de travail de l'ONUDI et nomme le Directeur général. Elle élit également les membres du Conseil du développement industriel et du Comité des programmes et des budgets. La quatorzième session de la Conférence générale a eu lieu du 28 novembre au 2 décembre 2011.

La quinzième session de la Conférence générale est prévue du 2 au 6 décembre 2013.

## Conseil du développement industriel

Le Conseil du développement industriel, qui compte 53 membres, examine la mise en œuvre du programme de travail et l'exécution des budgets ordinaire et opérationnel, et fait des recommandations à la Conférence générale au sujet des orientations générales et de la nomination du Directeur général.

Le Conseil se réunit une fois par an. La trente-neuvième session du Conseil a eu lieu du 22 au 24 juin 2011.

## Comité des programmes et des budgets

Le Comité des programmes et des budgets, qui comprend 27 membres, est un organe subsidiaire du Conseil. Il se réunit une fois par an pour aider le Conseil à élaborer et à examiner le programme de travail, les budgets et d'autres questions financières. La vingt-septième session du Comité s'est tenue du 11 au 13 mai 2011.

# DIRECTEUR GÉNÉRAL

Adjoint du Directeur général

- Bureau des services de contrôle interne, IOS
- Bureau des affaires juridiques, LEG
- Bureau pour le changement et la rénovation organisationnelle, COR
- Point focal pour l'éthique et la responsabilisation

- Groupe de la coordination et de la planification stratégiques, ODG/OSC
- Groupe de l'évaluation, ODG/EVA
- Secrétariat des organes directeurs, ODG/PMO
- Bureaux de l'ONUDI à Bruxelles, Genève et New York, ODG/BRS, ODG/GVA, ODG/NYK

## Division de l'élaboration des programmes et de la coopération technique, PTC

Service du développement de l'agribusiness, PTC/AGR

Service d'appui au secteur privé et à la promotion des investissements et de la technologie, PTC/BIT

Service du renforcement des capacités commerciales, PTC/TCB

Service de l'énergie et du changement climatique, PTC/ECC

Service de la gestion de l'environnement, PTC/EMB

Service du Protocole de Montréal, PTC/MPB

Bureau du suivi des résultats des programmes, PTC/BRM

Bureau des programmes régionaux, PTC/BRP

- Programme pour l'Afrique, PTC/BRP/AFR
- Programme pour les pays arabes, PTC/BRP/ARB
- Programme pour l'Asie et le Pacifique, PTC/BRP/ASP
- Programme pour l'Europe et les nouveaux États indépendants, PTC/BRP/EUR
- Programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, PTC/BRP/LAC

## Division de la recherche stratégique, de l'assurance qualité et de la promotion, SQA

Service des politiques de développement, de la statistique et de la recherche, SQA/DPR

Service des relations avec les donateurs et de l'assurance qualité, SQA/DRQ

Groupe de la promotion et de la communication, SQA/ACG

## Division de la gestion générale et de l'appui aux programmes, PSM

Service de la gestion des ressources humaines, PSM/HRM

Services financiers, PSM/FIN

Services de gestion de l'information et des communications, PSM/ICM

Services d'appui aux opérations, PSM/OSS

Bureaux hors siège, PTC/FLD

Au 31 décembre 2011

# L'ONUDI dans le monde

En 2011, l'ONUDI a maintenu dans le monde entier un réseau de bureaux extérieurs comprenant 29 bureaux régionaux et bureaux de pays, dont certains couvrent plus d'un pays. En outre, 17 comptoirs de l'ONUDI étaient opérationnels en 2011. L'ONUDI a également un bureau dirigé par un conseiller industriel hors classe en République démocratique du Congo, première étape vers l'ouverture d'un bureau de pays. En outre, elle continue de gérer un centre pour la coopération régionale en Turquie.

## ÉTATS MEMBRES DE L'ONUDI

Afghanistan	Bolivie (État plurinational de)	Cuba	Géorgie	Jamaïque
Afrique du Sud	Bosnie-Herzégovine	Danemark	Ghana	Japon
Albanie	Botswana	Djibouti	Grèce	Jordanie
Algérie	Brésil	Dominique	Grenade	Kazakhstan
Allemagne	Bulgarie	Égypte	Guatemala	Kenya
Angola	Burkina Faso	El Salvador	Guinée	Kirghizistan
Arabie saoudite	Burundi	Émirats arabes unis	Guinée-Bissau	Koweït
Argentine	Cambodge	Équateur	Guinée équatoriale	Lesotho
Arménie	Cameroun	Érythrée	Guyana	Liban
Autriche	Cap-Vert	Espagne	Haïti	Libéria
Azerbaïdjan	Chili	Éthiopie	Honduras	Libye
Bahamas	Chine	ex-République yougoslave de Macédoine	Hongrie	Lituanie
Bahreïn	Chypre	Fédération de Russie	Inde	Luxembourg
Bangladesh	Colombie	Fidji	Indonésie	Madagascar
Barbade	Comores	Finlande	Iran (République islamique d')	Malaisie
Bélarus	Congo	France	Iraq	Malawi
Belgique	Costa Rica	Gabon	Irlande	Maldives
Belize	Côte d'Ivoire	Gambie	Israël	Mali
Bénin	Croatie		Italie	Malte
Bhoutan				Maroc

Un réseau mondial de bureaux de promotion des investissements et de la technologie favorise les flux de technologies et d'investissements vers les pays en développement et en transition. Plusieurs centres internationaux de technologie à différents stades de développement travaillent par ailleurs en coopération étroite avec les bureaux de promotion des investissements et de la technologie.

En outre, 47 centres nationaux pour une production plus propre (CNPP) et programmes nationaux pour une production propre ont été mis en place par l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et d'autres sont en cours de création.

L'ONUDI a aussi des bureaux de liaison à Bruxelles (Union européenne), à Genève (Organisation des Nations Unies) et à New York (Organisation des Nations Unies).

Maurice	Papouasie-Nouvelle-Guinée	République démocratique populaire lao	Samoa	Tonga
Mauritanie	Paraguay	République dominicaine	Sao Tomé-et-Principe	Trinité-et-Tobago
Mexique	Pays-Bas	République populaire démocratique de Corée	Sénégal	Tunisie
Monaco	Pérou	République tchèque	Serbie	Turkménistan
Mongolie	Philippines	République-Unie de Tanzanie	Seychelles	Turquie
Monténégro	Pologne	Roumanie	Sierra Leone	Tuvalu
Mozambique	Portugal	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Slovaquie	Ukraine
Myanmar	Qatar	Sainte-Lucie	Slovénie	Uruguay
Namibie	République arabe syrienne	Saint-Kitts-et-Nevis	Somalie	Vanuatu
Népal	République centrafricaine	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Soudan	Venezuela (République bolivarienne du)
Nicaragua	République de Corée		Sri Lanka	Viet Nam
Niger	République de Moldova		Suède	Yémen
Nigéria	République démocratique du Congo		Suisse	Zambie
Norvège			Suriname	Zimbabwe
Nouvelle-Zélande			Swaziland	
Oman			Tadjikistan	
Ouganda			Tchad	
Ouzbékistan			Thaïlande	
Pakistan			Timor-Leste	
Panama			Togo	

# Abréviations

ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	GFSI	Initiative mondiale de la sécurité alimentaire
AFRIMETS	Système intra-africain de métrologie	GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
AfriPANet	Réseau ONUDI-Afrique des agences de promotion des investissements	GSCP	Programme mondial de responsabilité sociale des entreprises
AIE	Agence internationale de l'énergie	HCFC	hydrochlorofluorocarbone
AME	Accord multilatéral sur l'environnement	HP	Hewlett Packard
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	ID3A	Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est	IIAAS	Institut international d'analyse appliquée des systèmes
CAMI	Conférence des ministres africains de l'industrie	ISO	Organisation internationale de normalisation
CCM	Comité consultatif mixte	LIFE	Initiative d'apprentissage pour les entrepreneurs
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	NEI	États nouvellement indépendants
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination	Norad	Agence norvégienne de coopération pour le développement
CDD	Commission du développement durable	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	OIT	Organisation internationale du Travail
CEI	Communauté d'États indépendants	OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	OMS	Organisation mondiale de la Santé
CEREEC	Centre régional de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique	ONU	Organisation des Nations Unies
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	PCB	Polychlorobiphényle
CFC	chlorofluorocarbone	PGI	Progiciel de gestion intégré
CITEH	Centre international pour la technologie de l'utilisation de l'énergie de l'hydrogène	PMA	Pays les moins avancés
CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique	PME	Petite et moyenne entreprise
CIV	Centre international de Vienne	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	POP	Polluants organiques persistants
EurAsEC	Communauté économique eurasiennne	REAP	Programme pour la responsabilité sociale des chefs d'entreprise
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	RECPnet	Conférence du réseau mondial de production propre et économe en ressources
Federexport	Fédération italienne des consortiums d'exportation	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	UA	Union africaine
FIDA	Fonds international de développement agricole	UE	Union européenne
		UFM	Union du fleuve Mano
		UNINETTUNO	Université télématique internationale italienne
		VAM	Valeur ajoutée du secteur manufacturier





**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

Centre international de Vienne, Boîte postale 300, 1400 Vienne (Autriche)

Téléphone: (+43-1) 26026-0, Télécopie: (+43-1) 26926-69

Courrier électronique: [unido@unido.org](mailto:unido@unido.org), Site Web: [www.unido.org](http://www.unido.org)